

# Place #23 Publique

RENNES ET MÉTROPOLE

LA REVUE URBAINE | Mai-Juin 2013



DOSSIER | P 3 |

## Venus d'ailleurs...

p. 121  
RICŒUR,  
LE PHILOSOPHE,  
L'ARCHITECTE  
ET LA CITÉ

DÉBAT | P 84 |

## L'université foraine à la fac Pasteur

p. 157  
JEAN-CLAUDE BOURLÈS,  
« SI LOIN DE LA VILLE »



10€

9 782918 791010

À VENIR

**Une rencontre-débat  
Place Publique  
sur l'immigration à Rennes**

Une rencontre-débat sur l'immigration à Rennes aura lieu le vendredi **17 mai à 12 h 30** à Maison Internationale de Rennes, 7, quai Chateaubriand dans le prolongement de la sortie de ce numéro de *Place Publique* consacré au même thème.

Interviendront lors de cette rencontre **Anne Morillon** et **Angéline Etienne**, toutes deux sociologues spécialistes de ces questions.

Entrée libre

400 MAISONS  
À VISITER  
PARTOUT EN FRANCE

**LES JOURNÉES  
D'ARCHITECTURES  
À VIVRE**



www.architecture - © Arnaud Saint-Germès

**14, 15, 16 & 21, 22, 23 JUIN**

INFORMATIONS ET RÉSERVATIONS SUR  
[WWW.AVIVRE.NET](http://WWW.AVIVRE.NET)



## PLACE PUBLIQUE

Rennes Métropole

La revue urbaine

Les Champs Libres

46, Boulevard Magenta

CS 33926 - 35039 Rennes Cedex

www.placepublique-rennes.com

### Directeur de la publication :

Jean Salaün

### Rédacteur en chef :

Georges Guitton  
georges.guitton@gmail.com

### Comité de rédaction :

Gauthier Aubert, Christine Barbedet, Guy Baudelle, David Bensoussan, Gaby Bonnand, Bernard Boudic, Gilles Cervera, Xavier Debontride, Marc Dumont, Georges Guitton, Catherine Guy, Éric Le Breton, Yves Morvan, Loïc Richard, Annie Rouxel.

### Ont participé à ce numéro :

Christine Barbedet, David Bensoussan, Dominique Bernard, Françoise Berretrot, Philippe Bohuon, Jean-Claude Bourlès, Amélie Cano, Gilles Cervera, Laurence Cotty, Xavier Debontride, Laurent Devisme, Marc Dumont, Georges Dussaud, Jean-Pierre Escofier, Thomas Frinault, Georges Guitton, Ahmed Lemligui, François Lepage, Anne Morillon, Bertrand Moro, Nadia Ouabdelmoumen, Thierry Paquot, Daniel Pichot, Jérôme Porée, Philippe Richard, Jacques Rolland, Raphaël Suire, Pierre Tanguy, Richard Volante, Céline Ziwès.

Place Publique est une revue éditée par l'association Place des débats

### Administrateurs :

Dominique Calafuri, Vincent Guillaudeux, Christian Le Renard, Olaf Malgras, Jean-Yves Merrien, Robert Jestin, Jean Salaün, Yves Sanquer

Concept graphique : Rampazzo et associés, Paris/Milan.

Réalisation : éditions joca seria, Nantes.

Tél. 02 40 69 51 94 contact@jocaseria.com

Impression : Cloître imprimeur Brest (29)

Commission paritaire : 1216 G 90158

ISBN 978-2-918791-01-0 ISSN 2115-323X

Cette revue est publiée grâce au soutien de Rennes Métropole

Diffusion presse Rennes : SAD

Photo de couverture : Christine Barbedet, Le marché de Blossne, mars 2013.

## ÉDITO

### 2 Place publique D'ailleurs et d'ici

## LE DOSSIER

### Venus d'ailleurs...

### 3 Christine Barbedet Balade en

### 4 diversité rennaise

### Anne Morillon Immigrés et réfugiés à

### 11 Rennes : toute une histoire...

### Mohamed Ben Hassel « Le bonheur

### 18 de la double culture »

### Ahmed Lemligui Comment se voient-

### 23 ils, comment nous voient-ils ?

### Gilles Cervera Itinéraires de Rennais

### 28 d'aujourd'hui

### Bertrand Moro L'accueil par Rennes

### 33 des chercheurs internationaux

### Nadia Ouabdelmoumen Connaître la

### 39 langue, un préalable légal

### Françoise Berretrot Des paroles de

### 43 migrants au musée de Bretagne

### Amélie Cano Le casse-tête des

### 49 mineurs isolés étrangers

### Angelina Etiemble « Le débat s'est

### 53 accru ces dernières années »

### Laurence Cotty « Ce que m'ont appris

### 55 trente ans de militantisme »

### Bernard Hennequin « La proximité du

### 59 lointain »

## PORTFOLIO

### François Lepage Voyageurs sans

### 63 bagages...

## PATRIMOINE

### Philippe Bohuon Les Chouinard,

### 71 l'architecture en famille

### David Bensoussan 15 février 1925

### 76 Catholiques contre le Cartel des

### gauches

### David Bensoussan 1969 La visite de

### 82 Charles de Gaulle

### 84 Georges Guitton Université foraine, une utopie en marche

### 87 Dominique Bernard, Jean-Pierre Escofier et Jacques Rolland La fac Pasteur Une histoire au cœur des sciences

## L'ENTRETIEN

### 95 Patricia Loncle-Moriceau Un regard optimiste sur les jeunes

## SIGNES DES TEMPS

### 101 Georges Guitton Bloc-notes

### 104 Critiques de livres

### 118 À écouter

## CONTRIBUTIONS

### 121 Georges Guitton Ici, Ricœur appris à « marcher dans la ville »

### 125 Jérôme Porée Le philosophe, l'architecte et la cité

### 131 Raphaël Suire Numérique : Rennes à la peine, Nantes s'envole

### 135 Thomas Frinault Rennes Métropole et après ?

### 140 Gilles Cervera Points de détails

## INITIATIVES URBAINES

### 143 Rennes 2040

### Thierry Paquot Que sera

### l'architecture ? Deux voies possibles

### 147 Villes d'ailleurs

### Gilles Cervera Bucarest, ville névrosée

### 153 Marc Dumont Brèves

## LE RENNES DES ÉCRIVAINS

### 157 Jean-Claude Bourlès « Mon faubourg... si loin de ma ville »

P

ourquoi parler aujourd'hui des immigrés? Parce qu'ils représentent un Rennais sur dix.

Parce qu'à Rennes un étudiant sur huit est étranger. Parce qu'ils appartiennent à la réalité vivante, à la vitalité réelle de cette ville. Qu'ils participent de ce que l'on appelle la « diversité ». Qu'ils « font » la cité tout autant qu'ils l'habitent.

Une autre raison aussi : les Rennais semblent parfois découvrir l'existence des migrants à côté d'eux, comme le note la sociologue Anne Morillon. Elle rappelle pourtant que l'immigration à Rennes est une vieille histoire (*lire page 11*). Raison de plus pour ramener en pleine lumière ces migrants un peu négligés.

Il y a une immigration paisible dont au fond on parle peu. Elle existe presque naturellement dans le tissu de la ville, elle « ne pose

gérie, nous confiant qu'en trente ans d'exercice de la médecine, il n'a jamais subi à Rennes la moindre discrimination ni entendu de remarques racistes (*lire page 18*)

Mais cette vision positive des migrants et de l'accueil rennais est comme contredite brutalement depuis quelques années par un autre aspect, plus événementiel, requérant l'urgence : la réalité des demandeurs d'asile, des réfugiés, des sans papiers, des sans toit, des mineurs étrangers. Un sort cruel, un droit pas toujours respecté, des hébergements insuffisants, des politiques fluctuantes, des situations de misère, des associations solidaires et fort remuantes, des administrations jugées inhumaines... Ce sont aussi des images difficiles à accepter : celle du centre de rétention de Saint-Jacques ou bien celle des files d'attente aux guichets de la préfecture.

Ces situations ne peuvent laisser indifférent. Très relayée par les médias, l'agitation en vient à escamoter l'autre réalité du paysage migratoire. Mais il faut bien l'admettre, les dernières années ont vu croître et se concentrer à Rennes la migration douloureuse : ainsi le nombre de demandeurs d'asile a-t-il augmenté de 40 % entre 2009 à 2010 en Ille-et-Vilaine. De même, le nombre de mineurs immigrés étrangers s'élève aujourd'hui à 450 dans le département alors qu'ils n'étaient que 5 en 2000!

En dépit des mobilisations, c'est un sentiment d'impuissance qui prévaut. C'est aussi le passionnel et l'agressivité qui risquent de prendre le dessus. Comme dit Bernard Hennequin, en charge depuis très longtemps des demandeurs d'asile (*lire page 59*) : « la question de l'immigration rend tout le monde fou ».

## D'ailleurs et d'ici

pas de problème ». Les immigrés qu'ils soient Marocains, Turcs, Algériens ou Portugais, se sentent en majorité plutôt bien à Rennes. Ce qui ne veut pas dire que leur rupture avec le pays d'origine n'est pas vécue comme une souffrance ainsi qu'en témoignent les migrants interrogés par le Musée de Bretagne dans le cadre de son exposition « Migrations » (*lire page 43*).

Sans doute sont-ils nombreux à l'instar de Fatima, originaire du Maroc et vivant à Maurepas depuis longtemps, à pouvoir s'exclamer (*lire page 5*) : « J'ai de la chance d'être dans un pays comme celui-ci. Il faut arrêter de lui taper dessus sans arrêt. » Ou bien de Dr Mohamed Ben Hassel, originaire d'Al-

- 4 Christine Barbedet *Balade en diversité rennais*
- 11 Anne Morillon *Immigrés et réfugiés à Rennes : toute une histoire...*
- 18 Mohamed Ben Hassel « *Le bonheur de la double culture* »
- 23 Ahmed Lemligui *Comment se voient-ils, comment nous voient-ils ?*
- 28 Gilles Cervera *Itinéraires de Rennais d'aujourd'hui*
- 33 Bertrand Moro *L'accueil par Rennes des chercheurs internationaux*
- 39 Nadia Ouabdelmoumen *Connaître la langue, un préalable légal*
- 43 Françoise Berretrot *Des paroles de migrants au musée de Bretagne*
- 49 Amélie Cano *Le casse-tête des mineurs isolés étrangers*
- 53 Angelina Etiemble « *Le débat s'est accru ces dernières années* »
- 55 Laurence Cotty « *Ce que m'ont appris trente ans de militantisme* »
- 59 Bernard Hennequin « *La proximité du lointain* »
- 63 PORTFOLIO  
François Lepage *Voyageurs sans bagages...*



# Balade en diversité rennaise

**CONTEXTE** > *La ville est diverse, colorée. La présence des immigrés, des étrangers, des « issus de l'immigration » est un fait. La promenade en six étapes que nous proposons ici dans l'espace urbain, au contact de Rennais issus d'autres continents, n'est pas seulement témoignage de la « diversité », elle se veut aussi invitation à mieux regarder et écouter.*



TEXTE ET PHOTOS > **CHRISTINE BARBEDET**

## DU DADÈS À MAUREPAS

« Surveiller bien les jauges de thé... attention les tajines doivent être chauffés à petite dose... vous verrez, il y a une heure et demie de coup de feu intense. Si vous avez besoin de grignoter, de boire un verre d'eau, faites-le... ». Sur la table, le millier de feuilletés est prêt à être servi. Depuis six ans, avec la poigne d'une battante et une attention toute maternelle, Fatima Sabr est sur le pont, accompagnée des bénévoles en charge de restaurer les convives du Festival Rue des Livres. Un festival organisé par l'Atelier culturel de Maurepas avec les habitants du quartier. Leur accompagnement attentif donne de la saveur à l'événement. Preuve en est l'implication de l'association Aides aux familles de la Vallée du Dadès-Bretagne que Fatima a créée en 2004.

« J'ai commencé par préparer les repas de la Quinzaine de voisinage de Maurepas. Je me suis dit que si j'étais capable de servir 500 repas, pourquoi ne pas continuer. » Depuis, elle concocte de petits plats marocains pour les fêtes familiales ou associatives. Ses enfants, sa

CHRISTINE BARBEDET est plasticienne et journaliste indépendante. Elle est membre du comité de rédaction de *Place Publique*

Fatima et sa mère (Fatima), ses filles : Zahra, l'aînée et Nawale



mère et les amis l'accompagnent, tous bénévoles. L'objectif est simple : « Par les fonds collectés, nous venons en aide à la population de la vallée du Dadès, au Maroc, en particulier pour soutenir la scolarisation des filles. C'est pour moi une façon de soutenir ceux que j'ai laissés derrière moi ».

Avec émotion, Fatima mesure le chemin parcouru : « La jeune fille de 15 ans qui est arrivée à Rennes dans le cadre du rapprochement familial a connu le choc des cultures ; elle n'avait jamais été à l'école. Aujourd'hui à 44 ans, mère de quatre enfants, elle est fonctionnaire au Rectorat ! » Elle ajoute : « J'ai la chance d'être dans un pays comme celui-ci ; il faut arrêter de taper dessus sans arrêt. Tout est possible quand on le veut. J'ai grandi dans ce quartier. Je connais les valeurs du partage. Pour faire tomber les préjugés, il faut apprendre à se connaître, créer du lien entre les générations et les voisins. C'est le sens de mon engagement ».

Arrivée ici à quinze ans, j'ai connu le choc des cultures.





## LE MARCHÉ DE TOUS LES MÉTISSAGES

Marché alimentaire aux parfums d'épices orientales, bric-à-brac où les couscoussiers et les théières rutilent et les tissus chatoient... le samedi matin au Blossne, la place de Zagreb est lieu de tous les métissages.

Parmi la centaine d'exposants, Clémentine vend des tissus africains aux couleurs bigarrées et chaudes, des parures et des bijoux. « Je faisais déjà ça dans mon pays. Il y a trois ans, j'ai décidé de monter mon affaire, c'est tellement difficile de trouver du travail ». Originnaire du Congo-Brazzaville, elle est arrivée à Rennes, il y a vingt ans. Elle vit à Maurepas. Aujourd'hui, les affaires sont moins souriantes que son rire : « On voit bien que les gens n'ont pas beaucoup d'argent ». Une jeune femme se laisse tenter par une paire de Créoles. « Oui... elles te vont bien ! ». Marché conclu.

À deux pas de là, Tcha Mi propose ses choux aux chaland. « Vas-y, choisis ! ». Hmong, elle est arrivée en

France en 1979. « Je mange la moitié et je vends la moitié. Je cultive sous des tunnels, près de ma maison à Châteauaugiron. C'est un travail difficile qui fait mal au dos et aux jambes... » Cresson, menthe, mâche... la vente est saisonnière. « Nous ne sommes plus que trois familles Hmong à vendre sur le marché. Avant, nous étions beaucoup plus. » Cuit à la vapeur ou sauté, le chou dit « chinois » a fait son entrée en diététique et en cuisine. Plus personne ne s'étonne de sa présence sur les étals.

Le samedi matin au Blossne, la place de Zagreb est lieu de tous les métissages.

Beyza et la jeune Ayse offrent des pâtisseries; Muhammed et son frère Mustafa ont revêtu le costume traditionnel des derviches tourneurs. Danseur et musicien de Konya, en Turquie



## VOYAGE AU BLOSNE ANATOLIEN

Dans le hall du Triangle, les familles s'affairent. L'Association d'Entraide des Travailleurs Turcs, l'AETTR, et l'association Rumi, « centre culturel turc » créé à Rennes en 2012, proposent un spectacle de derviches tourneurs. « L'amour universel » est pour une vague que le *sema*, danse en rotation, incarne. « Nous souhaitons faire découvrir à nos amis bretons, un morceau de notre culture d'origine. Les musiciens et danseurs sont en tournée dans la région et viennent de Konya, en Turquie. Ce programme est exceptionnel », expliquent les organisateurs.

Cette ville d'Anatolie, région d'origine de nombre de ressortissants turcs rennais, est le berceau du soufisme et de l'ordre des derviches tourneurs fondé au 13<sup>e</sup> siècle par Celaleddin Rumi dit Mevlana. « Ce poète et philosophe est pour nous un symbole de tolérance et de paix ». Pour l'occasion, Beyza et la jeune Ayse offrent les pâtisseries, aux amandes, pistache, sirop et pâte feuilletée...

préparées par les femmes: *kurabiye*, *baklava*, *lakul*, *lakum*, *ekerpare*...

« Nous voulons promouvoir un dialogue interculturel et créer des échanges. Par exemple, pour la nouvelle année musulmane, nous apportons la *Choula*, un gâteau traditionnel, aux paroissiens de Saint-Benoît. Pour accueillir le public, Muhammed et son frère Mustafa ont revêtu le *kirka*, ce haut chapeau en poil de chameau, et la *sikka*, la veste noire. Sur scène, les compositions vocales et musicales du *ayi* hypnotisent l'auditoire. Un petit film explicatif présente l'histoire des *Mevlevi*, cet ordre ascétique soufi. En 2005, la cérémonie *mevlevi sema* était consacrée chef-d'œuvre du patrimoine culturel immatériel par l'Unesco. La main droite levée vers le ciel et la main gauche tournée vers la terre, le temps est suspendu par le mouvement précis de la danse, dans un dialogue subtil entre l'ici et l'ailleurs.

Nous apportons la *Choula*, un gâteau traditionnel, aux paroissiens de Saint-Benoît.





Amjnata, Manicah et Soukamba du groupe Diva Dinasty



## MANICAH, AMJNATA, SOUKAMBA, LYDIA ET EVA

« Au début, nous ne nous connaissons pas. Un jour, une fille rencontrée à la Ré nous a proposé de faire de la danse à la Maison Verte, à Villejean. C'est comme ça que tout a commencé ». Si Manicah, Amjnata, Soukamba, Lydia et Eva ont leurs racines familiales aux Comores, en Guadeloupe, en Guinée, elles cultivent l'art du métissage des danses dites « urbaines » où les figures sont multi-couleurs. Incontournables sont les battles pour asseoir la reconnaissance des pairs : « Il existe beaucoup de breakers garçons à Rennes. Nous sommes le seul groupe féminin. C'est dommage ! Pour les battles, nous devons nous rendre à Brest pour rencontrer nos homologues féminins. »

Et le regard des garçons ? « Ils nous respectent car nous avons fait nos preuves. Ils ont compris que nous al-

lons au-delà d'un groupe de filles qui bougent les fesses. » Chacune a sa spécialité : Manicah pratique le coupé-décalé ; Soukamba, le hip-hop ; Eva et Lydia la danse soul et Amjnata, le hip-hop et la danse contemporaine. « Nous répétons deux fois par semaine à la Maison verte, à la Marbaudais ou au Cercle Paul-Bert des Gayeulles où nous donnons des cours ».

En 2012, ces étudiantes ont créé le groupe les Diva Dinasty pour proposer leurs chorégraphies : « Nous échangeons nos gestes et nos manières de danser. » Désormais, elles aimeraient se professionnaliser : « Ce qui nous manque est un manager ». Le groupe se produit à Rennes : au 4 Bis, aux Quartiers d'été par exemple. « Nous faisons aussi des spectacles à Paris et participons à des clips ». Les Divadinasty ont tourné le leur à la Courrouze. Mouvements rythmés, bassin mobile, épaules libres, jambes toniques... les figures se croisent, se décalent, se conjuguent solaires dans leur énergie d'origine.

Un clip tourné à la Courrouze.



## LES COULEURS PORTUGAISES DE PIED FERME

Vasco, Bruno, Marco, Tonio...

Tous en « o » ?

Oui, mais on n'est pas bien haut !

Sur le stade de Cleunay, Vasco saisit la balle au bond, l'humour est fidèle au rendez-vous du mercredi soir, jour d'entraînement de l'équipe de football de l'AS portugaise de Rennes. « Sur les 27 joueurs, il y en a six de ma famille, mes frères et mes cousins », explique José, capitaine de l'équipe. « Il y a des Portugais de la montagne du nord, de l'Aveiro... mais aussi des Français, un Tunisien et un Italien ». Tous défendent les couleurs du Portugal, sur le terrain, en D3, ou en salle, en D2. Ici, chacun mouille son maillot, rouge comme celui de la FPF, Fédération portugaise de football, reconnaissable à son emblème : « la croix de l'Ordre du Christ ».

En bordure du terrain, Françoise observe l'entraînement : « C'est notre dirigeante. Elle s'occupe des papiers du club ». À ses côtés, le président, José Da Costa, est reconnaissable à son couvre-chef. Celui-ci s'installait à Rennes, au milieu des années 70, pour travailler dans le ravalement. « En 1982, j'ai débuté dans l'équipe comme joueur, mais aussi vice-président. Nous sommes allés jusqu'en 1<sup>re</sup> division. Il y a eu ensuite plusieurs périodes de mise en sommeil ». En 2003, il relançait l'association sportive et prenait la présidence : « C'est une équipe portugaise qui réunit les amis venus de tous les pays ! ».

Se retrouver la balle au pied pour défendre les couleurs du pays n'est pas rare. Sur les 56 clubs rennais affiliés au District de football d'Ille-et-Vilaine, citons la Mam Tre, équipe vietnamienne ; l'Armaure FC, équipe Bretagne-Maroc ; Rennes Anatolia, équipe turque ; Rennes Hmong Espoir et le Soleil Levant, équipe kurde.





## RENTRÉE POUR LES ÉCOLIERS JAPONAIS !

Mamans et enfants sont sur leur trente et un. Mercredi 10 avril sonne le début de l'année scolaire pour les 39 élèves de l'École complémentaire japonaise, agréée par l'État japonais, et hébergée au sein du collège Anne-de-Bretagne. Une entrée dans la vie sociale introduite par une traditionnelle cérémonie : « C'est un temps très fort pour les familles. Une célébration de style anglais plutôt solennelle, pour marquer le début de l'année scolaire, début avril, et la fin de celle-ci, mi-mars ». C'est aussi la première rentrée d'Aki Tiron, la nouvelle directrice. « J'enseigne ici aux enfants de maternelle depuis cinq ans ». Quatre enseignantes se partagent les classes de cette école du mercredi. Associative, celle-ci est financée à parité par l'ambassade et les entreprises japonaises Canon et Sanden. Fondée en 1985, au départ elle devait répondre aux besoins des couples expatriés.

Au fil du temps, les enfants franco-japonais se sont fait plus nombreux. « Cette année, nous avons 23 enfants Franco-japonais ». Unique structure de ce type dans le Grand-Ouest, certaines familles viennent de Quimper ou de Nantes. « L'an prochain, avec l'école le mercredi matin, ces familles ne pourront plus conduire leurs enfants à Rennes ». Un temps important pour ces enfants qui apprennent ici la langue japonaise. « Il n'y a aucun programme en maternelle, mais les élèves se familiariseront avec les 100 lettres de l'alphabet. À partir du CP jusqu'à 15 ans, ils devront apprendre les 2000 idéogrammes de notre langue ».

Les nouveaux inscrits ont pris place au premier rang. Discours de bienvenue, hymne national, chant de l'école composé par la fondatrice, texte de remerciements lu à l'adresse des enseignants par un élève... la cérémonie s'est achevée par une non moins traditionnelle séance photographique. En signe d'encouragement, Aki Tiron a tenu à lire aux élèves un ancien proverbe qui pourrait être traduit ainsi : « Pour faire 4000 km, il faut toujours faire le premier pas ». En un mot « Il faut savoir persévérer dans son travail! ».

# Immigrés et réfugiés à Rennes : toute une histoire...

**RÉSUMÉ** > *Il y a eu les travailleurs italiens puis avant guerre les immigrés espagnols. Puis, les constructeurs maghrébins et portugais de la Zup-sud. Ensuite, les boatpeople de l'Asie du Sud-Est... Au fil des décennies, Rennes s'est enrichi d'une belle diversité. Aujourd'hui, le taux d'étrangers (5,9 %) et d'immigrés dans la ville (8 %) est dans la moyenne nationale. L'immigration de travail a marqué le pas, celle des réfugiés s'est accrue, sans solution ni consensus.*



TEXTE > **ANNE MORILLON**

Si, aujourd'hui, la Bretagne est la région française la moins concernée par l'immigration (1,9 % de sa population est immigrée), Rennes en revanche, comme les autres zones urbaines de la région, l'est davantage. Ainsi, avec 8 % d'immigrés<sup>1</sup> (16 574 pers.), la ville rejoint les moyennes nationales (8,4 %). Dans les quartiers dits « prioritaires » de la métropole rennaise – le Blosne, Cleunay, Maurepas, Villejean, Saint-Jacques-de-la-Lande –, les immigrés représentaient en 2008 14,2 % de la population.

Les étrangers vivant à Rennes viennent tout d'abord du Maghreb (2 879 personnes, 23,3 % des étrangers de la ville), des autres pays du continent africain (2 775 ; 22,4 %) et de l'Union Européenne (1 980 ; 16 %). En termes de nationalités, les Marocains (1 910) et les Turcs (1 602) devancent les Algériens (720) et les Portugais (581).

L'immigration pour le grand public évoque quatre grandes images. La figure du travailleur immigré venu à la demande de la France pour reconstruire le pays après

ANNE MORILLON est sociologue, membre de l'association Topik – collectif rennais de chercheurs et praticiens en sciences humaines et sociales. Elle est l'auteur avec Angéline Etiemble, du livre *Histoire de l'immigration en Bretagne* (Le temps éditeur, 2011)

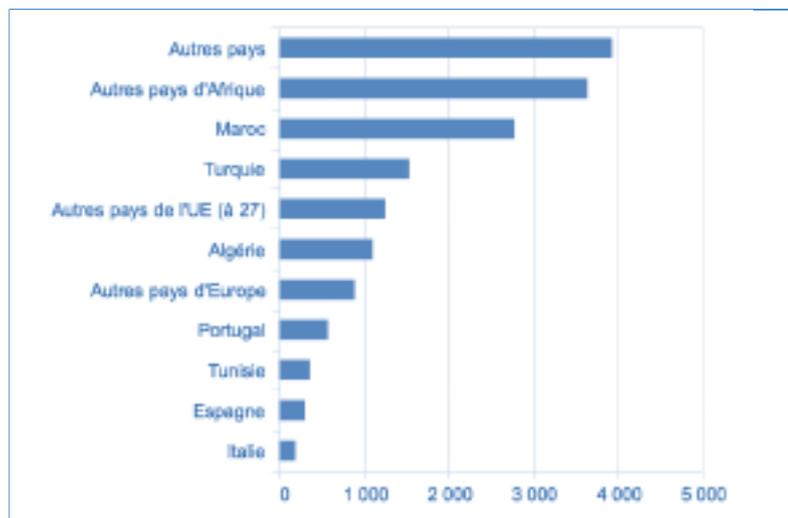


<sup>1</sup> Est immigrée une personne née étrangère à l'étranger et qui a migré vers la France. Cette personne peut être Française ou être restée étrangère. À Rennes, il y a 12 351 étrangers.





Chiffres de 2009 à Rennes, selon le recensement de l'Insee



Ouvriers portugais à Rennes vers 1930 (Musée de Bretagne)

guerre, l'image des quartiers des grandes villes françaises où ont grandi nombre d'enfants d'immigrés, la figure du demandeur d'asile, venu des quatre coins du monde, en quête de protection et celle, enfin, du sans-papiers, souvent perçu comme une menace, parce qu'on ne connaît pas leur nombre exact, et comme un délinquant potentiel. Ces images s'alimentent mutuellement créant, selon les contextes, la plus grande confusion.

## Une histoire ancienne

Toutes ces figures de migrants existent à Rennes, même si elles s'imposent avec plus ou moins de force. La question des demandeurs d'asile a brutalement fait irruption dans l'espace public, interpellant les pouvoirs publics, les associations, les citoyens. Or, tout se passe comme si les Rennais découvraient tout d'un coup l'existence de migrants à côté d'eux. Les médias se font régulièrement l'écho de situation alarmante amenant des migrants – hommes, femmes et enfants – à dormir dans la rue. Les institutions évoquent la saturation du dispositif d'hébergement, tandis que les associations réaffirment les engagements de la France en matière de protection des réfugiés et l'existence de droits fondamentaux comme le logement. Pourtant, en 2011, le nombre de demandes d'asile dans le département d'Ille-et-Vilaine dépasse à peine le millier, ne représentant que 2,5 % des demandes en France.

Nombre de Rennais semblent ignorer que la présence de migrants dans leur ville est une histoire ancienne. La migration de travail et la migration de refuge traversent l'histoire de l'immigration en Bretagne et à Rennes depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Ainsi, malgré les mesures législatives visant à en réduire l'intensité, à Rennes comme ailleurs, le travail est un des motifs premiers de la migration et l'économie locale, le moteur du recours à une main-d'œuvre étrangère. De même, la question de l'accueil des réfugiés est récurrente et interroge l'hospitalité dont les institutions et les populations locales font preuve.

## La figure du « travailleur immigré »

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la Bretagne est faiblement touchée par l'immigration. La Bretagne du 19<sup>e</sup> siècle est, au contraire, marquée par une forte émigration de sa population. Selon le géographe Roger Toinard, entre 1831 et 1962, 1 127 200 Bretons auraient quitté leur région de naissance<sup>4</sup>. La Bretagne est en effet frappée par la pauvreté et la surpopulation rurale : l'émigration est le seul horizon, car ni le travail agricole, ni

3. Avec Angéline Etiemble (Topik), Patrick Veglia et Delphine Folliet (Génériques), nous avons mené entre 2005 et 2007 une recherche sur l'histoire et la mémoire de l'immigration en Bretagne pour la CNHI et l'AcSé. Elle a notamment donné lieu à la publication d'une ouvrage : Etiemble A. et Morillon A., *Histoire de l'immigration en Bretagne*, Le Temps éditeur, 2011.

4. Roger Toinard, *Du trou noir à l'embellie*, publié à compte d'auteur, 2012.

une production semi-industrielle sur le déclin, tels le tissage et la production de toiles, ne peuvent absorber une main-d'œuvre excédentaire.

Si Rennes n'est pas le territoire le plus touché par cet exode, il n'en reste pas moins que l'économie et la démographie de la région sont peu propices à l'arrivée d'étrangers. Ainsi, en 1851, année du premier recensement de la population en France, les étrangers représentent 0,08 % de la population de la région et 0,5 % des étrangers vivant sur le territoire français. Britanniques, Suisses, Allemands, Belges et Italiens sont les plus nombreux.

Au 19<sup>e</sup> siècle, les étrangers en Bretagne sont présents dans les villes, où ils exercent leurs spécialités professionnelles : chocolatiers et épiciers espagnols, tailleurs et ébénistes allemands, plâtriers figuristes italiens, pâtisseries suisses... Ces savoir-faire sont ancrés dans des traditions nationales, régionales, voire villageoises.

### Les mosaïstes italiens

À Rennes, la famille de mosaïstes italiens Odorico est bien connue. Isidore et Vincent Odorico, originaires du Frioul dans l'Italie du Nord, viennent en France dans les années 1870 pour participer au chantier de l'opéra Garnier à Paris. Ils fondent la maison « Odorico frères » à Rennes, en 1882. Entre 1885 et 1914, une quarantaine de réalisations sortent de leur atelier, essentiellement des ornements destinés à l'aménagement des églises, des entrées de maisons, des « paillasons », devantures ou plaques. Les deux fils d'Isidore, prénommés également Vincent et Isidore, reprennent l'entreprise familiale et lui donnent une nouvelle ampleur dans l'entre-deux-guerres, faisant de Rennes, l'un des premiers sites français de production de la mosaïque. Isidore perpétue l'art de son père après avoir étudié à l'école des Beaux-arts de Rennes entre 1908 et 1913. L'entreprise *Odorico Frères* disparaît en 1934.

À Rennes, nombre de ces réalisations ont été préservées et font partie du patrimoine de la ville, dont la piscine Saint-Georges, un immeuble Art Déco de l'avenue Janvier ou encore la maison d'Isidore fils. La démarche patrimoniale engagée depuis plusieurs années par la Ville et les établissements patrimoniaux a donné lieu, en 2010, à l'exposition *Odorico, Mosaïstes Art Déco* au musée de Bretagne.

Travailleurs coloniaux l'usine à gaz de Rennes boulevard Voltaire, rue de la Mabilais, en 1914-1918 (Musée de Bretagne)



### Le glacier Lopez

Plus près de nous, dans un autre domaine, la famille Lopez, famille espagnole arrivée à Rennes en 1930 et marchands de glaces, a marqué les papilles gustatives des Rennais puisqu'elle leur a fait découvrir cette friandise.

En Bretagne et à Rennes en particulier, la première immigration de travail significative est liée à la Première Guerre mondiale qui a favorisé l'industrialisation encore limitée de la région. En 1914, de nombreuses entreprises civiles dans les secteurs de la métallurgie, du textile, de l'industrie alimentaire se convertissent à la production militaire avec une intensification de la production par les commandes de guerre de l'État. La main-d'œuvre locale fait défaut car nombre de Bretons sont mobilisés et partent au front.

Dès 1915, les usines de défense emploient des étrangers, des coloniaux, des réfugiés, des femmes. Ainsi, l'Atelier de construction de Rennes compte parmi ses employés des Italiens, Portugais, Espagnols... mais aussi des Nord-Africains ou des Indochinois. Contrôlée et encadrée, l'immigration de travailleurs étrangers se limite aux pays neutres tels que la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Les territoires colonisés sont fortement sollicités pour ré-

En Bretagne et à Rennes, la première immigration de travail est liée à la Première Guerre mondiale





L'immigration ne devient significative à Rennes qu'à partir du début des années 1970 à l'occasion de la construction de la Zup-sud.

Les descendants de migrants sont de plus en plus nombreux à être diplômés de l'enseignement supérieur.

pondre à l'effort de guerre. La plupart des travailleurs étrangers et coloniaux repartent à la fin de la guerre.

Pendant l'entre-deux-guerres, dans un contexte de crise économique et de montée de la xénophobie, le recours aux travailleurs étrangers est limité par des mesures donnant la préférence aux Français dans l'emploi. Toutefois, la Bretagne, ayant connu une industrialisation plus tardive, est moins touchée par la crise et les entreprises demandent et obtiennent des dérogations pour employer des étrangers. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, dans l'Ille-et-Vilaine, les étrangers sont un peu moins de 2 500. Les Italiens sont les plus nombreux (664), représentant environ un quart de la population étrangère du département.

### Marocains et Portugais construisent la Zup-sud

La Bretagne sort exsangue de la guerre. En 1962, les étrangers n'y sont pas très nombreux – environ 7 000 dont près de 40 % dans l'Ille-et-Vilaine – mais ils participent à la reconstruction des villes détruites, à l'industrialisation de la région et au développement de ses grands centres urbains. Ainsi, à Rennes, l'arrivée de l'usine Citroën, en 1962, entraîne le recrutement d'une main-d'œuvre rurale, qu'il faut rapidement loger. C'est l'une des raisons de la construction de la Zup-sud, le plus important quartier de la ville et l'une des plus grosses opérations d'urbanisme lancée en France à la fin des années 1960 – hormis les villes nouvelles de la région parisienne.

Les immigrés marocains et portugais y apportent une large contribution. Ils ont été parmi ses premiers habitants et y résident encore avec leur famille. En 1968, l'Ille-et-Vilaine, compte 268 Portugais et 172 Marocains, vivant à Rennes pour l'essentiel. En 1975, ils sont 1 250 pour les premiers et près d'un millier pour les seconds. L'immigration turque est plus tardive. En 1975, elle ne représente que 120 personnes. En 1999, sont recensés 1 885 Marocains, 1 236 Turcs et 1 171 Portugais. Ces deux vagues de migrations des années 1970, rejointes par une immigration turque plus récente, composent encore pour partie importante la population immigrée de Rennes aujourd'hui.

Malgré quelques étrangers qui se sont fait connaître pour leur savoir-faire et les travailleurs étrangers et coloniaux pendant le premier conflit mondial, l'immigration

ne devient significative à Rennes qu'à partir du début des années 1970 à l'occasion de la construction de la Zup-sud. Dans ce contexte, l'étranger, l'immigré, c'est avant tout le « travailleur immigré », celui dont les Pouvoirs Publics encouragent la venue en cas de besoin et souhaitent le départ quand il n'est plus utile à l'économie nationale ou locale. Cette figure en masque d'autres : les femmes qui ne sont pas absentes – qui ont leur propre parcours migratoire – et les familles parfois présentes dès l'arrivée à Rennes des hommes.

Ces migrants sont dès lors visibles dans l'espace public mais relégués aux marges de la ville, dans des logements de fortune, baraquements ou caravanes. Ils habiteront ensuite dans les immeubles du quartier qu'ils ont contribué à construire.

### Des descendants diplômés

Or, malgré l'arrêt de l'immigration de travail en 1974 et la prise de conscience de la présence des familles, cette figure du travailleur immigré qui s'est imposée en France dans les années 1960 – et à Rennes un peu plus tardivement, sans doute – a fortement marqué les esprits au point que leurs enfants et petits-enfants nés, socialisés et scolarisés en France y sont encore associés. Cette image globalisante contribue ainsi à cantonner des citoyens français issus de l'immigration à une place de « main-d'œuvre d'appoint ».

À l'instar de l'ensemble de la jeunesse de ce pays, les descendants de migrants sont de plus en plus nombreux à être diplômés de l'enseignement supérieur. Or, plus que les autres, ces derniers peinent à trouver du travail dans leur domaine de prédilection et font l'objet d'un

5. Au plan national, la grande enquête TeO (Trajectoires et Origines) menée en 2008 par l'Ined révèle que 14 % des enquêtés déclarent avoir été victimes de discriminations dans les cinq dernières années quel que soit le motif. 10% du groupe « majoritaire » (c'est-à-dire « non-immigrés ») ; 24% des fils/filles d'immigrés et 26% des immigrés. Les motifs invoqués sont dans l'ordre l'origine (57%), la couleur de peau (17 %), le sexe et l'âge.

6. Initiée au début des années 2000 par l'Etat, la politique publique de lutte contre les discriminations est désormais davantage portée par les collectivités locales. En 2009, la Ville de Rennes et Rennes métropole ont inscrit dans leur organigramme une mission Lutte contre les discriminations et accès aux droits et adopté un plan de lutte contre les discriminations.

7. Tanguy J.-F., « Les Réfugiés portugais dans l'Ouest (1829-1834) : l'émigration politique d'une élite », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest de la France*, tome 19, n° 4, 2002.

8. Gestin C. et Sainclivier J., *La Bretagne dans l'ombre de la IIIe République*, Rennes, Ed. Ouest-France, 2005.

traitement différencié, notamment dans le recrutement. Ces discriminations dans le domaine du travail, touchent particulièrement les descendants de l'immigration post-coloniale. Même s'il est difficile à quantifier à l'échelle d'une collectivité<sup>5</sup>, le phénomène des discriminations « liées à l'origine » – des témoignages en font état – existe à Rennes. Il commence à être reconnu et combattu<sup>6</sup>.

### Les réfugiés espagnols

La présence de réfugiés en Bretagne est ancienne. On trouve trace de plusieurs centaines de réfugiés portugais regroupés en 1829 au château de Fougères, après les troubles qui affectent la péninsule ibérique<sup>7</sup>. Pendant la Première Guerre Mondiale, la région connaît, pour la première fois, un véritable afflux de réfugiés. Belges et Français du nord de la France arrivent en nombre. Dans le seul département d'Ille-et-Vilaine, ils sont 2 500 à la fin du mois d'août 1914 et près de 22 000 en septembre 1918<sup>8</sup>. La cohabitation avec les populations locales ne se fait pas sans heurts, surtout à partir de la fin de l'année 1914, lorsqu'il est clair que la guerre va durer. Les réfugiés sont stigmatisés comme exigeants et peu enclins à travailler.

L'un des épisodes les plus marquants est lié à la présence, à partir de 1937, de réfugiés espagnols. Dans l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan, les Côtes-du-Nord et le Finistère, entre 1937 et 1939, leur nombre est estimé à 12 000. L'accueil, mais aussi le contrôle et la surveillance sont de mises, car on se méfie de ces nouveaux arrivants considérés comme communistes et anarchistes. À Rennes, ils sont placés dans le camp militaire de Verdun, dans un immeuble privé de la rue d'Inckermann et dans les bâtiments désaffectés de la minoterie Saint-Cyr. Ces lieux sont surveillés par des gardiens chargés de ne laisser entrer et sortir personne qui ne soit muni d'une autorisation.

Les autorités veulent empêcher toute propagande politique et éviter les tensions entre les réfugiés qui n'appartiennent pas tous à la même tendance politique. Le contrôle est aussi d'ordre sanitaire car les maladies – gale, fièvre typhoïde ou rougeole – sont fréquentes.

Dès la fin 1937, les réfugiés sont incités à retourner chez eux ou à partir dans d'autres régions françaises. Des comités de secours viennent soutenir l'action publique à Redon, Rennes, Vitré ou Fougères.

Le foyer Guy Houist à Rennes créé pour les travailleurs immigrés et très vite devenu, en 1975, centre d'accueil pour réfugiés (Gérard Prudon, musée de Bretagne)



### Au foyer Guy Houist

Plus vive encore dans la mémoire collective, car plus récente, est la présence à Rennes des réfugiés d'Asie du Sud-Est fuyant les dictatures communistes du Cambodge, du Laos et du Vietnam. En 1974, l'État français décide de faciliter leur venue. Entre 1975 et 1985, environ 150 000 réfugiés d'Asie du Sud-Est arrivent en France. Ils viennent à Rennes à partir du 13 août 1975 et sont hébergés au foyer Guy Houist. Ils vont être 1 116 à y séjourner entre 1975 et 1980.

Construit par la ville de Rennes en 1973-1974, ce foyer est géré par l'Association pour la formation des travailleurs africains et malgaches (Aftam), tout d'abord pour loger des travailleurs immigrés. Il est partiellement transformé en juin 1975 en centre d'accueil pour réfugiés. La prise en charge institutionnelle est relayée par le soutien solidaire souvent teinté de paternalisme des populations locales. Une centaine de groupes se constituent ainsi dans l'Ille-et-Vilaine autour des mairies, des paroisses et des associations humanitaires pour apporter une aide matérielle et un soutien moral aux réfugiés.

Mais dès la fin des années 1980, les réfugiés ne bénéficient plus du même préjugé favorable, de la même bienveillance. Plusieurs facteurs expliquent ce revirement : l'augmentation du nombre de personnes en quête d'asile, la diversification des origines nationales, les bouleversements de la géopolitique internationale après la

On trouve trace de plusieurs centaines de réfugiés portugais regroupés en 1829 au château de Fougères.

9. Le Règlement EURODAC, adopté le 11 décembre 2000, instaure le premier système européen dactyloscopique de comparaison d'empreintes digitales. L'entrée en vigueur le 15 janvier 2003 de ce fichier vise à renforcer l'efficacité du dispositif Dublin II en détectant immédiatement, par simple consultation électronique, les demandes d'asile multiples.





Depuis 2009, le nombre de demandeurs d'asile s'est accru de 40% à Rennes entraînant des mobilisations associatives. Ici, manifestation organisée par le Dal à Rennes, 2012 (Alain Amet, musée de Bretagne)



Le fait migratoire à Rennes est assez mal connu.

chute du Mur de Berlin et la politique de maîtrise des flux migratoires qui se diffuse progressivement au droit d'asile.

Le nombre de demandeurs d'asile diminue dans les années 1990 – 21 000 en 1995 selon l'Ofpra. Il augmente sensiblement au début des années 2000, avec près de 40 000 requêtes. Ces demandeurs d'asile doivent pouvoir bénéficier d'un hébergement et d'une prise en charge minimum, comme le stipule la directive Accueil du Conseil de l'Europe de janvier 2003. La France développe son dispositif d'accueil, mais insuffisamment par rapport aux besoins.

**À partir de 2006, des demandeurs à la rue**  
À Rennes, la situation se détériore à partir des années 2006-2007 : nombre de personnes en quête d'asile se retrouvent à la rue, sans hébergement. L'accroissement général en France du nombre de requêtes, l'obligation à partir de l'année 2006 pour les demandeurs d'asile résidant en Bretagne de déposer leur dossier à la préfecture d'Ille-et-Vilaine et la mise en place en 2008 à Rennes de la seule borne Eurodac<sup>9</sup> de la région expliquent cette situation.

En 2010, on compte, dans l'Ille-et-Vilaine, 40 % de demandeurs d'asile de plus qu'en 2009 alors qu'au niveau national, l'augmentation n'est que de 15 %. Face à cette situation, des militants associatifs du Dal (Droit au logement) puis de *Un toit c'est un Droit* réquisitionnent des établissements vacants – école, maison de retraite, etc. – pour y loger les demandeurs d'asile et leur famille. Ces occupations, jugées illégales, donnent lieu à des évacuations par les Forces de l'ordre. La plus spectaculaire est celle d'une ancienne maison de retraite à Pacé, en juillet 2012. 250 migrants y avaient trouvé refuge, dont une part importante de demandeurs d'asile venus de Mongolie, de Tchétchénie, d'Arménie ou encore de Géorgie.

### Un « héros » devenu « indésirable »

Parallèlement, la durée de prise en charge du demandeur d'asile qui a la chance d'obtenir une place dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) devient par une décision de politique nationale strictement limitée à la durée de la procédure de l'asile. Les demandeurs déboutés doivent quitter les lieux dans un délai d'un mois. Certains sont reconduits à la frontière via le centre de rétention administrative de Saint-Jacques-de-la-Lande qui ouvre le 1<sup>er</sup> août 2007, avec une soixantaine de places.

En l'espace de vingt ans, le demandeur d'asile vu auparavant comme un « héros martyr » est devenu la figure contemporaine de l'« indésirable ». L'ambivalence des autorités nationales et locales – entre solidarité et contrôle, entre accueil et rejet – cède la place à une représentation plus monolithique de l'exilé et l'imposition progressive de la figure du « faux réfugié ».

### Un fait migratoire méconnu

Entre connaissances historiques parcellaires, mémoires sélectives et actualités sensibles, le fait migratoire à Rennes est assez mal connu. Peu de Rennais savent par exemple que le quartier du Blosson a été construit également par des travailleurs portugais et marocains. En revanche, l'épisode Odorico – figure de l'étranger qui apporte un savoir-faire apprécié – est largement connu et médiatisé. De même, la mémoire des exilés espagnols s'est peu à peu construite et transmises à Rennes, tandis que le même travail reste à faire pour les réfugiés d'Asie du Sud-Est même si des travaux sociologiques leur ont été consacrés. Si le temps qui passe est un facteur important de la démarche mémorielle, elle peut être activée, encouragée, par des impulsions institutionnelles. À cet égard, l'exposition *Migrations* au musée de Bretagne, dont nous avons assuré le co-commissariat, peut permettre une prise de conscience que l'immigration en Bretagne et à Rennes, fait partie de leur histoire respective. Reste que le sort actuel des migrants dans la ville peut faire obstacle à cette reconnaissance.

# Un plan de lutte contre les discriminations

La Ville de Rennes s'est dotée d'un Plan de lutte contre les discriminations. Sa chargée de mission, Céline Ziwès expose les traits principaux de cette politique.

Récente, l'action publique de Rennes contre les discriminations s'appuie sur un contexte national en évolution constante. Soulevées dans les années 80, notamment par la marche pour l'Égalité et contre le racisme, la question des inégalités de traitement subies par les immigrés et leurs descendants a peine à émerger comme telles.

Car bizarrement, susciter la coopération entre les institutions publiques, les associations militantes et les citoyens concernés, cela ne va pas de soi. Avant d'agir, il faut en effet convaincre. Or on a tendance à Rennes à nier le problème en arguant de l'identité bretonne qui serait « ouverte par nature », des résultats modestes du Front national ou encore du faible taux d'immigration...

Avec la création de la Halde en 2004, puis le lancement dans la foulée de la Charte de la diversité dans la fonction publique, les collectivités locales - une petite centaine en France - ont toutefois lancé des actions innovantes pour faire reculer les discriminations sur leur territoire.

C'est le cas de la Ville de Rennes qui anime depuis 2009 un Plan de lutte contre les discriminations, organisé autour de cinq axes de travail :

En interne, la collectivité forme ses services en contact avec le public. Elle revoit ses modes de recrutement et d'accès à la Fonction publique, via notamment un programme de tutorat pour les jeunes diplômés des quartiers populaires en difficultés professionnelles.

Elle contribue à sensibiliser le grand public et les acteurs locaux (centres sociaux, maisons de quartier, bailleurs...) par des séminaires, des conférences et des ateliers d'analyse de pratiques au sein du Conseil rennais pour la diversité et pour l'égalité des droits.

Côté emploi, la Ville de Rennes et la Maison de l'emploi et de l'insertion mettent en place des temps de travail avec les conseillers emploi afin de repérer les pratiques discriminatoires de certaines entreprises, tout en accompagnant le demandeur d'emploi qui peut en être la victime.

La collectivité soutient également les associations qui développent des projets de lutte contre les discriminations et le racisme.

Aux côtés des personnes victimes de discrimination, elle fait enfin avancer le droit en mobilisant les partenaires de la justice (le CDAD, le Défenseur des droits...).





# Mohamed Ben Hassel, ou le bonheur de la double culture

**RÉSUMÉ** > Ancien médecin oncologue au centre Eugène-Marquis, Mohamed Ben Hassel est une figure de la vie rennaise. Habitant la ville depuis quarante ans, ce Franco-algérien préside le centre culturel islamique Avicenne à Villejean. Musulman non pratiquant, Mohamed Ben Hassel incarne l'intégration heureuse, le plaisir et la richesse de posséder une double culture, une double identité, à la fois algérienne et française.



PROPOS RECUEILLIS PAR > **GEORGES GUITTON**

**PLACE PUBLIQUE** > Si je dis « immigration à Rennes », qu'est-ce que cela vous inspire immédiatement ?

**MOHAMED BEN HASSEL** > Je dis : regardez l'importance du nombre d'étudiants étrangers dans les universités rennaises, en particulier dans les disciplines scientifiques. Prenez la liste des enseignants du second degré et du primaire, regardez simplement les prénoms, vous verrez que beaucoup sont issus de l'immigration. Deuxième remarque : j'ai souvent revendiqué non pas le droit à la différence, mais le droit à l'indifférence, avec ou sans trait d'union. Dans mon travail, il ne me serait jamais venu à l'idée de dire : tu viens de Rostrenen, de Corse ou du Poitou, l'idée de faire des différences.

**PLACE PUBLIQUE** > Ces marquages géographiques ne sont pas forcément méchants, ils peuvent participer d'un certain folklore amical...

**MOHAMED BEN HASSEL** > Ce peut être vrai dans l'intimité. Mais sur le lieu de travail, en public, les origines géographiques risquent d'avoir un pouvoir discriminant ou relégateur. Attention à ne pas cultiver le stéréotype. Fort heureusement, Rennes est une ville où il existe une intelligentsia issue de l'immigration. Le Tchèque Milan Kundera n'a pas été à Paris, il a été à Rennes, le Portugais



Maria Soarès n'a pas été à Paris, mais à Rennes. Cela veut dire qu'il y avait ici des gens qui les ont attirés. Reconnaissons aussi qu'en Bretagne, les antagonismes sont beaucoup moins forts que dans d'autres régions.

**PLACE PUBLIQUE >** Comment expliquez-vous cette vie en bonne intelligence ?

**MOHAMED BEN HASSEL >** Peut-être parce que la Bretagne n'a pas eu de grosses industries pourvoyeuses d'une grande émigration de travail. Cela expliquerait que nous ayons eu beaucoup moins de problèmes que la Lorraine, par exemple. C'est une région qui n'a pas connu les conséquences d'une émigration mal gérée.

**PLACE PUBLIQUE >** N'est-ce pas aussi l'effet d'une tradition chrétienne faite de tolérance ?

**MOHAMED BEN HASSEL >** Cet esprit on le trouve chaque année dans les Côtes-d'Armor avec le pèlerinage islamochrétien du Vieux-Marché. La Bretagne est une région particulière où le poids disons conservateur s'est effacé depuis un siècle. J'avais été stupéfait par un film documentaire montrant des ouvrières des sardineries de Locudy ou de Douamenez, avec leurs coiffes, chantant l'Internationale en breton, puis les mêmes le dimanche suivant, défilant dans un pardon en chantant des cantiques religieux. C'est un des côtés étonnants de la Bretagne. D'autre part, on sent ici que les gens ont de fortes valeurs humanistes. On y trouve des chrétiens qui se sont mouillés que ce soit par rapport au franquisme, au Chili, à la guerre d'Algérie, aux mouvements syndicaux de Pologne.

**PLACE PUBLIQUE >** Votre itinéraire personnel. Comment l'Algérien que vous êtes est-il devenu Rennais ?

**MOHAMED BEN HASSEL >** Je suis l'aîné d'une famille modeste de sept garçons. J'ai suivi des études de médecine à Alger en travaillant dès 17 ans comme guide touristique. C'est d'ailleurs comme cela que j'ai connu ma femme qui est d'origine britannique. Et donc j'étais en cinquième année de médecine quand j'ai décidé, en 1972, de venir en France...

**PLACE PUBLIQUE >** Pourquoi venir en France, et à Rennes en particulier ?

**MOHAMED BEN HASSEL >** C'est toute une histoire. En 1956, le gouvernement français détourna l'avion qui transportait les membres du FLN dont Ben Bella. Ils se retrou-

vèrent à la prison de Fresnes où ils firent une grève de la faim pour obtenir le statut de prisonnier politique. Cette grève posait un problème d'éthique médicale : il fallait à la fois ne pas l'entraver et veiller à ce qu'elle ne soit pas fatale. Ce fut le travail du médecin-chef de Fresnes qui s'appelait Jean-Albert Weil. Les prisonniers ont fini par obtenir gain de cause. Après l'indépendance, se retrouvant à des postes importants au sommet de l'État algérien, ils invitèrent Jean-Albert Weil pour une visite officielle. Il revint en Algérie avec des professeurs de médecine retraités et bénévoles qui ouvrirent la faculté de médecine d'Oran. Avant d'entrer en fonction, ces professeurs avaient à effectuer un circuit de découverte. C'est ainsi que moi, jeune guide touristique, je connus Jean-Albert Weil. Quand il sut que je voulais venir en France, sans argent pour étudier et qu'il me fallait trouver un travail, il est intervenu pour que j'aie un poste d'infirmier au centre Eugène-Marquis de Rennes dont il connaissait le directeur.

**PLACE PUBLIQUE >** Vous ne pouviez donc pas exercer en France en tant que médecin ?

**MOHAMED BEN HASSEL >** J'avais fait des études de médecine. Mais pour exercer en France il me fallait le doctorat d'État. Pour cela il fallait détenir le bac français, que j'avais, mais aussi repasser le concours. J'ai donc repris les cours et passé mon doctorat, puis suivi ma spécialité. Au départ pour exercer la médecine en France il fallait non seulement le cursus français mais avoir aussi la nationalité française.

**PLACE PUBLIQUE >** Nationalité française que vous n'aviez pas...

**MOHAMED BEN HASSEL >** Que je n'avais plus. J'étais né Français dans l'Algérie française mais j'ai forcément perdu cette nationalité française au moment de l'indépendance où je suis devenu Algérien. J'ai attendu 1993 pour demander ma réintégration en tant que Français, à un moment où cela ne pouvait plus rien changer à mon statut social. Je suis donc Franco-Algérien.

**PLACE PUBLIQUE >** Quelle fut la suite de votre carrière ?

**MOHAMED BEN HASSEL >** Ma carrière s'est exercée en totalité au Centre Eugène-Marquis jusqu'à mon départ en retraite en juin 2012. Ma spécialité étant cancérologue-radiothérapeute.

Dès 17 ans, j'ai travaillé comme guide touristique en Algérie.

Né Français en Algérie j'ai perdu cette nationalité au moment de l'indépendance.





Je n'ai jamais souffert d'ostracisme, de racisme, jamais !

**PLACE PUBLIQUE >** Comment s'est faite votre intégration à Rennes ?

**MOHAMED BEN HASSEL >** Le milieu médical que j'ai connu au Centre Eugène-Marquis, y compris comme infirmier, a constitué mon premier tissu social, c'est là que j'ai mes plus anciens amis. La communauté hospitalière est toujours forte dans les relations interpersonnelles, peut-être parce que l'on y est confronté à des choses difficiles. Ce que je dois dire par rapport à tous mes collègues, c'est je n'ai jamais souffert d'ostracisme, de racisme. Jamais, jamais, jamais je n'ai perçu la moindre discrimination à mon égard.

**PLACE PUBLIQUE >** Et de la part de vos patients, jamais la moindre remarque à caractère raciste ?

**MOHAMED BEN HASSEL >** Une fois, une seule fois, sachant qu'en quarante ans j'ai dû prendre en charge un peu plus de dix mille patients. Une fois, mais cette fois-là doit être totalement exclue car il s'agissait d'une personne tellement abrutée qu'on ne pouvait pas prendre ses paroles comme une opinion fondée. Je le dis, j'ai pu quitter ma profession sans regret, à la fois parce que j'ai un successeur, mais aussi parce que j'ai aimé mes malades et qu'eux-mêmes et leurs proches me l'ont rendu.

**PLACE PUBLIQUE >** Pour vous, cela s'est bien passé, mais est-ce le cas pour tout le monde ? On ne peut nier que les discriminations existent.

**MOHAMED BEN HASSEL >** Je ne peux parler que de ma propre expérience. Moi, j'aime la culture française et ai la chance d'être polyglotte. Je considère que la culture est l'une des clefs qui permet d'avoir un rapport aisé avec les autres. Par exemple, la langue en France, c'est important, et cela dès le premier rapport avec autrui. Vivre dans ce pays, sans percevoir ce qui l'a nourri, ce qui l'a constitué, c'est, de mon point de vue, un handicap. Quand j'étais enfant, j'ai lu *Pêcheur d'Islande* de Pierre Loti, si bien que plus tard quand je suis allé voir une tempête en Bretagne, le texte me revenait en tête. Je pense que c'est important.

**PLACE PUBLIQUE >** La réponse est donc dans la connaissance de la langue et de la culture ?

**MOHAMED BEN HASSEL >** Oui. Je pense d'ailleurs qu'il est possible d'enseigner le français surtout au collège en faisant

appel aux écrivains francophones. Le français ne doit pas s'enfermer dans l'hexagone, car sinon on le castre. Ces auteurs qui respectent la langue française et son étude peuvent nourrir un peu l'imaginaire des origines, sans que cela soit une revendication. Les enfants ont besoin de repères culturels, c'est une manière de leur en donner.

**PLACE PUBLIQUE >** Votre réponse à la discrimination, c'est faire en sorte que les immigrés adoptent la langue et la culture d'ici. Mais on peut aussi estimer que c'est la responsabilité des Français d'être plus attentifs à la culture de l'autre ?

**MOHAMED BEN HASSEL >** Bien sûr, c'est important, mais si l'on veut s'intégrer, on n'a pas le choix ! La génération de nos aînés, même dans des conditions très difficiles, l'avait bien compris. Elle s'est adaptée, se battant pour que les enfants aient une scolarité. Mais ensuite, à la génération suivante, cela n'a plus marché. Pourquoi ? Parce qu'il y a eu une « acculturation ». C'est ce que je ressens. Quand un enfant dit à un autre : "Toi tu es arabe", ce dernier répond : "Oui, je suis Arabe et alors ?" C'est-à-dire que l'on tombe dans une revendication identitaire. Mais si l'on répond à l'enfant, "Tu es Arabe, mais selon toi, cela veut dire quoi ? Quel auteur arabe as-tu lu ? Quel film arabe es-tu allé voir ? Peux-tu me dire un proverbe arabe ? Peux-tu me chanter une chanson arabe ? Quelle est la chanson populaire aujourd'hui en Tunisie, en Algérie ou au Maroc ?" Eh bien, on se rend compte qu'il ne le sait pas, que le mot « arabe » est un refuge, une forteresse, mais sans la sagesse qu'apporte une vraie culture.

**PLACE PUBLIQUE >** En quoi consisterait cette sagesse ?

**MOHAMED BEN HASSEL >** De dire : « Oui, je suis fier d'être Arabe et de ma culture, comme j'admets que tu sois fier d'être Français avec ta culture ». Il ne faut jamais oublier d'où l'on vient et en même temps ne jamais se fermer à l'autre. Ce qui me paraît indispensable c'est le frottement entre les cultures et non pas la confrontation. Admettre que dans ce frottement, on perd nécessairement une partie de soi-même mais que l'on en gagne une autre. C'est cela la rencontre et c'est cela la sagesse.

**PLACE PUBLIQUE >** Il y a l'école, mais n'est-ce pas surtout la famille qui doit être en première ligne pour cette transmission de la culture d'origine ?

Ce qui me paraît indispensable c'est le frottement entre les cultures et non pas la confrontation.

**MOHAMED BEN HASSEL** > C'est un fait qu'il y a un déficit de transmission familiale. Une majorité de parents sont coupés de leur propre culture. D'autres souffrent parce que le sacro-saint respect des aînés disparaît. Des enfants ridiculisent leurs parents parce que ceux-ci ne savent pas taper sur un ordinateur. Le problème, c'est qu'avec l'ordinateur, ils ont une masse d'informations mais qu'ils ne savent pas l'utiliser. Je dirais que leurs pères ont peut-être moins d'informations, mais savent au moins ce qui est bien et ce qui est mal. Ce phénomène touche la société tout entière.

**PLACE PUBLIQUE** > Vous avez eu et avez toujours, à Rennes, un engagement public en direction des musulmans ?

**MOHAMED BEN HASSEL** > Oui, quand la municipalité a décidé au début des années 80 de créer le premier centre culturel du Blossne, j'ai travaillé avec l'adjoint Pierre-Yves Heurtin sur « comment faire tourner cela ? » Ce fut, sur le plan religieux, un succès puisque la mosquée est désormais inscrite dans le paysage rennais malgré la grosse opposition qui s'est manifestée au départ.

**PLACE PUBLIQUE** > Vous êtes musulman mais non pratiquant. Qu'est-ce qui peut amener un non-pratiquant à œuvrer pour l'ouverture d'une mosquée et à présider le centre Avicenne ?

**MOHAMED BEN HASSEL** > Au départ, en tant que laïque, j'étais contre l'intervention publique dans la construction d'un lieu de culte. Puis j'ai vu des musulmans qui voulaient avoir un local mais ne pouvaient pas payer. Pour chacun d'eux, gens modestes, le coût de construction et de fonctionnement représentait au minimum un mois de smic à verser par an pendant une dizaine d'années. Le projet de la municipalité donnait la possibilité d'exercer la liberté de conscience et représentait une démarche de progrès à l'égard d'une religion arrivée récemment dans le paysage sociologique. J'ai trouvé séduisant le type de contrat de mission établi entre la ville et l'association. Cela permettait aux musulmans de faire leur prière dans un lieu dédié. On sortait des petits groupes qui se réunissaient dans des appartements.

**PLACE PUBLIQUE** > Cela aboutit à l'ouverture du centre culturel islamique Avicenne à Villejean en 2006

**MOHAMED BEN HASSEL** > Centre Avicenne dont je suis de-

venu le premier président. Du fait même de mon absence de pratique religieuse, je fus la personne qui pouvait réunir les voix de toutes les tendances. Être un peu au-dessus ou en dehors. Mais cela n'a pas été simple de faire comprendre à certains musulmans qu'ils n'étaient pas là, au centre Avicenne, en tant que Marocains, Algériens, Tunisiens ou Maliens, mais en tant qu'usager d'un lieu de culte musulman et exclusivement cela. À une certaine période, j'ai senti aussi la pression de grandes organisations islamiques de France. Il faut savoir que la représentation nationale des musulmans, c'est le Conseil français du culte musulman (CFCM), lequel est l'émanation des conseils régionaux du culte musulman (CRCM). Pour les élections, le nombre de votants est fonction du nombre de mètres carrés affectés au culte. Or avec ses 600 mètres carrés, le centre Avicenne de Rennes représente un nombre important de voix, donc un enjeu important pour telle ou telle tendance.

**PLACE PUBLIQUE** > Depuis sa naissance, le centre Avicenne a été l'objet de polémiques ?

**MOHAMED BEN HASSEL** > Ces divisions ont été jusqu'à se traduire par des choses inadmissibles. Il y avait eu un problème avec un contrat de travail, un contrat d'insertion que j'avais signé pour un employé. Décision des prudhommes, licenciement, appel de notre part... Je me suis retrouvé dans une certaine presse comme étant une sorte d'esclavagiste ! Les efforts énormes que nous faisons pour assurer la transparence sont complètement passés sous silence.

**PLACE PUBLIQUE** > Regrettez-vous cette aventure ?

**MOHAMED BEN HASSEL** > À la prochaine assemblée générale, ce sera la fin de mon deuxième mandat, le deuxième ayant été un mandat de vice-président. Mais non, je ne regrette pas. J'ai toujours pensé que je devais moralement m'engager du fait que la majorité des fidèles n'ont pas eu la chance d'avoir l'instruction que j'ai eue. Je pensais aussi que, par rapport à la population issue de l'immigration, il fallait que quelqu'un qui s'en était tiré apporte sa pierre. Ce fut quelque chose de positif même si je dois reconnaître des aspects négatifs : par exemple le sentiment que nos comptes sont suspectés, alors que les dons, les cotisations, tout est parfaitement en règle.

**PLACE PUBLIQUE** > Vous avez le sentiment d'être plus contrôlés que d'autres ?

Les efforts énormes que nous faisons pour assurer la transparence sont complètement passés sous silence.





**MOHAMED BEN HASSEL** > Absolument, je le dis sans aucune hésitation. On nous demande toujours de nous justifier. Le résultat, c'est que petit à petit le nombre de nos adhérents diminue. Nous sommes actuellement 150 à jour de leur cotisation. Il faut y ajouter toutefois les usagers du centre qui inscrivent leurs enfants pour des cours d'arabe ou pour des activités socioculturelles. Et puis il y a les fidèles: le jour de l'Aït plus de 600 personnes sont présentes.

**PLACE PUBLIQUE** > Aujourd'hui l'islamisme radical fait peur. Cet extrémisme religieux est-il présent à Rennes?

**MOHAMED BEN HASSEL** > Non, non, jamais. Même chez les salafistes que j'ai rencontrés et il y en a à Rennes. Dans la mesure où ils ne provoquent pas de troubles à l'ordre public, qu'ils respectent ceux qui ne pensent pas comme eux, ils ne posent pas de problème. Sincèrement ce que je perçois à Rennes, c'est un islam paisible. On peut dire aussi que le centre Avicenne y contribue: nous avons eu des conférences qui ont permis d'ouvrir les esprits. Quand on a fait une conférence sur les sciences arabes ou bien quand on fait venir une étudiante en philosophie pour raconter qui était Avicenne, philosophe et médecin arabe, c'est merveilleux. À la fin des conférences quand les gens prennent le thé ensemble, le citoyen rennais lambda est ravi, il a une autre image des musulmans. Quand on dépasse les stéréotypes et que l'on rencontre des êtres humains des deux côtés, on progresse.

**PLACE PUBLIQUE** > Après quarante ans passés à Rennes, imagineriez-vous de vivre ailleurs, par exemple à Alger?

**MOHAMED BEN HASSEL** > J'y vais régulièrement mais avec l'âge l'Alger que j'ai connu enfant, dont mon père a arpenté les rues, ainsi que mon grand-père, mon arrière-grand-père, et en remontant jusqu'au... 16<sup>e</sup> siècle, a tellement bougé que tous mes repères ont disparu: je n'ai plus mes quartiers, les odeurs comme avant. Là-bas, il me reste quand même les amis, ma famille, les tombes de mes ancêtres, la Grande Bleue. À partir d'ici, je suis l'actualité culturelle, politique, de l'Algérie, j'en parle à Rennes avec des amis d'origine algérienne, mais je n'ai pas une nostalgie malade.

Sincèrement ce que je perçois à Rennes, c'est un islam paisible.

# Comment se voient-ils, comment nous voient-ils ?

**RÉSUMÉS** > *Comment les jeunes Rennais issus de l'immigration maghrébine et turque voient-ils et parlent-ils des travailleurs sociaux ? Une enquête sociologique menée à Rennes apporte des réponses. Elle révèle tout l'univers de représentation de ces jeunes marqués par le sentiment de la stigmatisation et parfois une image négative d'eux-mêmes. Cette image, ils tentent de conjurer en mobilisant des ressources internes et externes.*



TEXTE ET PHOTOS > **AHMED LEMLIGUI**

Ce travail est le résultat d'une démarche d'investigation auprès d'une vingtaine de jeunes issus de l'immigration maghrébine et turque âgés de 16 à 25 ans, des cinq quartiers rennais répertoriés comme Zone urbaine sensible. Ces jeunes ont été interrogés individuellement par entretiens et collectivement, dans le cadre de la méthode des incidents critiques. Une méthode conçue par J. Flanagan<sup>1</sup> (1954) qui présente l'intérêt de permettre à un groupe de jeunes, de cinq à douze personnes, dont les caractéristiques ont été choisies à partir d'un ensemble d'items (âge, domicile, définition de soi, fréquentation d'institutions où œuvrent des travailleurs sociaux, patronyme, notamment) de s'exprimer.

À partir d'une situation vécue et exposée par un des jeunes, les autres membres du groupe qualifient leurs relations avec les travailleurs sociaux. Ces derniers, appartenant d'ailleurs à plusieurs professions du champ du social, interviennent surtout dans les services de milieu ouvert.

Nous voulions à travers cet exercice répondre à la question suivante : Quels sont les fondements des représentations des jeunes issus de l'immigration maghrébine

AHMED LEMLIGUI est sociologue, chargé de mission au Pôle ressources et expertises en travail social, Institut régional du travail social de Rennes (IRTS).



1. J. Flanagan, « *The Critical Incident Technique* », *Psychological Bulletin*, Vol. 51, No. 4 (July 1954): pp.327-358.





et turque à propos des travailleurs sociaux qu'ils côtoient? Pour y répondre, nous sommes partis de l'hypothèse suivante :

Les jeunes forment leurs représentations des travailleurs sociaux à partir d'expériences de catégorisation et de stigmatisation dont ils considèrent être victimes du fait notamment de leur visibilité physique. Cependant, plus ces jeunes trouvent un équilibre entre les influences culturelles parentales et « la culture française » et plus ils considèrent l'intervention des travailleurs sociaux de manière positive. *A contrario*, le poids de leurs difficultés pèse sur l'image qu'ils véhiculent sur le monde environnant.

Le poids de leurs difficultés pèse sur l'image qu'ils véhiculent sur le monde environnant.

### Un « bricolage identitaire »

Ces jeunes se considèrent à la fois comme le produit d'un environnement familial et d'influences françaises. Leur identité est marquée par la permanence et le changement. Elle est à la fois stable, puisqu'il s'agit d'une condition de l'équilibre de la personnalité, et évolutive puisque nous ne pouvons écarter l'impact des influences qui l'amènent à se transformer. Toutefois, les jeunes interrogés ont tendance à décliner leur identité d'une manière qui en fait un tout composite. Ceci nous amène à considérer qu'il s'agit d'un bricolage identitaire qui s'adapte à leurs réalités de vie et surtout qui reflète les influences multiples qui interviennent pour modeler les processus de socialisation qu'ils vivent.

Ces jeunes repèrent de ce fait, dès leur plus jeune âge, une certaine vision dévalorisée de leur culture et de leur langue.

### Des réponses à « Qui es-tu ? »

À la question « Quelle définition peux-tu donner de toi ou qui es-tu ? », les jeunes proposent plusieurs versions que nous pouvons classer en trois systèmes de présentation ou de dénomination de soi. Un système de filiation familiale, un autre avec un ancrage local renvoyant à tel ou tel autre quartier de Rennes et un dernier d'affiliation à un groupe national voire ethnique : le plus souvent celui de ses parents ou du père en règle générale avec une référence à leurs pays d'origine voire ethnique.

Pour ces jeunes, l'identité en référence à la Nation n'est pas toujours aussi structurante. S'ils annoncent pour la plupart détenir la nationalité française, ils savent dire aussi qu'ils ne bénéficient pas d'une égalité réelle face à l'école ou au monde du travail. Ils partagent entre eux l'affirmation de ne pas se reconnaître dans le modèle républicain d'intégration. La stigmatisation fait partie inté-

grante de leur vie. Ils expriment avec une certaine clairvoyance ses effets qu'ils vivent et situent très tôt dans leur parcours de vie :

« Très jeune, on découvre qu'on est différent des autres. Nous n'avons pas le choix. "Tu viens d'où? Est-ce que tu es né ici? Tu comptes repartir dans ton pays?" Autant de questions et d'autres qu'on connaît par cœur. C'est de la routine. Mais ce qui me marque le plus ce sont les paroles dites par nos instituteurs, professeurs ou les éducateurs ou animateurs qui nous font le plus mal. »

### Une vision dévalorisée

Ces jeunes déclinent une identité où ils ont appris, dès leur plus jeune âge, à situer la langue d'origine des parents, leur culture dans un système de classification hiérarchique qui évalue, apprécie certaines pratiques et déprécie d'autres. Ces jeunes repèrent de ce fait, dès leur plus jeune âge, une certaine vision dévalorisée de leur culture et de leur langue : « Or pour qu'une culture puisse se transmettre, il faut que cette culture soit sinon valorisée, du moins qu'elle ne fasse pas l'objet d'un rejet par la société d'accueil. Il faut que les parents puissent la porter. Les parents vont transmettre la culture du pays d'origine en fonction du degré de légitimité qui est lui est accordé dans le pays d'accueil? »

Il s'ensuit, dans le cadre du recours à la langue de leurs parents, une tendance à opter pour des modes opératoires et des comportements différenciés en fonction des univers dans lesquels ils évoluent. Ils vont ainsi s'en servir dans la sphère privée, dans un cadre familial ou amical. Ils évitent de l'utiliser dans la sphère publique officielle et notamment dans les relations mixtes. Ceci ne les empêche pas de s'en servir aussi comme forme de défi, l'expression d'une provocation qui les amène à afficher avec une certaine exagération une appartenance ethniquement marquée.

### Une identité négative

Les images que ces jeunes ont d'eux-mêmes sont aussi alimentées par leurs conditions de vie. Ils se montrent bien souvent clairvoyants en considérant qu'ils sont perçus/stigmatisés non seulement à partir de leur apparte-

2. F. Sicot, *Quelle transmission culturelle pour les jeunes des quartiers de relégation ?* In Empan n° 50, Erès, pp. 38-44, 2003.

nance ethnique, mais aussi à partir de l'espace dans lequel ils vivent et qui ne laisse pas indifférents leurs interlocuteurs. Ils essayent ainsi de développer des stratégies de contournement pour ne pas révéler sa nature.

« Je suis conscient que je suis différent des autres. Lorsque je veux l'oublier on me la rappelle: "tu viens d'où? Tu as grandi ici? Tu parles bien le français, mais tu l'as appris où?, tu habites quel quartier?" ».

De nombreux jeunes soulignent l'intérêt qu'ils ont à mettre en place des stratégies pour lutter contre les effets du stigmat. Ils réagissent ainsi à une assignation identitaire qui les empêche de négocier et de disposer d'une place à part entière dans la société. Car en effet: « Toute identité ethnique, minoritaire, est en grande partie assignée par le groupe majoritaire, dont le regard est d'une certaine manière constituant du groupe minoritaire<sup>3</sup>. » Ils ont tendance à s'identifier à de tels stéréotypes d'abord en développant le sentiment d'appartenir à un groupe de type ethnique<sup>4</sup> mais aussi en développant une identité, y compris négative, en réaction à l'étiquetage dont ils peuvent faire l'objet.

### Dès l'âge de trois ans

Ce mécanisme de catégorisation participe à la construction d'une identité chez l'enfant dès son plus jeune âge. Les chercheurs américains Kenneth et Mamie Clarke ont réalisé, dans les années 1950, une expérience qui consistait à présenter à des enfants noirs des poupées blanches et noires, sans traits négroïdes, en leur demandant laquelle leur ressemblait le plus et laquelle avait leur préférence. Les résultats de cette expérience ont montré que 2/3 des enfants ont opté pour la poupée blanche. Kenneth Clarke a appelé ce phénomène la mis-identification ou erreur d'identification. Ils en ont conclu que l'enfant dès l'âge de trois ans percevait les différences ethniques et était capable de discrimination. Cette expérience montre combien les enfants apprennent que la couleur de la peau et la texture des cheveux sont liés à des situations socio-économiques ou professionnelles différentes et finissent par considérer que la couleur blanche est plus valorisante. Les enfants s'identifient à cette couleur et conséquemment ils se déconsidèrent.

Dans les années 1970, des études similaires<sup>5</sup> auprès de jeunes issus de l'immigration du Maghreb<sup>6</sup> mais aussi issus des DOM-TOM ont été réalisées en France. L'étude consis-

tait à raconter à des jeunes, d'origine maghrébine, portugaise et française de niveau socio-économique équivalent, des histoires désagréables en rapport avec des photographies présentées à ces mêmes jeunes. Ils devaient identifier le ou les auteurs du méfait commis. Il ressort de cette étude la tendance, plus systématique chez les jeunes Maghrébins, à stigmatiser les membres de leur groupe d'appartenance. Les autres jeunes interrogés ont souvent répondu d'une manière plus aléatoire sans pour autant imputer aux non-européens la responsabilité des actes commis.

### Un système complexe de stéréotypes

La dimension du stigmat qui touche les immigrés et leurs enfants relève de systèmes complexes de représentations et de stéréotypes construits socialement et qui affectent les catégories les plus visibles physiquement en France aujourd'hui: les Maghrébins et les Noirs. Les effets du stigmat, pour reprendre ce concept introduit par E. Goffman<sup>7</sup>, sont ancrés dans les esprits à la fois de ceux qui stigmatisent et par un effet d'imposition des dominants chez les individus stigmatisés. De telle sorte que les personnes stigmatisées peuvent, le cas échéant, développer une image négative d'elles-mêmes et de leur groupe d'appartenance. C'est ainsi que certains des jeunes interrogés considèrent que les comportements adoptés ou les représentations négatives véhiculées à leurs égard sont, en grande partie, fondées et justifiées. Tout se passe comme s'ils répondaient à une prophétie autocréatrice. En règle générale, les jeunes rencontrés déploient des stratégies continues de lutte contre le stigmat et l'identité négative en investissant des actions individuelles ou collectives qui leur permettent une valorisation de soi (scolarité, engagement militant, etc.).

L'enfant dès l'âge de trois ans perçoit les différences ethniques et est capable de discrimination.

Les personnes stigmatisées peuvent, le cas échéant, développer une image négative d'elles-mêmes et de leur groupe d'appartenance.

3. I. Taboada-Léonetti, « Stratégies identitaires et minorités » in C. Camillieri et coll., *Stratégies identitaires*, Paris, PUF, 1990, p.59.

4. C'est un mécanisme de défense qui réagit à l'étiquetage.

5. G. Vinsonneau, *Identité des jeunes en société inégalitaire : Le cas des Maghrébins en France*, Perspectives cognitives, expérimentales, Paris, éd. L'Harmattan, 1996.

6. Op.cit.

7. Goffman entre autres support du stigmat évoque ce qu'il appelle : « *les attributs tribaux* » qui prennent comme point d'appui la race, la nationalité et la religion et qui se transmettent de génération en génération et qui peuvent contaminer tous les membres d'une famille ». E. Goffman, *Stigmat : les usages sociaux du handicap*, Paris, éd. De Minuit, 1975.



Ils ont tendance à valoriser les attributs de la force physique ou verbale.

## Le rôle du langage

Chez les jeunes interrogés le langage est un moyen qui marque une appartenance, une identité spécifique mais aussi un mode d'opposition qu'ils adoptent notamment à l'égard des travailleurs sociaux. Il s'agit d'un langage crypté parfois pour reprendre l'expression de Cl. Dannequin<sup>8</sup>. Une identité qui s'appuie sur une vision du monde qui s'enracine dans des références en matière de réussite sociale qui s'éloigne voire s'oppose par rapport à l'institution scolaire responsable parfois de leur échec.

Le développement d'une violence verbale, en réaction à ce que certains considèrent comme imputable à l'école, participe des espaces de valorisation de comportements ou du « capital agonistique » pour reprendre la terminologie de G. Mauger<sup>9</sup>. Selon ce dernier, les jeunes ont tendance à valoriser les attributs de la force physique ou verbale qui leur permettent d'exprimer un certain degré de virilité: « Capital individuel, il dépend de la force physique (en ce sens, il s'agit d'un aspect du « capital corporel »), mais aussi du savoir-faire (de ce point de vue, il s'agit d'un « capital culturel » spécifique correspondant à l'apprentissage de techniques de combat). Capital collectif, il dépend du capital agonistique de chacun des membres du groupe, de la force du nombre et de la solidarité du collectif<sup>10</sup>. »

Ils considèrent que certains professionnels les « culturalisent » ou les « ethnicisent » parfois d'une manière insidieuse.

## Ils décodent les messages orientés

Le langage, chez eux, demeure marqué par un certain degré de créativité les amenant à construire des catégories de professionnels qui reflètent leurs expériences de vie au quotidien avec ces derniers. Pour eux, si les travailleurs sociaux sont censés les aider, tous ne sont pas dans cette logique. Ils considèrent que certains professionnels les « culturalisent » ou les « ethnicisent » parfois d'une manière insidieuse. Les jeunes apprennent à décoder les messages qu'ils considèrent comme orientés. Des questions telles que: « Est-ce que tu laisseras travailler ta femme? », « lorsque j'achète de nouvelles baskets, on me dit "tu les as volées où?" Comme si les arabes étaient tous des voleurs. ». Pour ces jeunes de telles réflexions représentent un aveu flagrant de l'image orientée que certains professionnels du travail social peuvent véhiculer.

Les expériences de vie apprennent<sup>11</sup> aux « jeunes marqués ethniquement » à se construire des représentations et des discours sur leurs interlocuteurs. Ils ont tendance

à projeter ces modes de fonctionnement dans leurs relations avec les travailleurs sociaux. Les jeunes interrogés ici citent de nombreuses expériences vécues qui relèvent parfois de la persécution: « (...) Nous étions à côté de la maison de quartier à papoter. D'un coup nous avons vu piler devant une voiture de la BAC. Quatre policiers sont sortis très énervés et nous ont demandé nos papiers. Nous avons flippé tellement ils étaient agressifs. Moi perso, je n'avais pas mes papiers. J'ai précisé que j'habitais l'immeuble d'en face. Ils ne m'ont pas crus. Le pire c'était que comme je suis animateur sur le quartier, je croyais bon leur décliner mon statut. Je n'ose même pas te dire ce qu'ils m'ont sortis. Comment veux-tu avoir de l'autorité avec les jeunes avec des policiers qui t'insultent devant les jeunes à qui tu dis qu'il faut respecter autrui. »

## Quatre types de travailleurs sociaux

Les jeunes interrogés attribuent aux professionnels des comportements non uniformes. Leurs « catégories » s'appuient sur de nombreux faits révélés par eux à plusieurs reprises dans les entretiens. Les jeunes situent les travailleurs sociaux dans des groupes que nous pouvons classer en quatre idéaux-types:

« **Le rebelle** » correspond au professionnel, que l'on retrouve quasi exclusivement dans les services de prévention, désigne des individus qui adoptent des comportements de défi à l'égard des jeunes ou « s'habille comme les civils », c'est-à-dire les policiers de la BAC (Brigade anti criminalité). Le rebelle essaie de s'inscrire dans la provocation tant dans sa manière de s'exprimer que celle de s'habiller ou prendre position.

« **L'allié** » est celui sur qui les jeunes disent pouvoir compter. Soutien qui peut parfois passer par des formes de proximité avec les jeunes à tel point que certains professionnels ferment parfois les yeux sur des conduites déviantes. Des professionnels que les jeunes considèrent

8. Cl. Dannequin, Outrances verbales ou mal de vivre chez les jeunes des cités, in Migrations-formations, n° 108, mars 1997.

9. G. Mauger, Les bandes, le milieu et la bohème : études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005), Paris : Belin, Coll. Sociologiquement, 252p, 2006.

10. G. Mauger, La sociologie de la délinquance juvénile, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 2009, p.52.

11. H. Malewska et C. Gochon (dirs), Le travail social et les enfants de migrants, racisme et identité, Paris, éd. L'Harmattan, 1988.

comme respectueux de ce qu'ils sont. Une attention particulière, selon certains à tel point qu'ils sont considérés parfois comme davantage préoccupés par les intérêts des usagers que par ceux des services auxquels ils sont rattachés.

« **La balance ou le faux** » est celui qui ne sert à rien, que les jeunes ignorent souvent. Pour eux, il n'est ni dans la confrontation, ni dans la compromission et encore moins dans le soutien. Des professionnels qui seraient prêts à dénoncer les comportements déviants des jeunes sans essayer de comprendre les raisons qui les poussent à agir de la sorte.

« **La racaille** » renvoie à une catégorie qui verse dans un esprit de contestation qui vient excuser, couvrir les comportements de certains jeunes qui se retrouvent parfois en porte à faux avec la loi. Certains jeunes s'interrogent sur les motifs qui poussent cette catégorie de professionnels à agir de la sorte (peur, envie de voir s'embraser les quartiers, envie d'être bien considéré par les jeunes...).

### **Alarmistes mais pas inertes**

Épilogue : Les jeunes rencontrés ne restent pas inertes. Ils ne sont pas dans la plainte continuelle. S'ils font des constats parfois alarmistes des réalités qu'ils vivent, notamment avec des représentants institutionnels tels que les travailleurs sociaux, ils tentent toutefois de réagir à ces systèmes de catégorisation et de mise à l'écart en construisant d'autres. Dans ce mouvement réactif, ils mettent en œuvre des modes d'intégration dans la société, ils s'investissent dans des espaces militants au sein du monde associatif notamment et dans une moindre mesure syndicale ou politique.

Ils ne sont pas dans la plainte continuelle. Ils tentent de réagir.





# Itinéraires de Rennais d'aujourd'hui

**RÉSUMÉ** > *Un Malien, un Marocain, une Tchétchène, un Portugais, voici cinq portraits, cinq itinéraires parmi des milliers, de Rennais d'aujourd'hui.*



TEXTE > **GILLES CERVERA**

## Tidiane, l'enseignant-né, mais loin



GILLES CERVERA est psychothérapeute, membre du comité de rédaction de *Place Publique*

Le voyage est si long et si court entre le Mali d'où il vient, la Bourgogne où il se marie et la Bretagne qui l'accueille. « Les racines, je les ai dans le ventre » dit Tidiane Diakité, habitant l'Hermitage, aujourd'hui. « Foulant le sol rennais pour

Tidiane Diakité est l'auteur de :  
- *L'Afrique malade d'elle-même* (Karthala, 1986)  
- *L'Afrique expliquée. Réponses aux questions des Jeunes*. (Les Editions Cultures Croisées, 2006) - *La traite des Noirs et ses Acteurs africains*. (Editions Berg International, 2008) - *L'Immigration n'est pas une Histoire sans paroles*. (les Oiseaux de Papier, 2008)  
- *Louis XIV et l'Afrique noire* (à paraître).

la première fois, arrivé vers 18 heures, sorti à 19 heures humer l'air de la ville. La première personne que j'ai abordée et avec qui j'ai causé un peu (un Breton!), en sortant de mon hôtel, m'a dit: « Vous verrez, les Bretons ne sont pas accueillants. Vous ne vous ferez pas d'amis ici. »

Ici qu'il a noué ses plus fortes relations, indéfectibles.

D'ici qu'avec le recul il repense à son père paysan qui ne savait ni lire ni écrire et dont il était le fils aîné! « Opposant farouche » à sa scolarisation, il gardera toujours sur lui les bulletins ou les tableaux d'honneur, les montrant à ceux qu'il croise, à Bamako, en faisant ses courses ou dans la famille.

Revenir sur le chemin de Tidiane Diakité, c'est ouvrir un compas dont la pointe creuse un trou à Cuba, où il est envoyé d'office par des crédits de propagande alors qu'il ne souhaite qu'aller à l'université pour devenir enseignant. À Cuba, l'accueil est excellent, la samba et le reste, mais même pas possible d'aller en fac perfectionner l'espagnol! Puis le compas se fiche au Sénégal, en Côte d'Ivoire pour, côté crayon, continuer le récit à l'université de Dijon. Vaches maigres en Bourgogne. Emmaüs pour loger et les pochons de restes donnés par un étudiant hollandais.

Le voilà professeur d'histoire, son rêve. Le voilà père de deux enfants et accueilli par sa belle famille à La Charité-sur-Loire. Le couple répond à un appel de professeurs en Côte d'Ivoire d'où ils sont débarqués brutalement, contrat résilié, direction Rennes!

« Non seulement, dit-il, on est Breton, mais retourner en Bourgogne eût été une punition! » D'un duché l'autre se rejoue quel antagonisme? C'est que « les Bretons ont une double identité: l'enracinement et l'ouverture ». Il sent cette Bretagne « au-delà du visible », il aime ces « Bretons distants, méfiants » et quand « on passe un cap, la confiance est là ». Tidiane Diakité jamais n'a senti un quelconque rejet, lui qui se dit « original » depuis son enfance malienne et « original » ici.

Jamais il n'a supporté les mariages forcés et quand les « tam-tam venaient », enfant, il fonçait en brousse en se bouchant les oreilles. Adolescent, il a rendu à sa mère « les grigris du cou ou du poignet », convaincu de leur ineptie. « Original » ici, impliqué dans au moins trois associations, car « il a dû élaguer »!

« Quand j'entends des gens dire ici que les Africains ont la danse dans le sang, je suis assez confus pour leur dire que moi, je n'ai absolument rien dans le sang ». Tidiane Diakité danse avec les idées, voilà le secret!

## Le sucré salé de Saâd Aït Omar



Beaucoup va par trois dans le parcours du Marocain Saâd Aït Omar, ingénieur d'études en informatique à l'université Rennes 1: *j'ai quitté mon pays, ma langue et mon métier.*

Par trois, ses manières d'être bien à Thorigné-Fouillard où il vit: la famille, la musique et le foot! La famille avec son épouse, bretonne. La musique, il faudrait consacrer un chapitre à ses *Rolling Stones*! Avouons qu'on croit moins mondialisé le groupe *Nass El Ghiwan* (les troubadours pour dire vite!) que Saâd a fait venir au Triangle, oui, au Triangle! Le sport, n'en disons que ceci: son équipe corpo de l'hôpital a remporté la Coupe de Bretagne, écrasant 3 à 1 la corpo de Citroën!

Passons vite sur le docteur en géologie, professeur à l'université naissante de Marrakech. Comblant son père dont le seul mantra pour ses dix enfants était: des études, des études, des études!

Revenons à cette arrivée à 15 heures en gare de Rennes à l'âge de 18 ans, comme si c'était hier! Il vivait à la Cité du Maine à Villejean où il apprenait le français et suivait des cours à Beaulieu. Villejean pour la ville, et Beaulieu, dans les champs. Les gens de Rennes l'accueillent naturellement. *Naturel* est le mot. Pas celui qu'il ressentira plus tard, père de deux fils dont l'aîné aura à subir, au collège, le racisme de la part d'un prof en mode FN.

Géologue formé aux falaises du Trégor dont il connaît l'histoire et les ressorts, il rentre à Marrakech, doctorat en poche et femme enceinte. Son père est nassérien, tellement ravi que son fils rende à la Nation son tribut que la Na-





tion a permis d'obtenir. Mais à l'université de Marrakech, le salaire d'un professeur ne satisfait ni le titulaire ni son père.

Décision est prise de changer de métier : retour à Rennes. Après tout, les Lices font penser aux souks ! Sa femme retrouve à l'hôpital un travail d'infirmière et lui se lance dans un DESS d'informatique. Le foot lui permet de rencontrer tous les villages du département, d'aimer ces tournois qui brassent une société.

Saâd Aït Omar va quelquefois par dix ! Il va connaître, avant d'habiter Thorigné, dix quartiers de Rennes et par deux : ses enfants se prénomment Ibrahim-Pierre et Marouane-François. La famille mange autour de la table ronde et s'adosse aux banquettes. Ses beaux-parents bretons trouvent ça bien pratique, on loge à beaucoup et ce qu'on y mange est sucré salé !

Goût amer en retrouvant ses cousines voilées, là-bas, à Kenitra où il est né quand ses tantes étaient en jupe. Amer quand sa chère cousine avec qui il a partagé l'enfance lui tend du plus loin sa main pour le saluer. Ce deuil de son Maroc est plus dur ! Ce Maroc de son enfance, ouvert, arabisant et lisant les sourates avec distance et, osons-le, laïcité !

Sa vie d'ici est sucrée-salée, Nass El Ghiwan, à fond, par moments.

### Jorge Batista, fonctionnaire d'État



C'est la veille de notre rencontre que le Portugais Jorge Batista a appris la nouvelle. Après des décennies en France, à tout faire, interims, missions en tous domaines, cariste, convoyeur funéraire, manutentionnaire, l'homme de Cha-

vès, depuis la veille de notre rencontre était reçu au concours de la fonction publique. Le métier qu'il exerce depuis dix ans au moins, via des vacances qui se prolongent ad libitum et des journées commencées sans qu'aucun contrat ne soit signé, voilà, c'est fait, Jorge Batista est agent de l'État, et, il prend son souffle, « de l'Éducation nationale ».

Il a cette voix douce des intimidés, ceux qui savent que la douceur vaine presque tout y compris les violences des nuits glauques quand, grâce à son bilinguisme, il assurait les veilles dans un hôtel de la place de la gare.

Reprenons. Jorge Batista est né en France, à Charleville-Mézières, mais ses parents, ouvriers de la sidérurgie de jour et de nuit, l'ont ramené dans le petit village de ses grands-parents. Pour la séparation, appel au chat, là-haut dans les greniers. Les parents combien de fois pendant que le petit garçon regardait son chat ont pris la route de la França.

Lui restait à Redial, dont le nom vient de Redonnes en latin, une prédestination !

Séparation, rupture, aller retour, vacances de Noël en France, retour, travaux de la maison, ses parents ont pris une semaine de vacance dans leur vie pour présenter le pays à leurs voisins de La Nouaye puisque c'est là que les Batista ont restauré un cellier en bauge.

Entre Villa Real et Rennes, le fil continu de Jorge, c'est plus que le petit séminaire de là-bas et le grand d'ici, plus que les cours en ancien Testament ou de grec ancien et les questionnements toujours recommencés, sans doute est-ce le goût du dépassement.

Il dit qu'il n'aura jamais tous les codes d'ici et qu'à Chavès, il parle la langue de la génération 70. Il habite à Rennes un logement de fonction d'une institution régaliennne. Il est celui qui veille, doucement, à l'écoute des autres.

Il me montre les photos de ses parents, illettrés, celle de ses grands-parents qui ne savaient ni lire ni écrire. Un texte m'apprend qu'il est admissible à un autre concours.

À l'église Toussaints, dans la chapelle des messes en portugais, là qu'il a rencontré sa première fiancée mais il se maria avec Isabelle, « une vraie Rennaise pur beurre salé, ses parents sont du pays de la Rance ». Deux enfants viennent et Jorge, doucement, attend qu'ils aient toutes les musiques des langues dans l'oreille.

Il parle de Raphaël son fils et d'Anna-Mei. Mei, c'est du chinois. Le lointain est ce qui aide au très proche.

## Asya, l'aïdée aidant



Asya Magomadova, la Tchétchène, est ici parce qu'elle y est bien, que les gens de Rennes sont gentils. Elle est bien ici parce qu'elle est loin de la Tchétchénie. Rennaise depuis 2007, après des allers-retours entre son pays et la Pologne où on l'a régularisée. « C'est mieux d'habiter mon pays », voilà ce que longtemps elle s'est dit tout en voyant son frère disparaître, enlevé par « des hommes masqués ». Est-il mort ou est-il vivant ? En voyant son mari tué par des soldats.

Rennaise depuis 2007, avec ses trois filles. L'une est handicapée. C'est tellement difficile d'être handicapée là-bas. Asya explique cela, et dit que sa fille handicapée, en France, a retrouvé « le plaisir ».

« Les larmes viennent toutes seules », elle s'en excuse quand elle parle des journées passées à la clinique de Cesson avec son autre fille qui souffre d'un cancer. Elle parle et elle pleure, elle dit que c'était bien d'y aller tous les jours et combien ce fut compliqué, vivant à Saint-Jacques, sa fille étant morte à Cesson et le carré musulman étant au cimetière de l'Est. Et c'est parce qu'il y a eu une si bonne personne, Marie-Claire, l'assistante sociale, que Tamara est enterrée ici.

Asya passe chaque mercredi au cimetière et, ensuite, elle va faire « son bénévolat » au Secours Populaire. Trois après-midi par semaine. Elle aide ceux qu'il faut aider. Elle sait qu'elle s'aide en aidant et elle trouve tellement gentils les jeunes avec les chiens, ou les autres Français qui viennent chercher à manger et à qui elle donne ce qu'il faut partager et qui lui disent merci.

Ce *merci*, un passeport pour Asya !

Le seul car après tous les recours, tous les « négatifs » de l'Ofpra, elle dit que c'est « compliqué », voilà le mot, « tellement compliqué ». La dame de la préfecture comprend bien ce qu'elle lui dit, elle écoute, elle est gentille mais l'administration va de négatif en négatif. Même l'appartement de Saint-Jacques, le Cada lui a dit qu'elle en serait expulsée. Avec sa fille et ses deux petits enfants, Asya vit avec cette peur.

Rien à côté de la terreur de là-bas, qui l'a faite fuir et trouver tout si bien à Rennes, même les papiers de CMU ou la carte de bus, à Rennes il y a les gens qui prennent le temps d'écouter et d'aider. Asya, si elle avait ses droits, travaillerait, c'est sûr. Cela l'aiderait.

Asya Magomadova est aussi d'ici : son petit-fils y est né, ses deux petits-enfants vont entrer à l'école en septembre et le corps de Tamara repose au Cimetière de l'Est.

## Le chant de Marcella, ex-mineure



Plus de cinq ans que la jeune Angolaise est arrivée avec sa sœur Marianna à la gare de Rennes. Elle avait 15 ans. Elle se rappelle de cette date, une sorte de deuxième naissance. On ne se rend pas compte à quel point une gare tient d'une sorte d'obstétrique. Toutes les deux à la police, sous le regard acide et suspicieux des hommes. Ils ne les croient pas, ils croient qu'elles abusent, ils pensent que les regards que les deux sœurs s'échangent sont de connivence. C'est au cours de ce qui ressemble finalement à une garde à vue qu'un policier baragouinant l'es-





pagnol communique avec Marianna qui le baragouine aussi. C'était le 19 septembre 2007. Date de la naissance rennaise!

Marcella Lutonado, Angolaise, aura 21 ans bientôt et rien n'est complètement résolu. Il lui manque toujours « le bon papier », quelque chose qui fasse foi, qui l'assure de correspondre entièrement, complètement à ce qu'elle est et à ce qu'elle veut d'elle.

Marcella a appris le français. Elle le parle sans recourir à un quelconque dictionnaire. Elle se demande où elle l'a laissé celui-là! Elle comprend mieux pourquoi les gens vont vite dans la rue, comme happés par leur emploi du temps. C'est surtout cela qu'elle n'a d'abord pas compris, ces gens qui vont si vite, qui ne discutent pas, « toujours pressés ». Elle fait pareil, maintenant qu'elle travaille, « je vais quand même un peu moins vite qu'eux »! Le BEP Service à la personne en poche, voilà un diplôme, donc un papier! L'accueil et l'hébergement par le conseil général, voilà sa chance mais son sort reste si fragile. Elle « n'y pense pas trop ».

Peu après son arrivée sur Rennes, un éducateur de son foyer a trouvé sur Internet l'église Kimbanguiste. Là qu'elle prie. Peu importe que sa paroisse déménage de la zone de Saint-Grégoire, à Maurepas ou au Blosne, là elle retrouve des amis, une prière, « des bons moments, ça donne de l'espoir ».

Pas qu'à l'église qu'elle chante. Chez elle, partout, toujours « pour ne pas penser aux choses qu'elle n'a pas », pas question de matériel, quelque chose d'autre: le sens!

Marcella chante et en chantant se centre sur la musique, les rythmes, les notes. Quand elle chante, elle est dans le chant. Quand elle travaille, elle joue avec les enfants, avec des jouets qu'elle n'a pas eus. Quand elle travaille avec les vieilles personnes, celles-ci lui apprennent le sens des mots ou des vieilles chansons de 1930!

Marcella rêve en portugais, mais le sens elle le cherche à Rennes.

# L'accueil des chercheurs internationaux

**RÉSUMÉ** > Depuis plus de dix ans, les laboratoires de recherches rennais (Inserm, Cnrs...) bénéficient d'une aide de Rennes Métropole qui tourne désormais autour de 500 000 euros par an. Cette allocation d'installation scientifique (AIS) a bénéficié depuis le début à 104 chercheurs plutôt jeunes, extérieurs à Rennes et ayant suivi un cursus international.



TEXTE > **BERTRAND MORO**

De manière générale, Rennes Métropole associe son action de soutien à la recherche avec celle de la Région, notamment au travers du Contrat de projet État-Région. Ainsi, parmi les huit axes retenus, celui consistant à « conforter la performance de notre système d'enseignement supérieur de recherche et d'innovation au service de l'économie régionale » est doté de 400 millions d'euros pour la période 2007-2013. De cette enveloppe régionale, un peu plus de moitié, 206 millions d'euros, sont destinés aux établissements rennais<sup>1</sup> : soit pour la recherche à hauteur de 106 millions d'euros (dont 10,8 provenant de Rennes Métropole), soit pour l'enseignement supérieur à hauteur de 100 millions d'euros. Rennes Métropole Y contribue pour 15 % de cette somme, notamment en vue d'édifier la Cité internationale<sup>2</sup>.

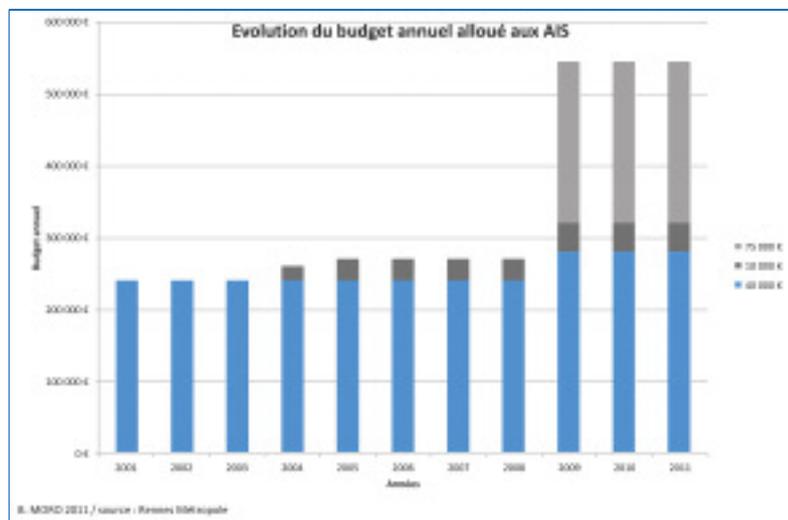
BERTRAND MORO est docteur en géographie et aménagement de l'espace. Chercheur associé au laboratoire Eso-CNRS de l'université de Rennes 2



1. Avec deux universités, 13 grandes écoles, 27 instituts et écoles et 71 BTS, les campus rennais regroupent 58 000 étudiants, soit un peu plus de la moitié des effectifs bretons (source : Rennes Métropole)

2. La Cité Internationale de Rennes dont la construction va débuter entre l'esplanade De Gaulle et le boulevard de la Liberté pour une livraison prévue en 2015 disposera de 80 chambres pour accueillir les chercheurs et doctorants étrangers. Elle abritera le siège de l'Université européenne de Bretagne, un gymnase et une cafétéria.





En dehors de cela, Rennes Métropole conduit elle-même ses propres initiatives, en autonomie par rapport aux autres collectivités. Dans ce cas, sa politique ne repose pas sur des thématiques prédéfinies<sup>3</sup> mais vise *a priori* l'ensemble des champs disciplinaires. Ainsi en est-il des allocations d'installation scientifique (AIS) mises en place depuis 2001.

### Au départ, aider la chimie

Loin de représenter la majeure partie du budget alloué au soutien à la recherche publique (545 000 euros en 2011 sur un total d'environ 8 millions d'euros annuels destinés à la recherche et à l'enseignement supérieur), ce dispositif n'engendre pas nécessairement des retombées directes sur le développement économique de l'agglomération. Il n'en est pas moins significatif en termes de développement de l'attractivité du territoire métropolitain.

Basé sur des critères d'excellence et de mobilité, intégrant généralement une dimension internationale, cette aide a évolué depuis son lancement. Au départ, elle devait répondre notamment – combler des lacunes d'effectifs prévisibles dans certaines disciplines telles que la chimie à cause du départ en retraite programmé d'un nombre important de chercheurs, tandis que d'autres domaines bénéficiaient au contraire des avantages de leur jeunesse, telle l'informatique par exemple. D'où l'idée au départ d'une aide ciblée même si, dès l'origine, elle ne devait pas se cantonner à un secteur spécifique.

### Une aide personnelle à l'équipement

S'appuyant largement sur les effets positifs de la proximité, sur le lien entre des services de Rennes Métropole<sup>4</sup> et les laboratoires de recherche rennais, le dispositif attribue une subvention à des chercheurs de haut niveau récemment arrivés à Rennes. La somme allouée leur est directement attribuée à titre personnel. L'argent doit les aider dans la conduite de leurs travaux. Cependant, l'équipement acquis grâce à cet argent restera la propriété de l'établissement et, de ce fait, ne quittera pas le territoire métropolitain, même en cas de départ ultérieur du chercheur (seulement 9 sur 104). Les critères de base sont assez simples : être âgé de moins de quarante ans et travailler à Rennes depuis moins de trois ans, sans y avoir exercé une activité professionnelle ni y avoir été formé auparavant.

Les meilleurs dossiers de candidature sont retenus en fonction d'éléments classiques de l'évaluation scientifique : nombre et niveau des publications, établissements fréquentés, expérience internationale, recommandations, intérêt du projet... Autrement dit, l'accent est clairement porté sur l'attractivité et l'excellence.

### 42 candidats par an

Aujourd'hui, tous les établissements de recherche rennais connaissent le dispositif et candidatent lorsqu'ils peuvent le faire. D'ailleurs, chacun d'entre eux en a bénéficié à un moment ou un autre. Dans les proportions les plus importantes se retrouvent le CNRS (partenaire dans près de 80 % des cas) et l'université de Rennes 1 (78,8 %)<sup>5</sup>. Ainsi le dispositif bénéficie-t-il d'un bon écho dans l'ensemble du paysage scientifique rennais, avec le maintien d'un nombre relativement élevé de candidatures, compte tenu du critère contraignant de nouvelle arrivée sur le territoire métropolitain.

Depuis 2004, le nombre moyen de candidatures s'élève à 42 par an avec une nette augmentation jusqu'à

3. Le dispositif des AIS est toujours actif aujourd'hui. Cependant, les données recueillies et traitées ici correspondent à la période 2001-2011.

4. L'auteur tient à renouveler ses remerciements à ces Services pour leur accueil ainsi que pour l'accès aux archives qu'ils ont permis. Sa reconnaissance toute particulière s'adresse à Mmes Cozic et Glatron qui lui ont accordé des entretiens formalisés et de nombreux échanges.

5. La grande majorité des laboratoires concernés (9 exceptions sur 104 AIS) sont des unités mixtes de recherche (UMR) sous tutelle d'un ou plusieurs organismes et/ou d'une ou plusieurs universités, ce qui explique le total des proportions supérieur à 100 %.

2007 (de 30 à 48) et une diminution depuis 2009 (de 48 à 39) alors que, dans le même temps, le nombre d'AIS octroyées a continué à croître (de 8 à 14 entre 2004 et 2011).

### Un soutien renforcé

D'abord constitué par un ensemble de six allocations, chacune de 40 000 €, le programme s'est élargi à partir de 2004 en s'augmentant de nouvelles allocations de 10 000 € essentiellement destinées aux sciences humaines et sociales, dont les unités ont le plus souvent des besoins moindres en équipement que celles des sciences expérimentales. Puis, à partir de 2009, une nouvelle forme complète le dispositif en dotant des chercheurs expérimentés d'une somme de 75 000 €. Dans ce dernier cas, les trois bénéficiaires annuels, dont le critère d'âge limite n'est plus requis, sont alors aidés pour la mise en place d'une nouvelle équipe sous leur direction, la somme pouvant servir non seulement à de l'équipement (40 000 € minimum), mais également au fonctionnement (recrutement de jeunes chercheurs doctorants ou post-doctorants...). Ainsi, le budget total a-t-il lui aussi connu des évolutions, toujours dans le sens d'une augmentation (graphique 1). En effet, de 2001 à 2011, les 104 AIS octroyées totalisent un budget de 3 695 000 €, passant de 240 000 € les premières années à 545 000 € pour les plus récentes.

### Surtout les sciences expérimentales

La comparaison entre les montants et le nombre d'AIS alloués (graphique 2) confirme des besoins en équipements plus importants pour certaines thématiques de recherche, en particulier pour les sciences expérimentales. Les répartitions indiquent également le soutien important accordé à la recherche médicale, ainsi qu'aux sciences humaines et sociales, mais pour des budgets moins élevés.

D'autre part, conformément aux objectifs de départs, un effort significatif se dessine notamment pour la chimie et la physique. D'ailleurs, ces deux domaines ont connu un regain de dynamisme notable au cours de la dernière décennie à Rennes. S'il apparaît certain que les AIS ne peuvent en constituer la seule cause, un effet de levier a pu contribuer à cette évolution. En effet, les dispositifs de soutien à la recherche adoptent le plus souvent un impact cumulatif, non seulement par un phénomène de financements croisés entre différentes institutions contributrices, mais également

## *Le poids des étudiants étrangers dans la ville*

Les étudiants venus de l'étranger sont nombreux à Rennes. Près de 7 000 chaque année. Ils représentent une population non négligeable dans la ville. Ils comptent ainsi pour 12 % de l'effectif étudiant de Rennes (total : 58 000), un pourcentage qui correspond strictement à la proportion des étudiants étrangers sur l'ensemble du territoire français.

Ce pourcentage monte à 12,6 à l'université Rennes 2 qui affichait 2 458 étudiants internationaux il y a un an. Les Chinois y arrivent en tête (276), suivis par les Espagnols (142). Suivent Algérie, Etats-Unis, Allemagne, Royaume-Uni qui tournent chacun autour d'un effectif de 100. Arrivent ensuite Brésil, Maroc, Sénégal, Russie.

C'est à Rennes 1 que l'on trouve le plus fort contingent d'étrangers : ils étaient 3 384 en 2012 provenant de 121 pays différents avec, en tête, les Africains et Proche-Orientaux (1 968), suivis par les Asiatiques (668) et les Européens (597).

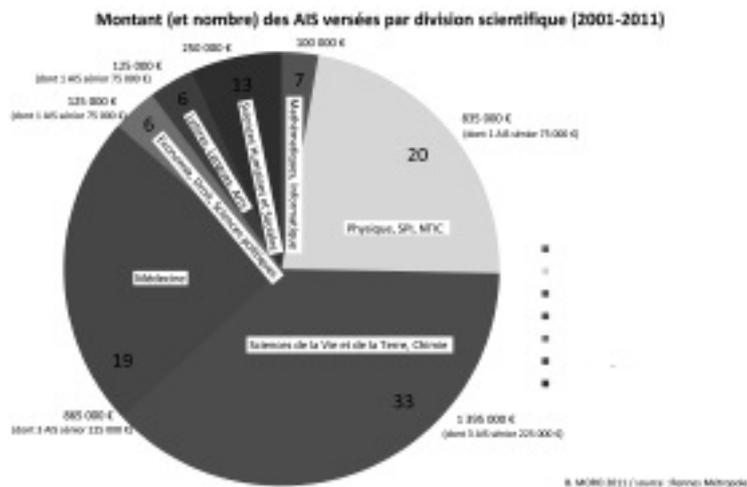
Cette présence massive des étudiants « venus d'ailleurs » justifie l'existence à Rennes de deux « institutions » qui leur sont dévouées et qui les accompagnent dans leur séjour breton. Le Centre de mobilité internationale (CMI) et le Cirefe.

Créé en 2009 et rattaché à l'Université européenne de Bretagne, le CMI regroupe 10 établissements supérieurs de Rennes Métropole. Son observatoire de la mobilité étudiante fait état d'un total de 6 900 étrangers à Rennes en 2011-2012, parmi lesquels 40 % d'Africains, 25 % d'Asiatiques et 25 % d'Européens. Plus de la moitié sont en master.

Le Centre international rennais d'études de français pour étrangers (Cirefe), rattaché à Rennes 2, se consacre à la formation linguistique et culturelle des étudiants étrangers. Par petits groupes, ils bénéficient, y compris pendant l'été, de cours de FLE (Français langue étrangère).

par entraînement, l'aide octroyée permettant de développer l'excellence de la recherche, qui gagne ainsi en reconnaissance et peut attirer davantage d'investissements.

6. Enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de bénéficiaires par Thibault Le Corre (ESO Rennes)



### Le partage des cultures

À l'exclusion des AIS senior, pour lesquels l'âge moyen des bénéficiaires est de 43,8 ans, les chercheurs dotés d'une allocation depuis 2009 sont âgés en moyenne de 34,2 ans. Cela veut dire que ces scientifiques disposent d'une expérience professionnelle déjà significative. Cela démontre que la qualité des études et en particulier du doctorat ne suffisent pas à elles seules à justifier d'un niveau suffisant pour prétendre à la sélection.

Quel est l'impact de ces aides ? Difficile de quantifier l'apport des nouveaux arrivants sur le territoire rennais et sur son milieu scientifique. Ce que l'on sait c'est que le partage de cultures et de pratiques différentes ne peut que bénéficier à une recherche par essence collaborative. À titre d'exemple sur la période 2009-2011, soit pour 42 bénéficiaires, on recense un total cumulé de 69 expériences professionnelles supérieures à six mois en France hors de Rennes, dont 22 à Paris.

### Une expérience internationale

Quatre chercheurs sont de nationalité étrangère (deux Italiens, un Allemand et un Suisse) et seuls huit n'ont pas travaillé dans au moins un établissement étranger au moment de leur sélection. La plupart cumule plusieurs expériences de mobilité qui, au plan international se traduisent par une quarantaine de séjours pour l'ensemble, dont 13 aux États-Unis, 7 en Italie et en Allemagne, 6

au Canada, les autres pays étant la Norvège, la Chine, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Australie. Et, puisqu'il s'agit d'un critère nécessaire, tous proviennent de structures extérieures à Rennes. L'objectif initial de favoriser l'attractivité de scientifiques de haut niveau s'en trouve ainsi renforcé.

Cependant, il convient de nuancer cette affirmation dans la mesure où l'on sait que les critères de choix d'un nouveau poste dépassent largement la seule possibilité d'obtenir une bourse d'installation. En effet, ce choix dépend avant tout d'un marché de l'emploi particulièrement resserré, des réseaux personnels et professionnels qu'a pu tisser le chercheur ou encore de l'environnement (général et scientifique, réel et réputé) du laboratoire d'affectation.

### Un effet levier

Néanmoins, le véritable impact du dispositif AIS repose sur un effet levier confirmé par les bénéficiaires eux-mêmes<sup>6</sup>. D'une part, son attribution simple et rapide est appréciée en comparaison avec les autres mécanismes classiques de financement souvent plus lourds. D'autre part, ce soutien permet une meilleure intégration du chercheur au sein de sa nouvelle équipe, à qui peuvent également profiter les équipements acquis. Enfin, les travaux permis par ce soutien entraînent généralement un processus plus pérenne d'une recherche qui se définit notamment par son aspect cumulatif.

# Connaître la langue, un préalable légal

**RÉSUMÉ** > *Pour habiter en France, les immigrants doivent depuis 2007 signer un contrat avec la République, dit Contrat d'accueil et d'intégration. En Ile-et-Vilaine, un millier d'étrangers y souscrivent chaque année. Certains d'entre eux (un tiers) sont dans l'obligation de suivre une formation linguistique afin de maîtriser un minimum de langue française, condition de leur intégration.*



TEXTE > **NADIA OUABDELMOUMEN**

« L'étranger admis pour la première fois au séjour en France ou qui entre régulièrement en France entre l'âge de seize ans et l'âge de dix-huit ans, et qui souhaite s'y maintenir durablement, prépare son intégration républicaine dans la société française. À cette fin, il conclut avec l'État un contrat d'accueil et d'intégration, traduit dans une langue qu'il comprend, par lequel il s'oblige à suivre une formation civique et, lorsque le besoin en est établi, linguistique. [...] Lors du premier renouvellement de la carte de séjour, l'autorité administrative tient compte du non-respect, manifesté par une volonté caractérisée, par l'étranger, des stipulations du contrat d'accueil et d'intégration. » Loi du 29 décembre 2010.

Les dernières réformes concernant la formation linguistique destinée aux adultes migrant-e-s s'inscrivent dans un contexte national et européen de durcissement des exigences en termes de *connaissance* des langues des pays d'accueil. Ces réformes font de la langue une condition pour le droit au séjour avec une attention particulière portée à la phase d'accueil.

Outre son caractère obligatoire pour l'obtention de la nationalité française et le fait qu'elle soit subordonnée à toute demande de carte de résident de dix ans, la condition linguistique devient avec le Contrat d'accueil et d'in-

NADIA OUABDELMOUMEN est doctorante et membre du laboratoire PREFics (Plurilinguismes, Représentations, Expressions Francophones - information, communication, sociolinguistique) de l'université Rennes 2





tégration (CAI) et son volet linguistique un préalable à toute intention de séjour sur le territoire français.

### Le Contrat d'accueil et d'intégration

Le CAI et son volet linguistique sont obligatoires en France depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Ce document individuel est signé entre l'État – représenté par le préfet ou la préfète – et toute personne étrangère (hors Union européenne) amenée à rester durablement sur le territoire français. Sa signature engage les contractant-e-s à participer à une journée d'information « Vivre en France », à une formation civique, à un bilan de compétences professionnelles obligatoire et selon certaines conditions à une formation linguistique.

Parallèlement à ce CAI individuel, un Contrat d'accueil et d'intégration pour la famille (CAIF) est obligatoire depuis 2008. S'y ajoute depuis la même date un « pré-CAI ». Il prévoit, entre autres, si le besoin en est établi, une formation linguistique dans le pays d'origine des postulant-e-s à l'émigration et conditionne la délivrance du visa.

### Qu'est que le « volet linguistique » ?

Dans le cadre de la prescription linguistique du CAI, le niveau de français à l'oral et à l'écrit est évalué lors d'une demi-journée d'information sur la vie en France au cours de laquelle est signé le contrat. Après une séance d'information collective autour du visionnage d'un film intitulé *Vivre ensemble, en France*<sup>1</sup> et d'une présentation du CAI, les futur-e-s contractant-e-s participent à un entretien individuel qui a pour but, outre une présentation détaillée du Contrat et des formations, d'évaluer leur

compétences linguistiques à l'oral et à l'écrit.

À l'issue de ce test, en cas d'appréciation suffisante des compétences linguistiques, on délivre aux futur-e-s signataires une « Attestation ministérielle de dispense de formation linguistique ». Le cas échéant, selon le diagnostic, une formation linguistique obligatoire et gratuite d'une durée qui ne peut dépasser 400 heures est prescrite aux personnes auditionnées. Ces dernières sont alors dirigées, selon leur lieu de résidence, vers un organisme de formation. Cette formation s'effectue selon un rythme variable, selon les organismes de formation, selon la situation familiale et/ou professionnelle des stagiaires, etc. À l'issue de cette formation linguistique, une évaluation finale sanctionne les compétences linguistiques des stagiaires et les valide par un Diplôme initial de langue française (DILF) ou par un Diplôme d'étude en langue française (DELF).

### En Ille-et-Vilaine, 44 % des CAI bretons

Entre 2005 et 2009, 8 043 CAI ont été signés en Bretagne, dont près de 2 000 pour l'année 2009, ce qui représente environ 2 % du total des Contrats signés en France. La répartition par sexe corrobore les observations nationales, à savoir que la part des femmes augmente dans la population immigrée. En Ille-et-Vilaine, où le Contrat a été expérimenté dès 2004 avant de devenir obligatoire en France, le nombre de contractants ainsi que le nombre de prescriptions linguistiques sont en constante augmentation. Ce département compte aussi le plus grand nombre de Contrats signés en Bretagne, avec 850 signatures en 2009, soit 44,78 % des CAI bretons. Chiffres corrélés à la répartition départementale des immigré-e-s dans la région. D'où viennent les signataires ? Majoritairement originaires du Maroc (14,96 %) et de Turquie (12,64 %). Le Maroc, l'Algérie (8 %) et la Tunisie (5,16 %) totalisent à eux trois 28,13 % des signataires.

Enfin, parmi les 1 898 signataires du CAI en Bretagne, une majorité (46,15 %) ont été admis-e-s au séjour au titre de *conjoint* de français, dont 62,21 % sont des conjointes de Français.

1. Extraits du film disponibles sur le site de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration : [http://www.ofii.fr/s\\_integrer\\_en\\_france\\_47/vivre\\_ensemble\\_en\\_france\\_499.html](http://www.ofii.fr/s_integrer_en_france_47/vivre_ensemble_en_france_499.html)

La part des femmes augmente dans la population immigrée.

## Immigration familiale ou de travail

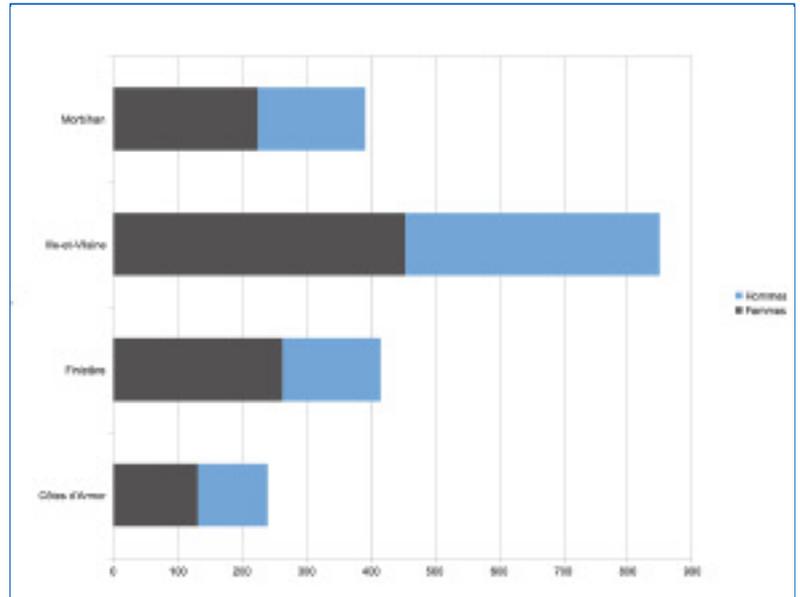
Ces statistiques confirment notamment une diminution du nombre de visas délivrés au titre du regroupement familial ces dernières années (avec une diminution de 16,6 % entre 2006 et 2010<sup>2</sup>), conséquence de l'allongement du délai permettant de solliciter le regroupement familial – passé de 12 mois à 18 mois – et suite au remaniement des conditions minimales en termes de revenus et de logement nécessaires pour l'admission au séjour en France.

De même, l'immigration familiale concerne aujourd'hui davantage les membres de famille de Français que les membres de famille d'étranger-e-s. Enfin, l'immigration professionnelle bénéficie de davantage de soutien que l'immigration familiale, même si les premiers titres de séjour en France restent pour majorité délivrés pour justification familiale<sup>3</sup>.

## La formation linguistique, une priorité en Bretagne

Pour la mise en place du Contrat, la politique d'intégration des populations immigrées s'accompagne en région Bretagne d'un intérêt affiché pour la formation linguistique. En attestent en l'Ille-et-Vilaine, les priorités d'actions inscrites dans le Plan départemental d'intégration (PDI 35) et dans le Programme régional d'intégration des populations immigrées (PRIPI Bretagne 2010-2012). L'apprentissage de la langue arrive en tête des priorités retenues. Pour la langue, trois domaines d'action sont ciblés en Ille-et-Vilaine : 1. *Le premier accueil et l'intégration des étrangers et de leurs familles*, notamment par la mise en place du Contrat et de son volet linguistique, 2. *L'apprentissage de la langue française*, à travers des formations destinées à des publics hors-CAI durant leur cinq premières années de résidence en France et enfin, 3. *le projet d'intégration des étrangers dans les ateliers socio-linguistiques (ASL)*, notamment par la mise en place en 2009 et 2010 à Rennes métropole, d'une plate-forme d'orientation de la demande d'apprentissage linguistique.

Reste que 68,86 % signataires du contrat ont été dispensés de la prescription linguistique, à peu près moitié hommes moitié femmes. En revanche, parmi les 591 signataires non-dispensé-e-s de la formation linguistique, 68,7 % sont des femmes.



Le nombre de signataires du Contrat d'accueil par département

## La question du genre

Les migrations ont longtemps été analysées comme un phénomène majoritairement masculin, car la plupart des travaux de recherche abordait cette thématique surtout à partir de l'angle du travail. Les immigrés étaient souvent considérés comme des travailleurs hommes, la présence des femmes immigrées étant quant à elle limitée à la sphère familiale et privée, donc occultées au niveau de l'espace public.

Mais depuis quelques années, on constate un essor des travaux de recherche faisant le lien entre le genre et les migrations. Ils montrent à quel point les femmes ont été « invisibilisées » dans les études sur les migrations. Si l'on étudie les formes d'exploitation subies dans un contexte mondial de forte concurrence, caractérisé par

2. Les orientations de la politique de l'immigration et de l'intégration, Septième rapport établi en application de l'article L.111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, Paris, Direction de l'information légale et administrative, Mars 2011, p.11.

3. Voir « Tableau n°1-2-3 : Tous premiers titres de séjour, tous pays en France métropolitaine », Les orientations de la politique de l'immigration et de l'intégration, op.cit., p.43.

URL : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/124000036/0000.pdf>





une flexibilisation-précarisation de l'emploi et du travail (CDD, sous-emploi, sous-traitance, etc.) on voit que le phénomène touche en majorité les femmes<sup>4</sup> et d'autant plus lorsqu'elles sont étrangères.

### Déconstruire l'évidence des sexes

L'utilisation du concept de genre issu de l'anglais « gender » est de plus en plus répandue, en même temps qu'il est au cœur de nombreux débats actuels. Le genre permet de déconstruire l'évidence des catégories de sexe pour montrer qu'elles ne sont pas « naturelles » mais construites socialement. Militant-e-s et chercheur-e-s tentent de comprendre et de déconstruire le genre. En témoigne la multiplication des recherches qui lui sont consacrées, notamment à l'université Rennes 2, et l'engagement féministe à Rennes auquel *Place Publique* a consacré son dernier numéro (n° 22: « Femmes et féminismes à Rennes »). Le genre est aujourd'hui un outil incontournable d'analyse des rapports de pouvoir et de lutte contre les discriminations qui permet d'explorer des problématiques selon un angle innovant.

### Une langue non innocente

En tant qu'instrument de mise en visibilité des femmes et de leur minoration dans l'immigration, le genre est d'autant plus approprié que l'on assiste depuis plusieurs années à une profusion de discours et d'actions de promotion de l'égalité. Celle-ci est prioritairement exprimée, dans le cadre de l'immigration, sous l'angle de l'égalité des sexes, comme l'illustre la définition qui en est donnée dans le contrat que sont amené-e-s à signer les futur-e-s contractant-e-s du CAI.

Dans le paragraphe intitulé « La France, un pays d'égalité », en amont du paragraphe « Connaître le français, une nécessité » qui définit l'apprentissage du français comme « fondement de l'unité nationale », l'égalité est présentée comme un principe fondamental de la société française. Paradoxalement, cette égalité est prônée, dans un contexte de mise en place du CAI et de son volet linguistique entre autre caractérisé par une mise en opposition de l'immigration familiale et de l'immigration de travail.

Nous retrouvons cette dissonance entre l'évidence égalitaire voire émancipatrice du volet linguistique du CAI et les diverses expériences vécu-e-s par les signataires-stagiaires du CAI. En effet, nos enquêtes réalisées

à Rennes dans le cadre de la prescription linguistique du Contrat ont montré que le genre et ce dispositif se confortent en même temps. En somme, le genre influe sur ce volet linguistique du CAI, en même temps que ce dernier influe sur le genre.

### Qu'est-ce qu'un « conjoint » ?

Le volet linguistique du CAI a des effets sur le genre à travers l'organisation même des cours de formations : cours en journée pour les stagiaires sans emploi, généralement des femmes, et cours du soir ceux bénéficiant d'un emploi, généralement des hommes. À la lumière des liens tissés entre les enseignant-e-s et les stagiaires, mais aussi à travers le contenu des formations comme l'illustre l'exemple suivant.

Lors d'un cours de français une formatrice propose un exercice d'entraînement au Diplôme initial de langue française. La consigne de l'exercice est de *laisser un message simple et écrit à son conjoint*. Face à des signes d'incompréhension exprimés par certain-e-s stagiaires par rapport au mot *conjoint*, la formatrice le définit et dit : « *le mari ou la femme [...] mais ça peut être sans être mariés [...] la personne avec laquelle vous vivez [...] vous dormez sous le même toit.* » Une stagiaire dit : « *Oh. Maman ?* » La formatrice répond : « *non, pour vous – en la désignant – votre mari et pour vous – en désignant un stagiaire – votre femme.* » Elle ébauche ensuite au tableau un dessin qui présente un modèle de foyer domestique et de famille nucléaire. Cette image pose question dans le contexte du CAI car ce modèle n'est pas universel.

Cet exemple permet aussi de mesurer à quel point l'hétérosexualité demeure une puissante institution sociale. Cette dernière est soutenue par les politiques et dispositifs sociaux, éducatifs, linguistiques, migratoires, etc., dont le CAI et son volet linguistique. Ce dernier joue un rôle important dans la circulation des personnes, dans les migrations, mais aussi dans l'organisation des alliances, de la filiation, etc. et participe ainsi à forme de réactualisation du genre.

Outre, une meilleure compréhension des processus migratoires, une telle démarche permet de saisir com-

4. Vidalenc J., Wolff L., « Une photographie du marché du travail en 2011 », INSEE PREMIERE, n° 1415, septembre 2012. URL : [http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref\\_id=ip1415#inter5](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1415#inter5)

Photo Christine Barbedet

ment les migrations participent à ré-actualiser le genre (besoin de main-d'œuvre, modalité de sélection des candidat-e-s à l'immigration, etc.) et simultanément comment le genre influe sur les migrations (qui émigre? pour quelles raisons? comment?).

Ces recherches qui associent genre et migrations s'insèrent aussi dans un vaste travail entrepris par des actrices-acteurs militant-e-s, chercheur-e-s, associatif-ve-s et politiques sur le territoire breton. Au-delà de la juste reconnaissance du statut des femmes dans l'immigration, ce travail a pour but de veiller à ce que l'égalité proclamée de droit, en tant qu'idéal, ne soit pas l'occasion de masquer les inégalités de fait et les revendications sociales qui leur sont liées.

## POUR ALLER PLUS LOIN

- *PRIPI Bretagne 2010-2012*, Préfecture de région, service interministériel Immigration et

Intégration, août 2010

- *Les orientations de la politique de l'immigration et de l'intégration*, rapport de la direction de l'information légale et administrative, mars 2011 <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/124000036/0000.pdf>

- Vidalenc J., Wolff L., « Une photographie du marché du travail en 2011 », *Insee première*, n° 1415, septembre 2012.

[www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref\\_id=ip1415#inter5](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1415#inter5)





Ouvrier algériens à Chantepie, travaillant pour la construction de la rocade Sud, décembre 1981 (photo Georges Dussaud)

# Des paroles de migrants au musée de Bretagne

**RÉSUMÉ** > *Des paroles d'immigrés arrivés en Bretagne, il y a parfois très longtemps. Des objets, des photos. C'est ce que donne à voir et à entendre la belle exposition « Migrations » visible au musée de Bretagne jusqu'au 1er septembre. Pour ce dossier de Place Publique, Françoise Berretrot, commissaire de l'exposition, a sélectionné des témoignages d'immigrés rennais. Où l'on voit que pour tous l'adaptation au nouveau pays est un combat, mais un combat mené sans amertume avec parfois, à la clef, un bonheur possible.*



TEXTE > **FRANÇOISE BERRETROT**

Construire une exposition a tout d'une aventure. Celle de « Migrations » débute en 2010. L'étude des sociologues Anne Morillon et Angéline Etiemble<sup>1</sup>, portant sur l'immigration en Bretagne, constitue très certainement le déclic de ce travail. Le musée de Bretagne choisit de mettre en parallèle deux courants : l'émigration des Bretons et l'immigration en Bretagne, du 19<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> siècle.

Préservant un cadre historique affirmé, notamment dans l'introduction qui situe l'ancienneté des mouvements migratoires dans le temps, l'exposition se veut surtout un parcours sensible, sorte d'immersion pour le visiteur qui peut lire et écouter des témoignages recueillis pour l'essentiel par le musée.

Pour dérouler le fil rouge de l'exposition, nous avons choisi une muséographie contemporaine, permettant de s'imprégner des étapes migratoires au gré de six sé-

FRANÇOISE BERRETROT est conservatrice au musée de Bretagne. Elle a assuré le commissariat de l'exposition « Migrations ».

1. Angéline Etiemble, Delphine Folliet, Anne Morillon, Patrick Veglia. *Histoire et mémoire de l'immigration en Bretagne*. [s.l.] : Acisé ; Odris ; Génériques, juin 2007. 2 volumes, vol. 1 : *Récit historique et mémoire de l'immigration en Bretagne*; vol. 2 : *Les sources de l'histoire de l'immigration et des étrangers en Bretagne (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*.





Andrew, réfugié politique, originaire du Malawi, son premier contact avec Rennes fut le centre de rétention administrative, Rennes, septembre 2012 (photo Alain Amet, musée de Bretagne).



Les mots « nostalgie », « déchirure », « cassure », « souffrance » reviennent dans les propos.

quences. Pour les périodes les plus anciennes, l'essentiel des ressources se compose de nombreux documents d'archives ainsi que de collections de musées. La partie contemporaine se constitue principalement autour de la parole des témoins.

Tous ces documents ont un point commun : ils traitent de l'humain, des « petites histoires » qui sont le fondement de la grande Histoire de l'immigration en train de s'écrire.

Il est impossible d'extraire des généralités sur l'ensemble des personnes ayant accepté de témoigner, au risque de contresens, voire de contrevérités. Aussi, pour aborder la question des étrangers sur la métropole rennaise, nous avons choisi 20 personnes. Ce sont des femmes et des hommes, Irlandais, Portugais, Algériens, Turques, Mongoles, Malawiens, Afghans, Espagnols, Suédois, Lybiens, Iraniens, Vietnamiens, Cambodgiens, Italiens, Congolais, Danois, Colombiens, Marocains, Tunisiens. Ils reflètent la diversité d'origines sur le sol rennais et breton.

### Les raisons du départ

Pour ces personnes, l'âge d'arrivée varie entre 2 mois et 65 ans. Les raisons du départ migratoire sont diverses. Pour l'essentiel, il s'agit de raisons politiques, la vie étant parfois en jeu ; contraint à l'exil, à « laisser derrière soi ce qui nous lie », comme l'exprime une jeune femme vietnamienne. Il faut quitter le pays d'origine pour vivre, ou survivre, sans espoir de retour, même « s'il y avait toujours dans ma tête une valise prête à repartir. »

D'autres sont partis par amour, rejoindre un conjoint ou une conjointe, dans un pays dont bien souvent ils ignorent tout.

Certains sont venus chercher du travail et un niveau de vie plus élevé en France. Pour sa part, Ali, kabyle d'Algérie, s'est installé à Rennes à l'âge de la retraite afin de se rapprocher de ses trois enfants. Il a obtenu son titre de séjour en 2002.

Que ce départ soit subi ou désiré, les mots « nostalgie », « déchirure », « cassure », « souffrance » reviennent dans les propos.

Madame Du San, réfugiée cambodgienne, arrivée à Rennes en 2000, s'implique dans l'association « Solidarité Bretagne Cambodge », Rennes, septembre 2012 (photo Alain Amet, musée de Bretagne)



« Le fait par exemple de transplanter un arbre [...] qui a l'habitude de vivre dans un coin, et puis au bout de 10-15 ans, vous le déracinez pour le planter ailleurs, évidemment, il y a toujours une certaine souffrance ». Ali

### La représentation de l'Autre

Ils sont unanimes : la langue est fondamentale. Sans langage, sans communication, vous êtes coupés du monde. Certains parlent « d'amputation de soi-même ». L'accent est parfois mal perçu, vous colle à la peau, fait aussi que l'interlocuteur vous appose trop souvent une étiquette. Les réactions vont de l'étonnement à des remarques plus stigmatisantes. Jenny, suédoise – brune – évoque avec beaucoup d'humour des retours sur son accent : « Vous êtes suédoise?... Mais vous n'êtes pas blonde? »

Pour Pilar, arrivée dans les bras de sa mère, réfugiée espagnole, son prénom espagnol interroge les Français et son accent français interroge les Espagnols. Mais pour Tsetseg, originaire de Mongolie, l'utilisation du

terme « mongolien » pour désigner les personnes atteintes de trisomie, la choque profondément.

### Un accueil sous contrôle

Hasan, Kurde de Turquie, analyse avec recul son arrivée à Rennes : « quand vous arrivez dans une ville, il n'y a pas d'accueil pour vous dire "vous êtes qui, vous êtes arrivé pourquoi." Alors vous vous plantez au milieu de la ville et vous vous dites : je vais dormir où ce soir, je vais aller où? ... » Il connaît la difficile réalité des foyers. Tout comme Jamila, originaire de Lybie, et en attente de la réponse à sa demande d'asile. Elle quitte le sud-est de la France pour Rennes, réputée plus accueillante. Les formalités administratives restent les mêmes, ainsi que le passage en préfecture tant redouté. Les associations et collectifs les soutiennent.

Pour Andrew, originaire du Malawi, son premier contact avec la ville se fera via le centre de rétention administratif. Pour A. (Iran), le parcours pour obtenir

Ils sont unanimes : la langue est fondamentale.





Lan et Loi, originaires du Vietnam, devant leur restaurant, Rennes, 2012 (photo Alain Amet, musée de Bretagne).



les papiers de régularisation est ardu : « Quand je suis arrivé à Rennes, j'étais très content. [...] Psychologiquement, on dit que les conditions les plus difficiles sont celles où l'individu est tenu en suspens. [...] Vous ne pouvez pas travailler, vous ne pouvez pas aller à l'université, vous ne pouvez pas vous intégrer dans une société, vous ne pouvez pas communiquer avec les gens, vous ne pouvez pas vous mêler aux autres, c'est-à-dire que vous êtes bloqués, vous ne pouvez nullement bouger et ce sont vraiment des conditions difficiles mentalement.. »

### Partir pour travailler

Le départ du pays d'origine est, pour beaucoup, motivé par la recherche d'un travail qui les aidera à vivre mieux et « surtout à assurer l'avenir des enfants » (Espéranza, Espagne, arrivée à Rennes avec son mari en 1963). Gracinda, portugaise, rejoint en 1976 son mari, ouvrier dans le bâtiment à Rennes. Dans un grand rire elle évoque son métier de femme de ménage. « C'était

tous les jours, parce qu'il y avait les enfants à élever [...] Pendant vingt ans je me couchais à minuit et me levais à 4 heures du matin. »

Tous évoquent là encore la difficulté linguistique qui handicape pour passer les entretiens ou les concours de la fonction publique. Sandra (Colombie) a dû attendre trois ans pour obtenir une formation : « la langue, ça a été une barrière », précise-t-elle.

Trois jeunes femmes (Maroc, Tunis, Turquie), n'ont pu trouver que des postes d'agent d'entretien : « quand on ne sait pas lire ou écrire, que la langue est difficile, c'est le seul métier qu'on trouve. »

Leyla (Turquie) se sent à l'aise dans son travail avec ses collègues de la ville de Rennes. Mais elle a dû renoncer à chercher un emploi dans son domaine de compétences, le textile : « J'ai baissé les bras très vite et j'ai perdu confiance en moi. À l'Anpe, ils m'ont proposé un travail : le seul travail proposé, c'était travailler dans une boulangerie turque, [rises...] comme j'étais turque, mais c'était pas mon métier! »

Jamila, Libye, en attente d'une réponse à sa demande d'asile, Rennes, 2012 (photo Alain Amet, musée de Bretagne)



### Une vie à (re) vivre

Découvrir de nouveaux codes sociaux, la difficulté de s'exprimer au téléphone, de dépasser les manques du pays d'origine, ses saveurs et ses odeurs, pour s'habituer à un nouveau climat, au goût différent des aliments... Tous s'accordent sur ces étapes incontournables, préalables nécessaires à la rencontre d'autrui. Certains repartent pendant les vacances au pays d'origine et reviennent ensuite les valises pleines des épices locales.

Nombreux sont ceux qui s'investissent dans des associations, souvent pour valoriser leur pays d'origine. Ainsi madame Ou San, réfugiée cambodgienne, arrivée à Rennes en 2000, s'implique dans l'association « Solidarité Bretagne Cambodge ». Les loisirs de Dolores (Espagne, arrivée en 1967) sont liés au « Cercle Culturel espagnol ». Martine (Côte d'Ivoire, arrivée à Rennes en 1992), défend un projet d'ouverture d'une bibliothèque à Logoualé, au sein de l'association « Le Bougainvillier ».

Anna Maria, trouvant trop difficile de rencontrer des

Français, s'est investie dans le football gaélique et a créé l'équipe féminine en 2004: une façon pour elle de promouvoir la culture irlandaise.

### Au fil des générations

Alors que garde-t-on de son pays d'origine et que transmet-on aux générations suivantes ?

Des objets ou documents qui font sens pour ceux qui les détiennent: une pierre de son pays pour Jean-Jules (République démocratique du Congo), une chaîne en or pour Gracinda (Portugal), transmise de mère en fille, des photographies pour d'autres... et surtout une culture.

Pour Sandra (Colombie): « mon pays, c'est la Bretagne. Je me sens bretonne, têtue comme une Bretonne et j'ai besoin des deux cultures pour avoir une stabilité. C'est très important pour moi de transmettre ma culture, les valeurs de partage et les richesses de mon pays à mon fils cadet. »

Si Ziad, Kabyle, n'a pas quitté Rennes depuis son

Mon pays, c'est la Bretagne. J'ai besoin des deux cultures pour avoir une stabilité.





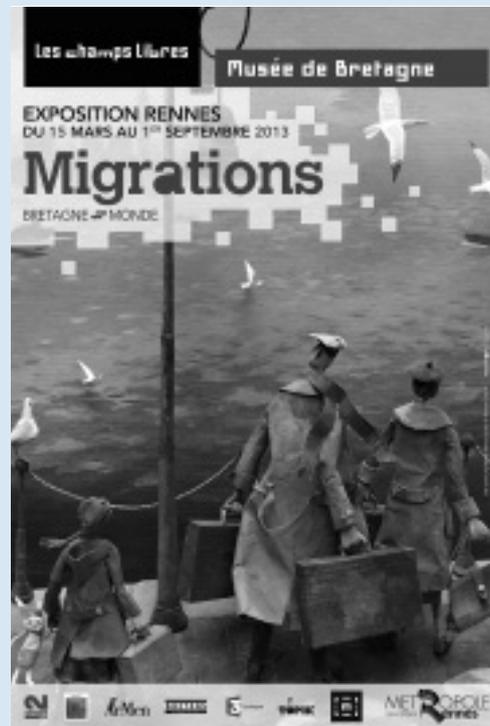
arrivée en 2005 : « Être expatrié, c'est un handicap, c'est lourd, c'est un fardeau que l'on aimerait bien poser mais on ne peut pas alors on vit avec [...] La Kabylie, elle est tout le temps en moi. Je vis bien ma kabyllitude en Bretagne. »

Jenny (Suède) revendique ce « quelque chose de plus, mais on a aussi parfois ce sentiment... que l'on ne sait pas trop à quoi on appartient. »

Ólöf, née au Danemark, a partagé sa vie entre l'Islande et la France. Elle aime « habiter dans l'arc-en-ciel qu'on s'est fabriqué soi-même entre les deux endroits. » Dolores apprécie sa vie ici : « J'ai choisi de finir ma vie en France avec mes enfants, ils sont informés de mes choix de vie à Rennes. »

Alors, si pour certains l'exil nécessite de faire le deuil de sa vie antérieure et si pour d'autres le départ évoque l'espoir, ils sont nombreux à penser qu'il faut se battre, s'investir, sublimer pour en faire « quelque chose de positif. »

Ou, comme le dit si bien Leyla : « Je pourrais repartir : j'ai des amis, j'ai une famille [là-bas], j'ai aucune famille ici ! Mais, il y a quelque chose, ça fait dix ans déjà, on commence la lutte de quelque chose et après on le quitte pas, on va jusqu'au bout ! »



## *L'exposition « Migrations »*

Ouverte le 15 mars et se prolongeant jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre, l'exposition « Migrations » (de la Bretagne au Monde et du Monde à la Bretagne) répond pleinement à la vocation du musée de Bretagne d'être « un musée de société ». Tout au long d'un parcours riche en documents, films d'archives et témoignages, elle présente un éclairage sensible sur les circonstances des émigrations et immigrations du début du 19<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours.

Cette présentation aux Champs Libres est accompagnée sur place d'un programme d'animation : conférences, documentaires, chanson, théâtre dont on peut retrouver le programme sur le site [www.leschampslibres.fr](http://www.leschampslibres.fr)

# Le casse-tête des mineurs isolés étrangers

**RÉSUMÉ** > *Ils n'étaient que cinq en 2000. Aujourd'hui, plus de 450 mineurs isolés étrangers vivent en Ile-et-Vilaine. Une croissance exponentielle qui place le département au 3<sup>e</sup> rang en matière d'accueil en France, mais qui suscite tensions et controverses.*



TEXTE > **AMÉLIE CANO**

Nous rencontrons Fadoul\*, 15 ans, dans un des foyers d'accueil du Conseil général. Le lieu est chaleureux : couleurs vives aux murs, des photos des adolescents hilares punaisées dans la cuisine... Le jeune homme vit ici depuis un peu plus d'un an. Originaire d'Afrique centrale, il a traversé la Libye en guerre puis l'Algérie avant d'arriver en France. Débarqué en bateau à Marseille, c'est par le train qu'il arrive à Rennes. « J'étais avec deux hommes. Ils m'ont laissé à la gare en me disant de demander de l'aide aux gens. Mais moi je n'osais pas. Il pleuvait, j'avais faim, je n'avais pas d'argent. J'ai attendu de croiser un Noir pour demander de l'aide. C'était un Malien. Il m'a offert un café, il m'a fait un peu la morale et il m'a emmené voir des travailleurs sociaux », raconte Fadoul. C'est son oncle qui l'a aidé à quitter son pays. Enrôlé dans un camp militaire à 14 ans, il s'est échappé après quatre mois de travail forcé. Une désertion qui peut valoir de graves ennuis dans ce pays dirigé d'une main de fer par un autocrate.

Fadoul est ce que l'on appelle en France un mineur isolé étranger (MIE) : un jeune présent sur le territoire français sans autorité parentale. Il y en aurait 6000 ac-

AMÉLIE CANO est  
journaliste indépendante



\*Le prénom a été modifié





## Un accompagnement spécifique

Créée en septembre 2011 par le conseil général, la mission MIE se charge de l'accueil d'urgence de ces jeunes en détresse. « Quand ils arrivent, on s'inquiète de leur état de santé et de savoir s'ils ont mangé. Puis on recueille leur récit de vie : d'où viennent-ils ? Sont-ils mineurs et isolés ? » explique Emmanuel Morvan, le responsable de la structure. La mission a aussi la tâche délicate de trouver un hébergement. Le conseil général a dédié 49 places aux MIE en foyers ou en familles d'accueil, mais elles sont souvent saturées. « Les jeunes peuvent arriver à tout moment de la journée. Si nous ne trouvons aucune place, nous les mettons à l'abri dans une chambre d'hôtel. Mais c'est une solution par défaut », assure Emmanuel Morvan.

La mission se plaint de voir ses services détournés par des migrants qui seraient, selon elle, manifestement majeurs. « On se sent parfois impuissants mais on continue notre travail car notre métier c'est de protéger les enfants » estime son responsable. Le conseil général a aussi mis en place le Samie en 2008. Géré par l'association Coallia et co-financé par l'Europe, ce service accompagne les mineurs dans le maquis administratif du droit d'asile et du droit au séjour. « Nous menons un travail de co-analyse avec eux afin qu'ils comprennent leur situation et qu'ils trouvent le chemin qui conviendra le mieux à leur cas », explique Aurélien Favrais, éducateur spécialisé. Un travail qui nécessite une mise en confiance. « Beaucoup de jeunes sont venus par le biais des familles ou des réseaux de passeurs. Ils peuvent arriver avec des consignes très strictes du genre "il faut demander l'asile" », explique Bernard Hennequin, directeur de Coallia 35. « Face aux discours pré-formatés, c'est là où notre expérience est importante », renchérit Aurélien Favrais. « On ne les juge pas mais on leur dit si leur récit ne semble pas cohérent. Car la demande d'asile n'est pas la seule procédure pour obtenir un titre de séjour » conclut sa collègue Katell Merrien.

tuellement en France, dont 450 en Ille-et-Vilaine. Le département est devenu en 10 ans le troisième lieu d'accueil des MIE, derrière Paris et la Seine-Saint-Denis. Les raisons d'une telle affluence ? La décentralisation de l'enregistrement des migrants dans les préfetures, la proximité de l'Angleterre... Mais surtout le bouche-à-oreille et les réseaux de passeurs. « Notre philosophie nous conduit à recevoir dans les conditions maximum de dignité les jeunes mineurs étrangers. Et du coup ça se sait », regrette le président du Conseil général Jean-Louis Tourenne.

## Devoir de protection

La loi impose aux départements de prendre en charge les MIE dans le cadre de la protection de l'enfance. Face à l'arrivée croissante de ces jeunes, le conseil général a notamment mis en place la mission MIE qui se charge de l'accueil d'urgence (voir encadré ci-contre). Celle-ci reçoit en moyenne 16 à 19 jeunes par mois. Son rôle ? Les nourrir, les loger, les vêtir, le temps que la justice confirme que ces jeunes sont bien mineurs. C'est en effet le procureur qui décide de leur mise sous tutelle. « Nous devons l'informer dès qu'un jeune arrive à la mission », explique Emmanuel Morvan, le responsable de la structure. C'est ici que le bras de fer entre État et département commence.

La justice dispose en effet, officiellement, de cinq jours pour établir la minorité de l'adolescent. Mais à Rennes, le délai est en réalité de trois à quatre mois. « Ça s'est arrangé, avant c'était plutôt six mois », tempère Jean-Louis Tourenne. Une période qui s'apparente à un long purgatoire pour les jeunes. À l'automne dernier, une vingtaine de MIE hébergés à l'Auberge Saint-Martin, un hôtel voué à la destruction, avait ainsi fait la une de l'actualité.

Âgés de 16 ou 17 ans, la plupart étaient originaires de République démocratique du Congo (RDC). Rencontré en septembre, Fiston\*, 16 ans, expliquait vivre ici depuis le mois de mai. « Je n'ai rien fait depuis quatre mois. Le matin tu te lèves, le midi tu manges, puis tu vas à la bibliothèque des Champs Libres, tu rentres, tu manges et tu dors », racontait-il alors. Un quotidien qui peut faire sourire certains, mais qui minait le jeune homme, venu en France, disait-il, pour étudier et s'en sortir. De sa vie à Kinshasa, capitale miséreuse et tentaculaire de RDC, il n'a rien voulu dire. De son arrivée en France non plus. « Je suis arrivé en avion mais je ne sais pas dans quel aéroport. La personne avec qui j'étais m'a dit d'aller à Rennes car je serais bien accueilli », confessait-il. Comme les autres adolescents de l'auberge, Fiston a eu affaire à des passeurs dont il avait une crainte bien palpable.

## Partager le fardeau

Les jeunes de l'auberge Saint-Martin ont pu finalement bénéficier de cours de français pendant six semaines. La plupart ont été reconnus mineurs par la justice et sont depuis pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance. Pour le Conseil général, le fait que ces jeunes restent désœuvrés pendant plusieurs mois est inévitable. « Comment

Jean-Louis Tourenne, président du conseil général (photo François Lepage)

voulez-vous mettre en place une scolarisation et un projet d'insertion alors qu'on n'a aucune assurance sur le fait qu'ils soient mineurs? », s'exclame Rozenn Geffroy, vice-présidente en charge de la citoyenneté et de l'immigration. « Si on les scolarise, que se passe-t-il le jour où on détermine qu'ils sont majeurs et expulsables? On a des manifestations de soutien car ces jeunes sont sympathiques. Il faut éviter d'avoir à revenir en arrière », ajoute Jean-Louis Tourenne.

Pour le département, la faute incombe à l'État, seul décisionnaire en matière d'immigration. « Il n'a jamais pris la responsabilité d'une bonne répartition sur le territoire. Car l'accueil des MIE au niveau national n'est pas un problème : il y en a 6000, ce qui pourrait faire 60 par département », argumente le président du conseil général. Ce qu'il réclame? « Une péréquation nationale ». « Nous assumons notre mission de protection de l'enfance, mais l'État doit assurer la sienne tant que la justice n'a pas statué sur la minorité de ses jeunes » renchérit sa vice-présidente.

### L'argent, nerf de la guerre

Si le débat est aussi vif, c'est aussi que ces jeunes représentent une charge financière croissante pour le département : un budget de 17 millions d'euros en 2012<sup>1</sup>. Mais également parce que le conseil général soupçonne certains de ces jeunes d'être en réalité majeurs et de profiter indûment de ses dispositifs. « Sur le nombre de jeunes déclarés mineurs, il n'y en a que deux sur dix qui le sont vraiment. Ce n'est pas moi qui le dit mais le procureur », se justifie Jean-Louis Tourenne. « Pour les autres, ce sont les associations qui font appel de la décision du procureur et qui vont devant la juge aux affaires familiales. Celle-ci considère qu'au moins huit sur dix sont mineurs, parce que ça leur permet d'être totalement à l'abri. »

Cette déclaration explosive a provoqué la colère des militants associatifs avec qui le dialogue est depuis totalement rompu. « Les autorités pensent toujours que les jeunes racontent des mensonges », se plaint le pasteur Willy, président du Conseil des migrants. « La préfecture et le département mettent la pression aux juges pour qu'ils ne reconnaissent pas les jeunes comme mineurs. Ils disent qu'ils sont trop bien accueillis à Rennes et que ça crée un appel d'air », ajoute-t-il.



### Faux-mineurs ?

Cette accusation, le conseil général la rejette. « La justice fait ce qu'elle veut. On ne fait que subir les décisions qui sont prises », considère Jean-Louis Tourenne. Quant au soupçon que le nombre de « faux mineurs » est important, c'est une idée largement avancée par les autorités, et bien au-delà de l'Ille-et-Vilaine (voir ci-contre l'entretien avec Angelina Etiemble). L'existence de réseaux de passeurs et les tentatives parfois désespérées de migrants pour s'en sortir alimentent ces suspicions.

Mais l'argument des « faux mineurs » sert aussi, parfois, de réponse facile pour une justice débordée face à des jeunes issus de pays instables et lointains. Pour les politiques, le « faux mineur » offre aussi l'avantage de mettre un visage simple sur une situation d'une rare complexité.

Car les mineurs isolés étrangers ont des profils différents. Tous les éducateurs travaillant à leur contact insistent sur le fait qu'ils doivent gérer « au cas par cas » tant les histoires personnelles de ces jeunes ballottés à travers les frontières sont uniques. En conséquence, l'idée

Ces jeunes représentent une charge financière croissante pour le département.

1. Primo-accueil et MIE pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance. La prise en charge d'un MIE coûterait 130 € par jour selon le Conseil général.

2. La méthode de Greulich et Pyle, mise au point aux États-Unis dans les années 1950, consiste en une radiographie du poignet et de la main gauche. L'Académie de médecine conclut qu'elle ne permet pas de déterminer un âge précis au-delà de 15 ans. Une marge d'erreur de 18 mois est communément admise.





que les autorités tenteraient de trier ces jeunes pour en avoir moins à charge est fortement ancrée chez certains militants associatifs.

### Polémique autour du test osseux

En Ille-et-Vilaine, ce bras de fer s'exprime autour des tests osseux. Cette radiographie, très contestée d'un point de vue scientifique<sup>2</sup>, est utilisée par le parquet de Rennes pour déterminer la minorité des jeunes. « Le procureur écarte quasi-systématiquement les actes d'état-civil des jeunes sans mettre en œuvre une politique d'authentification des actes, même lorsque ceux-ci ne sont pas contestés par la police aux frontières. Du coup on ne prend en compte que le test osseux », s'insurge Mélanie Le Verger, avocate spécialisée dans le droit des étrangers.

Tandis que la juge aux affaires familiales, souvent saisie par les jeunes déboutés en première instance, prend davantage en compte les documents d'état-civil. « Elle est dans le respect de la jurisprudence de la cour de cassation. Celle-ci dit depuis le 23 janvier 2008 que si un test osseux vient contredire un acte d'état civil et que celui-ci n'est pas sérieusement contesté, c'est l'acte qui compte », traduit M<sup>e</sup> Le Verger.

Dans ce conflit juridique, le conseil général se situe clairement du côté du procureur. Il a d'ailleurs décidé d'employer la méthode forte : désormais, il conteste par voie de justice certaines décisions de tutelles prononcées par la juge aux affaires familiales. Au moins une trentaine de dossiers sont concernés. Face au durcissement de l'attitude du département, une rumeur court que celui-ci renverrait les nouveaux arrivants vers Paris. « Nous avons accueilli 16 MIE en janvier et 12 du 1<sup>er</sup> au 21 février, ce sont des chiffres stables », se défend Laurent Laroche, directeur du Pôle égalité des chances. « Nous ne renvoyons aucun mineur », assure-t-il. « S'il s'avère qu'il n'y a aucun doute qu'un jeune relève d'un dispositif pour adultes, il a la possibilité de changer de lieu. Nous lui proposons un billet de train, de la restauration et l'adresse de la Croix-Rouge. Mais ce n'est pas une obligation. Nous savons que certains se sont présentés dans d'autres départements comme MIE et que ceux-ci ont fait la même analyse que nous ».

Cette situation pourrait changer dans les prochains mois. Le ministère de la Justice travaille actuellement à une nouvelle circulaire qui pourrait instaurer la péré-

quation nationale réclamée par Jean-Louis Tourenne, très impliqué dans ces négociations au niveau national. Pour autant, la réforme n'apporterait pas de réponse aux polémiques sur les tests osseux et les « faux mineurs ». L'association France Terre d'Asile dénonce déjà cette circulaire à venir comme « une usine à gaz (...) qui va se heurter à la réalité du terrain ».

# Angéline Etiemble, sociologue

## « Le débat s'est accru ces dernières années »

**RÉSUMÉ** > Sociologue, membre du collectif rennais de chercheurs en sciences humaines et sociales Topik, Angéline Etiemble a réalisé en 2002 la première étude de fond sur les mineurs isolés étrangers en France. Elle a récemment publié « Mineurs isolés étrangers à la rue, comment les protéger ? » (Éditions de la rue d'Ulm, Paris, 2010).



**PLACE PUBLIQUE** > Pourquoi la prise en charge des mineurs isolés étrangers (MIE) fait-elle autant polémique? Est-ce parce qu'ils sont à la fois mineurs et étrangers?

**ANGELINA ETIEMBLE** > Ce débat s'est accru ces dernières années car il y a davantage de MIE accueillis dans un nombre croissant de départements. La question de fond, c'est de savoir si ces jeunes sont d'abord des enfants en danger. Dans ce cas, les Départements doivent les prendre en charge. Mais ceux-ci pointent le fait que ces adolescents sont aussi des étrangers, et donc que l'État a un rôle à jouer. Aujourd'hui, ces deux parties sont proches d'un consensus sur la phase de primo-accueil. Elles conviennent que tant que la minorité d'un jeune n'est pas avérée, il est aussi un étranger. Pour cette raison, l'État est aujourd'hui plus ouvert à l'idée de financer ce premier accueil.

**PLACE PUBLIQUE** > L'idée revient souvent que face à des structures d'accueil saturées, ces mineurs sont moins prioritaires que des enfants français.

**ANGELINA ETIEMBLE** > Cette interrogation existait déjà il y a 10 ans, avec un discours estimant que les MIE sature-





raient les dispositifs d'urgence et prendraient la place d'enfants maltraités. Je pense que c'est la raison pour laquelle on est allé vers des dispositifs spécifiques pour l'accueil d'urgence. Plusieurs départements comme l'Ille-et-Vilaine ont dédié des places d'hébergement aux MIE via des familles d'accueil ou des associations. Mais la vraie question, c'est celle du financement. L'aspect financier explique qu'on s'interroge sur la pertinence de ces jeunes dans des dispositifs déjà saturés avant même leur arrivée. C'est pourquoi on a aussi très vite ce discours qui dit : « Beaucoup sont de faux mineurs ».

**PLACE PUBLIQUE >** Pourquoi se développe cette opinion du « faux mineur » ?

**ANGELINA ETIEMBLE >** L'idée s'est répandue que certains majeurs tenteraient leur chance dans les dispositifs pour mineurs car ils n'auraient pas trouvé de solutions ailleurs. J'avais observé à Paris il y a 10 ans que le test osseux, systématique, était en quelque sorte utilisé pour trier la population face à des dispositifs saturés. On remarque que lorsqu'un discours du type « on en a trop, on ne peut pas tous les accueillir » s'impose, l'examen osseux se systématise. En Ille-et-Vilaine, ce test a toujours été pratiqué. Quand il y avait encore peu de MIE, le département prenait position contre ces examens. Aujourd'hui, on n'est plus dans ce discours.

**PLACE PUBLIQUE >** Mais ces « faux mineurs » sont-ils une réalité ?

**ANGELINA ETIEMBLE >** Il est très difficile de répondre à cette question ! Il existe en sociologie la « prophétie autocréatrice ». Certains diront ainsi qu'il y a des faux demandeurs d'asile puisque 80 % sont déboutés de leur demande. De la même manière, quand 75 % des jeunes sont considérés comme majeurs à l'issue d'un examen osseux, cela peut conforter l'idée que ce sont de faux mineurs. En dehors de ces observations à prendre avec circonspection, ça ne veut pas dire qu'il n'y a jamais de faux mineurs, certains tentent leur chance bien sûr. Mais en faire une généralité ce n'est pas possible. On peut faire un parallèle entre la construction de l'image du faux mineur et celle du faux réfugié dans les années 80. Là aussi c'est un discours qui avait pris corps quand on a eu l'impression d'une saturation.

# « Ce que m'ont appris trente ans de militantisme »

**CONTEXTE** > *Accompagner les migrants, les exilés, les sans papiers, les migrants, c'est le travail qu'accomplissent de nombreux bénévoles. Ils sont en première ligne pour observer et combattre les injustices, les atteintes au droit, la cruauté du système. Leur témoignage doit être écouté. Ainsi celui de Laurence Cotty qui décrit ici trente ans d'expérience et tire les leçons de ce long militantisme.*



TEXTE > **LAURENCE COTTY**

« Au sein d'Amnesty International et de l'association Relais étrangers<sup>1</sup> rennaise créée en 1995 et dissoute en 2012, j'ai accompagné des centaines de personnes. Venant des quatre coins du monde, ces migrants ont souhaité ou ont été dans l'obligation de quitter leur pays pour des motifs qui évoluent en raison des circonstances des pays d'origine : persécutions (ethniques, appartenance à un groupe social, religieuses, politiques), misère, liens familiaux, situation climatique. A côté de ces personnes dans leurs démarches à Rennes mais aussi ailleurs, je n'ai jamais observé que l'environnement institutionnel rennais soit plus bienveillant qu'ailleurs.

LAURENCE COTTY est fonctionnaire. Elle fut longtemps la présidente de l'un des groupes rennais d'Amnesty International auquel elle adhéra très jeune. Toujours bénévole « de base », elle présida aussi l'association rennaise Relais étrangers



## Les routes de l'exil...

La situation des personnes que j'ai rencontrées a beaucoup évolué en vingt-cinq ans : après avoir essentiellement accueilli des réfugiés, j'ai connu des migrants installés régulièrement en France mais devenus « sans pa-

1. Créée en 2006, l'association Relais étrangers souhaitait fédérer les initiatives souvent dispersées existant à Rennes afin de mieux accueillir les migrants. Mais la mutualisation des forces a plus ou moins échoué. L'association a cessé ses activités en 2012.





Pour tous ceux qui sont entrés irrégulièrement, j'ai pu constater que les routes de l'exil sont faites de danger

piers » au gré des changements de législation, ou encore ne réalisant pas leur projet de retour dans leur pays d'origine de crainte de ne plus pouvoir, même ponctuellement, revenir en France pour, par exemple, rendre visite à leurs proches. J'ai aussi rencontré des migrants dits économiques (qui quelques années plutôt auraient obtenu visas et autorisations de séjour et de travail). Pour tous ceux qui sont entrés irrégulièrement, j'ai pu constater que les routes de l'exil sont faites de danger, que les conditions de voyages sont bien souvent longues et difficiles, voire inhumaines.

### Accompagner ne s'improvise pas

Accompagner ne s'improvise pas. Conscients que la plupart des personnes qui s'adressent à nous sont fragilisées, les militants-tes de l'association Relais Étrangers ont aidé les personnes qui se présentaient à elle, sans distinction de nationalité ou de statut, avec le souci de se mettre à l'écoute afin de nouer une relation de confiance. Ils ont aussi toujours pris en compte le choix des personnes étrangères en restant attentifs à maintenir une relation d'égalité pour ne pas les priver de leur « pouvoir d'agir ». L'association a aussi favorisé la formation de ses bénévoles car il est nécessaire de lier la situation administrative de la personne étrangère avec un cadre juridique et un contexte géopolitique du pays d'origine qui évolue sans cesse.

Au-delà des questions linguistiques et des conditions de vie pourtant essentielles, cet accompagnement est ensuite à géométrie variable selon les capacités de la personne et de sa compréhension de l'organisation institutionnelle et spatiale.

### Des personnes « délogées »

Mes rencontres m'ont amenée à adopter deux sortes d'attitude. Soit relire, corriger ou préciser juridiquement une demande dans la mesure où la personne dispose de repères lui permettant d'être actrice de ses démarches. Soit rédiger à sa place, s'assurer de ne pas se tromper, se déplacer avec elle d'une administration à l'autre, d'une administration à une association caritative ou à un accueil dédié aux personnes défavorisées, etc.

La capacité de la personne à suivre ces démarches dépend en premier lieu de son vécu : une personne qui a été privée de sa condition humaine ne peut être actrice de ses

démarches puisqu'elle a été « délogée » dans tous les sens du terme (de ses pensées, maison, famille, pays, corps). Elle ne peut en conséquence être dans le choix. Elle se trouve en situation d'acceptation et de soumission.

### La course aux papiers

En outre, la production de documents - pièces d'identité ou passeports, extraits ou copies intégrales d'acte de naissance ou de mariage, les preuves de filiations, etc. - constitue un obstacle majeur. Cette exigence est celle d'une administration séculaire, celle d'un État de droit. Or dans la plupart des pays d'origine des personnes, en admettant que ces documents existent, encore faut-il pouvoir y accéder : administration déficiente, guerres ou conflits, documents différents d'une région à l'autre du pays.

### Les refus de l'administration

Avec ces personnes, j'ai été confrontée à des situations que jamais je n'aurais pu imaginer dans un État de droit. En premier lieu, le refus d'appliquer le droit (commun ou droit des étrangers) : refus d'enregistrement de demandes aux guichets des préfectures, refus de délivrance de récépissés ou d'accusés de réception des demandes, refus de délivrance d'autorisations provisoires ou de titres de séjour alors que l'étranger remplit les conditions, etc.

En second lieu et au fil du temps, des pratiques administratives non conformes ont été validées par le droit comme par exemple, l'obligation d'entrée régulière (visa) sur le territoire et l'apparition de conditions supplémentaires pour bénéficier d'un droit au séjour, la substitution du principe d'enfermement (la rétention) au principe de liberté (l'assignation à résidence) ou encore la quasi-impossibilité de changer de titre de séjour pour accéder à un droit au séjour plus stable, sans respect aucun à l'égard du parcours personnel, etc.

### Absence de « bonjour », tutoiement, etc.

Enfin, l'accompagnement physique m'a aussi conduite à faire une série d'expériences et d'observations : la surveillance policière aux guichets et devant les associations, les arrestations, la présence d'interprètes destinés à vérifier l'identité en vue d'un éloignement et non pas voués à recueillir l'histoire de la personne, l'absence de « bonjour », le tutoiement, le refus d'écouter, la queue dans la

nuit avec l'hypothétique espoir de pouvoir déposer une demande... J'ai aussi vu l'administration changer d'attitude à l'égard des associations : on est passé d'un accueil bienveillant (parce que facilitateur) à un accueil méfiant, voire hostile y compris dans une région comme la nôtre peu concernée par l'importance numérique des personnes étrangères.

### Primauté aux droits humains

Mon engagement initial est d'abord global avec Amnesty International : promouvoir les droits humains et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Simple déclaration, il s'agit toutefois d'un grand texte qui pour la première fois dans l'histoire de l'humanité affirme une conception universelle. Il est le texte fondateur de nombre d'instruments juridiques internationaux, régionaux ou nationaux.

Alors que la hiérarchie des normes juridiques place les textes et conventions internationales au dessus des législations nationales, l'Union européenne et ses États membres les ignorent malgré la récurrence des condamnations par la justice ou la répétition des rapports qui concluent à l'absence de risque d'« invasion » (nombreux rapports administratifs dont ceux du Gouvernement au parlement, études de chercheurs, rapports de différentes ONG).

### Un droit devenu complexe

Le droit des étrangers qui a pour objet de réguler les conditions de circulation et d'établissement des étrangers en France en est un exemple. Il s'agit d'une réglementation de police dans la mesure où ce droit touche à la souveraineté nationale (considérations d'ordre public). Ce droit quand il est un outil d'accompagnement des mutations sociales, économiques et démographiques – autrement dit permettant de choisir les migrants –, est devenu tellement complexe (conditions inaccessibles et marges d'appréciation de tous ordres) qu'il prive les personnes de leurs droits.

Mon engagement consiste donc à tenter d'agir sur des réformes en interpellant notamment les parlementaires et les pouvoirs publics. Ces évolutions multiplient les barrières (juridiques, administratives, sociales, économiques ou géographiques – externalisation des politiques). Elles condamnent les migrants à vivre dans des conditions inhumaines et dégradantes.

### Le cas des demandeurs d'asile

L'exemple des demandeurs d'asile en témoigne. J'ai d'abord accompagné des personnes qui bénéficiaient du droit commun (autorisation de séjour, logement, travail). Ensuite, les personnes ont été privées de l'essentiel : obligation de rédaction de la demande en français, droit au séjour restrictif qui ne permet ni de se loger décemment, ni de travailler ne de subvenir à ses besoins. S'y ajoute l'obligation de disposer d'une adresse « agréée » par l'administration pour être autorisé au dépôt de la demande auprès d'une plateforme régionale qui ignore globalement les réalités territoriales et géographiques.

S'y ajoute le suivi de la demande (accompagnement social et juridique, accès aux soins, etc.) pour ceux qui ne sont pas hébergés en centre d'accueil de demandeur d'asile (il s'agit des 2/3 des demandeurs)...

### Le langage des pouvoirs publics

L'accueil des usagers est une mission essentielle des services publics et il n'existe pas de différence selon la nationalité. L'idée que des personnes pouvaient être réduites à un statut d'objet et d'errance m'a conduite à l'accompagnement individuel. En outre, le langage des pouvoirs publics construit aussi et fausse notre regard sur les migrants : « faux demandeurs », « demandes dilatoires » et/ou frauduleuses, « mariages blancs » puis « gris », « clandestins », « flux », « invasion », etc.

La majorité des personnes sans papiers que j'ai connues à Rennes s'inscrivent dans les conditions d'entrée et de séjour fixées par le droit : elles sont liées avec la France par des liens personnels et familiaux très forts (membres de famille de Français ou immigrés installés depuis longtemps) ou bénéficiaires de dispositions conventionnelles protectrices (ressortissants de l'Union Européenne ou de l'Espace Économique Européen, réfugiés).

### Sans papiers, est-ce un délit ?

Les pays du Sud sont les pays d'accueil des migrants et les pays industrialisés n'accueillent que 1 % des exilés. À titre d'exemple, le nombre des demandeurs d'asile (ils représentent environ 20 % des migrants) en Europe est à peu près et depuis longtemps équivalent en nombre à la population de l'agglomération rennaise.

Comment accepter que des personnes en danger de mort ne soient pas secourues (environ 1 600 personnes

Dans l'administration, on est passé d'un accueil bienveillant à un accueil méfiant, voire hostile.





se sont noyées en Méditerranée en 2012 et ce nombre est estimé par les rescapés)? Comment justifier qu'être sans-papier constitue un délit, « autorise » la privation des besoins élémentaires, l'enfermement et le retour *manu militari*?

### Une exigence éthique

Cette expérience renforce ma conscience que les aléas de la vie peuvent me mettre « à la place de » (un demandeur d'emploi, un détenu, etc.) et ma conviction qu'assurer la garantie des droits fondamentaux des personnes est un enjeu juridique mais aussi une exigence politique et éthique qui n'est pas incompatible avec le contrôle des frontières et ne justifie ni des mesures sécuritaires ni de porter atteinte à la dignité humaine. »

# Bernard Hennequin, la proximité du lointain

**RÉSUMÉ** > *Né il y a soixante ans dans la cité Kerangal à Rennes où vivaient toutes sortes de réfugiés, Bernard Hennequin dirige aujourd'hui l'unité territoriale de Coallia, issue de l'Aftam, grosse association vouée au social. Lors d'une rencontre avec Place Publique il revient sur la complexité de ce type engagement, aux confins de l'éthique, et quelquefois dans ses impasses.*



TEXTE > **GILLES CERVERA**

Peut-être est-ce un des secrets de Bernard Hennequin qu'il nous livre d'entrée, dès le début d'un bon moment passé ensemble. Un de ces secrets qui ne peuvent être dits qu'après quarante ans de vie professionnelle et après des cheminements commencés en poussant des trains de caddies sur les parkings de supermarché et passés par ceux de l'université ou, plus intimes, du divan.

Peut-être donc, que pour tenir dans ce métier de directeur d'unité territoriale, responsable pour l'Ille-et-Vilaine et au-delà de plus de 700 places de demandeurs d'asile, pour continuer de vivre cela dans un élan intact, il faut évidemment ces années d'expérience et être né à Rennes, dans la cité Kerangal qui jouxtait la cité Margueritte.

Pas si loin dans la ville ni si éloigné dans le temps ! Bernard Hennequin y est né, là, dans ces longs baraquements où les langues étaient diverses, italiennes, espagnoles ou gallos, bretonnantes voire renno-rennaises, là que s'est instillé en lui, parmi tous ceux de Kérangal et de tous ceux de Margueritte ce mot de *réfugiés*.

Juste après guerre, à Rennes. Après les bombardements, après le cataclysme. Il fallait reloger à toute bringue et reconstruire. Avec des mains et des bras venus des

GILLES CERVERA est  
psychothérapeute,  
membre du comité de  
rédaction de *Place  
Publique*





proches campagnes ou des appartements soufflés, ou avec les bras et les mains venus du plus loin : « Être Français ne veut pas dire être blanc », souffle Bernard Hennequin. Et d'insister : « On peut être Français sans être né en France. »

Outre les caddies qu'il pousse au magasin Mammouth, voilà son premier diplôme de manutentionnaire en poche, son second s'acquiert par la lutte contre la guerre du Vietnam et autres putschs au Chili ! Cette lutte qu'ont à mener certains plus que d'autres, des luttes qui passent ensuite par un diplôme, estampillé, d'animateur socioculturel à l'IUT Carrières Sociales de Rennes. Vingt ans et quelques pouvait donc être l'âge de devenir chef de service du Foyer Guy Houist.

C'est en 1974 que ce foyer s'ouvre et c'est en 1992 que Bernard Hennequin y embauche : « Pas si perdu que ça », puisque la cité Kérangal fait partie de son CV !

### Le Foyer Guy Houist

C'est que l'histoire de cet homme dont on tire ici le portrait épouse la grande histoire du monde. De ses à-coups, de ses crises, de ses guerres et de ses plus ou moins grandes lâchetés. Le Foyer Guy Houist, vue imprenable sur le monde, où s'engouffrent tous les grands courants d'air, des boat-people au Rwanda, de la guerre en Tchétchénie à l'effondrement du mur de Berlin, dont mille pierres ont dériboulé dans nos jardins et y roulent encore.

Voilà comment il a « atterri » au Foyer Guy Houist du nom d'un conseiller municipal rennais qui venait de s'éteindre. Il dit « atterri là-dedans », recourant à un lexique du lointain, des tarmacs et des tours de contrôle. Bernard Hennequin parallèlement à son travail étudiera la linguistique chez Jean Gagnepain<sup>1</sup>, où il s'ouvrira au sens précis des mots, son outil de travail.

### Un réfugié ou une personne ?

Entre Kerangal et aujourd'hui, le mot *réfugié* « a pris une autre résonance » dit-il. Et lui, « le nul en langues », écoute autre chose dans ce que le *venu d'ailleurs* dit : il écoute la force qui l'a fait venir, la décision qu'il a prise et, quelles qu'en soient les raisons, la capacité de choix. Ce qui ne se résume ni à une demande d'asile ni à un manque de statut. Bernard Hennequin ne réduit pas le demandeur d'asile à quelqu'un « sans pays, sans argent, sans papier ni travail », il s'y refuse et attend que toutes ses

équipes de Cada (Centre d'accueil des demandeurs d'asile) accueillent des *personnes* ! Le mot est lâché ! Il sera prononcé mille fois, autant qu'il le faudra pour que cela s'entende. Bernard Hennequin considère l'autre comme un autre et son semblable (voir Ricœur dont il est question un peu plus après dans ce numéro de *Place Publique*).

### Les glissements sémantiques

Il dit : « Je m'adresse à des personnes ». Craignant plus que tout la dissolution de la personne dans tous les « glissements sémantiques » dont l'administration est le dictionnaire. Les édulcorations visent à nommer des populations en nombres, en flux faisant disparaître le un par un, le singulier, la personne !

Jamais dupe des appellations tendant « à globaliser » pour soustraire et tenter de « simplifier le complexe », Bernard Hennequin, depuis vingt ans, décrypte « comment ça se traduit dans le langage : les « déboutés », les « étrangers malades », les « sans papiers », les « demandeurs d'asile », les « courtes durées », les « en attente de titres de séjours » ».

Cette réalité des mots couvre la réalité des vies d'environ 20 % de demandeurs d'asile obtenant le statut. Quid des « 80 % de déboutés d'une procédure qui se maintiennent sur le territoire » ? Bien sûr que dans ces pourcentages résident des milliers de cas différents dont des personnes dites sans papier qui en ont, des provisoires, ou des certificat de scolarité, ou des prescriptions médicales, donc des papiers !

### Le mythe de « l'immigration zéro »

Remontons à 1974, c'est la crise ! Le foyer Guy Houist a été pensé pour accueillir de la main d'œuvre étrangère du bâtiment rennais, mais le gouvernement Chirac décide l'arrêt de cet appel à la main d'œuvre étrangère. Le Foyer reste aux deux-tiers vide !

1975 : les boat-people. Des populations entières s'embarquent à leurs risques et périls et la France s'en émeut. Les *French doctors* mais aussi Sartre ou Aron s'élèvent et réclament que la patrie des droits de l'homme soit à la hauteur.

1989 : le mur s'effondre, tout le bloc soviétique se dis-

1. Jean Gagnepain, 1923-2006 a effectué la majeure partie de sa carrière à Rennes 2, où il élabore la Théorie de la médiation encore appelée « anthropologie clinique ». Il a travaillé sur les troubles du langage, notamment l'aphasie, avec le professeur Olivier Sabouraud, neurologue décédé deux mois après lui.

Le mot « réfugié » a pris une autre résonance.

La dissolution de la personne dans les « glissements sémantiques ».

loque. S'ensuivent des afflux importants de réfugiés. Le chômage monte en France. La première ministre Edith Cresson leur refuse l'autorisation de travail. Puis le ministre Pasqua inscrit cette « absurdité institutionnelle du mythe de l'immigration zéro ».

Mythe durable, populiste à souhait, qui, de manière immatérielle et sournoise, sorte de second mur de Berlin mais à l'envers, continue de formater des cerveaux, de hanter des consciences, d'ériger des haines et de pourrir des élections alors que « depuis que le monde est monde, le déplacement est un universel ».

### L'ère de la suspicion

« Cette question de l'immigration rend fou tout le monde », répète Bernard Hennequin. Nous y revenons, non sans dire que le Foyer Guy Houist était géré par l'Aftam lorsque Bernard Hennequin l'a rejoint : l'Association pour la Formation Technique des Africains et des Malgaches ! Cette association fondée en 1962 par des hauts Fonctionnaires avait pour président Stéphane Hessel que l'on n'est pas étonné de trouver du côté de cette sensibilité et de cet engagement humaniste.

L'Aftam s'est, il y a peu, décalée de cette histoire africaine pour devenir Coallia au niveau national, association qui gère de la formation (illettrisme, alphabétisation), de l'hébergement social (Guy Houist par exemple), des résidences sociales et un secteur personnes âgées et handicapées. En Ille-et-Vilaine, Coallia est présente à Fougères, historiquement aux confins de Rennes et Saint-Grégoire, au Centre d'accueil de demandeurs d'asile de Bruz depuis 2002 et bientôt à Pacé.

### Une « histoire qui rend fou »

Cette « histoire qui rend fou » transgresse les frontières politiques. Les CADA les plus récents ont été négociés ou sont en cours de négociation avec des maires de centre droit : Robert Barré à Bruz en son temps et Paul Kerdraon à Pacé aujourd'hui. « Le territoire rennais est accueillant, ainsi que la Bretagne de manière générale », juge Bernard Hennequin ajoutant qu'ici « les dispositifs de droit commun sont faciles d'accès » tout en nuanciant : « On n'est pas meilleurs que les autres mais on est responsables d'une pédagogie. » Sous-entendu, on reçoit des personnes, on leur explique, on leur parle, notre responsabilité court, y compris sur *l'après*.

Ce que Bernard Hennequin ne retrouve pas forcément dans les postures militantes proposant actuellement l'occupation de locaux comme réponse immédiate sans tenir compte de l'avenir des personnes embarquées dans un provisoire improvisé. Lire ici en filigrane ce qui s'est passé à Pacé avec l'occupation d'une ancienne maison de retraite alors que dans le même temps, Bernard Hennequin était avec Paul Kerdraon sur un projet à long terme.

Les projecteurs, les militances, les bonnes volontés face aux restrictions, aux politiques de quotas, aux rapports de peurs et de force. Toujours cette *folie* qui fait que la question de l'immigration s'emballe. Y compris « l'injustice » faite à un conseil général plus ouvert que d'autres mais objet de critiques et de pressions militantes, ces militants oubliant de réclamer une plus juste répartition de l'accueil sur les quatre départements bretons. Car, au fait, combien de personnes accueillies dans le Morbihan ?

### Ni trop proche ni trop lointain

Bernard Hennequin plaide sans relâche ni répète le *ni trop proche ni trop lointain*. Voilà où il veut être et « opérer », puisqu'un récent secrétaire général de préfecture, en pleine discussion, l'interpellait d'un « Monsieur l'opérateur » ! Ni trop près, ni trop loin, c'est aussi prendre appui sur le droit et la réglementation d'ici pour ces personnes venues d'ailleurs.

Sans angélisme non plus : « l'idée de l'étranger qui par nature serait bon est bien entendu une fausse question ». Il sait qu'on peut avoir été torturé, massacré, isolé et retrouver des équilibres ou n'en jamais retrouver. Il sait combien dans un foyer c'est « la bouffe, l'utilisation des cuisines et les sanitaires » qui peuvent faire que des personnes accueillies en viennent quasiment à « s'entre-tuer ». Il a vu la question du religieux s'imposer dans la relation. Il ne va plus négocier de la même manière avec un lycéen le port du voile ou son retrait.

Pas affolé ni affolant, notre interlocuteur. Il assure que l'immigration est « l'écume de la vague » alors qu'on donne malignement à croire que c'est la vague. Il ne nie pas que le département a du mal à digérer les 450 mineurs étrangers pour lesquels, « à un moment, le tapis rouge a été déroulé » et que les tapis rouges peuvent s'avérer sombres lorsqu'on les ré-enroule. « Ça rend fou » on vous dit !

« L'idée de l'étranger qui par nature serait bon est bien entendu une fausse question ».





Pas de quoi nourrir le sac à fantômes!

### Des personnes « riches »

Bernard Hennequin en est là, sûr que ces personnes de l'exil et des exodes sont: Un, des personnes plutôt riches au départ puisqu'en capacité de partir (et de payer le voyage).

Deux, des personnes riches de potentiel, armées mentalement pour supporter le déplacement, l'éloignement, les séparations, les ruptures.

Trois, des personnes assez sensées voire suffisamment critiques pour ne plus supporter le pays « déglingué » où ils sont nés, son désordre mortifère et les empêchements qui s'ensuivent.

Pas de quoi nourrir le sac à fantômes mais au contraire nourrir cette impression que notre République s'enrichit chaque jour et depuis des siècles des vagues successives qui fondent le monde et scandent ses bouleversements politiques ou climatiques. « Signataire de la Convention de Genève, la France ne doit pas oublier ses fondamentaux ». S'en rappelle-t-on chaque jour à Rennes?

## François Lepage

# Voyageurs sans bagages...

« En 2008, dans le cadre de mon travail de presse et par le biais du Réseau Éducation Sans Frontières, j'ai rencontré Amadou Dia, un jeune homme de 28 ans, jeté sur les routes à l'âge de 9 ans par la police mauritanienne. Un homme privé de sa vie et de sa liberté parce que le cours de l'Histoire a fait de lui un réfugié. Pendant 20 ans, il a parcouru plusieurs pays à la recherche d'une identité. De sa parole un peu lointaine maintenant je ne retiens que ce mot qui revient sans cesse, identité. Il n'a comme trace de son origine qu'un bout de papier vert qu'il a su conserver presque miraculeusement dans tous ses déplacements forcés, ses internements, ses naufrages, ses emprisonnements. Un bout d'identité délivré par le HCR en 1989 quand, lui, ses parents, ses frères et sœurs, ont été brutalement expulsés de leur village au bord de la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal. Parce que l'histoire a écrit cette année-là qu'il ne fallait pas être un berger Peul sur cette frontière. C'est cette histoire, qui m'a conduit à effectuer ce travail présenté dans les pages suivantes, travail mené à Rennes entre 2008 et 2011 et regroupé dans une exposition intitulée : *Exils, voyageurs sans bagage ni papier* »

François Lepage

François Lepage, né en 1970, est Rennais, photographe, collaborateur de l'agence de photojournalisme SIPA press. Après avoir travaillé plusieurs années en Afrique et en Amérique du Nord, il entame en 2007 une série de reportages sur les filières agricoles et industrielles d'exportation, propos qui se transforme peu à peu en une plongée dans l'humain confronté à la disparition d'un monde, à l'espoir, à l'exil. De ce travail naissent deux expositions : *Variations sur fil majeur*, en 2010 puis *Exils - voyageur sans bagage ni papiers*. Cette dernière exposition a été présentée à Rennes, à Issoudun et bientôt à Blain. Quatre photos d'exils sont visibles actuellement au Musée de Bretagne dans le cadre de l'exposition *Migrations*.

Un travail dans les Terres Australes et Antarctiques Françaises le met sur le chemin des grands espaces naturels protégés de France (Exposition collective *Cœurs de Nature en France*, Jardin du Luxembourg, Paris 2011).

Il aborde ensuite les Chemins de l'école (Journey to School avec l'Unesco, expo collective, Onu, New York City, 2013) ou les expéditions polaires françaises dont est sorti un livre cosigné avec Caroline Britz, *Marion Dufresne, revitailleur du bout du monde* (Marines éditions) François Lepage prépare avec son frère Emmanuel, auteur de BD, un album réunissant leurs travaux (dessins, photos), à paraître en 2014 chez Futuropolis.





« Liberté pour Meddjina et sa famille ». C'est ce que l'on peut lire autour de cette petite fille scolarisée à l'école Quineleu et qui participe à l'atelier dessin organisé par des parents d'élèves devant la préfecture (Rennes, 2008).



Une Guinéenne accompagnée de son enfant âgé de onze mois retenue au centre de Rétention Administrative (CRA) de Rennes – 2008



Mère d'origine mongole et sa petite fille de deux ans demandant à une élue de leur fournir un logement (Rennes, 2010).



Occupation de l'église Saint-Sauveur à Rennes par le collectif de soutien aux Sans-Papiers (2008).

Page suivante :  
Amadou tenant sa carte verte (2008).



Région : Région de Saint

Commission : Commission N°

N° de fiche : 503217

Nous so

certifions

né (e) le

Louis

fait une

Le présent

30.6.92

*[Signature]*

Saint-Louis  
443

17

RECEPISSE DE DEPOT  
POUR UNE DEMANDE DE  
CARTE D'IDENTITE DE REFUGIE

Designés Amadou SON

que M. Amadou Dia

en N° 180 à GABLY

demande de établissement de Carte d'Identité de Réfugié

Certificat est valable trois mois à compter de la date de la signature

Signature et Visa du Supérieur

Région de Saint-Louis  
Commission N° 443

Le 26 SEP 1989

# PATRIMOINE

**71** Philippe Bohuon  
*Les Chouinard, l'architecture en famille*

**77** David Bensoussan  
*15 février 1925 Catholiques contre le  
Cartel des gauches*

**82** David Bensoussan  
*1969 La visite de Charles de Gaulle*

**84** Georges Guitton  
*Université foraine, une utopie en marche*

**87** Dominique Bernard, Jean-Pierre  
Escofier et Jacques Rolland  
*La fac Pasteur Une histoire au cœur des  
sciences*

# Les Chouinard, l'architecture en famille

**RÉSUMÉ** > *Le nom de Chouinard est étroitement associé à l'architecture du pays de Rennes, notamment à Bruz « la martyre », dont l'église, mais aussi bon nombre d'habitations, ont été reconstruites par Louis Chouinard (1907-1995), le deuxième du nom. Cependant, c'est son père (1879-1939) qui fut le créateur du cabinet d'architecture Chouinard dans l'entre-deux-guerres. Une troisième génération est toujours en activité.*



TEXTE > **PHILIPPE BOHUON**

PHILIPPE BOHUON est historien d'art, adjoint à l'animateur de l'architecture et du patrimoine au service de Rennes, métropole d'art et d'histoire. Il est également guide-conférencier à Rennes depuis vingt ans.

La famille Chouinard a marqué Rennes et ses alentours, en construisant, rénovant ou agrandissant des centaines de bâtiments. On lui doit notamment : la chapelle de la Sainte Famille (Rennes), le bloc hôpital de Pontchaillou, le nouveau bâtiment de Ouest-France (Chantepie), la plupart des Foyers de Jeunes Travailleurs, sans oublier de nombreux immeubles d'habitations, ainsi que des maisons individuelles, dont la fameuse maison Crespel...

Le premier architecte de la famille, Louis (1879-1939), est né à Rennes. À dix-huit ans, il travaille dans le cabinet de l'architecte Henri Mellet, l'un des Rennais les plus productifs dans l'architecture privée que ce soit dans le domaine religieux ou civil. En 1911, il entre comme dessinateur chez l'entrepreneur Urbain Huchet, là aussi, l'un des plus prolifiques à Rennes. Dans les années 20, il fonde son propre cabinet d'architecture au 34 rue Duhamel, dans une maison construite en 1909 par Huchet, sur laquelle le jeune Louis a d'ailleurs travaillé.



Louis Chouinard père (1879-1939)

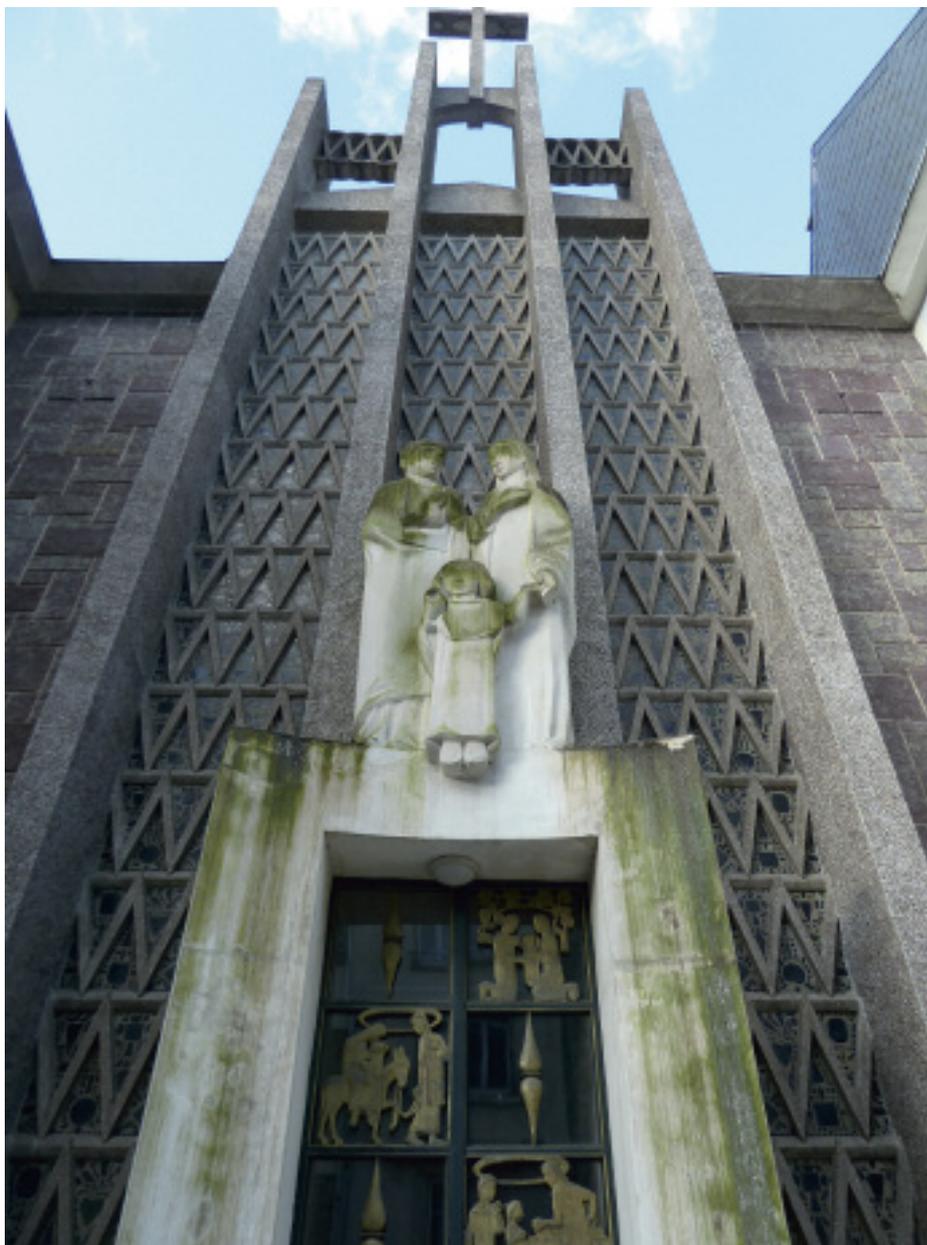
## Précision

Dans notre article paru dans Place Publique n° 22 sur le « stade de la route de Lorient, un siècle d'histoire », le coût final de la rénovation du stade terminée en 2004 n'est pas de "37,3 millions de francs" comme indiqué mais de 37,3 millions d'euros (page 86).





Louis Chouinard fils (1907-1995)



La chapelle de la Sainte Famille, près du boulevard de la Tour-d'Auvergne

## Deuxième génération

En 1925, son fils Louis (1907-1995) entre à l'école d'architecture de Bretagne, alors dirigée par l'architecte Georges Lefort<sup>1</sup>, son premier mentor. Trois ans plus tard, il est admis à Paris, où il poursuit ses études dans l'atelier Guadet<sup>2</sup> et Paulin, puis Héraud. Après un intermède militaire, qui le conduit en Syrie (1931-1933) et dans de nombreuses villes du bassin méditerranéen – il en restera marqué jusqu'à la fin de sa vie –, il reprend ses études parisiennes dans le cabinet d'Urbain Cassan, son second mentor. Diplômé en 1936, il reçoit une médaille d'argent pour son projet de Cité paroissiale, publié dans la revue de la SADG<sup>3</sup>. Il intègre alors le cabinet de son père qui se retire progressivement et avec qui il travaillait déjà depuis plusieurs années. Ensemble, ils ont notamment aménagé la librairie Riou-Reuzé (1934) à l'angle des rues Saint-Guillaume et de la Monnaie à Rennes, facilement reconnaissable grâce à son hermine blanche au-dessus de la porte d'entrée.

En 1944, il transfère son cabinet rue Dupont-des-Loges, puis, en 1953, dans un immeuble qu'il construit avenue Janvier.

## Deux édifices religieux exceptionnels

Le 8 mai 1944, la commune de Bruz est anéantie lors d'un tragique bombardement, et un mois plus tard (le 9 juin) un nouveau bombardement, sur Rennes, détruit une partie du Champ de Mars et les locaux du patronage de la Tour d'Auvergne.

Louis Chouinard est choisi en 1948 pour reconstruire le patronage dont la chapelle de la Sainte Famille. Sur une parcelle étroite, l'architecte propose une façade constituée de quatre piliers en béton qui enserrent des vitraux de dalles de verre enchâssées dans du béton, œuvre du maître verrier Loire, de Chartres. L'ensemble est couronné par une croix monumentale. La porte présente une sculpture de ferronnerie qui évoque des épisodes de la vie du Christ (par la maison Brand de Rennes). La statue de la Sainte-Famille qui surmonte cette porte et celles

du chœur (Jeanne d'Arc et le curé d'Ars) sont de Francis Pellerin<sup>4</sup>. Ce chœur en hémicycle est éclairé par les vitraux de Loire et présente une peinture de la Sainte Famille par Adelyne Neveux<sup>5</sup>.

À l'église de Bruz, l'architecte propose une nef rythmée par des arcs brisés en béton très pur analogues à ceux de la Sainte Famille. On y retrouve également l'omniprésence du béton et de la pierre du Rohuët, une pierre schisteuse pourpre veinée de vert qui provient de la commune du Verger. Quelques artistes, déjà mentionnés, sont du chantier : Loire pour les vitraux ou Brand pour la ferronnerie, et d'autres nouveaux, comme l'ébéniste d'art Georges Rual. L'édifice est consacré le 30 mars 1954, il fait corps avec son presbytère accolé – véritable cité paroissiale – qui n'est pas sans rappeler les plans de son diplôme d'architecte. Il a reçu le label patrimoine du 20<sup>e</sup> siècle, comme le rappelle une plaque près de l'entrée.

La chapelle de la Saint Famille où l'on note l'utilisation de la pierre du Rohuët.



1. Georges Lefort (1874 -1954) est un architecte qui incarne à la fois la modernité et le régionalisme, on lui doit notamment la Brasserie Graff à Rennes (1927), le Grand Séminaire de Saint-Brieuc (1927) et la gare de Dinan (1932). Il est directeur de l'école d'architecture de Bretagne de 1935 à 1947.

2. Guadet (1834-1908) : 1<sup>er</sup> Grand prix de Rome en 1864, a été l'élève d'Henri Labrousse, le père du rationalisme.

3. SADG : Société des Architectes Diplômés par le Gouvernement.

4. Francis Pellerin (1915-1998) : 1<sup>er</sup> Grand prix de Rome, en sculpture en 1944.

5. Adelyne Neveux (1912-1987) : peintre d'origine mayennaise elle a principalement travaillé dans les églises de son département.





La maison d'Yves Crespel, expert-géomètre de la ville, érigée entre 1949 et 1954 à l'intersection des rues Saint-Martin et Antrain



### La maison Crespel

Dans le domaine de la maison individuelle, sa plus belle réussite est sans conteste la maison qu'il dessine pour son ami Yves Crespel, expert-géomètre près la ville de Rennes et petit-fils de l'architecte qui avait reconstruit l'église de Bruz au 19<sup>e</sup> siècle. Érigée entre 1949 et 1954 à l'intersection des rues Saint-Martin et Antrain, elle utilise à nouveau le schiste du Rohuët (sa pierre de prédilection, presque une marque de fabrique) au rez-de-chaussée, alors que le premier étage est entièrement en pierre

blanche. Le toit terrasse, largement débordant sur le nu du mur, affirme le modernisme de la demeure qui possède deux entrées à chaque extrémité : l'une, de service (rue Saint-Martin), l'autre (rue d'Antrain) est une sorte de péristyle, presque une véranda, surmontée d'une terrasse. Même les volets roulants – nouveaux pour l'époque – insufflent du rythme à la façade sur rue<sup>6</sup>.

6. Résultat de la densification urbaine : un immeuble est aujourd'hui en construction dans son jardin.

Parmi les nombreuses réalisations de Chouinard, cet immeuble de cinq étages livré en 1955 au 49 avenue Janvier à Rennes, dans lequel l'architecte installa son agence

### Des programmes hétérogènes

À côté de ces réalisations majeures, il est l'auteur de nombreux immeubles de qualité, comme celui du 49 avenue Janvier à Rennes (1953-1955), un édifice de cinq étages, étroit, dont la verticalité s'impose et où l'on retrouve, sur une ossature béton, un parement de schiste du Rohuët, alternant avec la pierre blanche. C'est dans cet immeuble que l'architecte installe son agence.

Chouinard touche à tous les domaines. C'est lui qui construit la plupart des Foyers de jeunes travailleurs de la fin des années 50 au début des années 70: Gros Malhon, Patton et Villejean à Rennes, mais aussi ceux de Dinan, Redon et Fougères. À Saint-Gilles, il construit un foyer pour personnes âgées (1969-1972), longue barre (50 chambres) orientée est/ouest sur trois niveaux avec balcons. Pour la Compagnie Générale des Eaux, il dessine un immeuble de bureaux rue Kléber (Rennes); pour le journal *Ouest-France*, une nouvelle usine à Chantepie (1965-1973); à Pacé, c'est un centre commercial qui sort de terre. En 1958, succédant à Yves Lemoine<sup>7</sup> comme architecte du centre hospitalier, il réalise à Rennes le bloc-hôpital de Pontchaillou (1959-1972), l'École d'infirmières, le Centre régional de transfusion sanguine (1975-1980) et la nouvelle maternité de l'Hôtel Dieu (1973-1977).

Côté rénovation, il achève l'église romano-byzantine de Maxent de l'architecte Arthur Regnault, avec un sobre mais esthétique clocher à jour à trois cloches. En parallèle, il est nommé, en 1951, professeur à l'École régionale d'architecture et il assumera les fonctions de vice-président du conseil régional de l'Ordre des architectes de Bretagne entre 1966 et 1976.

La carrière de Louis Chouinard a été bien remplie. Commencée dans l'entre-deux-guerres avec son père, elle a pris une tout autre ampleur avec la « reconstruction ». Outre les créations qui font aujourd'hui références (église de Bruz, chapelle de la Sainte Famille ou maison Crespel), il marque l'architecture privée et hospitalière du pays de Rennes, par le nombre et la variété de ses réa-



lisations, sans oublier son enseignement à travers lequel il forme de jeunes architectes, dont deux de ses fils<sup>8</sup>: Hervé, aujourd'hui architecte émérite des Monuments historiques, et Étienne encore en activité...

7. Sur l'architecte Yves Lemoine (1898-1958), voire l'article de Ph. BOHUON et B. SABBATIER dans *Place Publique* n° 12.

8. L'auteur tient ici à remercier chaleureusement Étienne et Louis Chouinard pour leur relecture et leurs conseils quant à cet article.

ABONNÉS : 100 francs  
L'AN : 10 francs  
16 FÉVRIER 1935  
N° 10000  
30 CENTIMES  
DÉPART : 100 francs  
RÉDACTION : 100 francs  
ABONNEMENTS : 100 francs

JOURNAL REPUBLICAIN QUOTIDIEN

711, RUE D'ANNOUÏER  
SPÉCIAL

## L'union nécessaire au salut du pays

Paris, 12 février. — Lorsque, profond, gelé, le vent souffle sur nos terres, nous ne pouvons nous empêcher de songer, en présence de la situation internationale, au gouvernement de M. Herriot, l'homme le plus capable de nous servir dans ce moment de crise. Il y a, dans son œuvre, une ligne directrice, constante, et qui est celle de la collaboration avec les socialistes. C'est ce qui a permis à son gouvernement de mener à bien sa tâche, de faire respecter les libertés individuelles, de maintenir l'ordre public, de faire respecter les lois, de faire respecter les droits de tous. C'est ce qui a permis à son gouvernement de faire respecter les lois, de faire respecter les droits de tous. C'est ce qui a permis à son gouvernement de faire respecter les lois, de faire respecter les droits de tous.

## La manifestation catholique de Rennes

### 45.000 hommes ont affirmé dans l'ordre et le calme leur volonté de faire respecter les libertés religieuses

« Nous revendiquons nos libertés, au nom même des Droits de l'Homme et de la Charte des catholiques, à l'exception de l'abus qui pour en arriver à des fins autres que catholiques... »  
« Nous respectons la loi, mais nous estimons que la loi nous empêche, qu'elle se confonde avec la justice pour assurer nos droits... »



Un coin de la place Hoche, à Rennes. La foule investit les trottoirs

### LA SITUATION

#### LA CONFIANCE ET LA COLLABORATION SOCIALISTE

M. Herriot, à deux semaines de la fin de son mandat, se trouve dans une situation délicate. Il est entouré de socialistes qui, bien que n'étant pas au pouvoir, exercent une influence considérable. La confiance et la collaboration avec les socialistes sont essentielles pour assurer la stabilité du pays. M. Herriot doit trouver un terrain d'entente avec les socialistes pour faire respecter les libertés individuelles et collectives.

« Nous revendiquons nos libertés, au nom même des Droits de l'Homme et de la Charte des catholiques, à l'exception de l'abus qui pour en arriver à des fins autres que catholiques... »

« Nous respectons la loi, mais nous estimons que la loi nous empêche, qu'elle se confonde avec la justice pour assurer nos droits... »

« Nous revendiquons nos libertés, au nom même des Droits de l'Homme et de la Charte des catholiques, à l'exception de l'abus qui pour en arriver à des fins autres que catholiques... »

« Nous revendiquons nos libertés, au nom même des Droits de l'Homme et de la Charte des catholiques, à l'exception de l'abus qui pour en arriver à des fins autres que catholiques... »

### ENCORE UN HOMME COUPÉ EN MORCEAUX

Paris, 12 février. — Un homme, dont le nom est resté inconnu, a été tué par un coup de feu tiré par un individu qui a ensuite disparu. Les autorités sont en train de mener une enquête pour identifier le coupable et comprendre les circonstances de ce crime.

### QUELLE EST CETTE NOUVELLE ?

Un homme, dont le nom est resté inconnu, a été tué par un coup de feu tiré par un individu qui a ensuite disparu. Les autorités sont en train de mener une enquête pour identifier le coupable et comprendre les circonstances de ce crime.

« Nous revendiquons nos libertés, au nom même des Droits de l'Homme et de la Charte des catholiques, à l'exception de l'abus qui pour en arriver à des fins autres que catholiques... »

### Sur le Champ de Mars

« Nous revendiquons nos libertés, au nom même des Droits de l'Homme et de la Charte des catholiques, à l'exception de l'abus qui pour en arriver à des fins autres que catholiques... »

### Vive la France !

« Nous revendiquons nos libertés, au nom même des Droits de l'Homme et de la Charte des catholiques, à l'exception de l'abus qui pour en arriver à des fins autres que catholiques... »



### CE QUE FUT LA MANIFESTATION

« Nous revendiquons nos libertés, au nom même des Droits de l'Homme et de la Charte des catholiques, à l'exception de l'abus qui pour en arriver à des fins autres que catholiques... »

« Nous revendiquons nos libertés, au nom même des Droits de l'Homme et de la Charte des catholiques, à l'exception de l'abus qui pour en arriver à des fins autres que catholiques... »

### LA REUNION

« Nous revendiquons nos libertés, au nom même des Droits de l'Homme et de la Charte des catholiques, à l'exception de l'abus qui pour en arriver à des fins autres que catholiques... »

La Une de « l'Ouest-Eclair » le 16 février, au lendemain de la manifestation.

# 15 février 1925

## Catholiques contre le Cartel des gauches

**CONTEXTE** > *Les manifestations contre le « mariage pour tous » viennent de mobiliser des foules importantes, notamment à Rennes. Elles témoignent de la capacité du monde catholique à mettre en marche plusieurs centaines de milliers de personnes dans l'opposition à un projet gouvernemental de gauche. Le phénomène n'est pas nouveau, le siècle passé en porte témoignage. Ainsi à Rennes, la grande manifestation catholique contre le Cartel des gauches, le 15 février 1925.*



**TEXTE** > **DAVID BENSOUSSAN**

Les élections du 11 mai 1924 qui voient le triomphe du Cartel des gauches, associant, de manière complexe cependant, radicaux et socialistes, plongent le monde catholique dans la consternation. Leur hostilité est grande, il est vrai, à des forces politiques dont l'alliance repose en premier lieu sur un anticléricalisme prononcé. La déclaration ministérielle du 17 juin du nouveau président du Conseil, Édouard Herriot, annonçant la suppression de l'ambassade auprès du Vatican, l'expulsion ou la dissolution des congrégations rentrées en France durant le conflit ou l'immédiat après-guerre, enfin l'application de la législation laïque aux départements recouverts d'Alsace et de Moselle achèvent de convaincre les milieux catholiques que leurs craintes étaient bien fondées et que le gouvernement venait de leur déclarer la guerre.

DAVID BENSOUSSAN est historien, membre du comité de rédaction de *Place Publique*





Mgr Charost (1860-1930) nommé évêque de Rennes en 1921. Redoutable orateur, il est le chef de file de la grande manifestation rennaise de 1925 (Collections AHDR)



### La Bretagne, région-phare de la contestation

Cette protestation contre les projets gouvernementaux prend alors rapidement de l'ampleur à l'initiative de la hiérarchie ecclésiastique qui demande au général de Castelnau, grande figure du monde catholique et héros de la Grande Guerre, d'unir et d'organiser les catholiques dans un rassemblement national : la Fédération nationale catholique (FNC). La riposte catholique va trouver en Bretagne un terrain d'élection particulièrement propice à tel point que la région apparaît rapidement comme une région-phare de la contestation.

Les évêques y jouent un rôle déterminant dans la mise en action des réseaux catholiques. Si l'on excepte M<sup>gr</sup> Serrand, l'évêque de Saint-Brieuc, tous ont été nommés entre 1906 et 1914 sous le pontificat de Pie X dont l'intransigeance a été particulièrement remarquée dans la lutte contre l'État français

au lendemain de la loi de séparation.

Leur hostilité à la République est patente et plusieurs d'entre eux ne cachent guère leurs sympathies à l'égard de l'Action française, à l'exemple du cardinal-archevêque de Rennes, M<sup>gr</sup> Charost. Fils de cheminot, né en 1860, docteur en théologie et agrégé de lettres, ce dernier, après avoir fait une partie de sa carrière ecclésiastique à Rennes, a été nommé en 1913 premier évêque de Lille où il se fait remarquer durant la Grande Guerre par sa fermeté à l'égard des autorités allemandes d'occupation.

### Mgr Charost, figure de proue

En septembre 1921, monseigneur Alexis-Armand Charost succède au cardinal Dubourg sur le siège épiscopal de Rennes. Redoutable orateur, il s'affirme comme le véritable chef de la mobilisation catholique contre les projets du Cartel des gauches, s'appuyant, dans ce combat, sur son clergé et sur un certain nombre de laïcs, notables pour la plupart, qui constituent les cadres des Unions catholiques paroissiales. Ces dernières viennent relayer à l'échelon local l'action de l'Union catholique diocésaine dont le cardinal a jeté les bases en novembre 1924.

Rapidement donc, l'activation des réseaux catholiques s'organise à l'échelle paroissiale comme à celle du diocèse. De multiples conférences sont tenues afin de mobiliser le monde catholique et l'opinion publique contre les projets du Cartel.

La presse catholique joue sur ce point un rôle important à l'instar du *Nouvelliste de Bretagne* dont le directeur, Eugène Delahaye, polémiste réputé, est très lié au cardinal Charost. La volonté de frapper les esprits débouche alors sur l'objectif d'une grande manifestation comme il s'en est déjà produit en Alsace, autre bastion de la contestation catholique, et dans le diocèse de Quimper et Léon. C'est fort logiquement à Rennes que les responsables du comité diocésain, sous la houlette du cardinal Charost et du colonel de Lesquen, vice-président du comité, décident d'organiser une grande démonstration de force du monde catholique le 15 février 1925.

### Les haut-parleurs, une nouveauté

Ce jour-là, trains, tramways, automobiles et bicyclettes drainent vers la capitale bretonne près de 45 000 manifestants si l'on en croit *Le Nouvelliste de Bretagne*. Ce chiffre important souligne au passage la forte intrusion de la modernité technique dans les modalités d'organisation de la manifestation. Grâce aux Tramways d'Ille-et-Vilaine (TIV), la ville de Rennes, dispose, en dehors du réseau ferré normal, d'un réseau de liaisons en étoile par-

ticulièrement développé qui mène jusqu'aux différentes extrémités du département.

Les véhicules motorisés sont par ailleurs très nombreux, preuve de leur essor dans les villes et campagnes du département. Un parking est même installé spécialement sur le champ de Mars où doivent se réunir dans un premier temps les manifestants.

Mais la manifestation la plus éclatante de la modernité technologique reste l'utilisation des haut-parleurs qui permettent aux plus éloignés des manifestants d'entendre les propos des organisateurs. Cette utilisation toute récente n'est pas sans surprendre de nombreux participants encore peu habitués à la faculté de pouvoir entendre une voix à plusieurs centaines de mètres de son émission.

Si la modernité technologique suscite les craintes d'un certain nombre de clercs face aux menaces qu'elle fait peser, selon eux, sur la pérennité de la civilisation paroissiale, elle n'en est pas moins investie avec force dans le combat politique comme elle va l'être du reste dans bien des modalités de l'action religieuse.

### Tous en rangs au champ de Mars !

C'est à midi quarante, sonné par un coup de clairon, que le cardinal Charost arrive sur la place du champ de Mars. La foule se découvre, les drapeaux s'inclinent. Le cardinal prononce alors le *De profundis* qui rend ici hommage aux morts de la Grande Guerre tandis qu'il bénit une couronne qui sera déposée par la suite devant le monument aux morts pour la France. Puis, c'est l'hymne national qui retentit, ponctué à la fin par une clameur unanime « Vive la France ». L'unité de la foi catholique et de la Patrie est ainsi réaffirmée publiquement, soulignant la conviction de bien des manifestants que l'identité nationale ne peut se séparer de sa dimension catholique. Il s'agit aussi d'affirmer la place centrale du monde catholique au sein de la Nation au moment où beaucoup ont le sentiment qu'elle est contestée par le gouvernement. L'empreinte de la Grande Guerre est ici omniprésente et scelle la réconciliation des catholiques bre-

Sur le Champ de Mars, avant le départ du défilé, les manifestants sont rangés par communes et arrondissements.



tons avec un hymne national longtemps décrié. Elle se perçoit également dans les modalités même de la manifestation lorsque le cortège s'ébranle de manière toute militaire. Les hommes marchent en colonnes par huit, en rangs serrés et en silence afin d'éviter toute provocation inutile susceptible d'entraîner des affrontements.

### 300 étudiants ouvrent le défilé

Chaque commune est placée par ordre alphabétique par cantons, eux-mêmes regroupés par arrondissements. Dans chaque groupe, le drapeau tricolore est porté par un ancien combattant. En tête du cortège, 300 étudiants ouvrent la marche suivis par le cardinal Charost entouré d'une escorte d'honneur, composée d'anciens combattants et mutilés de guerre, tous décorés ou médaillés.

Remontant l'avenue de la gare puis la rue Gambetta et le contour de la Motte, le cortège suit la rue de Fougères (aujourd'hui rue du général Guillaudot) pour accéder à la place Hoche, par la rue de la Borderie, où a été



Les propos sont souvent vindicatifs dénonçant la « persécution religieuse »

installée une estrade. Autour du cardinal, s'y trouvent notamment tous les parlementaires du département puisque les élections législatives de mai 1924 ont, contrairement aux résultats nationaux, permis à la liste de droite, dite d'union républicaine et de concorde nationale, d'emporter tous les sièges.

### Un gros service d'ordre

La présence d'autant de manifestants n'a pas été sans susciter des inquiétudes quant au maintien de l'ordre public, préoccupations renforcées par l'appel à deux contre-manifestations. L'une est organisée par le parti communiste et se tient au même moment place des Lices, une autre est appelée par toutes les forces politiques et associatives soutenant le Cartel des gauches à l'exemple du parti radical, de la SFIO et des différentes associations laïques de la ville et doit avoir lieu au même endroit mais plus tardivement.

Les manifestants reprennent en chœur le *Credo* afin d'affirmer la vitalité de leur foi.

Mais, outre un important contingent de gendarmes, les organisateurs de la manifestation ont veillé à se doter d'un impressionnant dispositif de maintien de l'ordre. Sous la houlette d'un commissaire-chef, ce dispositif s'organise autour de lieutenants ayant sous leur ordre des commissaires spéciaux, reconnaissables à leurs brassards. On note ici, une nouvelle fois, la prégnance du modèle militaire, liée à la proximité de la Grande Guerre, dans les grandes manifestations catholiques de cette époque dont les organisateurs sont attentifs à ce qu'elles donnent une image d'ordre et de discipline.

### Place Hoche, des propos vindicatifs

Réunis place Hoche et dans les rues adjacentes, les manifestants entendent à nouveau *La Marseillaise* avant d'écouter les différents orateurs chargés de les galvaniser et de rappeler à tous la justesse du combat mené. Outre le cardinal Charost, les autres orateurs sont l'abbé Bergey, député de la Gironde vice-président de la FNC, prêtre ancien combattant, le sénateur Jenouvrier, élu du département, ancien bâtonnier du barreau de Rennes, et l'avocat Hardouin.

La tonalité des discours s'inscrit dans une volonté d'affirmer haut et fort les droits des catholiques français au regard notamment de leur engagement dans la défense de la Patrie durant la Grande Guerre. Ainsi un des orateurs défend les revendications du monde catholique « au nom de nos souffrances, de nos foyers mutilés, de notre France meurtrie ».

Les propos sont souvent vindicatifs dénonçant la persécution religieuse dont ils sont, selon eux, l'objet, et qui témoigne, disent ces orateurs, d'un retour au « régime abject » du temps de la séparation. On perçoit ici la radicalisation en cours du monde catholique, enhardi par le succès de la mobilisation, et qui révèle une culture politique toujours clairement antagoniste à la culture républicaine.

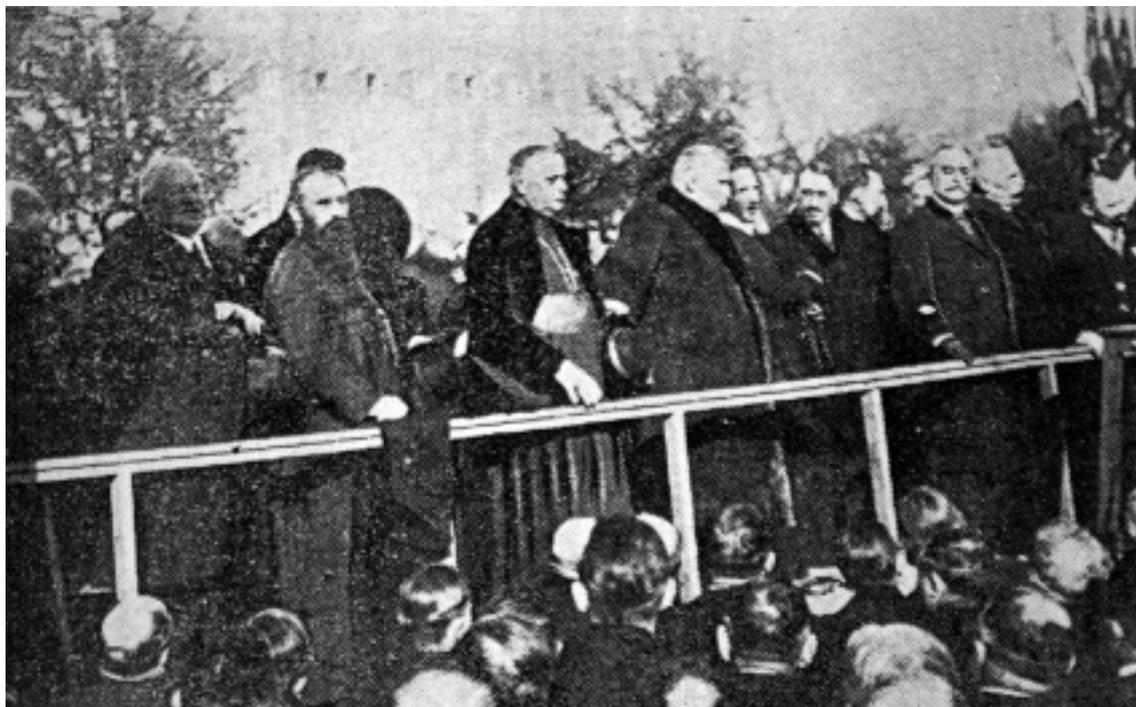
### Catholiques contre la République ?

C'est en effet le vieux conflit entre le monde catholique et la République qui ressurgit dans cette période et qui voit les orateurs réclamer l'abandon des lois laïques, « lois iniques », socles du modèle républicain établi par la Troisième République.

Si l'ordre du jour de la manifestation s'élève ainsi contre la suppression de l'ambassade au Vatican et le retour des lois laïques dans les départements recouverts d'Alsace et de Moselle, premières motivations de la contestation catholique, il réclame aussi l'abrogation de la loi sur le divorce et appelle à mener le combat contre l'oppression maçonnique dans une phraséologie qui renoue avec les combats du passé. Comme elle avait commencé, la manifestation se clôt sur une dimension religieuse, les manifestants reprenant en chœur le *Credo* afin d'affirmer la vitalité de leur foi.

La manifestation de Rennes est un incontestable succès comme, du reste, l'ensemble des manifestations organisées en Bretagne qui mobilisent plus de 250 000 manifestants. La dynamique enclenchée laisse de plus en plus éclater une radicalisation que la chute du gouvernement Herriot le 10 avril 1925 et l'abandon des projets

Sur la tribune officielle, place Hoche. Au centre, Mgr Charost. Ces photos de la manifestation sont telles que publiées dans le bulletin « La Semaine religieuse du diocèse de Rennes ».



religieux du Cartel ne désarme pas. C'est bien désormais la perspective d'une abrogation de la législation laïque qui est revendiquée dans un esprit de revanche sur le passé et dans la volonté clairement affichée d'une restauration d'un ordre social chrétien dont les inspirations contre-révolutionnaires sont patentes.

### Une radicalisation contestée

Mais cette radicalisation suscite des dissensions au sein même du monde catholique comme le souligne l'attitude de *L'Ouest-Éclair* qui œuvre depuis sa création à la réconciliation des catholiques avec la République et qui s'avère hostile à l'influence des catholiques les plus intransigeants au sein de la FNC. Le retour de Poincaré au pouvoir en juillet 1926 ramènera en partie le calme dans le monde catholique tandis que la condamnation de

l'Action française par Pie XI, en décembre de la même année, fragilise durablement les milieux catholiques intransigeants. La décision pontificale n'est d'ailleurs pas sans remettre en cause l'attitude de l'épiscopat breton et, en premier lieu, du cardinal Charost qui vivra cet épisode comme une épreuve particulièrement douloureuse.

Le retour de Poincaré au pouvoir en juillet 1926 ramènera en partie le calme dans le monde catholique.



# 1969

## La visite de Charles de Gaulle

**CONTEXTE >** *La vie des Rennais à travers une photographie d'archive. Tel est l'objet de cette rubrique lancée il y a un an dans Place Publique. Après la mise à sac de Ouest Matin (1956), la fête des Fleurs (1907), le public du Stade Rennais (1963)... voici la visite rennaise du général de Gaulle le 31 janvier 1969 peu avant qu'il mette un terme à son mandat de Président.*



TEXTE > **DAVID BENSOUSSAN**

Fragilisé par l'énorme vague contestataire de mai-juin 1968, en dépit du résultat favorable des élections législatives de la fin du mois de juin, le général de Gaulle cherche à reprendre la main politiquement dans la période qui suit les événements. C'est dans ce contexte que se situe le voyage qu'il effectue en Bretagne du 31 janvier au 2 février 1969 et dont la première étape est Rennes, la capitale bretonne.

L'occasion va lui être donnée ici d'évoquer le projet de régionalisation qu'il annoncera officiellement à Quimper le 2 février et qui sera soumis à référendum au printemps prochain. Mais au-delà des rencontres officielles, un des objectifs majeurs de ce voyage est bien la rencontre avec les populations afin de ressourcer sa légitimité politique. L'organisation du voyage se doit donc de comporter des moments où cette rencontre est possible, où il va être possible de la mettre en scène et de lui donner politiquement du sens.

La photographie présente souligne cet aspect. Le général de Gaulle arrive ici sur le haut de la place de la Mairie dans la Simca présidentielle, spécialement aménagée pour lui permettre de se tenir debout, grâce notamment à une barre de maintien, afin d'être vu de la foule et de pouvoir la saluer. Il apparaît ainsi dans une po-

sition dominante, celle du chef de l'État, et son visage reflète sa satisfaction à la vue du public réuni en masse sur la place de la Mairie et dont nous ne voyons ici qu'une toute petite partie.

Derrière lui, assis, on aperçoit le maire de Rennes, Henri Fréville qui l'accompagne durant toute l'étape rennaise de son voyage et qui s'apprête alors à le recevoir officiellement à l'hôtel de ville. Ce sera l'occasion de lui montrer les plans et maquettes des nouveaux quartiers urbains rennais, avant de les lui faire visiter, celui de Bourg-l'Évêque, dont l'immeuble double des Horizons n'est pas encore véritablement sorti de terre, et celui de Maurepas en périphérie nord de la ville.

En arrière-plan, la photographie découvre une partie de la foule massée derrière des barrières de sécurité installées devant l'agence immobilière Lenoir qui existe toujours aujourd'hui. Le public est diversifié. Hommes et femmes de tout âge ainsi que de nombreux enfants affichent leur contentement de voir ainsi de très près le chef de l'État. Les sourires sont nombreux et dans l'agence elle-même une femme croise les mains dans une posture de ravissement qui traduit sa profonde admiration pour la figure du général. Certains cependant semblent adopter une attitude plus dubitative preuve que les tensions politiques de l'année précédente sont toujours présentes. On note la présence d'un seul photographe, juste derrière un responsable de la sécurité, car la quasi-totalité d'entre-eux est disposée devant les portes de l'hôtel de ville où se trouvent l'essentiel du public et des personnalités officielles qui attendent le général.

Dans cette foule considérable et souvent enthousiaste qui l'accueille à Rennes, le général de Gaulle pouvait trouver bien des motifs de satisfaction. La liturgie gaulloise à l'œuvre dans les voyages présidentiels fonctionne toujours en apparence. Sans doute est-il cependant ca-

DAVID  
BENSOUSSAN est  
historien et  
membre du comité  
de rédaction de  
Place Publique

Photo Archives de Rennes



pable de percevoir, dans les quelques cris et slogans hostiles, les tensions qui traversent la société et qui le pousseront, quelques mois plus tard, à abandonner le pouvoir à la suite d'un référendum perdu dont il avait tenu à apporter aux Bretons la primeur de l'information.

Voir aussi sur le site de l'Ina, une vidéo de 9 minutes sur la visite de de Gaulle à Rennes (<http://www.ina.fr/video/CAF87002507>)



# Université foraine, une utopie en marche

**CONTEXTE** > *L'Université foraine de Rennes lancée à l'instigation de l'architecte Patrick Bouchain est un projet ambitieux par sa visée (au fond il s'agit de reconstruire la société) et modeste dans sa démarche (réunir des gens, faire qu'ils s'expriment). Bref, atypique. Ce qui réjouit certains. Et en fait tousser d'autres. Notamment à cause de l'occupation prévue de la Faculté Pasteur (voir plus loin). Qu'importe, l'aventure est lancée et l'on ne voit pas ce qui pourrait la faire reculer.*



TEXTE > **GEORGES GUITTON**

On reproche souvent aux projets urbains d'être ficelés avant que la population ne soit consultée. Voilà au moins une critique qui ne peut s'appliquer à l'Université foraine puisque par définition le projet est « vide ». Vide, du moins en attendant que les citoyens le nourrissent de leurs désirs.

Cette impalpabilité du sujet, encore enfoui dans les limbes de formules prometteuses, est justement ce qui sème le trouble. Au fond, l'Université sera ce que vous déciderez d'en faire, avance en souriant Patrick Bouchain. Le flottement qui s'instaure depuis que le mot « Université foraine » a chu comme un ovni dans le ronron rennais fin 2012 fait partie intégrante de la démarche insolite et maïeutique de l'Ufo.

## Des rebuffades attendues

Non seulement le flottement, mais aussi les oppositions parfois indignées qui s'élèvent depuis quelques mois, participent du scénario attendu. Ce sont elles, ces rebuffades, qui transforment l'Université en sujet non clos, en objet de débat, en projet réel, en « work in progress ». Ceux qui le perçoivent comme une menace le font exis-

ter dans le tissu de la palabre urbaine.

Ainsi, l'idée que l'Ufo occupe la Fac Pasteur a très vite suscité une levée de boucliers de la part d'un « quarteron de scientifiques à la retraite » (ce sont eux qui se nomment ainsi) considérant que le majestueux bâtiment se devait de perpétuer l'esprit scientifique pour lequel il avait été construit. Tiens, si l'on y exposait les riches collections zoologiques, botaniques, géologiques, instrumentales... aujourd'hui remises dans d'invisibles catacombes! Si on animait ces beaux objets, transformant Pasteur en « centre de culture scientifique », complétant l'actuel Espace des Sciences...

## Une fronde scientifique

Sans l'Ufo, ce projet « patrimonial » ne se serait sans doute pas exprimé. Le « quarteron » est devenu 300 signatures au bas d'une pétition. Alerte générale! Le maire Daniel Delaveau se fâche un peu, arguant qu'il a toujours promu la science à Rennes, glissant aussi que des représentants notoires de la droite locale (l'ancien président de Rennes 1 Claude Champaud) figurent parmi les signataires.

De son côté, Patrick Bouchain fait le dos rond: le projet est très ouvert, la science peut évidemment y trouver sa place (impossible de dire laquelle à ce stade). C'est ainsi qu'il rassure les pétitionnaires lors d'une rencontre au sommet qui se déroule en février avec le maire et les scientifiques. Sortis de là, ces derniers ne désarment pas. Ils affirment rester « dubitatifs et critiques » face à cet « Oeni, objet culturel non identifié, complètement étranger à l'histoire de ce magnifique bâtiment ».

L'affaire est donc loin d'être soldée. Mais cette controverse qui exhale un léger parfum de corporatisme professoral (n'est-ce pas une usurpation que de s'approprier le titre sacré d'« université » pour en faire un vulgaire objet de « foire »!), ne doit pas devenir l'arbre qui ca-

cherait la forêt frémissante d'un projet expérimental et social hors du commun, risqué et audacieux.

### Un laboratoire du possible

Revenons au démarrage de l'aventure. Au départ, il y a la personnalité de l'architecte et scénographe Patrick Bouchain. Inventeur hors-norme, il a à son actif de nombreuses réalisations souvent fondées sur la reconversion de sites industriels comme l'ancienne usine LU devenue Lieu Unique à Nantes. Plus récemment, on lui doit le musée Pompidou mobile. En 1999, il crée avec des amis architectes, artistes, politologues, paysagistes, etc. l'association Notre atelier commun. Depuis lors, ce Nac « a mené des projets liés au paysage, à l'architecture et à la ville », des projets qui « questionnent la dimension sociale, culturelle et environnementale de l'acte de construire ».

Aujourd'hui « retraité », Patrick Bouchain veut approfondir cette aventure urbaine avec le Nac et à titre bénévole, précise-t-il. Son idée d'Université foraine, il l'a proposée à plusieurs maires de France, dont ceux de Nantes et de Rennes. Daniel Delaveau a dit « oui ». Il connaît Bouchain. Un rapport de confiance voire de complicité unissent les deux hommes. Cela depuis la construction de l'école « foraine » du Haut-Bois à Saint-Jacques de la Lande, structure en bois évolutive, et, à côté, l'aménagement de la ferme du même nom pour le théâtre Dromesko, Lily et Igor étant des amis de longue date de l'architecte. Donc, c'est décidé, Rennes sera « le laboratoire du possible ».

### Le choix de Pasteur et d'Apigné

L'idée de Patrick Bouchain est d'abord de trouver des lieux publics inoccupés, sans usage et sans projet. La Ville en a une poignée en réserve. Deux sont retenus : le moulin d'Apigné devenu briqueterie au début du siècle dernier et fermé depuis quarante ans. Et l'imposant bâtiment de la Faculté Pasteur en plein centre-ville, quasiment vide depuis 2006 à l'exception d'un dispensaire dentaire.

Mais au fait, que va-t-on faire dans ces lieux ? Ce qui revient à demander « Qu'est-ce que l'Université foraine ? » Pour y répondre, Patrick Bouchain et son équipe<sup>1</sup> ne sont pas avares de formulations de nature philosophique ou poétique. On peut en trouver la déclinaison dans la plaquette « Le manifeste de l'université foraine » sur <http://universiteforaine.overblog.com>, ou encore sur

[www.metropole.rennes.fr](http://www.metropole.rennes.fr), avec l'enregistrement de la conférence donnée par l'architecte, en octobre, lors de Viva-Cités.

### « On vient là pour tâtonner »

Saisissons au passage cette formule de l'écrivain Jean-Pierre Thibaudat : « Au premier abord, rien de plus étranger que le mariage du mot « université », cette usine pérenne du savoir et de la transmission, avec le qualificatif de « foraine », mot venu de la foire qui sous-entend l'éphémère, le nomade. Mais rien de tel pour le dialogue et la rêverie que le mariage des contraires, la complicité des contradictions... » L'Université foraine, « ne se presse pas d'arriver à quelque chose. On vient là pour tâtonner, essayer. Faire des nœuds, des liens, nouer et dénouer à la fois ». L'Université est un « caravansérail (...) On se fait des amis, autant de complices. Et on repart (...) Ni cours, ni conférences, ni débat, des chantiers. Ouvertement hybrides, mêlant savoir faire, savoir défaire et savoir ne pas dire, alliant la main du maçon et celle du poète, la pensée sauvage à un jardin d'herbes folles, le diplômé au sans-papiers ».

### Une université-auberge espagnole

Elle est là, dans ces derniers mots, la vraie utopie : dans cette idée que l'Université foraine mettra « sur le même plan les savoirs abstraits, académiques, et les savoirs concrets, les savoir-faire. » Et cette formule appelée à rester : à l'Université foraine « un développement théorique magistral a autant de valeur qu'un boeuf à la ficelle cuisiné amoureuxment. » Il s'agit donc d'une « université-auberge espagnole » !

Quoi d'autre ? Il s'agit de « créer les conditions d'une rénovation urbaine d'initiative populaire, de conception démocratique et de production joyeuse ». « D'agir à échelle humaine sur l'espace commun ». « D'offrir les

À la ferme du Haut-Bois, le 8 mars, lors d'une des réunions publiques où s'amorce le projet d'Université foraine : ici au centre Patrick Bouchain et Yvette Jaggi, ancienne maire (« syndique ») de Lausanne.



À l'Université foraine « un développement théorique magistral a autant de valeur qu'un boeuf à la ficelle cuisiné amoureuxment. »

1. Notamment Anne Debarre, architecte et enseignante, Pierre Bernard, urbaniste et artiste, Sébastien Thierry, politologue et concepteur en design, Loïc Julienne et Sébastien Eymard, architectes.



conditions d'une école du faire ». De mener « une expérience solidaire de transmission ». De « rénover la démocratie par la fête ». De « reconstituer une communauté élargie autour de questions de "bien commun" pour faire la cité »...

### Des références avérées

On peut dire, "tous ces beaux slogans, c'est bien joli, mais ce ne sont que des mots". Eh bien non, car ce serait oublier d'une part que les « éléments de langage » précités ne sont pas construits sur du vent, mais assis sur des expériences qui ont déjà fait leurs preuves dans d'autres villes. D'autre part, que la « machine » Ufo est déjà bel et bien lancée à Rennes depuis plusieurs mois.

L'expérience, on parle plutôt ici de « références », c'est par exemple le Campement de la ferme du Haut-Bois à Saint-Jacques. C'est l'Atelier électrique de Tourcoing, lieu investi par un groupe d'habitants près d'un écoquartier, et où collectivement 60 maisons anciennes se reconstruisent. C'est la Condition Publique à Roubaix : le toit d'une ancienne filature investi par une artiste botaniste, projet écologique et pédagogique. C'est l'Académie Fratellini à Saint-Denis cernée de végétation luxuriante. C'est le Channel à Calais : la construction à peu de frais, avec chantier ouvert au public, d'une maison commune. C'est la friche Belle de Mai à Marseille : un morceau de ville occupé par des activités artistiques, ouvert sur le logement, le commerce, les services. C'est le 1 % scientifique aux Bains de Bègles à l'occasion de la rénovation de cette piscine : les rejets d'eau chlorée recyclés dans un bassin de plantes aquatiques.

### La maison de Sophie

Enfin, il y a la maison de Sophie à Boulogne-sur-Mer : soixante maisons locatives en déshérence avec une population marginalisée. Jeune architecte, Sophie Ricard est venue s'installer dans un de ces logements pendant un an. En le rénovant, en l'ouvrant aux habitants, elle a eu un rôle d'entraînement et a pu gérer ainsi, au milieu des habitants, un chantier de renouvellement urbain dit sensible concernant l'ensemble du quartier et auquel chaque locataire a pris part.

Et l'on en arrive à Rennes où précisément Sophie Ricard vient de s'installer pour l'Université foraine. Elle vit au Campement Dromesko, port d'attache de l'Ufo, depuis

le début de l'année, et devrait migrer ensuite à la Fac Pasteur. Car c'est l'un des principes de la démarche Bouchain : pas d'interventions tonitruantes, mais la présence, le fait d'être là. C'est ce qu'il avait proposé en tant qu'invité du pavillon de la France à la Biennale de Venise en 2006 : devant le public, il habitait le pavillon avec ses amis. Simplement cela.

Avec ses complices, l'architecte a déjà bien investi le terrain rennais. Après la conférence de Viva-Cités début octobre 2012, Patrick Bouchain est allé rencontrer les élus un à un. En janvier, une subvention de démarrage – contestée par l'opposition – a été votée (50 000 € de la Ville, 50 000 de Rennes Métropole). Et surtout depuis fin novembre des « séminaires » de préparation sont régulièrement organisés. Trois de ces rencontres « publiques, libres et informelles » ont déjà eu lieu. À chaque fois sur deux ou trois jours et avec un thème différent. En mars, c'était à la ferme du Haut-Bois sur « les plaisirs et les malheurs du corps ». Le 18 avril, à l'hôtel de Rennes-Métropole sur « les arts politiques » et en présence des élus. Des gens qui savent et des gens qui font viennent s'exprimer. Un champion de karaté artistique, un universitaire de Rennes 2 spécialiste du sport, l'ancienne maire de Lausanne...

### Une méthode dite « incrémentale »

Dans ce fertile bric-à-brac des conversations préliminaires, quelque chose prend corps. Une ambiance, une amitié, une écoute bienveillante, une manière d'être, un devenir joyeux, des propositions. Ainsi avance le navire Ufo lancé vers une destination inconnue, progressant selon une méthode « incrémentale » entendez par accumulation successive de « petits pas » modifiant progressivement le processus.

En juillet, ces étapes préparatoires devront déboucher sur un projet un peu plus précis concernant Pasteur et Apigné, qui sera présenté au public et aux élus pour inscription d'un budget sur l'exercice 2014.

Il faudra attendre encore pour savoir si la citation de Marcel Pagnol figurant dans le manifeste de l'Université foraine, et que Patrick Bouchain prend à son compte, dit vrai :

« Tout le monde savait que c'était impossible. Il est venu un imbécile qui ne le savait pas et qui l'a fait. »

Assis sur des expériences qui ont déjà fait leurs preuves dans d'autres villes.

Dans ce fertile bric-à-brac des conversations préliminaires quelque chose prend corps.

# La fac Pasteur

## Une histoire au cœur des sciences

**RÉSUMÉ** > *Le majestueux bâtiment désaffecté dit « fac Pasteur » dans le centre de Rennes est un lieu chargé d'histoire. Il est lié à la vocation intellectuelle parfois éminente de cette ville. Il abrita la faculté des sciences pendant plus de soixante-dix ans. À l'heure où l'on s'interroge sur l'avenir de l'édifice, trois scientifiques de Rennes 1 en retracent l'histoire, évoquent les hommes qui l'occupèrent, décrivent les objets souvent remarquables qui en sont issus.*



TEXTE > **DOMINIQUE BERNARD, JEAN-PIERRE ESCOFIER et JACQUES ROLLAND**

Ce qui est frappant, pour le bâtiment de la faculté des sciences, place Pasteur, c'est sa *centralité*. Centralité géographique bien sûr, mais aussi centralité historique et politique, tant pour la ville que pour la faculté des sciences elle-même. Sur le plan géographique, en 1896, c'est, enfin, un bâtiment majestueux, placé sous l'égide du grand scientifique français de l'époque. Il est, pour elle seule, à égale distance de la gare, de l'hôtel de ville, de la préfecture, du rectorat.

Parlant de centralité géographique, il ne faut pas en rester au plan rennais, mais il faut voir plus loin, plus large. À cette époque l'académie de Rennes est bien plus vaste qu'aujourd'hui et pour « faire des sciences » dans le Grand Ouest, de Brest à Angers, de Nantes à Caen, il faut venir à Rennes; et cela vaudra jusqu'au moment où la fac des sciences de Rennes crée, dans les années 1960, des « antennes » à Brest, Nantes et Angers. Mais Rennes demeure la « maison mère », Rennes joue rôle de centre régional universitaire du Grand Ouest. Nul doute que, pour les scientifiques formés en Bretagne de 1900 à 1970, la place Pasteur ne soit restée un symbole fort.

DOMINIQUE BERNARD est physicien, JEAN-PIERRE ESCOFIER et JACQUES ROLLAND sont mathématiciens. Tout trois ont enseigné à l'université Rennes 1



La faculté des sciences de la place Pasteur est un majestueux bâtiment de facture hyper-classique construit le long de la Vilaine par l'architecte de la Ville Jean-Baptiste Martenot à partir de 1888. Le bâtiment a été occupé par la faculté des sciences de 1896 à 1970



### Depuis 1840...

La faculté des sciences de Rennes naît en 1840, dans les locaux de l'hôtel de Ville et ses 173 ans de vie peuvent se scinder en trois périodes, 1840/1896, sa jeunesse, 1896/1967, son développement place Pasteur, 1967 à nos jours, l'accès de ses équipes au niveau international à Beaulieu.

Aujourd'hui, cela peut sembler banal mais, en 1840, Rennes doit « se battre » au plus haut niveau de l'État pour obtenir cette faculté et c'est plus d'un siècle plus tard que Nantes, Brest ou Caen disposeront à leur tour d'une faculté des sciences de plein exercice.

### Très vite à l'étroit

Les soixante premières années de la faculté sont marquées par une certaine dépendance par rapport à Paris. À partir de son installation place Pasteur, tout change. Les effectifs d'étudiants « explosent » passant de 100 en 1895 à 225 en 1914. Dès le début, le bâtiment est trop petit, des extensions s'avèrent nécessaires; ainsi, la chimie construit un laboratoire à côté dans le bas des jardins du palais Saint-Georges, la botanique s'installe rue de Robien, la géologie, rue du Thabor.

Ces extensions ne sont pas seulement nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre des étudiants, mais aussi parce que la manière de faire la science change: on expérimente, des laboratoires de recherche se créent.

Dans les années 1950, l'extension nécessaire prend une autre dimension: c'est le doublement, quai Dujardin. Face au développement continu, cela sera encore insuffisant et la décision sera prise de déménager à Beaulieu dans les années 60; et la troisième vie de la faculté commence alors!

### Les cours de chimie agricole

C'est donc place Pasteur, que la faculté des sciences de Rennes vit sa période « centrale ». C'est là aussi qu'elle s'intègre définitivement au cœur de la Ville et au cœur des Rennais. Pour le développement de cette faculté, la ville « y met du sien ». Par exemple, elle finance la moitié de la construction du bâtiment « Pasteur », après avoir construit le Palais universitaire (actuel Musée des beaux-arts) pour héberger les facultés.

Elle le fait parce que, très tôt, elle a compris l'importance des sciences. Un seul exemple: à l'époque, l'économie rennaise est largement associée à l'agriculture et de nombreux scientifiques de la faculté, par leurs recherches, par leurs cours dispensés au grand public, vont largement contribuer à moderniser une agriculture bretonne pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui. De 1840 à 1940, les cours de chimie agricole de la faculté des sciences de Rennes sont une référence.

### Une université prestigieuse

Avant 1896, la faculté des sciences « compte » à Rennes bien sûr. En 1896, on change d'échelle, la faculté s'installe vraiment dans ses bâtiments, alors que depuis 56 ans où elle partageait ses locaux dans l'hôtel de ville ou le Palais universitaire. Place Pasteur, elle va demeurer jusqu'aux années 1970, y passant le tiers le plus important de sa vie, se développant et s'y affirmant. Ce développement est mesurable en termes de locaux, d'effectifs étudiants, en termes d'accroissement quantitatif et qualitatif du corps des enseignants et des chercheurs qui y viennent ou qui y passent quelques années avant des carrières prestigieuses. Rennes devient, dans nombre de disciplines scientifiques (mathématiques, géologie, chimie), une université prestigieuse.

À partir de 1965, les scientifiques s'installant à Beaulieu, dans de vastes locaux pour l'époque, vont faciliter la création à Pasteur d'une faculté dentaire publique (auparavant, pour être dentiste, il fallait entrer dans une école privée, payante). Cette faculté dentaire migrera sur

Un gyroscope de Foucault



le campus de Villejean en 2006. Aujourd'hui ne reste plus à Pasteur que le service de soins dentaires du CHU.

Cette période 1970-2000 voit, dans les milieux universitaires dotés de campus modernes très attractifs, un recul des questions de patrimoine scientifique et technologique. Mais, depuis une vingtaine d'années, on assiste à une évolution : la recherche des racines, du patrimoine et puis aussi le souhait de créer du lien que les éloignements géographiques des campus avaient rompu. À cela s'ajoute que le campus de Beaulieu soit maintenant « saturé » ce qui n'aide pas à l'accueil du public.

## UN PATRIMOINE SCIENTIFIQUE D'EXCEPTION

Les plus anciennes pièces du patrimoine scientifique de la Faculté des sciences de Rennes datent du 18<sup>e</sup> siècle. Quelques spécimens ont appartenu au Cabinet des curiosités du président de Robien (1698-1756), d'autres proviennent des confiscations révolutionnaires. Un télescope de James Short datant de 1741 en est issu.

Quelques achats d'instruments scientifiques sont financés par la ville à la création de la Faculté, en 1840. Les collections sont entreposées pendant près d'un siècle dans des conditions médiocres. En 1872, le public peut en voir une petite partie dans un nouveau musée muni-

Un bestiaire de la fin du 19<sup>e</sup> siècle



cipal d'histoire naturelle, installé dans le Palais universitaire. Puis les collections d'instruments scientifiques, de botanique, de zoologie, gagnent progressivement le nouveau bâtiment de la place Pasteur à partir de 1894. Les collections municipales (géologie, archéologie, botanique, zoologie) restent au musée municipal ouvert au public.

En 1944, le Palais universitaire est partiellement détruit. Pour protéger les collections, on les disperse dans les lycées rennais ainsi que dans la faculté des sciences, de l'autre côté de la Vilaine. Puis les collections sont déplacées à Beaulieu, toujours aussi invisibles et menacées de dégradations.

### Des plantes, des fleurs, des herbiers...

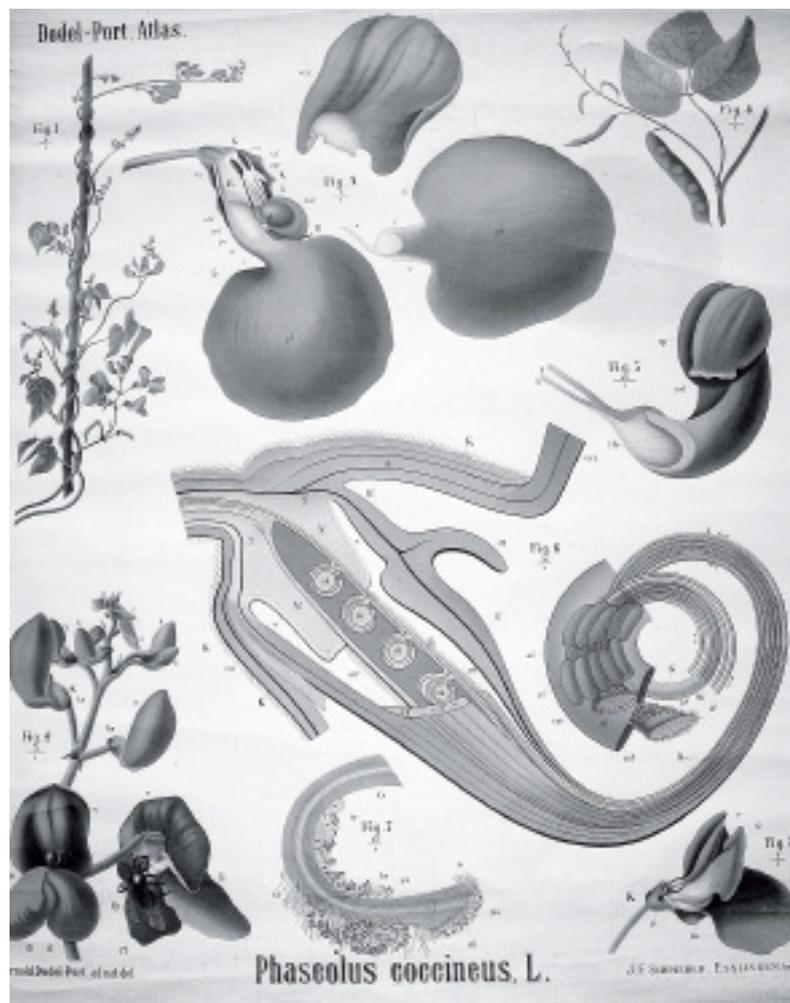
Les collections se composent de plantes fossiles et d'herbiers recueillis par F. Dujardin, premier professeur de zoologie et Pontallié; les plus anciens herbiers datent de la fin du 18<sup>e</sup> siècle.

Un herbier recueilli, de 1930 à 1970, par le professeur Nicollon des Abbayes, est encore utilisé par de nombreux chercheurs (chimie, pharmacie) qui travaillent sur les lichens. Une partie est localisée dans les sous-sols du campus de Beaulieu. Une autre partie à la faculté de pharmacie.





Planche Dodel – port phaseolus

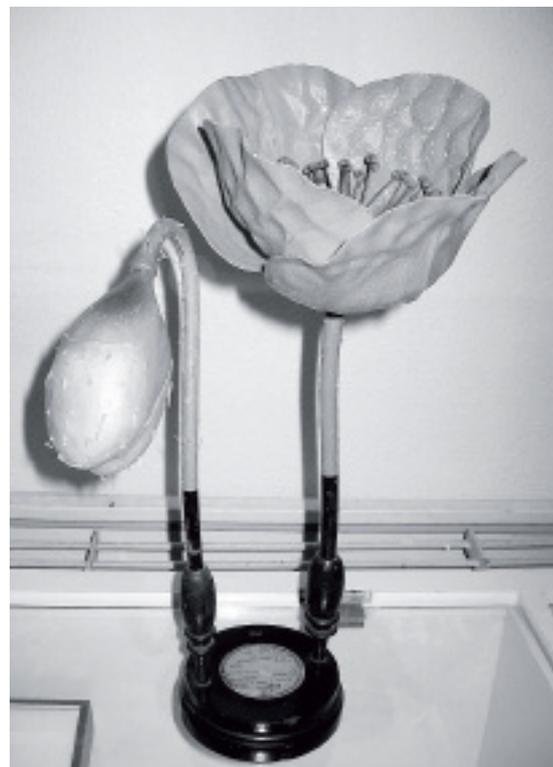


Des modèles de fleurs, en bois, et de plantes, en cire ou en papier mâché ont un fort intérêt pédagogique. L'université en possède environ 300 modèles. De grands musées scientifiques européens nous les envient.

### Zoologie: un véritable musée!

Les pièces de zoologie les plus anciennes datent du Cabinet des curiosités de de Robien (vers 1750). Elles portent sur tous les groupes animaux (squelettes, oiseaux, mammifères...) et de nombreux naturalistes ont contribué à les enrichir (Charles et René Oberthur, Nicollon des Abbayes,...). Ces collections actuellement conservées sur le campus de Beaulieu font l'admiration des visiteurs qui

Un coquelicot, parmi la collection de fleurs en bois



ont la chance d'y avoir accès. Un véritable « musée d'histoire naturelle », le seul en Bretagne avec Nantes, existe donc mais il est difficile d'accès pour le « grand public » et la restauration de nombreuses pièces est cruciale.

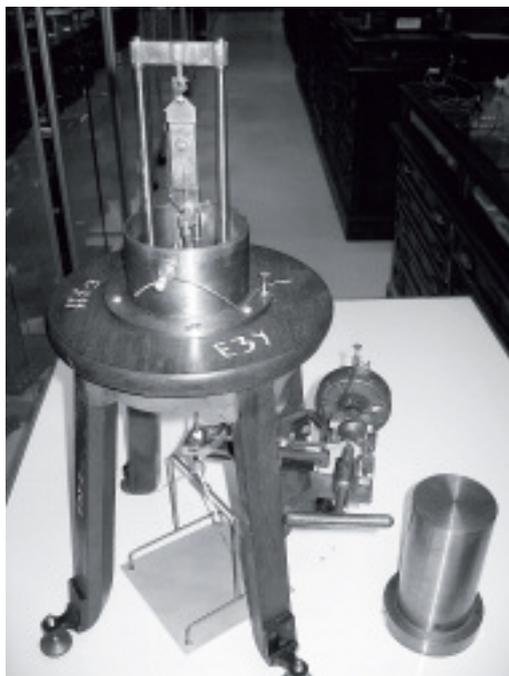
### Pédagogie: les planches murales et des dessins inédits!

Félix Dujardin, était un dessinateur hors pair. Des centaines de ses dessins, dont beaucoup inédits, font partie du patrimoine du laboratoire de zoologie.

De belles séries de planches murales pour l'enseignement de zoologie et de botanique furent exécutées à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Elles étaient faites sur des pièces de papier, de carton ou de tissus. Ces planches, suspendues aux murs des salles de cours, servaient d'illustrations aux enseignements.

Qu'elles proviennent de Rennes, de Paris, d'Autriche ou d'Allemagne (plus de 700), ces planches et dessins mériteraient une restauration et une numérisation.

Quartz avec lame



### Instruments scientifiques

Il serait fastidieux de faire la liste des centaines d'instruments acquis depuis 1841 et tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, mais signalons :

- des appareils d'acoustique dont un grand diapason extrêmement rare (dû au grand constructeur Rudolph Koenig);
- une centaine d'instruments d'optique des « grands noms » de la physique: Arago, Biot, Rochon (physicien Bretois), Fresnel;
- des appareils d'électrostatique, électricité, électromagnétisme de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle commercialisés par des constructeurs reconnus;
- des instruments exceptionnels tels les appareils de Jacques, Pierre et Marie Curie pour mesurer la radioactivité ou une copie du gyroscope de Léon Foucault (1875).

Pour terminer, signalons que l'ensemble des collections a été évalué par de nombreux experts internationaux et a fait l'objet de publications dans des revues spécialisées.

De gauche à droite : Jacques Lucas, Nguyen van Hye, Michel Pouchard, Antoine Hardy, Bernard Le Neindre, Roger Naslain, Jean Rouxel, Paul Hagenmuller, Michel Tournoux, Jacques Prigent, J. David, André Lecerf, Chopin, Paul Caillet, Maurice Rault, Debray.



### QUELQUES GRANDS NOMS

Même si avant 1896, quelques noms de scientifiques rennais (**Faustino Malagutti** (1802-1878), **Félix Dujardin** (1801-1860), **Joseph Durocher** (1817-1860)...) sont des références, le tournant est pris avec l'installation, en 1896, de la faculté des sciences place Pasteur avec des enseignants et chercheurs de qualité et des jeunes talentueux qui y commencent une carrière exceptionnelle. La faculté des sciences fait partie du petit nombre de celles (comme Nancy, Strasbourg, Lyon, Grenoble...) où il est bon d'être nommé.

**Henri Lebesgue** (1875-1941) est certainement le mathématicien français le plus connu des étudiants de niveau bac + 3 du monde entier; cela pour sa théorie de l'intégration, qu'il a rédigée durant son séjour à Rennes de 1902 à 1906 et qui est aujourd'hui une base essentielle de grandes parties des mathématiques et de la physique.

**Louis Antoine** (1888-1971) marque les esprits, pensez un mathématicien aveugle! Passant plus de trente-cinq ans place Pasteur, il aura pour collègues de jeunes esprits brillants en mathématiques qui deviendront des « grands noms ».



## Plaidoyer pour une occupation scientifique

Dominique Bernard, Jean-Pierre Escoffier et Jacques Rolland, les trois auteurs de cet article, prennent position dans le texte sur l'avenir de la Fac Pasteur. Face au projet d'Université foraine (voir plus haut), ils défendent l'idée que les locaux de la vieille faculté deviennent à l'avenir le lieu d'exposition et d'animation du patrimoine scientifique de Rennes.

*« Sous une forme à déterminer avec tous les acteurs concernés, ce lieu emblématique de la faculté Pasteur pourrait, une fois libéré de la présence hospitalière actuelle, trouver une nouvelle fonction associant les sciences et les publics que sa position centrale lui permet d'accueillir.*

*Ce pourrait être d'abord un lieu où l'on montre de « belles choses ». Rennes dispose d'un patrimoine scientifique et technologique considérable. Il serait juste de les rendre enfin accessibles aux Rennais dans toute leur richesse et leur variété.*

*Ce pourrait être aussi un lieu de rencontres fructueuses entre les scientifiques, la Ville et son histoire, des sujets pour lesquels le Festival des sciences montre l'appétence du public. Cela rendrait aux Rennais, la fierté d'avoir tant d'excellences dans les laboratoires et de les connaître.*

*L'Espace des Sciences pourrait s'y développer. Nous pensons, par exemple au laboratoire Merlin (tourné vers les enfants) qui pourrait être dédoublé pour un public de « plus grands », permettant aux grands ados et adultes de « toucher la science ».*

*L'enseignement primaire et secondaire pourrait trouver dans ce lieu mille choses simples pour enrichir le travail des enseignants et renforcer leur formation scientifique, pour intéresser les élèves sujets, comme partout dans le monde, à une certaine désaffection pour les sciences. Que de choses imaginables, que de choses à imaginer pour relever ensemble les défis du 21<sup>e</sup> siècle ! »*

Ouverture aux nouveautés mathématiques, ouverture d'esprit aussi, en 1938 pour la première fois en France une femme est nommée professeure d'université, c'est **Marie-Louise Dubreuil-Jacotin** (1905-1972) et c'est à Rennes, place Pasteur.

Au début des années 1960, **Jean-Paul Benzécri** (né en 1932) révolutionne l'analyse statistique des données et ses applications dans les sciences humaines, l'économie, etc.. Grâce à lui, Rennes est une des premières universités à disposer d'un ordinateur, ce qui rendra possible la

création, en 1975, de l'Institut d'informatique (Irisa) par **Michel Métivier** (1931-1988) : sans eux, la vocation informatique de Rennes ne serait pas !

C'est pendant les années où il travaille à Rennes que le grand spécialiste de l'électromagnétisme, **Pierre Weiss** (1865-1940), construit un électro-aimant qui sera mondialement diffusé. Il rejoindra Zurich, où il devient collègue et ami d'Albert Einstein, puis Strasbourg.

Rennes est aussi en pointe dans le domaine de la RMN (Résonance magnétique nucléaire). **René Freymann** (1909-1995) est un des premiers à l'étudier après 1945 et à développer une formation en spectrométrie. Grâce à ces travaux, le CHU pourra accueillir en pionnier des équipements lourds d'imagerie médicale à la fin des années 1970.

Les chimistes rennais, sous l'impulsion d'**Albert Bouzat**, créent, dès 1919, un institut de chimie qui deviendra plus tard l'école nationale supérieure de chimie de Rennes et s'insère dans la vie économique locale.

En 1956, c'est **Paul Hagenmuller** (né en 1921) qui donne à Rennes une réputation internationale dans la chimie des matériaux. Ceux qu'il forme vont devenir les grands acteurs de la chimie dans les universités de l'Ouest de la France. Un de ses élèves, **Jacques Lucas** (né en 1937) est le seul Rennais à être membre de l'Académie des sciences. Il a démarré sa recherche place Pasteur avant de fonder le célèbre laboratoire « verres et céramiques » à Beaulieu.

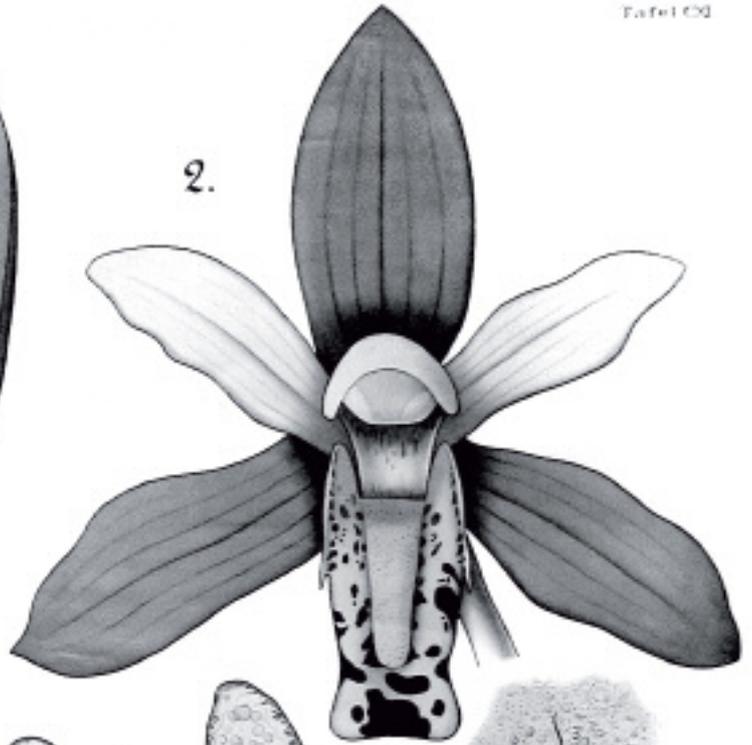
Sans doute oubliées des Rennais, des vignes expérimentales ont été plantées dans les jardins de l'ancien grand séminaire, place Hoche, par le botaniste de la faculté, **Lucien Daniel** (1856-1940), celui qui grâce à ses études des phénomènes de la greffe a permis de sauver le vignoble français au début du 20<sup>e</sup> siècle.

En 1938, sous l'impulsion d'**Yves Milon** (1897-1987), géologue, c'est au tour de la géologie d'avoir des nouveaux locaux, l'Institut de géologie, rue du Thabor. Rennes doit beaucoup à Yves Milon qui, sortant de la Résistance, fut son maire de la Libération à 1953. Il s'inscrit dans cette lignée de scientifiques qui, depuis **François Massieu** créant le réseau d'égout, captant l'eau potable, **Henri Le Moal** (1912-2001), dotant Rennes de campus modernes, ou encore **René Dabard** (né en 1931), premier président fondateur de Rennes Atalante, ont contribué au développement de Rennes.

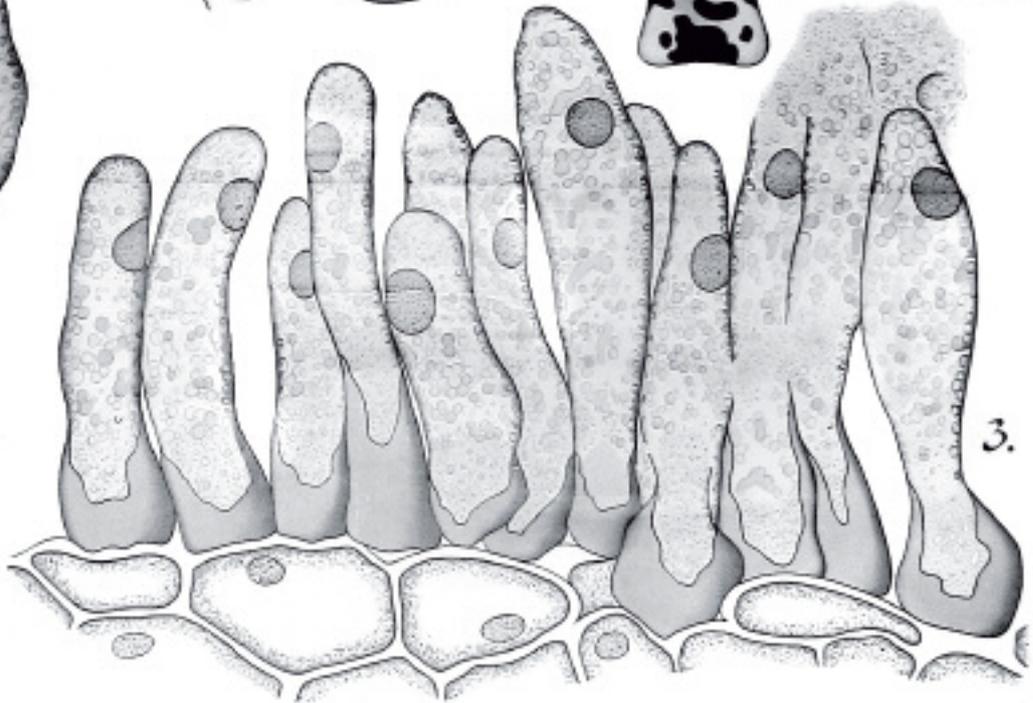
1.



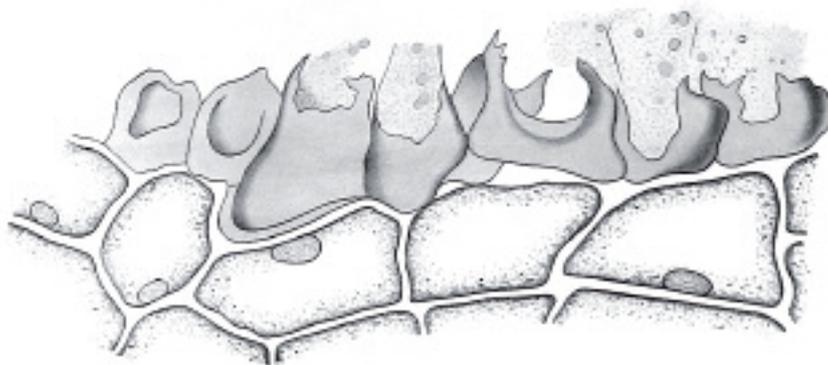
2.



4.



3.



5.

Planche allemande

# Maxillaria rufescens Lindl.

# L'ENTRETIEN



# Patricia Loncle-Moriceau

## Un regard optimiste sur les jeunes

**RÉSUMÉ** > L'École des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP) de Rennes accueille depuis fin 2012 une chaire dédiée à la jeunesse. Unique en France, cette structure originale est pilotée par l'universitaire rennaise Patricia Loncle-Moriceau, spécialiste reconnue de ces questions. Pour Place Publique, elle revient sur son parcours personnel et sur ses travaux de recherche. Cette quadragénaire engagée porte un regard lucide et plutôt optimiste sur les jeunes, sans occulter les difficultés inhérentes à cet âge de la vie, tiraillé entre promesses et incertitudes. Patricia Loncle-Moriceau analyse ici les singularités de la jeunesse rennaise et bretonne.

*Elle manque parfois de confiance en elle, mais elle représente une chance « pour sortir de la crise ».*



PROPOS RECUEILLIS PAR > **XAVIER DEBONTRIDE**

**PLACE PUBLIQUE** > Patricia Loncle-Moriceau, d'où venez-vous?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > Je suis née à Rennes il y a 44 ans, dans une famille modeste, rennaise de longue date. Mon arrière-grand-père, qui était paysagiste, a participé à la conception du jardin des plantes du Thabor! Enfant, j'ai grandi dans le quartier de Villejean, jusqu'à l'âge de dix ans, rue du Bourbonnais. Je n'en ai pas conservé beaucoup de souvenirs, c'était un quartier tout neuf, il n'y avait pas encore beaucoup d'aménagements à cette époque. Je n'y avais pas énormément d'amis, car je fréquentais l'école du boulevard de la Liberté, en centre-ville. Ah si, tout de même, la crêperie, qui fait face à mon bureau actuel, existait déjà, nous y allions en famille! Je

XAVIER DEBONTRIDE est journaliste indépendant, membre du comité de rédaction de *Place Publique*





me souviens aussi du marché du vendredi matin. Puis nous avons déménagé à Vignoc. Après mon bac, je suis revenue à Rennes pour poursuivre mes études.

**PLACE PUBLIQUE >** Comment définiriez-vous votre milieu familial?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU >** J'ai grandi dans une famille marquée par l'engagement. J'ai été la première de la famille à faire des études, à avoir le bac. Je suis fille unique, mes parents ont tout misé sur cette réussite scolaire. Mon père rêvait que je sois secrétaire de direction! Après le bac, j'ai déposé deux dossiers, l'un au BTS commerce international du lycée Jean Macé, un autre à hypokhâgne à Chateaubriand. J'ai été refusée au BTS, et acceptée en hypokhâgne (*rires!*). Je me suis engagée dans des études longues, un peu par défi sans doute. J'ai obtenu une maîtrise de droit public, puis un DEA de Sciences Politiques à la faculté de droit. Ensuite, j'ai soutenu une thèse de sciences politiques à l'IEP de Rennes.

**PLACE PUBLIQUE >** Vous avez choisi la jeunesse comme thème d'études et de recherches. Pourquoi cet intérêt?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU >** J'ai commencé à travailler sur les questions de jeunesse en DEA. En fait, à l'époque, je n'avais pas trop de sous pour payer mes études, et j'ai passé le Bafa (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur) avec les Francas, puis j'ai fait de l'animation dans les centres de loisirs de la ville de Rennes. J'ai alors senti qu'il y avait de réelles questions politiques là-dessous! J'ai proposé de réaliser mon mémoire de DEA sur le thème « centres de loisirs et idéologie ». Mon père, Michel Moriceau, travaillait aux allocations familiales. Il était responsable de l'action sociale et il finançait les centres de loisirs. Militant communiste et syndicaliste CGT, il avait de nombreux amis aux Francas, c'est lui qui m'a incitée à les rencontrer. Un jour, il apprend que Françoise Tétard, la grande historienne des mouvements d'éducation populaire, donne une conférence à la MJC du Grand Cordel, et il me dit que cela devrait m'intéresser. Effectivement, ce fut le cas! J'ai été passionnée par le sujet, et Françoise Tétard m'a encouragée à poursuivre dans cette voie.

**PLACE PUBLIQUE >** Vous-même, enfant et adolescente, vous faisiez partie de ces mouvements?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU >** Oui, j'allais l'été au centre aéré de la Massaye, et je travaillais au Cercle Paul Bert durant l'année scolaire. J'encadrais des activités de modélisme, des groupes d'enfants tous les mercredis et durant les petites vacances. C'est comme cela que j'ai commencé. D'ailleurs, aujourd'hui, je suis présidente du conseil scientifique des Francas.

**PLACE PUBLIQUE >** On peut donc dire que vous êtes aussi une militante?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU >** J'ai mes convictions politiques, je suis clairement de gauche, mais je ne suis pas encartée!

**PLACE PUBLIQUE >** Revenons-en à votre parcours universitaire. Après le DEA, vous avez poursuivi avec une thèse...

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU >** Effectivement, j'ai décidé de faire ma thèse sur l'histoire des politiques locales de jeunesse. J'ai notamment travaillé sur les archives de la ville de Rennes, avec le politiste Patrick Le Galès qui travaillait alors à l'IEP de Rennes. Mes travaux, réalisés en 1993 et 1994, ont porté sur la comparaison de trois politiques, celles menées à Mantes-la-Jolie, Lille et Rennes. Il s'agissait de définir et de comprendre la structuration de l'encadrement de la jeunesse de la fin du 19<sup>e</sup> siècle à nos jours. J'ai été frappée par un point important: l'existence d'une forte tradition de partenariat entre les acteurs, une réelle intelligence du travail collectif, entre la mairie, la Caf, les bailleurs sociaux... Ma thèse a été publiée en 2003, aux éditions L'Harmattan, sous le titre volontairement un peu provocateur: « L'action publique malgré les jeunes ».

**PLACE PUBLIQUE >** Qu'avez-vous voulu dire par là?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU >** Je voulais montrer qu'il n'y avait pas forcément de concertation avec les associations de jeunesse ni avec les jeunes eux-mêmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de jeunesse. J'ai souligné ainsi l'existence de politiques de jeunesse tenant, finalement, peu compte des besoins et des attentes des jeunes mais plutôt des peurs de la société adulte vis-à-vis de cette population.

**PLACE PUBLIQUE >** Mais lorsqu'on parle de la jeunesse, de quel groupe social s'agit-il?

J'encadrais des activités de modélisme, des groupes d'enfants tous les mercredis et durant les petites vacances.

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > Cela dépend des projets. La définition sociologique de la jeunesse est très fluctuante, elle dépend du moment historique observé, du pays concerné... Il existe des définitions associées aux politiques publiques, des catégories construites. Personnellement, je travaille plutôt sur les jeunes vulnérables. Il existe, parmi les jeunes, une population plus exposée aux risques psycho-sociaux. Ils rencontrent des difficultés scolaires, ont une faible qualification, ils ont du mal à entrer sur le marché du travail... Ils entretiennent également des rapports souvent compliqués avec leur famille. Or, il est avéré que les jeunes en difficulté avec leur famille ont plus de mal que les autres à construire leur parcours. Il faut aussi intégrer deux autres paramètres essentiels : le rapport au logement et la question de la santé. À partir de cette grille d'analyse, je m'intéresse aux politiques publiques qui s'adressent à la jeunesse, en prenant en compte le lien aux territoires.

**PLACE PUBLIQUE** > Cette notion de territoire est donc si importante ?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > Elle est essentielle ! Je me suis spécialisée dans la comparaison entre territoires sur ces questions de jeunesse. En fonction des territoires, les politiques proposées n'ont pas le même profil, elles n'offrent pas les mêmes services aux jeunes, ne les envisagent de la même manière.

**PLACE PUBLIQUE** > Voilà qui nous ramène à Rennes. Quel regard portez-vous sur les politiques menées en direction de la jeunesse rennaise ?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > J'ai réalisé, avec mon équipe, un important travail de comparaison des politiques de jeunesse menées en Ille-et-Vilaine, en Seine-Saint-Denis et dans l'Hérault. Un an plus tard nous avons repris les mêmes territoires pour une étude dans le cadre dans un projet européen associant huit pays, pour lequel je pilotais la partie française. La première étude portait sur les jeunes adultes, la seconde s'intéressait à des populations plus jeunes, plutôt des adolescents.

**PLACE PUBLIQUE** > Dans ce cadre, avez-vous observé une singularité de la jeunesse rennaise ?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > Il y en a une, certainement, par rapport aux jeunes des deux territoires non-bretons : la

précarité de la jeunesse rennaise, bien qu'elle existe, n'est pas si importante qu'ailleurs. Les problèmes sociaux sont un peu plus atténués. On pourrait presque dire qu'ici, ça « tient » un peu mieux. Cela s'explique pour partie par la très forte pression scolaire que l'on connaît en Bretagne, et à Rennes en particulier. Ici, c'est plus dur qu'ailleurs d'être mauvais élève ! Et cela remonte à loin : les jeunes bretons obtiennent les meilleures notes au bac depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle ! En revanche, les questions de santé sont plus prégnantes, notamment celles liées au suicide et à l'alcool, même s'il faut évidemment se garder de généraliser.

**PLACE PUBLIQUE** > En tant qu'enseignante, vous êtes bien placée pour observer les étudiants !

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > Effectivement ! Je codirige le master 2 « Jeunesse : politiques et prises en charge » à l'Université Rennes 2. La première promotion, ouverte en septembre 2012, accueille 15 étudiants, essentiellement des Bretons. Je constate qu'ils sont stressés, avec une réelle peur de l'échec, peur de ne pas trouver leur place dans la société... Ce qui me frappe aussi, c'est qu'ils ne me semblent pas très fiers d'eux. Cette posture entraîne des conséquences négatives en cascade, avec, en filigrane, cette peur de « ne pas être à la hauteur ». La plupart de mes étudiants ne sont pas issus de milieux très aisés. J'ai choisi des étudiants engagés, pas forcément les meilleurs de leur promotion. Ils sont obligés de travailler à côté pour financer leurs études. Du coup, c'est d'autant plus difficile pour ceux qui décrochent, car ici, l'attention portée aux mauvais élèves a été moins forte qu'ailleurs, l'accompagnement scolaire a sans doute plus tardé à se mettre en place.

**PLACE PUBLIQUE** > La crise économique a sa part de responsabilité ?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > L'Ille-et-Vilaine a résisté un peu plus longtemps que les autres territoires à cette crise. Lorsque l'on compare avec la Seine-Saint-Denis et l'Hérault, on constate que les dispositifs d'accompagnement des jeunes étaient ici plus enveloppants, avec un meilleur souci de cohérence. Mais la crise du financement public entraîne ici aussi une remise en question.

**PLACE PUBLIQUE** > Vous êtes, depuis l'automne 2012, titu-

La définition sociologique de la jeunesse est très fluctuante, elle dépend du moment historique observé, du pays concerné...

Ici, c'est plus dur qu'ailleurs d'être mauvais élève ! Et cela remonte à loin.





La chaire de recherche sur la jeunesse est la première en France et l'une des premières en Europe.

Les garçons des quartiers du Blossne, de Villejean ou de Cleunay sont plus exposés au chômage que les autres.

laire d'une chaire de recherche sur la jeunesse, rattachée à l'École des hautes études en santé publique (EHESP). C'est la seule en France. De quoi s'agit-il?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > C'est effectivement la première en France et l'une des premières en Europe.

Elle vise un triple objectif, autour de trois axes principaux :

- la recherche académique : il s'agit de développer des recherches de haut niveau et animer le réseau des chercheurs bretons.

- la formation : avec le master et le doctorat, ainsi que le développement d'une offre de formations continues.

- L'entrée en relation avec les acteurs de terrain pour travailler à une fonction de coordination, l'apport de contenu, l'appui méthodologique.

Pour réaliser ces missions, la chaire dispose de deux postes financés, pour trois ans. Il s'agit de ceux de Virginie Muniglia, coordinatrice recherche et de Karine Guilloux, chargée de l'animation du réseau.

**PLACE PUBLIQUE** > Dans ce cadre, vos travaux auront-ils une dimension locale?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > Pour l'instant, seulement quelques collectivités locales s'en sont saisies. Mais si l'on nous sollicite, nous pouvons mener des recherches sur des territoires précis, afin d'identifier des expériences innovantes.

Pour commencer, nous avons déjà réuni les acteurs du comité d'orientation de la chaire, fin janvier : les quatre départements bretons, l'État, les collectivités locales, les associations, les représentants des jeunes... Une soixantaine de personnes étaient présentes à cette première réunion, c'est un bon début!

**PLACE PUBLIQUE** > Quelles sont vos priorités à court terme?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > Nous nous sommes mis d'accord sur un certain nombre de priorités à développer en 2013. Nous allons travailler sur l'ensemble de la population « jeunes », de 16 à 30 ans, mais avec des interrogations fortes sur les jeunes ruraux, et sur le non-recours aux droits, un terme technique qui désigne les droits ouverts aux jeunes qui ne sont pas utilisés par ceux qui pourraient y prétendre. Plus globalement, nous souhaitons mettre l'accent sur la coopération territoriale, la participation et l'engagement des jeunes.

**PLACE PUBLIQUE** > Peut-on parler selon vous de jeunes rennaises, au pluriel?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > J'ai du mal à raisonner sur des jeunes au pluriel, car il faut privilégier une approche globale. Il s'agit de savoir comment on aide les jeunes à trouver leur place dans la cité, sans stigmatiser une tranche d'âge, un lieu de résidence (les quartiers) ou une activité (étudiant, demandeur d'emploi, jeune travailleur...). D'autant que les données se croisent. Prenez les jeunes étudiants, par exemple : lorsqu'ils ne viennent pas de Rennes, ils vivent dans les quartiers, à Maurepas, à Villejean, au Blossne...

**PLACE PUBLIQUE** > Vous citez certains quartiers rennais : comment y vivent les jeunes?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > Les garçons des quartiers du Blossne, de Villejean ou de Cleunay sont plus exposés au chômage que les autres, les statistiques et les enquêtes de terrain le démontrent clairement. Mais en même temps, ce sont des quartiers qui bougent, comme Cleunay. Il ne faut pas trop « saucissonner » l'approche par quartiers, pour éviter de tomber dans la caricature.

**PLACE PUBLIQUE** > Vous évoquez les garçons. La question du genre a donc son importance dans votre analyse?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > Effectivement, les besoins des filles et des garçons ne sont pas exactement les mêmes ! Il y a des pratiques différentes, notamment par rapport à l'école : les équipes pédagogiques ne sont pas toujours sensibilisées aux difficultés scolaires des filles, qui attirent moins l'attention sur elles en cas de décrochage. Les filles entretiennent également un rapport différent au territoire : elles sortent plus facilement des quartiers, afin d'échapper au contexte social. Elles sont plus mobiles que les garçons. C'est ce qu'a bien montré dans sa thèse Chafik Hbila, élu à la jeunesse de la ville de Lorient. Enfin, dans leur rapport au monde du travail, l'accès demeure plus difficile pour les filles.

**PLACE PUBLIQUE** > Malgré tout, il y a encore de l'espoir pour cette jeunesse?

**PATRICIA LONCLE-MORICEAU** > Je tiens à vous dire que je n'ai jamais désespéré de la jeunesse ! Je suis, au contraire, profondément optimiste lorsque je regarde la capacité d'engagement et de mobilisation de la jeunesse, sa créa-



tivité culturelle, le renouvellement des modes de faire... Soyons clairs : ce qui m'inquiète, c'est la politique publique, pas les jeunes ! La jeunesse offre un potentiel extraordinaire pour lutter contre l'élitisme démocratique. C'est par elle que l'on va pouvoir se sortir de notre crise de la démocratie. Les jeunes ont une capacité de mobilisation remarquable, on le voit bien à travers les réseaux sociaux. Nous sommes face à deux logiques : un système politique quelque peu poussiéreux, héritier direct du 19<sup>e</sup> siècle, très peu démocratique. Et puis, à côté, des jeunes qui s'organisent autrement et renouvellent la société, grâce, en partie aux réseaux sociaux. Nous avons une partie des jeunes qui sont très mobilisés, et qui entraînent l'ensemble de leur génération. Il existe des lieux qui bougent, comme le réseau d'animation Animafac, très actif à Rennes 2. Ce sont eux qui secouent la poussière !

# SIGNES DES TEMPS

95 **Georges Guitton Bloc-notes**

98 **Critiques de livres**

111 **À écouter**



## LE BLOC-NOTES

GEORGES GUITTON, rédacteur en chef de *Place Publique*

# L

### A GLOIRE DU PORTUGAL

Georges Dussaud est l'un des grands photographes rennais. Il a roulé sa bosse dans beaucoup de pays. En particulier au Portugal. Il y a trente ans, il découvrit dans le nord la région montagneuse,

oubliée, secrète et âpre du *Tras os Montes* et ne cessa dès lors d'y retourner pour photographier les gens. Ces plongées répétées débouchèrent sur des expositions, des livres: *Tras os Montes*, *Chroniques portugaises*. Là-bas, au Portugal, Georges Dussaud est célèbre et célébré. Le Centre portugais de la photographie de Porto lui a consacré une rétrospective en 2007. Et voici qu'en ce 25 avril 2013, l'on inaugure dans la ville de Bragança le « Centre de photographie Georges Dussaud ». La gloire! Dussaud a fait don de ses photos, point de départ d'un projet ambitieux visant à ce que le Centre devienne « un espace privilégié de recherche, d'étude et d'exposition d'images, photographies, vidéo ou autres, sur l'histoire de la région de *Tras os Montes* ». Ainsi le veut la mairie de cette ville de 35 000 habitants. Au fait, à quand un centre de la photographie à Rennes?



*Tras os Montes - Portugal - 1983 (photo G. Dussaud)*

■

**SECOUE-TOI, BRETAGNE!** *Secoue-toi Bretagne!* est le titre d'un livre qui vient de paraître chez Apogée sur les enjeux de l'économie régionale. Ils se sont mis à quatre auteurs, quatre

« sages » lestés d'une longue expérience pour lancer ce cri d'alarme qui fera peut-être causer. Allons direct à la conclusion. Nos quatre « lanceurs d'alerte », Jacques de Certaines, Jean-Louis Coatrieux, Jean-Pierre Coudreuse et André Lespagnol, s'interrogent: Le Conseil économique et social de Bretagne « ne s'est-il



pas souvent noyé dans des discours ménageant la chèvre et le chou? » De même, l'Agence régionale de développement et d'innovation « a-t-elle été l'outil régional dont nous avons besoin ou une couche supplémentaire au mille-feuille (des différentes structures), augmentant la viscosité quand il faudrait de la fluidité? » Parlant de « mille feuilles » nos quatre mousquetaires crient haro sur celui « archaïque et particulièrement indigeste » de l'organisation territoriale (départements, communautés, communes...). « Et l'on voudrait faire du développement économique dans ce patchwork d'un autre âge! »



**LA RÉGION EN FUSION** Un qui sera assez d'accord avec ce dernier point, c'est le politologue Romain Pasquier qui plaidait récemment en Bretagne « pour une fusion du conseil régional avec les quatre conseils généraux » afin de rompre avec « une organisation issue du 19<sup>e</sup> siècle » plus du tout adaptée aux défis de demain. Hélas, ni le projet de loi de décentralisation de Marylise Lebranchu ni les élus eux-mêmes, accrochés qu'ils sont à leurs tiroirs territoriaux, ne semblent accorder le moindre intérêt, sinon de façade, à une proposition qui apparaît pourtant de raison. Et ce n'est pas le flop du référendum alsacien récusant violemment le projet d'assemblée unique région-départements qui va contribuer à faire avancer cette idée.



**LE MAIRE ET LE SOCIOLOGUE** Le sociologue Armel Huet a reçu la Légion d'honneur en grande pompe sur le campus de Villejean. L'événement est moins banal qu'il n'y paraît. Non pas parce que cet universitaire est issu du gauchisme mais parce que la cérémonie consacre l'alliance ancienne qui existe à Rennes entre l'université et la mairie, entre la

recherche et la ville, entre les sociologues et les politiques. À Rennes, la ville a fait vivre la sociologie et la sociologie a alimenté la ville. Si le gratin de Rennes 2 était à la cérémonie, il y avait aussi Edmond Hervé, Martial Gabillard et Daniel Delaveau. Le premier a souligné le « compagnonnage de 40 ans » qui l'unit à Armel Huet « dont les travaux ont été une partie de mon viatique ». Des échanges réguliers, mais aussi des dizaines d'études commandées au Lares (le



Et l'on voudrait faire du développement économique dans ce patchwork d'un autre âge! »

laboratoire de recherche et d'études sociologiques) ont participé à une meilleure compréhension de la cité, ont aidé à la décision et orienté l'action publique. Mais, il faut le dire, ce côté ville-laboratoire recourant sans cesse aux acquis du savoir ne fut pas le seul fait de la gauche. En effet, c'est dès les années 60, que la sociologie naissante fut associée par le maire Henri Fréville à la conduite de la cité et que le jeune Armel Huet et ses amis furent recrutés à l'Office social et culturel.



**LE MENSONGE ET LA CONFIANCE** La Ville et le Forum *Libé* ont eu le nez fin en choisissant

de traiter le thème de la confiance. C'était fin mars. Deux jours après, Jérôme Cahuzac avouait avoir menti sur son compte en Suisse. Une bombe politique qui fit exploser ce qui restait de confiance. Car comme chacun sait « le mensonge est l'arme de destruction massive de la confiance ». Au fait, de qui est cette phrase? De Stéphane Fouks, le célèbre conseiller en communication de Dominique Strauss Kahn et de... Jérôme Cahuzac. Cela fait sourire. Revenons au Forum de Rennes pour retenir cette remarque profonde de la philosophe Michela Marzano: « la confiance en soi et la confiance dans les autres, c'est la même chose. » L'une ne va pas sans l'autre. D'où peut-être la profondeur de la crise actuelle, qui affecte tous et chacun.



**DYNASTIES BÂTISSEUSES** Rennes a ce trait particulier d'avoir été construite par des « dynasties » d'architectes depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Le flambeau se transmettant de père en fils, parfois sur trois générations voire plus. Dans notre rubrique « Patrimoine » nous présentons souvent ces lignées de bâtisseurs, comme celle des Chouinard que nous « racontons » dans le présent numéro. Autre lignée, celle des Perrin (voir *Place Publique* n° 8 – novembre 2010). Yves Perrin est décédé début avril à l'âge de 92 ans. Il fut prof à l'école d'architecture et auteur de nombreux édifices dont l'église Saint-Laurent et l'église Saint-Yves, la cité ouvrière Oberthür. Son père Hyacinthe Perrin fut l'architecte de l'église Sainte-Thérèse (1932), de la cité-jardin le Foyer Rennais (1925)... Dans la troisième génération, l'actuelle, on trouve Hervé Perrin à qui l'on doit le couvent des Filles de Jésus, boulevard Magenta en 1992. On ne peut s'empêcher de penser que ce système « dynastique » a influencé la ville, ou du moins la forme de cette ville. Cela expliquerait qu'elle ait cultivé une certaine continuité

architecturale, plutôt que d'oser de spectaculaires ruptures. Faut-il le regretter? Cela, c'est une autre question.



**LE RETOUR EN PRISON** Un lieu secret, un lieu de souffrance, un lieu qui fascine. La prison désaffectée du boulevard Jacques-Cartier, exceptionnellement ouverte le temps d'une soirée, a été envahie par la foule. Une queue de deux heures et 5 000 visiteurs pour ce « Dazibao » insolite organisé par le Crij (information jeunesse) avec concerts et stands divers. Au pire, il y a un voyeurisme sans risque à venir désormais humer l'atmosphère de ces geôles toujours aussi lépreuses qu'elles l'étaient de leur « vivant », c'est-à-dire avant le déménagement à Vezin. Au mieux, il y a chez les visiteurs une tentative compassionnelle, un désir de comprendre, d'évaluer ce que pouvait être l'existence peu enviable des 500 taulards qui coexistaient naguère en ces lieux. Les deux hypothèses se valent et se complètent. On craint simplement que l'afflux populaire lors de cette soirée ne manifeste surtout l'avènement de l'*homo festivus*, selon l'expression de Philippe Muray. Une société qui mesure tout à l'aune du divertissement et de la possibilité de faire fête. Le même Muray n'avait-il pas forgé l'expression: « les matons de Panurge »...



**INTELLIGENCE SOCIALE** Les palmarès doivent être pris avec des pincettes surtout quand trop positifs ils inclinent à leur faire crédit. Mais il est plutôt agréable à entendre le classement effectué par l'Observatoire du dialogue et de l'intelligence sociale. Il place la Bretagne en 8<sup>e</sup> position sur 26 en ce qui concerne le lien social. Notre région figure au tête pour la participation aux élections, le faible nombre de nouvelles affaires civiles entrant dans les tri-

bunaux, le moindre nombre de divorces, d'affaires contentieuses devant tribunaux de commerce ou devant les prud'hommes... Mais la mariée est trop belle. Voici que notre taux de suicide (nous sommes 26<sup>e</sup>) plombe la fête et empêche les Bretons d'être les vrais cham-

« À peine les étages commencent-ils à s'élever qu'une poignée de riverains fait gripper le prestigieux chantier. »

pions du lien social. Fort lien social et fort suicide! il y a comme un problème, une contradiction, un mystère. Que celui qui a une explication lève la main.



**CAP MAIL ÉBRÉCHÉ** Immeuble-phare signé Jean Nouvel, situé près du pont de Bretagne, promettant fière allure et logements chics, Cap Mail aura mis vingt ans à sortir de terre. Patratrac! À peine les étages commencent-ils à s'élever qu'une poignée de riverains fait gripper le prestigieux chantier. L'immeuble, construit trop près des fenêtres, cache la vue de ces voisins et enfreint une règle imposant une certaine distance (1,90 m) à respecter au nom d'une servitude dite « de vue droite ». Ce que la justice confirme. Et voilà l'architecte (Nouvel), le promoteur (Giboire), le constructeur (Angevin) contraints de revoir

leur copie, de grignoter un peu de béton déjà érigé. Ce qui laisse pantois dans cette affaire c'est la négligence ou l'ignorance de ceux qui ont instruit le dossier pendant des années, y compris l'administration qui a signé le permis de construire. Et l'on sourit en se souvenant des propos de Jean Nouvel lors du Forum *Libération* de 2012 quand il faisait l'éloge de la lenteur et déclarait que « le risque dans le domaine urbain, c'est la vitesse. » C'est vrai que 20 ans, c'est un peu court.



**« ON NE SE LA PÈTE PAS »** La jeune Louise Bourgoïn, Rennaise d'origine devenue comédienne-star (*Adèle Blanc-Sec*, notamment), a co-signé un livre d'art: « Orsay mis à nu ». À ce titre elle était invitée à la mi-mars au festival Rue des Livres à Maurepas. Surprise pour les visiteurs avides de people, la jeune femme n'arbore aucun des signes usuels de la célébrité. Sagement assise à sa table, dénuée de toute afféterie, concentrée à tracer de belles dédicaces à l'intention de ses lecteurs, elle ressemble à une lycéenne lambda juste appliquée à remplir sa copie de bac. Son absence totale de frime est à l'image de ce festival du livre. Un festival qui permet à chacun d'entrer de plain-pied et sans complexe dans le monde souvent intimidant des livres et des écrivains. Ici, nul souci de paraître. Rue des Livres, le festival où « on ne se la pète pas »!

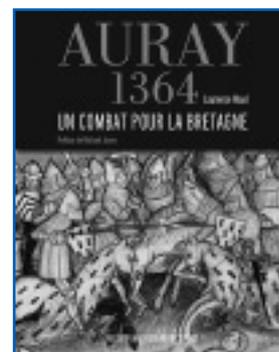


104	Laurence Moal, <i>Auray, 1364, un combat pour la Bretagne</i> ,
105	Evelyne Brisou-Pellen, <i>Le manoir- Liam et la carte d'identité</i>
106	Sylvia Rivka Kersusan, <i>L'Ombre de l'absent?</i>
106	<i>Bordel</i>
107	Nicolas Auffray, <i>Une scène dans l'ombre. L'aventure de la bande dessinée d'auteur à Rennes</i>
107	<i>Petits poèmes en rang par trois</i> , Marc Baron, illustrations de Zaü
108	Jacques Faucheux, <i>Le Laboratoire</i>
108	<i>Écrits sur García Lorca</i> , dont sa dernière interview, par Antonio Otero Seco,
109	Christophe Paviot, <i>La guerre civile est déclarée</i>
110	Dominique Bidou et Gwenaëlle Carfantan, <i>Le Maire et son écoquartier</i>
110	Jean-Yves Chapuis, <i>Rennes, la ville archipel</i> ,
111	<i>L'entreprise dans la société du 21<sup>e</sup> siècle</i> , sous la direction de Claude Champaud
111	<i>Sullivan, la force d'un printemps</i> , actes du colloque
112	Jean Teulé, <i>Fleur de tonnerre</i>
112	Paul Goupil, <i>La Parole des paysans</i> (photographies de Vincent Michel)
113	Jacques de Certaines, <i>Deux chefs de guerre au Moyen Âge</i>
113	Marc Gontard, <i>Écrire la crise. L'esthétique postmoderne</i>
114	Nathalie Burel, <i>Bigger than life</i> ,
114	Alain Rémond, <i>Tout ce qui reste de nos vies</i>
115	Thierry Jigourel, <i>Grands rebelles et révoltés de Bretagne</i>
116	David S. Khara, <i>Le Projet Morgenstern</i> ,
117	Livres reçus

## À LIRE

## La bataille d'Auray, histoire et mémoires

Ce livre consacré à la bataille finale de la Guerre de Succession de Bretagne constitue une remarquable réussite. Laurence Moal a écrit un livre original, très complet qui peut satisfaire le spécialiste tout en demeurant accessible à un public intéressé. En même temps les Presses universitaires de Rennes ont bâti un beau livre, à la typographie agréable, à la mise en page complexe mais efficace et richement illustré.



Le sujet est majeur dans l'histoire de Bretagne. Après plus de vingt ans d'affrontements entre Jean de Montfort, le père puis le fils, et Charles de Blois, une bataille finale s'engage le 29 septembre 1364 qui voit la défaite et la mort de Charles. Les Montforts s'installent alors pour un bon siècle sur le trône ducal. Laurence Moal traite le sujet à la lumière des travaux récents qui ont éclairé la Guerre de Succession. Elle replace la bataille dans le cadre d'un conflit qui s'étire dans le temps, souvent entrecoupé de longues trêves, et où Angleterre et France s'affrontent indirectement en soutenant leur champion, intégrant ce front marginal dans la Guerre de Cent Ans.

En réalité, ce livre va beaucoup plus loin et l'on peut penser que *Le dimanche de Bouvines*, de Georges Duby, cité dès les premières pages, a inspiré l'auteur, ce qui n'est pas rien. Elle prend l'événement militaire et l'étudie sous tous ses angles mais en fait surtout un nœud autour duquel gravitent de nombreux problèmes de la fin du Moyen Âge : la violence et la guerre, la politique, mais aussi, la sensibilité, la religion... La bataille rangée, rare à l'époque, fait l'objet d'une analyse rigoureuse et l'on suit aussi bien les chefs et leur stratégie que les simples soldats, les routiers avec leurs armes, leurs peurs...

L'image prend une place considérable. Les magnifiques miniatures de la fin du Moyen Âge, pas toujours connues, attirent l'œil bien sûr mais elles ne relèvent pas de la simple illustration. Laurence Moal les intègre complètement à son discours et décrypte leur message. Elles disent assez peu de choses sur la réalité factuelle de cette bataille car l'image médiévale cherche avant tout à dire la vaillance des princes et des chevaliers. Il ne faut donc pas s'étonner que certaines figurent des charges de cavaliers suivant la grande tradition chevaleresque alors qu'en réalité les cavaliers combattirent à pied.

La bataille est vue comme une véritable ordalie, un jugement de

## À LIRE

Dieu qui donne la victoire à Jean de Montfort. Encore faut-il savoir en tirer tout le profit. La victoire politique ne sera pas acquise tout de suite. Jean IV doit affronter la politique de sanctification du vaincu, à Guingamp et auprès du Saint-Siège, poussée avec force par Louis d'Anjou ; le duc se retrouve alors en position délicate et certains n'hésitent pas à en faire un assassin. Il lui faudra encore subir un exil avant d'aboutir à un deuxième traité, à Guérande en 1381 qui instaure une paix ambiguë.

Les choses ne s'arrêtent pas là et se développent alors une dernière partie, consacrée à la postérité de l'événement dans l'historiographie et la mémoire qui se révèlent plurielles. Au 19<sup>e</sup> siècle, La Borderie et Dom Plaine exaltent Charles de Blois quand le mouvement régionaliste préfère l'indépendance de Jean de Montfort. Dès les lendemains de la bataille et jusqu'à ces dernières années, la lecture de l'événement interfère avec bien des facteurs : anglophobie ou nationalisme breton, confusion avec l'affaire de Quiberon sous la Révolution. Interprétations et reconstructions contradictoires s'affrontent et il faut tout l'art de l'auteur pour dénouer les pièges. Finalement, elle nous invite à méditer sur l'histoire et ses relations riches et conflictuelles avec la mémoire.

**DANIEL PICHOT**

Laurence Moal, *Auray, 1364, un combat pour la Bretagne*, préface de Michael Jones, Presses universitaires de Rennes, 227 p., 30 €

*Roman jeunesse*

Liam, jeune garçon de 15 ans se remet d'une longue maladie. Il est envoyé par ses parents dans un lieu de convalescence, un manoir où les pensionnaires ont des comportements et des accoutrements bizarres. Ils arpentent les couloirs où jouent leurs ombres à la lueur des bougies qui ont supplanté l'électricité. Ici, pas d'ordinateur, pas de portable, pas de télévision... l'enfer pour le jeune garçon jusqu'à l'arrivée d'une nouvelle pensionnaire.

Le décor du dernier roman jeunesse d'Évelyne Brisou-Pellen est campé. Une demeure fantastique, des escaliers sans fin, des adolescents au caractère bien trempé, un émoi amoureux, des phénomènes étranges, des fantômes...

L'auteure rennaise de plus de 115 titres, annoncée dans la présentation comme vivant « non loin de la forêt de Brocéliande » aurait-elle succombé au chant des sirènes ? Celles qui en surfant sur la vague du roman fantastique et du récit héroïque rendent captifs les rayons de la littérature jeunesse ? Qui sait... c'est sans compter sur le talent de cette spécialiste du roman historique qui sait donner chair à des personnages sortis de l'ombre entre deux pages d'histoire. Une façon toujours plaisante de revisiter ce qui nous enracine dans notre généalogie sociale et géographique, avec forces détails et humour. Ce récit s'il pourrait marquer un tournant dans l'œuvre d'Évelyne Brisou-Pellen reste captivant. Le tome 2 de cette saga « Cléa et la Porte des fantômes » paraîtra en octobre prochain.

**CHRISTINE BARBEDET**

Evelyne Brisou-Pellen, *Le manoir - Liam et la carte d'identité*, Bayard Jeunesse, 370 pages, 13,50 € (À partir de 12 ans).





## À LIRE

## Dialogue à trois à Tel Aviv

Le mort est en italique. Du moins sa parole, qui est ici l'ombre portée sur l'autre parole, celle de la narratrice dont le deuil, comme disent de manière assez absurde certains psychologues, est en train de *se faire*.

Le deuil prend le temps du roman et les parties en italique le scandent. Nous sommes pris à témoin par ce mort à Rome, en Italie donc, dans cette langue d'outre Styx, ce mort parlant et regardant sa femme renaître.

Pas un roman d'amour, c'est plus subtil.

C'est un roman d'*à mort*, voilà ce que nous dicte Sylvia Rivka Kersusan, professeure de langues à l'Insa de Rennes.

Avec, pas la moindre des qualités de ce roman sous dictée, une profondeur de champ supplémentaire, celle de Tel Aviv.

Au final, le livre est écrit en trois langues : l'italique, l'*à mort* et écoutez donc : Sli'ha, Le'ha Dodi, sidour, Sherout Leoumi, Arshav....

Ce dernier, *la paix maintenant*.

Cette paix à laquelle aspire la narratrice, perdue ici, en France, perdue là-bas, à Tel Aviv, perdue partout tant que dominée par la perte. Dans Tel Aviv, par la grâce d'un homme et la sensualité d'un lieu, le lien d'amour a lieu sous nos yeux. Lire aussi ce roman, pas seulement comme un reportage sur Tel Aviv, cette société à vif, ces langues croisées, ces mondes jaillissants entre rituel et plages bleues, corps mouillés d'eaux salées et rigueur des regards, il faut lire ce livre comme une bluette des temps présents, mi texto mi *tradi*, presque un film de Demy à qui est rendu hommage à Paris ces temps-ci.

Sylvia Rivka Kersusan offre avec *l'Ombre de l'absent* un roman à entrées multiples. La majuscule est à *Ombre* mais un soleil court ici, sombre par moment, illumine là, preuve que cette mère peut transgresser le plomb du chagrin, traverser la colère contre cette lâcheté d'être mort après trois mois d'agonie et cueillir le désir.

L'inconnu de l'avion a tout lu sur son épaule. Il sait tout sans rien demander. D'où ses manières entre un roman de David Grossman prêté de force et les valse de Chopin.

Dansera t-elle ?

**GILLES CERVERA**

Sylvia Rivka Kersusan, *L'Ombre de l'absent*? éditions Apogée, 19, 50 €.



## Neuf nouvelles du bordel

Le livre est court et composé de textes courts. Issus d'un concours d'écriture dont le thème, n'en rajoutons pas, est dans le titre !

Neuf auteurs s'en donnent à cœur joie, Rennais récents ou de plus lointains horizons. Dans ce fouillis volontaire, résident une grâce par moment, toujours de vraies trouvailles.

Le lecteur se transforme en furet, il passe par ici, repasse par là, d'un souk de vieille Perse à une file de bagnoles bloquées sous la pluie. On est par moment

au bord du vide, happé par l'au-delà et quelquefois, le furet passe dans des draps de soie, maquillage trop appuyé, au sens propre comme au figuré, les neuf nouvelles comme un soyeux fouchtra.

Mûries en ateliers d'écriture et encadrées par une thématique, les nouvelles que publient dans cette collection de textes courts les éditions Goater, sises rue de Dinan, donnent du plaisir et par moment, comme dans la vie, instillent un poison qui s'avère mortel : « Dévier c'est tomber ». On est touché par le vieux en haut de sa benne, grammairien ou saurien, proclamant son amour du livre à coup d'accords ou de concordance des temps. Font mouche les gants sans main de Kant et ce regard sans regard de Carmen, est-ce dieu ou est-ce diable qui s'y lovent ?

On ne peut citer les neuf auteurs de ces neuf nouvelles issues d'un concours littéraire organisé en septembre 2011 par huit amis étudiants de l'IEP. Il fallut composer un jury car beaucoup d'auteurs avaient répondu à la commande. Aux lecteurs d'y aller voir, prudemment, pudiquement, à la rennaise serait-on tenter de dire.

Voilà qui nous confirme qu'écrire et lire se pratiquent beaucoup sur les quais de Vilaine, « au bord d'elle » !

**G. C.**

*Bordel*, aux éditions Goater, 78 pages, 10 €.



## À LIRE

## Une histoire de la BD rennaise indépendante

Riche idée que celle du journaliste Nicolas Auffray de se pencher sur « l'aventure de la bande dessinée d'auteur à Rennes ». Impressionnant, le nombre d'artistes, souvent vivant de peu, parfois issus de la section arts plastiques de Rennes 2, partis de la culture du fanzine accrochés à leur liberté de création à l'écart de la BD standard sur album cartonné.



C'est en aficionado que Nicolas Auffray aborde le sujet et on ne peut le lui reprocher. Ses auteurs ont « un tirage maximum d'un millier d'exemplaires », ils n'ont « jamais reçu de prix significatifs », ils sont dans un « angle mort ». Selon le journaliste, pourtant, plus d'une « centaine de ces livres a été publiée en moins de vingt ans » et les anthologies de la BD « indé » accordent une place de choix à ces créateurs œuvrant à Rennes.

Nicolas Auffray fait démarrer l'aventure au début des années 90, avec le travail du couple Laure Del Pino et Olivier Josso qui lancent l'éphémère revue *Brulos Le Zarzi*. Ils sont suivis dans la foulée par le tandem Nylso et Joëlle Manix dont la revue mensuelle *Simo*, format A4 en noir et blanc et photocopiée, naît en 1993... Le journaliste égrène d'une manière vivante, en donnant la parole aux intéressés, les étapes, les gloires et les échecs de ce mouvement assez informel mais identifiable dont les représentants sont ici réunis : Morvandiau, Mandragore, Naz, EM, Jean-Jean, Sébastien Lumineau, Richelieu, Tofépi, Tony Papin, Lénon, Fil Hyp, Badame l'Ambasadrise...

Où va ce mouvement après les déboires de la librairie Alphagraph et l'arrêt en 2011 du festival PÉRISCOPEAGES ? L'historien-journaliste reste prudent. Il ne se risque pas à affirmer l'existence d'une « école rennaise » pérenne, mais plus modestement d'une « scène rennaise », vrai vivier de créateurs précaires et peu rémunérés, mais vivier au destin toujours prometteur.

G. G.

Nicolas Auffray, *Une scène dans l'ombre. L'aventure de la bande dessinée d'auteur à Rennes*, éditions Goater, 204 pages, 16 €.

## Petits poèmes en rang par trois

C'est un livre de poèmes pour enfants, magnifiquement illustré par Zaï, mais allons tous y jeter un œil (de 7 à 77 ans, et même au-delà). Son auteur, Marc Baron, est l'ancien directeur artistique du salon du livre jeunesse de Fougères, dont on avait déjà aimé, en 2008, son *Tant de neige sur mon pays* (Pluie d'étoiles éditions).



Cette fois, le poète publie plus de 80 poèmes de trois vers et explique ce choix par la complicité personnelle qu'il entretient avec le chiffre 3. Il est né un 3 octobre. Il pesait 3 kilos à sa naissance. Il a 3 frères et 3 sœurs. Sa fille est née un 3 janvier. « Cher lecteur, écrit donc Marc Baron, ne sois pas étonné que je veuille aujourd'hui rendre hommage à ce chiffre porte-bonheur. Voici des fragments de vie, juste 3 lignes comme des trèfles à 3 feuilles. Si tu veux toi aussi entrer dans le jeu, n'en lis que 3, chaque soir, avant de t'endormir et mon bonheur sera parfait ».

Ces fragments de vie, dont parle le poète, prennent parfois la forme de véritables haïkus. « Sous le pleine lune/Une coupelle blanche/Le chat boit du lait ». Ou encore ceci : « Une porte s'ouvre/Peut-être le vent/Peut-être le chat ».

De bout en bout, en tout cas, c'est un appel à savourer la vie qui résonne. « Ecris dans ton cahier/Sème dans ton jardin/Le printemps fera le reste ». C'est aussi, chez l'auteur, l'art de révéler le merveilleux ou l'inattendu dans la banalité des jours. « Il pleut juste un peu/Les mouches/Se douchent ».

Souvent léger et facétieux, cet album n'évacue pas, mine de rien, quelques grandes interrogations « métaphysiques » sur l'existence. « On dit que le bonheur/tremble dans les feuilles/Mais tout ça c'est du vent ».

PIERRE TANGUY

*Petits poèmes en rang par trois*, Marc Baron, illustrations de Zaï, éditions Bulles de savon, 14, 50 €. Cet album vient d'être sélectionné par l'Éducation nationale dans sa liste de « Lectures pour collégiens de 6e ».



À LIRE

## Fougères, le maire et le nucléaire

Drôle d'idée pour un homme public d'utiliser le roman pour témoigner de ce que l'on a vécu. C'est pourtant le choix que vient de faire Jacques Faucheux, maire socialiste de Fougères de 1983 à 2007. L'intérêt de la fiction c'est qu'elle dispense d'avoir à rendre des comptes sur d'éventuelles imprécisions de la mémoire. Surtout, elle rend libre de condenser le réel pour mieux en faciliter l'absorption par tout un chacun.

Dans *Le Laboratoire*, récit autobiographique, l'ancien élu se fait parfaitement comprendre. Il parvient à susciter chez le lecteur toute l'empathie que méritent les hommes et les femmes qui endossent une responsabilité politique (mais notre époque, hélas, est fort éloignée de ce type d'indulgence).

Car Jules Laferté, le maire de Bonteville, commune imaginaire du Cotentin proche de Fougères, vit un dilemme assez emblématique. Dans les années 90, on propose à Fougères d'accueillir un laboratoire souterrain destiné à étudier l'éventualité de créer dans le sous-sol granitique de cette région un site d'enfouissement des déchets nucléaires. Ce qui dans la conscience immédiate se traduit par : « Ils veulent stocker des déchets radioactif sous nos pieds. Pas question ».

A cette époque, la région de Fougère connaît un chômage éprouvant. Le Laboratoire ce sont des milliers d'emplois à la clef sans compter une manne financière des plus aguicheuses. Dès le départ, Jules-Jacques examine la proposition avec intérêt voire bienveillance sur le thème « Voyons voir ce qu'il en est exactement » avant de trancher la question. Le maire est surtout soucieux de sauver son pays fougérais. Il croit aussi à la science, à l'encontre du mur d'irrationalité que dresse parfois le principe de précaution. Mais très vite il suscite un tollé. Se met à dos bon nombre de ses administrés, sans compter ses amis socialistes qui l'accusent de trahison, et de collusion avec la droite.

Comment lui, qui a participé à la mobilisation contre la centrale de Plogoff, peut-il avoir à ce point retourné sa veste ? Ce n'est pas la même chose, les temps ont changé, le labo ne détruira pas le paysage, argue-t-il. Rien n'y fait, même son élection au conseil général ne



peut apaiser le trouble moral qu'il endure à tenter de convaincre sans être entendu. Malgré sa complicité avec les scientifiques de Rennes 1, c'est la position radicale des écolos qui l'emporte. Les intérêts politiques s'en mêlent et finissent pas avoir raison du projet de labo.

Et c'est sur un maire désenchanté - sauf qu'entre temps il a trouvé l'amour - que s'achève le récit. Comme la défaite d'une volonté politique. La défaite aussi de l'honnêteté, de la sagesse, de la mesure mises en oeuvre par le maire quand il aborda ce cuisant dossier sans savoir que le spectre du nucléaire le rendait de toute façon ingérable.

G.G.

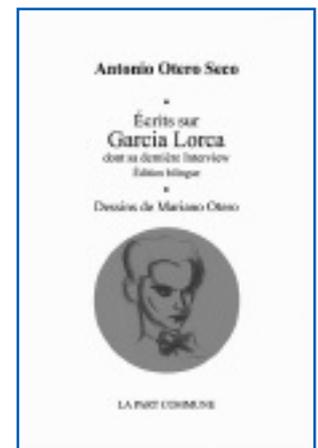
Jacques Faucheux, *Le Laboratoire*, Coop Breizh, 196 pages, 11,90 €.

## Garcia Lorca redécouvert à Rennes...

Des textes sur le poète et dramaturge espagnol Federico Garcia Lorca viennent d'être publiés chez un éditeur rennais, La Part commune. Ce n'est pas le fait du hasard car les textes rassemblés dans ce livre bilingue (français-espagnol) sont signés d'un ancien professeur d'espagnol à la faculté des lettres de Rennes. Il s'agit Antonio Otero Seco, un ami de Lorca, républicain espagnol exilé en France en 1947 et qui s'installa dans la capitale bretonne à partir de 1952.

S'il se savait apprécié de ses étudiants rennais, Otero Seco garda la profonde nostalgie du ciel d'Espagne, lui qui vécut près de vingt ans à Rennes, dans cette « ville du brouillard, du calme et de l'ennui », comme il la définit lui-même (il y fut enterré, en 1970, au cimetière de l'Est). C'est à l'un de ses fils, Mariano Otero, artiste-peintre rennais bien connu, que l'on doit aujourd'hui la re-découverte de Lorca à travers des textes de son père.

Antonio Otero Seco fut notamment le dernier à avoir interviewé l'immense auteur espagnol. C'était le 3 juillet 1936, dans un café



## À LIRE

du quartier de Salamanque à Madrid, quelques jours avant l'arrestation et l'exécution de Lorca (il avait 38 ans) par les franquistes dans la ville de Grenade. Cette dernière interview de l'écrivain fut publiée pour la première fois dans l'hebdomadaire madrilène *Mundo Grafico* avant de l'être dans les *Lettres françaises* en 1963 dans une traduction de Robert Marrast, hispaniste français qui fut collègue d'Antonio Otero Seco à Rennes entre 1964 et 1967.

C'est donc l'occasion, aujourd'hui, de redécouvrir cette interview. Garcia Lorca y révèle en particulier dans quelles conditions il dut se présenter devant un tribunal à la suite d'une plainte d'un habitant de Tarragone concernant son roman *Romance de la garde civile espagnole*. Il raconte aussi, dans cette interview, qu'il venait d'achever un drame dont le thème était la révolution et qu'il avait « six livres de poésie inédits à publier ». Car, ajoutait-il, « Les livres de poésie se font toujours lentement. Et puis, moi, j'écris non quand je veux mais quand je dois écrire. Parfois aux moments les plus inattendus ».

L'autre texte important de ce livre sur Lorca (à côté de différents articles publiés dans *Le Monde*) est l'essai consacré au grand écrivain qu'Antonio Otero Seco rédigea à Paris dès 1947. Le futur lecteur d'espagnol - puis maître-assistant - de la faculté des lettres de Rennes y propose une fine analyse de l'œuvre de Lorca. « Pourquoi voulait-on la mort de Federico? », demande Antonio Otero Seco. « Ce qu'ils espéraient, c'était tuer sa poésie ». Et de citer les mots de Lorca à son compagnon de cellule : « Ils peuvent bien me tuer, ma poésie me survivra ».

Enfin, ce retour sur Lorca est aussi l'occasion d'en savoir un peu plus sur Antonio Otero Seco lui-même, grâce à des témoignages de première main signés Jean-François Botrel et Michèle Lefort (qui furent ses élèves et devinrent professeurs d'espagnol à Rennes 2) ou encore d'Albert Bensoussan, lui aussi ancien professeur d'espagnol à Rennes 2 et qui, dès son arrivée dans la ville, en 1966, se lia d'amitié avec Otero Seco.

P. T.

*Écrits sur Garcia Lorca, dont sa dernière interview, par Antonio Otero Seco, édition bilingue, dessins de Mariano Otero, La Part commune, 223 pages, 16 euros*

## Guerre civile à Rennes

C'est l'histoire d'un petit cadre d'une grosse société d'assurance de Saint-Grégoire. Il habite au 29<sup>e</sup> étage des Horizons – les Twin Towers, comme il dit - et mène double vie. Côté face, Arnaud, 28 ans, présente les traits d'une normalité sans faille : ne faisant pas de bruit, parlant peu, ne dérangeant personne, aimant ses parents et sa copine Estelle, employée à la Cram. Côté pile, c'est un saboteur urbain de la pire espèce : on le suit dans ses pérégrinations nocturnes et graduées : feu de voitures à Cesson, puis incendie du Carrefour

Alma, puis déraillement d'un train chargé Citroën, puis explosion du transformateur qui alimente Rennes en courant électrique. Tout cela sans jamais se faire prendre car le saboteur avec une maniaquerie invraisemblable s'arrange pour ne jamais laisser aucune trace. Christophe Paviot est Rennais. Né en 1967, il a plusieurs romans à son actif (chez Hachette et au Serpent à Plumes). Cette fois il a choisi Rennes comme cadre de son histoire. Dans *La guerre civile est déclarée*, il alterne récit à la troisième personne et monologue intérieur du héros. C'est lui le vrai sujet du livre. Arnaud, avec son œil accidentellement crevé par des ciseaux quant il était au collège. Arnaud qui au fond de lui-même vomit la société de consommation et s'arrange pour détruire des biens assurés par sa boîte. Mais sa personnalité reste énigmatique. Il y a la révolte, mais aussi l'impossibilité foncière d'être au monde. Reste le modus operandi froid de ses méfaits que le roman narre avec beaucoup de méticulosité, à la manière d'une fiche technique, le suspens policier en plus. Paviot a du style. Il hume parfaitement le monde d'aujourd'hui, ses dérives invisibles, ses tics ridicules. Il nous prend au piège de l'aventure clandestine – et pourtant stupide et destructrice – d'Arnaud. Et cela jusqu'au terme de récit sombre quand le délinquant finit par s'évanouir pour de bon dans la forêt de Brocéliande au moyen d'une technique inédite. Définitivement et sans trace. Comme s'il n'était jamais né. Comme s'il n'aurait jamais dû naître.



GEORGES GUITTON

Christophe Paviot, *La guerre civile est déclarée*, éditions Dialogues, 254 pages, 19, 90 €.

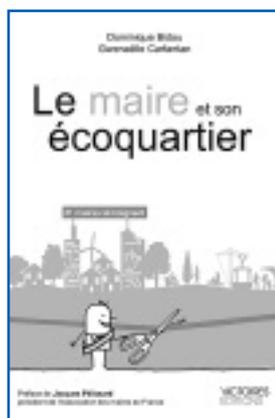


À LIRE

## Écoquartiers : démêler le vrai du faux

Qui n'a pas son écoquartier ? Ce concept très « développement durable » fleurit un peu partout en France. Symbole de modernité et de responsabilité, il flatte l'égo des élus locaux mais sa mise en œuvre bouscule les habitudes. D'où l'idée de Gwenaëlle Carfantan et de Dominique Bidou d'aller à la rencontre des maires pour recueillir leur témoignage sur cette démarche. Et démêler, au passage, le vrai du faux. Les deux auteurs connaissent leur sujet : la première, spécialiste en aménagement urbain, dirige les bureaux d'études Setur et ETSB, à Chartres-de-Bretagne. Le second, qui fut directeur au ministère de l'Environnement, a longtemps présidé l'association Haute Qualité Environnementale (HQE). Ensemble, ils ont interrogé 21 maires de petites et grandes villes, du Finistère à la Savoie en passant par la Gironde et le Pas-de-Calais. Leurs « attentes » à l'égard des écoquartiers nourrissent la première partie de l'ouvrage. Bien illustrée et truffée de citations éclairantes, cette séquence décrit précisément les enjeux de ces nouveaux « morceaux de ville » en les confrontant aux interrogations des élus. Tous s'accordent à souligner que cette démarche requiert du temps et de la patience, ainsi qu'une bonne dose de pédagogie pour en expliquer la logique aux futurs habitants.

La deuxième partie de l'ouvrage, plus classique, décrit, exemples à l'appui, comment la conception de l'écoquartier intervient en résonance avec les grands enjeux de l'urbanisme : la question des transports, de l'énergie, la gestion des déchets, la qualité des espaces publics, etc... En conclusion, les auteurs recensent les appuis techniques et méthodologiques existants en détaillant la démarche HQE Aménagement, qui sans être exclusive, fournit une trame d'analyse pertinente. Jamais donneur de leçons, l'ouvrage insiste sur les bonnes pratiques observées dans ce tour de France de l'imagination urbaine. Pour les auteurs, l'écoquartier est avant tout « une machine à trouver des solutions ». Et comme le rappelle Daniel Cueff, le maire de Langouët (Ille-et-Vilaine), la plus petite commune citée dans l'ouvrage : « il y a une véritable dimension psychologique à prendre en compte, car les projets innovants risquent toujours d'être perçus comme une critique de l'existant ». C'est sans doute l'un des atouts de ce petit guide que de



ne pas s'enfermer dans une approche purement technique. Sa lecture ne devrait donc pas être réservée aux seuls élus locaux, mais elle s'adresse aussi à tous ceux qui s'intéressent à la fabrication de la ville.

XAVIER DEBONTRIDE

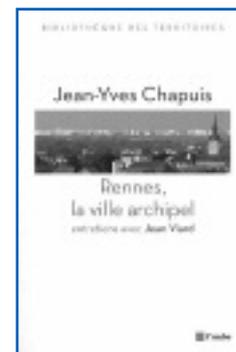
Dominique Bidou et Gwenaëlle Carfantan, *Le Maire et son écoquartier*, Victoires Editions, 136 pages, 30 €.

## La ville archipel est-elle durable ?

C'est un mot-valise qui émaille tous les discours rennais sur l'aménagement du territoire : avec la « ville archipel », Rennes revendique un modèle de développement singulier, entre une ville centre compacte et des communes périphériques sans banlieues, séparées - pour combien de temps encore ? - par des ceintures vertes plus ou moins serrées. Dans un petit livre d'entretiens avec le sociologue Jean Viard, Jean-Yves Chapuis revisite ce concept, ses limites et ses évolutions. L'ancien adjoint à l'urbanisme, aujourd'hui vice-président de Rennes Métropole délégué aux formes urbaines, y déroule avec gourmandise son « récit politique de la ville ». En préambule, il rappelle opportunément que la ceinture verte a longtemps été perçue par les communes métropolitaines comme un rempart bienvenu à l'expansion frénétique de la « grande ville », qui concentrait de surcroît l'essentiel des logements sociaux.

Construite à l'origine sur cette opposition, la ville archipel demeure aujourd'hui une organisation originale qui a contribué à limiter la sensation d'étalement urbain que l'on connaît généralement dans des métropoles de taille comparable.

À l'heure du développement durable, le modèle doit tout de même évoluer, et dans leur dialogue complice, les deux spécialistes de l'urbanisme esquissent quelques pistes. Préférant la notion de « ville désirable » à celle de ville durable, Jean-Yves Chapuis souhaite ainsi concilier la ville et l'agriculture. « Ce sont les urbains qui peuvent sauver l'agriculture périurbaine », explique-t-il. De son côté, Jean Viard, directeur de recherche CNRS et également élu local, taquine gentiment son interlocuteur en lui demandant si ce modèle rennais n'est pas, en définitive, un concept très « bobo » ! « Il faut passer des lieux



## À LIRE

aux liens », lui répond l'élus rennais dans une jolie formule, invitant par là à dépasser la vision purement « urbaine » de la ville pour s'intéresser aux modes de vie qu'elle abrite.

Sans surprise, la connivence manifeste qui lie les deux hommes les tient éloignés de toute critique radicale. Pourtant, à l'heure où les élus et les techniciens rennais se préparent à réviser le schéma de cohérence territoriale (SCoT), certains observateurs s'interrogent sur la remise en cause de ce modèle de développement. Le discours officiel, lui, commence d'ailleurs à évoluer : on parle désormais, dans un oxymore savoureux, de « champs urbains ». En nous invitant dans leur conversation, les deux auteurs prouvent en tout cas combien la ville doit d'abord se rêver pour mieux être habitée demain.

X.D.

Jean-Yves Chapuis, *Rennes, la ville archipel*, entretiens avec Jean Viard, Éditions de l'Aube, 172 pages, 14,80 €.

## L'entreprise contre le financialisme

Lorsqu'elle est observée sous la loupe des meilleurs experts universitaires, l'entreprise se découvre sous un jour inattendu. La lecture des actes du colloque organisé à Rennes le 27 mai 2011 par le Fonds pour la recherche sur la doctrine de l'Entreprise (FORDE) sous la houlette du professeur Claude Champaud, révèle ainsi toute la richesse d'une pensée économique connue sous le nom d'« école de Rennes ». Cette journée faisait suite à la publication du « Manifeste pour la doctrine de l'entreprise », dont la lecture permet de mieux comprendre les enjeux débattus lors de ce colloque.

Son postulat se résume simplement : l'entreprise demeure le meilleur rempart face aux dérives mortifères du « financialisme » à l'œuvre depuis une décennie. Pour s'en convaincre, universitaires et entrepreneurs ont croisé leurs expériences et c'est qui rend cet ouvrage plus accessible que ne le laisserait supposer l'aridité de son titre. Au fil des pages, en effet, alternent les contributions juridiques et économiques de haute volée avec des témoignages plus concrets, tels ceux des chefs d'entreprises bretons Jean-Guy Le Floch (Armor Lux) ou Olivier Clanchin (Triballat Noyal), qui expliquent en termes simples leur vision de la responsabilité sociale de l'entreprise.



À rebours des critiques souvent vives adressées au monde de l'entreprise en ces temps de profondes mutations économiques, cet ouvrage entend adresser un message plutôt optimiste sur la « place de l'entreprise dans la société du 21<sup>e</sup> siècle ». Comme le souligne Claude Champaud dans son introduction : « Si le financialisme, sans éthique et hors lois, a pu séduire un grand nombre d'esprits quelque temps, il ne saurait les tromper tous de façon pérenne ». La portée de ces réflexions dépasse largement le seul champ de l'économie pour proposer une vision sociétale ambitieuse et généreuse.

X.D.

*L'entreprise dans la société du 21<sup>e</sup> siècle*, sous la direction de Claude Champaud, Éditions Larcier, 254 pages, 50 €

## Actualité de Jean Sullivan

Un colloque marquant le centenaire de la naissance de Jean Sullivan (né Joseph Lemarchand, le 30 octobre 1913, à Montauban-de-Bretagne) s'est déroulé à l'abbaye de Saint-Jacut de la mer, le 16 et 17 mars derniers. 130 personnes y ont participé. « Deux jours d'intense ferveur et d'amitié dans la reconnaissance d'un parcours singulier », souligne Joseph Thomas, une des chevilles-ouvrières de cette manifestation.

Parcours singulier, en effet, que celui de ce prêtre-écrivain, véritable « électron libre » de l'Église catholique, qui fut enseignant à Saint-Vincent à Rennes, aumônier d'étudiants, fondateur dans la ville d'un ciné-club d'art et essai (« La Chambre noire »), avant de partir à Paris où il devint un écrivain et un éditeur de renom. Ses célèbres « Matinales » appelaient notamment à une forme d'insurrection intérieure dans la fidélité au texte évangélique. « Sullivan avait su retrouver la veine d'un christianisme de pauvreté et de joie qui s'ancre dans une fidélité à l'incarnation, moins comme principe théologique qu'expérience vitale », note aussi Joseph Thomas.

Les actes du colloque qui lui a été consacré sont, dès à présent, disponibles. On y retrouve les textes des conférences ainsi que des témoignages signés notamment de Gabriel Ringlet, Bernard Feillet, Jean-Pierre Bagot, Jean Lavoué, Alain-Gabriel Monot, Anne Sigier, Albert Bensoussan, Gilles Baudry, Patrick Gormally, Olivier Le Gendre... Tous soulignent l'actualité et la pertinence du message légué par le prêtre-écrivain rennais.

P.T.

*Sullivan, la force d'un printemps*, actes du colloque des 16 et 17 mars, édité par Des Sources et des Livres. À commander à l'association Sullivan 2013, 8, allée Yves de Kerouallan, 35 600 Redon, 18 € (dont 3,50 de frais de port)



À LIRE

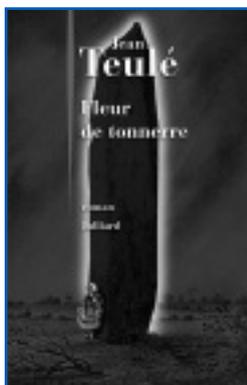
## Jean Teulé face à la Jégado : un massacre

Jean Teulé a commis un livre raté sur la tueuse en série Hélène Jégado. Dans cette *Fleur de tonnerre*, l'écrivain spécialiste en cabinet des horreurs, fort de ses succès romanesques, accumule les grossièretés, force le trait des énormités, fait le malin et le grand guignol, mais ne nous apprend rien. Pire, la répétition à l'identique des nombreux forfaits de la dame n'inspire au lecteur qu'une narcotique lassitude.

Il faut bien reconnaître que nous ne savons toujours rien des raisons qui ont poussé la petite cuisinière de Plouhinec (Morbihan) à empoisonner avec constance pendant trente ans, les maîtres - curés ou autres - auprès desquels elle se plaçait. Le mystère demeure aussi sur les raisons de la longue impunité qui lui permit de mettre à exécution à soixante reprises sa passion homicide, jusqu'à ce qu'elle tombe à Rennes sur un employeur plus perspicace que les autres, un ancien substitut, qui déclencha la machine judiciaire jusqu'à conduire la sulfureuse Hélène sous le tranchant de la guillotine, à l'aube du 26 février 1852, sur la place du Champ-de-Mars (actuelle esplanade Charles-de-Gaulle).

Bien sûr, c'est le droit absolu de tout écrivain de transformer un fait divers impénétrable en roman délirant. À condition que la fiction ouvre la voie d'une poésie ou bien d'une compréhension, fût-elle minime, des énigmes de l'humain. Or, la « grille de lecture » de Jean Teulé pour expliquer la folie criminelle de la Jégado chausse les gros sabots de la bêtise xénophobe. C'est, suggère-t-il, l'arriération des Bas-bretons qui est cause de tout. N'est-ce pas leur vision superstitieuse qui a inoculé à la petite Hélène, dès son plus jeune âge, des croyances furieusement irrationnelles, en tout premier lieu celle de l'Ankou. Le « messenger de la mort » terrorisait à ce point les parents de la gamine qu'elle n'eut d'autre choix pour se guérir de sa frousse que de devenir elle-même cet Ankou de malheur et de semer à son tour la mort dans son sillage.

Hum... Pas très convaincante la thèse teulienne. Du moins permet-elle à l'auteur de broder à qui mieux mieux un tableau sordide de la Bretagne en cette première moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Il nous ressort les pires clichés des voyageurs parisiens découvrant ces tribus de primitifs bretons tout juste bons à marmonner en « dialecte celtique » (sic) d'imbéciles somettes au fond de leurs puantes chaumières. Le lecteur est sans doute supposé rire devant ce chaudron débordant de venin. En réalité, il est affligé par



la résurrection des stéréotypes qui ont « empoisonné » la Bretagne pendant des siècles et que l'on croyait passés de saison. Affligé par la légèreté d'un romancier qui semble n'avoir flairé dans la Jégado que l'occasion de faire le beau. Quitte au passage à assassiner l'histoire.

G. G.

Jean Teulé, *Fleur de tonnerre*, chez Julliard, 282 pages, 20 €

## La parole des paysans bretons

L'agriculture bretonne fait l'objet d'une foule de commentaires, de prises de position et de livres. Les stéréotypes abondent qui dessinent la figure du mauvais pollueur soucieux de rentabilité immédiate ou bien du petit paysan angélique vivant de bio et d'eau fraîche. Face au déluge d'anathèmes et de féeries, le mieux est d'écouter la parole des premiers concernés. C'est ce qu'a fait le journaliste Paul Goupil en allant converser « à l'heure du café » avec ces gens qui font l'agriculture aux quatre coins de la Bretagne.

Le résultat, ce sont des « portraits sensibles » qui dressent une image très nuancée de la réalité agricole et qui en soulignent l'extrême diversité. Peut-être parce qu'il est lui-même né dans une famille d'agriculteurs (de la région rennaise), Paul Goupil avance en empathie, « à hauteur d'homme », auprès de ces modestes héros. On est saisi non seulement par leur humanité mais par l'intelligence de leur analyse de la situation. Au fil des rencontres non seulement avec des « paysans de base » mais aussi avec des responsables agricoles, syndicaux, écologistes (Jean Salmon, ancien directeur de la chambre d'agriculture, Gilles Huet, d'Eaux et Rivières, par exemple) avec des chercheurs et des enseignants, se construit une vision plutôt rassurante de l'avenir. D'abord l'opposition « entre les classiques et les bios » s'atténue. Le dialogue progresse. Les « alternatifs » semblent marquer des points. Pour autant on ne sait vraiment pas ce que sera l'agriculture bretonne de demain : « un changement de cap est-il possible, viable économiquement ? » s'interroge l'auteur. « Une forte minorité, soutenue par une partie de la société, est convaincue que l'on arrive à la fin d'un système. Elle aimerait que l'on mette en place une organisation qui sauvegarde des fermes moyennes et des territoires vivants. Mais comment rectifier la direction d'un ensemble qui, avec l'agroalimentaire, pèse 120 000 emplois en Bretagne ? » Reste qu'un « nou-



## À LIRE

veau modèle breton » est peut-être en train de s'inventer dans les pays et autour des métropoles.

Loin de toute déprime, les personnages croqués par Paul Goupil, depuis cette famille du Méné qui a vécu sur sa ferme toutes les révolutions des 60 dernières années jusqu'à Maxime et Guillaume, 18 ans qui après leur BTS comptent « reprendre » la ferme de leurs parents du côté d'Argentré-du-Plessis, tous disent la grandeur de ce métier en mutation. Oui, ces paysans sourient la vie, ainsi que le montrent les photos de Vincent Michel donnant à leur visage une clarté inédite.

G.G.

Paul Goupil, *La Parole des paysans* (photographies de Vincent Michel), éditions Dialogues, 112 pages, 19, 90 €

## Deux chefs de guerre médiévaux

Scientifique érudit, connaisseur de l'histoire maritime, Jacques de Certaines vient de dresser « en historien amateur » les portraits parallèles de « Deux chefs de guerre au Moyen Âge ». Bertrand du Guesclin et Jean de Vienne. Nous sommes au 14<sup>e</sup> siècle, il n'est pas sûr que les deux hommes se soient vraiment connus. S'ils sont ici réunis, ce n'est pas par ressemblance ou affinité, mais au contraire par le fort contraste qui les oppose. L'auteur joue de cette opposition entre ces deux personnages qui eurent un rôle éminent dans les guerres franco-anglaises de l'époque, cette guerre de Cent ans qui reste aujourd'hui si difficile à déchiffrer. Du Guesclin le terrien (du pays de Rennes et de Dinan) contre De Vienne le marin (amiral, il fit naître ce qui devint la Royale). Du Guesclin le rustre et le brutal (il trucidait sans pitié) contre De Vienne le doux et le raffiné. Du Guesclin le célèbre, érigé au rang de mythe, contre de Vienne, l'effacé enfoui dans les oubliettes de l'histoire.

Il ne restait plus à Jacques de Certaines pour rééquilibrer ses deux acteurs qu'à mener une double opération: d'une part réhabiliter l'amiral en le sortant de l'ombre (ce qui est assez inédit), d'autre part déboulonner la statue du connétable (ce qui a déjà été fait).

Le niveau ainsi rétabli, le biographe sait nuancer le portrait sans cé-



der à la caricature: Bertrand n'est pas complètement un salaud (sa « trahison » à la Bretagne n'est pas si nette que cela), Jean n'est pas complètement un ange. Comme il a beaucoup lu et que sa plume est élégante, De Certaines nous restitue avec parfois une belle simplicité quelque chose du parfum de l'époque. L'odeur de la guerre qui n'a rien à voir avec ce que nous mettons sous ce terme. C'est la manie de ce siècle que de batailler ou de changer de camp au gré d'intérêts personnels, à une époque où la nation n'existe pas, seulement des territoires pris dans le jeu flottant d'alliances microscopiques et apparemment dérisoires.

L'auteur accompagne ses deux personnages jusqu'à la mort, son Bertrand qui « est sans doute un des premiers à avoir bousculé l'idéal de la chevalerie pour imposer le réalisme de la guerre ». Son Jean qui « homme d'État, diplomate et chef de guerre sur terre comme sur mer, eut un rôle historique plus important que celui de Bertrand. »

G.G.

Jacques de Certaines, *Deux chefs de guerre au Moyen Âge. L'amiral Jean de Vienne et le connétable Bertrand du Guesclin*, éditions Apogée, 176 pages, 18 €

## Comment les écrivains écrivent la crise

La question que pose Marc Gontard dans « Écrire la crise » est de savoir comment la littérature d'aujourd'hui prend en compte, traduit, illustre les interrogations ou les déchirements de notre époque dite « postmoderne ». Ou, dit autrement, comment cette postmodernité induit une nouvelle manière d'écrire, notamment le roman. Avant de répondre, il faut se mettre d'accord sur cette notion fourre-tout parfois de post-modernité.

Le professeur de littérature et ancien président de Rennes 2 n'oublie pas d'être pédagogue. Il passe au crible ce vocable « postmoderne » mis à toutes les sauces, y compris médiatiques, depuis sa formulation par Jean-François Lyotard en 1979. La postmodernité n'est pas seulement ce qui succède à la modernité mais ce qui s'inscrit contre elle. La modernité a culminé dans les Trente Glorieuses : c'est le monde du progrès et de la croissance, celui des Lumières, de la croyance en l'universalité de l'homme, au bonheur





## À LIRE

collectif... Se posant en rupture, la postmodernité (à partir des années 1980) est le temps de l'égo et du doute, de la chute du Mur et de la fin des idéologies, du monde éclaté, de la conscience dispersée.

C'est aussi un changement – sinon une rupture – dans le champ esthétique. Là où régnait l'universel, la postmodernité affirme « une réalité discontinue, fragmentée, archipélique ». La science mais aussi notre imaginaire sont travaillés « par le principe d'altérité sous la double modalité de l'hétérogène et du discontinu ». Le sujet, le corps, le soi, la société... rien n'échappe à la rupture. Cette crise transforme l'art. Elle « modifie notre manière de raconter ». Par exemple on recourt aux formes du collage, du montage, du fragment, du bref, de tout ce qui contrevient à l'ancienne et douce harmonie du récit linéaire au profit d'une certaine vision du chaos contemporain.

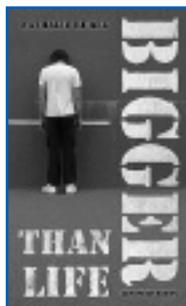
Les œuvres mettent en scène l'écrivain aux prises avec sa propre narration. On observe aussi une tendance à une « renarrativisation » du texte, c'est-à-dire une manière – une fois (dé)passée la vague du Nouveau Roman – de renouer avec le plaisir de raconter. Mais attention, cette fois avec ironie, distance, parodie. Ce qu'illustrent par exemple les romans de Jean-Philippe Toussaint ou de Jean Echenoz. C'est aussi le temps du métissage, de la créolisation, de l'écriture. Cette « poétique du désordre » déroute l'approche théorique des textes, celle qui dominait au temps du structuralisme. C'est un des mérites de l'essai de Marc Gontard d'offrir une lecture raisonnée et clarifiée de cette dissémination assez impalpable de la littérature d'aujourd'hui, sans jamais chercher à en épuiser le pouvoir d'incertitude et de dérangement.

G.G.

Marc Gontard, *Écrire la crise. L'esthétique postmoderne*, aux Presses universitaires de Rennes, 146 pages, 14 €

## Les inquiétudes de Nathalie Burel

Il y a dans le travail de Nathalie Burel une peur permanente de l'agression. La violence de l'homme contre la femme. Cela transparait dans le troisième recueil de nouvelles de cette Rennaise née en 1976, *Bigger than life*. L'écriture y est nette et tranchante. Les dialogues aussi. Ce sont des histoires de familles déchirées, couvant des secrets ou des impostures, avec une narratrice aux abois... *Des raisons d'avoir peur* est le titre de l'une des nouvelles. Il



y a un fond de désespérance dans des ces textes. C'est ce qui en fait la beauté mais aussi ce qui crée la distance.

Ce climat d'inquiétude rebelle apparaît aussi dans un curieux objet artistique et collectif dirigé par la même Nathalie Burel. *Comme un monstre* est un album 33 t. comme autrefois, un disque tout blanc serti dans une pochette elle-même d'une blancheur absolue. Un livret grand format mêlant textes, photos et dessins accompagne le disque dont la démarche est partie d'un fait divers. Une histoire de violence conjugale, la mort d'une femme sous les ciseaux d'un mari, que restitue ici un article photocopié de *Libération* relatant le procès d'assises. Nathalie Burel s'en est inspirée pour une nouvelle qu'elle a ensuite proposé à de plasticiens, musiciens, photographes, psychanalyste... On trouve ainsi de grandes photos d'Elie Jorand, des œuvres de Syd Dolby, de Nicolas Lelièvre et de Grégoire Dalle, des textes de Rose-line Mouazé, d'Armelle Prima-Dugast et de Nathalie Dugast. Quant à la bande-son due notamment au duo rennais Del Cielo (Liz Bastard et Gaël Desbois), que l'éditeur nous pardonne, notre vieille platine qui aurait permis de l'écouter reste introuvable...

G.G.

Nathalie Burel, *Bigger than life*, édition Les Perséides, 126 pages, 15 €.

Nathalie Burel (dir. artistique), *Comme un monstre* (disque 33 t. et livret), éditions Jean-Marie Goater, 20 €.

## Tout ce qui reste de nos vies

Alain Rémond ne peut se défaire de son passé, de son enfance dans le village de Trans. C'est la cinquième fois qu'il revient sur ces traces sans fin. *Tout ce qui reste de nos vies* est comme les précédents un « cent pages » bouleversant. Pas besoin de tonnes de mots pour dire au plus profond la rage ressentie devant l'irréversibilité du temps, devant le peu – ce trop peu – qui reste de nos vies, comme ces photos jaunies, ces papiers abandonnés que l'auteur découvre un jour sous un hangar agricole, pauvres scories d'une famille inconnue, point de départ de sa méditation.

Irrésistiblement, voici donc Alain Rémond retournant en pensée dans ce village du Sud-Manche puis dans celui de Trans, Ille-et-Vilaine, où il vécut enfant avec sa famille. Une enfance de dénuement et de tristesse, pas seulement à cause de la pauvreté mais parce qu'il y eut très vite « la guerre à la maison », comme le répète sans cesse l'in-



## À LIRE

consolable écrivain. Les parents qui s'écorchent, l'alcoolisme du père, plus tard le suicide de la sœur. Le tableau est funèbre. Le journaliste de *Marianne* traque aujourd'hui le moindre indice qui permettrait de donner corps à ceux qu'il aime, à ces disparus de toujours : carte postale griffonnée par le père, coupure d'*Ouest-France* relatant la remise d'un prix des familles nombreuses à sa mère...

Mais l'énigme demeure. Passé irrattrapable. Tout juste bon à reconstruire. L'auteur a pu le ressentir à la sortie de son livre lorsqu'il vint à Rennes pour le présenter. De vieilles gens de Trans avaient fait le voyage afin de retrouver « l'enfant du pays ». Ils ont plus ou moins rectifié la vision qu'il avait donnée de ses parents et du village. « Mais non, ce n'était pas comme cela », ont-ils sussuré. Si la quête du passé est vouée à l'échec, du moins l'écriture console-t-elle. Celle d'Alain Rémond est franche et délicate. En perpétuelle tension entre la colère et le sanglot.

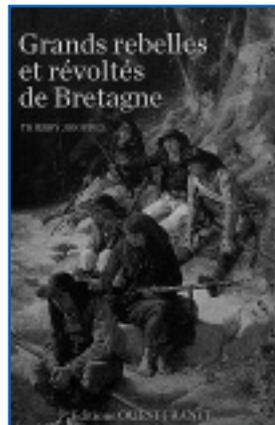
G.G.

Alain Rémond, *Tout ce qui reste de nos vies*, Seuil, 104 pages, 14,50 €

## Ces héros que les Bretons adorent !

Ah les héros bretons ! Tous bretteurs, cabochards, rebelles, anars, teigneux... bref héroïques. Thierry Jigourel ouvre la malle aux trésors pour exhumer dans un livre alerte la cohorte légendaire des inépuisables belles âmes : depuis Boudicca – sorte de « Vercingétorix en jupe » du 1<sup>er</sup> siècle, ma foi fort méconnue – jusqu'à Jean-Jacques Le Goarnig, dit « Le Goarnig kozh » qui dans les années 1970 attribua à ses enfants des prénoms bretons qu'il parvint à imposer à l'administration au terme de plusieurs décennies de luttes farouches.

Entre temps, l'histoire fournit son lot de hautes figures populaires : on rencontre Nominoë et Anne de Bretagne, Sébastien Le Balp (celui des Bonnets rouges) et le marquis de Pontcallec. Les procureurs La Chalotais et de Botharel, grands défenseur des Etats de Bretagne contre le roi. On ne coupe pas non plus au célèbre marquis de la Rouërie ainsi qu'au « général » Cadoudal. Plus inattendu dans cette



galerie de portrait, le philosophe Emile Masson. Surgit ensuite la litanie des défenseurs de la cause bretonne au 20<sup>e</sup> siècle : Louis-Napoléon Le Roux, Fant Rozec (la « vierge rouge du gwen ha du »), Morvan Lebesque et Glenmor. N'oublions pas le général pacifiste Pâris La Bollardière.

Quel est le message ? On le devine, une sorte de naturalisation de la bretonnité. La chanson est connue : « il est comme ça le Breton : courageux, bagarreur, ne se laissant pas dicter sa loi, amoureux de sa liberté ». Etc. La galerie de portraits diffuse un discret parfum d'exaltation identitaire, participant d'une mythologie de la Bretagne aujourd'hui largement partagée. Concédon's à l'auteur qu'il sait astucieusement compenser la ferveur toujours dangereuse par un regard critique qui déconstruit quelques pans des personnages emblématiques de la région. Il ne cède pas la part d'imaginaire qui enrobe chacun de ces êtres de chair pour les métamorphoser en demi-dieux enchantés. Il ne cache pas que Pontcallec était tout sauf un individu fréquentable. Il ne nie pas les dérives nationalistes d'un Morvan Lebesque (même s'il semble absoudre ses propos antisémites). Bref, la distance manifestée dans les différents chapitres à l'égard des hautes figures bretonnes sauve ce qui aurait pu se limiter à n'être qu'une bête hagiographie.

G.G.

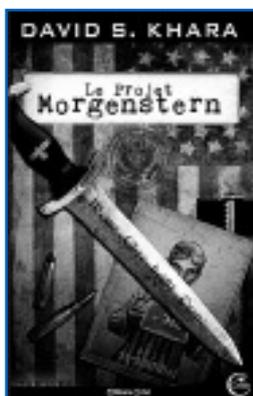
Thierry Jigourel, *Grands rebelles et révoltés de Bretagne*, éditions Ouest-France, 204 pages, 15 €



À LIRE

## David S. Khara clôt ses « Projets »

Voici l'ultime combat d'Eytan Morgenstern. Traficoté par les nazis pour devenir un surhomme, l'enfant échappa à l'enfer de ses bourreaux pour rejoindre définitivement le camp du « bien », celui de résistants polonais et plus tard des services spéciaux israéliens. L'invincible Eytan aux prises avec d'incroyables et funestes complots, voici ce que nous offre une nouvelle fois David S. Khara dans le troisième titre d'une trilogie commencée en 2010 avec *Le projet Bleiberg*.



Ce roman édité à Rennes a connu un succès et une carrière internationale inattendus (traduction, éditions de poche, adaptation au cinéma). De quoi propulser notre auteur rennais – ancien journaliste et chef d'entreprise – sur les cimes étoilées du thriller à l'anglo-saxonne. Mais il faut le souligner, ce glorieux palmarès ne lui a pas donné la grosse tête.

Car au fond Khara sait que tout cela est un jeu. Son intention est de donner du plaisir de lecture. Il y parvient en maîtrisant avec habileté toutes les techniques qui vous contraignent à tourner les pages sans répit et cela jusqu'au terme de l'aventure. Mais il ne s'agit pas que d'un suspens rodé à merveille. Ce qu'apporte le Rennais, c'est une scène mentale nourrie d'histoire et de géopolitique dûment référencées. Dans le paysage de l'intrigue romanesque, il pratique le grand écart signifiant, passant d'un pays à l'autre (Pologne, Irlande, Israël, Etats-Unis) et d'une époque à l'autre (Deuxième Guerre, années soixante, aujourd'hui)

Cette manière de sautiller dans l'espace-temps, de rendre soupçonnable voire inquiétante la léthargie de l'ici et maintenant, est l'une des forces des histoires de David S. Khara, qui acquièrent à ce jeu une sorte d'épaisseur. Autre bon point: la violence inouïe de certaines scènes est comme excusée par un fond d'humanisme plein de fraîcheur, et encore plus par l'exaltation d'une belle amitié, celle qui réunit autour de Morgenstern une poignée de héros plein de reconnaissance. *Le Projet*, c'est un peu le « Club des cinq » à l'assaut des pires turpitudes de l'époque.

G.G.

David S. Khara, *Le Projet Morgenstern*, éditions Critic, 362 pages, 20 €

## Les « petits éditeurs » font cause commune



Quelques membres du collectif réunis lors du festival Rue des Livres. Debout: Xavier Calais (Pontcerq), Jean-Marie Goater (éditions Goater), Yves Bigot (éditions de Juillet), Cyrille Cléran (éditions de la Rue Nantaise), Thomas van Ruymbeke (Les Perséides), Benjamin Keltz (éditions du Coin de la Rue). En bas: Jacqueline Le Nail (Les Portes du Large), Antoine Mottier (L'Œuf).

Photo Richard Volante

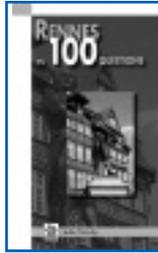
Onze éditeurs, dits « petits éditeurs », de Rennes viennent de se regrouper pour accroître leur force de frappe. Ils ont pris le nom de « la Rennaise d'édition ». C'est Jean-Marie Goater des éditions du même nom qui préside ce collectif, Antoine Mottier (L'Œuf) en est le trésorier.

Les onze éditeurs (Perséides, Portes du large, Kyste, Pontcerq, Rue Nantaise, Juillet, Coin de la Rue, Sav-Heol, L'Âge de la Tortue...) comptent « mutualiser leurs savoir » et mener des actions communes qui permettront notamment à chacun de se faire mieux connaître. Ils étaient présents en mars au festival Rue des Livres ainsi qu'au stand Bretagne des cafés-librairies du Salon du livre de Paris. En projet: outre la présence sur les salons, un site Internet, un catalogue commun, un lieu de rencontre... Démarré avec onze membres, le collectif compte bien s'étoffer au fil des mois à venir. La Rennaise d'édition compte bien faire parler d'elle.

## NOUS AVONS REÇU

*Rennes en 100 questions*

Petit livre à consommation rapide pour touriste pressé. Le curieux un peu cossard peut aussi trouver son compte dans ces cent brèves qu'augmentent, sur la page de gauche, cent questions fastoches pour l'autochtone. Quel mosaïste célèbre a décoré de nombreux bâtiments à Rennes ? Fachina, Odorico, Favret ? Facile. Dans cet ensemble hétéroclite, il n'y a pas qu'histoire et patrimoine, mais aussi « Dazibao », « Travelling », « Mythos », « course de rollers » et autres joyusetés de l'époque.



Julie Trévily, chez Alan Sutton, 112 pages, 13 €.

*Rendez l'argent !*

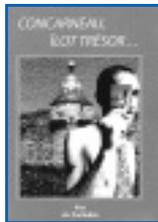
Ce numéro 1 de la revue *Goliath* conçu par le petit éditeur rennais Gargantua aurait pu accompagner le numéro 21 de *Place Publique* consacré à « l'argent des Rennais ». C'est un livre dessiné et corrosif sur le sacro-saint fric. Un dessin de Pétilillon orne la couverture. On ne peut citer tous ceux qui ont mis la main au crayon pour ce bel ouvrage mêlant « humour, dérision, réflexion » : Mademoiselle Aligato, Claude Bathany, Thierry Bedouet, Serge Bloch, Jean Bossard... Joël Legars, Marc Lizano, Numa Sadoul...



Revue *Goliath*, n°1, 2012, éditions Gargantua, 80 pages, 15, 90 €.

*Concarneau, îlot trésor...*

La Ville Close est loin de Rennes sauf qu'un radis fait le lien entre les deux. Ar Furlukin, le « spécialiste mondial des radis » bien connu des Rennais pour officier à la brasserie « Le Galopin », est aussi Concarnois. Déjà auteur de plusieurs livres concernant son activité rennaise, le voici qui se lâche sur Concarneau, port mythique qu'il revisite avec verve et fantaisie. L'écriture est imaginative, l'amour de la ville et de sa mer est sans faille. On s'y embarque volontiers. Mais bon sang, attention aux coquilles !



Ar Furlukin, 208 pages, 12 € (au 39, rue du Dr Roux, 29900 Concarneau, (avec 3 timbres).

*50 ans d'Oulipo, de la contrainte à l'œuvre*

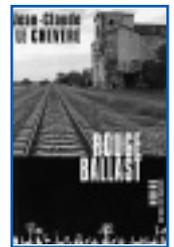
En 2010, les écrivains de l'Ouvroir de Littérature Potentielle fêtèrent leur cinquante ans aux Champs Libres à Rennes. Il y eut aussi un *Place Publique* consacré à ce mouvement littéraire (n°8). La même année un colloque international s'est tenu à Paris et à Metz. Il devient aujourd'hui un livre avec une vingtaine de contributions d'universitaires et d'oulipiens (Paul Fournel, Marcel Benabou) sur l'inépuisable fabrique de littérature ludique que représente l'Oulipo.



Études réunies par Carole Bisenius-Pénin et André Petitjean, aux PUR, 278 pages, 18 €.

*Rouge ballast*

Jean-Claude Le Chevère est un styliste élégant à qui l'on doit plusieurs beaux récits dont *Tandem Solo*. Le voici qui se lance dans un roman noir au verbe cru. C'est la sombre réalité de la campagne costaméricaine, à deux pas d'un abattoir industriel puant le sang, qu'il nous déverse. Drame criminel autour d'une femme qui « prend le train », entendez qui se jette sous le Paris-Brest. Ce n'est pas tant l'énigme qui vaut, que l'atmosphère glauque et vulgaire d'un milieu familial qu'illumine la figure d'une narratrice collégienne.



Jean-Claude Le Chevère, éditions des Ragosses, 94 pages, 9, 80 €

*Le sport et la guerre*

Le sport est-il la guerre ? La guerre est-elle un sport ? Le sport prépare-t-il à la guerre ? Un colloque international fut organisé sur ces questions à Saint-Cyr Coëtquidan et à Rennes 2 en 2010 par Marc Robène, professeur à Rennes 2. Cela devient un copieux ouvrage avec 45 entrées où des historiens interrogent de multiples aspects des deux guerres du 20<sup>e</sup> siècle liés au sport. On y trouve entre autres une étude sur « *L'Ouest-Éclair*, la guerre et le sport (1914-1919) ».



Luc Robène (dir.), aux PUR, 538 pages, 24 €.



À LIRE

## ROK #2 : le deuxième tome de l'histoire du rock en Bretagne

Trois ans après un premier tome qui balayait les années 1960 à la fin des années 1980, *Rok#2* a la difficile tâche de documenter, analyser, expliquer les musiques actuelles en Bretagne (et en Loire-Atlantique) des vingt dernières années.

Pour les années 1990, il y a tout le recul nécessaire: le réveil de Nantes, l'émergence des scènes électroniques, le renouveau de la chanson rock en français grâce à Miossec, Dominique A ou Kateřine, la nouvelle vague celtique, la confirmation de la région comme essentielle terre de festivals...

Il est forcément plus délicat de faire des paris sur le devenir « historique » de groupes actuels, mais les choix semblent pertinents. À vérifier dans un *Rok#3* ?

Frank Darcel, qui a passé deux ans à coordonner la quarantaine d'auteurs (dont l'auteur de ces lignes) qui ont contribué à cette somme de 480 pages et quelque 3 kg, l'assure. Pour le prochain, il faudra que quelqu'un prenne le relais.

Mais il a de quoi être satisfait. Au-delà de l'histoire régionale de l'ensemble des genres musicaux (du reggae au punk en passant par la pop), l'ouvrage aborde tous les aspects des musiques amplifiées à l'Ouest: des structures aux labels, des musiciens étrangers installés en Bretagne aux Bretons qui se sont fait un nom en s'expatriant. Aucune autre région ne s'est lancée dans une telle entreprise quasi-encyclopédique. Les scènes musicales sont plus souvent liées à une ville qu'à un plus vaste territoire. En Bretagne, l'entreprise n'avait rien d'artificiel.

ROK#2. LADTK, 480 pages, 54 €.

*Musiques amplifiées:  
« Nantes fait mieux  
que Rennes »*

**CONTEXTE >** Entretien avec Frank Darcel, musicien, auteur, éditeur et coordinateur de l'ouvrage ROK#2



**PLACE PUBLIQUE >** Rennes s'éveille au rock à la fin des années 1970 ?

**FRANK DARCEL >** Dans les années 1970, jusqu'en 1977, les deux villes ont le même visage culturel, avec une culture assez classique. À Rennes, ce n'est pas vraiment l'arrivée des socialistes qui a changé

les choses. L'impulsion est venue de jeunes étudiants, qui, notamment, se rendaient régulièrement à Londres. Pouvoir prendre le bateau pour l'Angleterre à Saint-Malo, ça peut paraître anecdotique, mais ça ne l'est pas. Il y a eu rencontre entre ces étudiants et un milieu socioculturel puissant.

**PLACE PUBLIQUE >** Dans les années 1980, Rennes affirme son statut de ville rock

**FRANK DARCEL >** Le succès des Trans vient avant tout de la société civile. Il a toujours fallu convaincre que le rock, ce n'était pas le bordel. Dans les années 1980, l'envergure nationale que prennent Étienne Daho ou Niagara est aussi une super vitrine pour Rennes. Mais pour obtenir des moyens sur place, c'est un combat sans relâche. L'intelligentsia politique rennaise n'a jamais considéré les musiques actuelles comme de la culture. On soutient les Trans essentiellement parce que le festival donne une bonne image de la ville. Le souci est surtout la communication.

**PLACE PUBLIQUE >** La politique nantaise est différente ?

**FRANK DARCEL >** Quand il prend la ville en 1989, Jean-Marc Ayrault a su déléguer. Les musiques actuelles ne sont pas sa culture, il l'admet, mais il pense que pour la ville, c'est important. Jean-Louis Jossic (l'adjoint à la culture), Jean Blaise ou Éric Boistard (directeur de l'Olympic puis Stereolux) ont pu avoir carte blanche. Nantes a su se construire des outils extraordinaires, l'Olympic puis, maintenant, Stereolux, Trempolino pour l'accompagnement des musiciens. À Rennes, Le Jardin Moderne, qui joue aussi ce rôle d'accompagnement est installé dans une zone industrielle, sans arrêt de transport en commun propre, et a dix fois moins de subventions que le TNB. Le théâtre prime à Rennes, le rock reste quelque chose qu'on a envie de mettre sous le tapis, et ça se retrouve dans les équipements: le recyclage du Liberté, le manque de salle pour remplacer la salle de la cité.

**PLACE PUBLIQUE >** L'émergence au plan national de la scène nantaise, avec notamment Pony Pony Run Run ou C2C est une conséquence de la politique locale ?

**FRANK DARCEL >** On ne peut pas décider de la qualité d'un groupe en conseil municipal ou d'agglo. Mais on sent un vrai esprit de ville autour de Stereolux, avec notamment un noyau de groupes électro-pop qui se connaissent bien, collaborent ensemble (Rhum For Pauline, Pegase...). Mais aussi des formations plus rock comme Fordamage ou Papier Tigre qui tournent dans toute l'Europe. Point commun entre les deux villes: 95 % des groupes chantent en anglais. Et, dans certains cas, ça leur ouvre effectivement les portes de l'international.

À ÉCOUTER POP POP

## The Popopopops

Formés sur les bancs du lycée Zola, The Popopopops a été le groupe de jeunes gens le plus en vue de Rennes au moment de l'invasion baby-rockers. Il aura finalement fallu cinq ans, et une évolution stylistique plus pop et portée sur les claviers (en partie liée au départ du premier guitariste, Leonard?), pour que sorte ce premier album finalement inégal. Trois morceaux se détachent, *My Mind is Old* et *R'n'R*, rythmes lents et marqués, synthés en avant et chœurs haut perchés pour le premier, petites références au hip-hop pour le second ouvrent et clôturent l'album avec grâce. *Wavelength* a un beau refrain fluide, sensuel, avec des guitares malines qui se répondent. Par contre, *Sign* cherche du côté de Depeche Mode mais manque un rien de direction, *Healing* trouve un refrain trop accrocheur pour être vraiment honnête, *Cross the Line* tente maladroitement l'afro-pop. La voix de Victor, depuis toujours un gros atout, a une vraie belle texture mais échoue trop souvent à faire naître l'émotion. Les morceaux réussis, et le vrai potentiel du groupe, pourraient cependant leur accorder une destinée nationale.

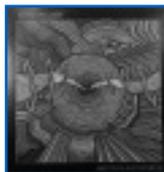
*Swell*, ZRP, 12 titres.



## COMPILATION

### Vibrations électriques 6

Sixième photographie annuelle de la scène des musiques électrifiées rennaises par Radio Campus Rennes. Toujours bien en pointe sur l'actualité du moment. On a ici parlé de certains de ces artistes : Julie Seiller, Mein Sohn William, Black Regent, Bumpkin Island... D'autres sont des projets récents ou incarnent de nouvelles tendances.



La version pop du math rock, musique agile et raidement dansante, dans la lignée des Britanniques de Foals s'installe via Olympia Fields, les Kids of Maths. Ludovic Bousquet (Nag Nag Nag, notamment) prend un virage plus pop et accrocheur avec son nouveau trio Expo qui met en avant les claviers. À surveiller de près, l'électro-rock Astro-dynamics : même si la voix impérieuse est trop marquée par l'influence des Américains d'Interpol, le morceau *Come to the USA* a une sacrée présence. On aime beaucoup Tiny Feet, « one woman band » à guitare, boîte à rythmes et jolie voix sombrement romantique. Dans un registre entre hip hop, pop et r'n'b, le quatuor vocal Bukatrise, qui émule tous les instruments à la voix, est mieux que convaincant. Nouvelle confirmation, malgré la difficulté à faire émerger des têtes de file, le nombre de groupes rennais doués reste assez bluffant.

Limbo Discs. 18 titres.

PUNK SIXTIES

## Didier Wampas & Bikini Machine

Didier Wampas, vétéran du punk français, drôle, pertinent et direct depuis quelques dizaines d'années, extraordinaire showman devant l'éternel, avait choisi les Rennais Bikini Machine pour l'accompagner sur la tournée d'un premier album solo à la production moyennement inspirée. Les Rennais lui ont apporté leur esprit garage-soul inspiré des sixties mais sans



la moindre nostalgie. Un album devait naître de cette association naturelle. Wampas joue toujours le premier degré en sachant qu'on le prendra au troisième, mélange de sincérité et de malice. Il se plaint de se faire virer de la radio rap Skyrock bien qu'il s'appelle Didier comme Joey Starr (Viré de Skyrock), rend un hommage vibrant au compositeur Olivier Messiaen qui le transportent des canyons aux étoiles, dit l'humiliation d'avoir été délaissé pour un des frères Bogdanov (Temps X), rêve d'aller en Tchéquie avec la jeune femme récemment arrivée de la-bas, et, globalement, aspire à fraterniser et amour. Car Didier ne dédaigne jamais une belle chanson d'amour, et en rajoute deux à son palmarès avec *Virginie* et *Toujours*. Il avait entamé le genre comme une parodie, il sait maintenant toucher. Seul authentique intermède de mauvaise humeur : Didier Wampas en punk vétéran qu'il est, ne supporte toujours pas le disco, dont certains éléments ont infusé, ces dernières années, une part notable de la pop et du punk : le disco, ça pue, tranche-t-il. Derrière, non, pas derrière, sérieusement avec lui, de tous leurs instruments et chœurs harmonisés, les Bikini Machine dégagent mélodies acérées à la Kinks, yéyé vintage, soul légère, surfs intrépides, pop millésimée, en collant parfaitement à l'univers à la fois direct et acidulé du chanteur. Une vraie rencontre a eu lieu, entre des hommes qui adorent l'ironie mais n'aiment pas le cynisme. Du coup, Didier wampas ne se force plus à chanter faux par moments, et, non, on ne s'en plaint pas. Didier Wampas est depuis peu retraité de la RATP, n'a jamais voulu se considérer musicien professionnel. Avec les Rennais, le jeune retraité a trouvé les idéaux compagnons pour une retraite des plus actives.

*Comme dans un garage*, Atmosphériques. 13 titres.

# CONTRIBUTIONS



**121** Georges Guitton  
*Ici, Ricœur apprend à « marcher  
dans la ville »*

**125** Jérôme Porée  
*Le philosophe, l'architecte et la cité*

**131** Raphaël Suire  
*Numérique : Rennes à la peine,  
Nantes s'envole*

**135** Thomas Frinault  
*Le District puis Rennes Métropole,  
et après ?*

**140** Gilles Cervera  
*Points de détails*

# Ici, Ricœur apprit à « marcher dans la ville »

TEXTE > GEORGES GUITTON

**RÉSUMÉ** > *Le philosophe Paul Ricœur (1913-2005) connu pour ses travaux sur la phénoménologie et l'herméneutique passa son enfance et sa jeunesse à Rennes. Un an avant sa mort, il fut accueilli par la Ville en tant que citoyen d'honneur. À cette occasion, il prononça une allocution où il exprima son attachement à Rennes, expliquant que c'est ici même qu'il « apprit à marcher ». À marcher dans la ville, « à marcher dans la vie ». On lira plus loin le texte de réflexion que les propos de Ricœur ont inspiré à son disciple Jérôme Porée, professeur de philosophie à Rennes 1.*



Paul Ricœur et la ville. Revenant dans le pays de son enfance, le philosophe évoque spontanément la marche à pied. Lors de la cérémonie organisée le 23 avril 2004 à la mairie de Rennes par le maire Edmond Hervé, le penseur alors âgé de 91 ans, se replonge dans la mémoire concrète de ses pas. Et suggère le rôle fondateur, la charge d'apprentissage, que représenta pour lui le fait de marcher dans la ville<sup>1</sup>.

Orphelin de mère et de père (ce dernier tué à la guerre), le petit Ricœur arriva dans la capitale bretonne à l'âge de deux ans pour vivre désormais auprès de ses grands-parents paternels. Le grand-père est fondé de pouvoir du trésorier général. La famille habite au 35, boulevard de Sévigné. Enfant, Paul fréquente le temple protestant du boulevard de la Liberté, il a pour amie la petite Simone Lejas, une Rennaise, protestante elle aussi, qui deviendra son épouse<sup>2</sup>. Elle habite au bout de la rue de l'Alma, située à l'époque en bordure des champs. Parcourant la ville, depuis le quartier huppé de Sévigné jusqu'au faubourg populaire de l'Alma, l'adolescent traverse les classes sociales, « les genres de vie différents ». Une sorte de marche initiatique.

La famille de Simone travaille à *L'Ouest-Éclair*. Le

jeune Paul découvre ce métier très particulier de typographe et se rend parfois le soir au siège du journal, rue du Pré-Botté. À l'époque, les nouvelles les plus importantes sont affichées à la craie sur un panneau à l'usage du public. C'est là « que j'ai fait mon apprentissage politique, » dira-t-il en 2004. Se souvenant s'être indigné de la condamnation de Seznec ou de l'exécution de Sacco et Vanzetti à New York. Indignation qui permet à chacun, dit-il, d'entrer « dans la question politique ». Parfois aussi, le jeune Ricœur se rend au cimetière du Nord où une partie de sa famille est enterrée. Souvenir des parapluies de la Toussaint, passage entre les morts et les vivants. C'est aussi cela la société, c'est aussi cela la ville, s'exclame le philosophe des décennies plus tard.

À ces circulations formatrices au cœur de la cité rennaise, Paul Ricœur ajoute en insistant sur ce point « le chemin de l'école ». Il n'oublie pas qu'il resta treize ans

1. On peut écouter l'enregistrement des allocutions d'Edmond Hervé et de Paul Ricœur, du 23 avril 2004, sur notre site [www.placepublique-rennes.com](http://www.placepublique-rennes.com)

2. Simone Ricœur est décédée en 1998.





Paul Ricœur en compagnie d'Edmond Hervé et de Catherine Goldenstein, responsable du Fonds Paul Ricœur, lors de la cérémonie à la mairie de Rennes le 23 avril 2004 (Crédit photo: Dominique Levasseur)



sur les bancs des établissements de la ville. Depuis le petit lycée et le lycée<sup>3</sup> (aujourd'hui Zola), jusqu'à la faculté des lettres de la place Hoche où il obtint à l'âge de 20 ans sa licence de philosophie. Ce diplôme en poche, il s'en alla enseigner au lycée de Saint-Brieuc mais revient à Rennes, par exemple pour faire passer des oraux à ses élèves, improvisant sous les ombrages du Thabor une ultime préparation des épreuves. Après son agrégation où il est classé 2<sup>e</sup> en 1935, il reprend à nouveau le chemin de Bretagne pour enseigner à Lorient.

Le philosophe n'en a pas fini avec Rennes. Durant ses cinq ans de captivité en Allemagne, c'est à Rennes que vi-

vent sa femme et ses trois enfants. Ensuite, il rendra régulièrement visite à ses beaux-parents jusqu'à leur décès dans les années soixante tandis que sa carrière universitaire s'envole : Strasbourg, Sorbonne, Chicago et Nanterre dont il deviendra le doyen de la faculté en 1969. C'est tardivement, à partir des années 80, que Paul Ricœur proche de la revue *Esprit* se voit reconnaître une place de premier plan dans la vie intellectuelle française qui salue dès lors la publica-

3. Au lycée de Rennes, il eut comme professeur de philosophie et comme maître Roland Dalbiez (1893-1976) à qui l'on doit le premier vrai travail philosophique sur la pensée de Freud.

## Des hommages pour le centenaire

Le centième anniversaire de la naissance de Paul Ricœur donne lieu cette année à plusieurs manifestations. Colloques à Paris, en Espagne, au Chili, en Allemagne, à Strasbourg, au Togo... À Rennes, une soirée aura lieu le 11 décembre aux Champs Libres. Jérôme Porée y recevra François Dosse dans le cycle « Grands philosophes ». La discussion sera suivie de la projection d'un entretien filmé de Paul Ricœur par Laure Adler en 1997. Par ailleurs, une exposition de douze panneaux intitulée « Paul Ricœur, la traversée du siècle » sera présentée à Rennes (date et lieu non définis pour l'instant). Enfin, une conférence sur le philosophe sera donnée par Jérôme Porée, le 19 décembre aux Archives de Rennes.

tion de ses nombreux essais : sur la morale, l'histoire, la métaphore, la mémoire, le récit...

Les dernières années de sa vie, comme pour refermer la boucle du destin, Paul Ricœur remet ses pas dans le Rennes de son enfance, à l'invitation de la Société bretonne de philosophie et de l'association pour la mémoire du lycée (Amelycor). On le revoit ainsi en mars 2003 puis en avril 2004 pour une cérémonie marquante à la mairie de Rennes.

Deux ans après la mort du philosophe, les Champs Libres accueillirent en 2007 un colloque « Paul Ricœur, la pensée en dialogue »<sup>4</sup>. Cette année encore, pour le centenaire de sa naissance, conférence et exposition seront organisées dans « sa » ville. Cette ville dont on comprend qu'elle eût pour lui un rôle éminemment fondateur.

4. *Paul Ricœur, la pensée en dialogue* (actes du colloque des 17 et 18 octobre 2007) a été publié aux Presses universitaires de Rennes, sous la direction de Jérôme Porée et Gilbert Vincent, en 2010.

Image du bout de la rue de l'Alma à la fin des années 40 d'après des photos aériennes de Rennes prises par les aviateurs américains. Images visibles sur le site [www.condate.rennes.fr](http://www.condate.rennes.fr) (DG Com Ville de Rennes)



## Les trois marches du philosophe

Voici les trois promenades de Ricœur dans le Rennes d'avant-guerre, telles qu'il les décrit le 23 avril 2004 à la mairie de Rennes.

### 1. Au bout de la rue de l'Alma

« Pour moi, la ville, cela a été rapidement la découverte des quartiers car il s'est trouvé que mon amie d'enfance qui allait devenir ma femme habitait ce que l'on appelait à l'époque la rue de l'Alma prolongée, cette partie de la rue de l'Alma au-delà du boulevard Jacques-Cartier. Maintenant, il y a une ville entière au-delà, mais alors il y avait des champs, à quelques centaines de mètres de cette maison où ma future femme a habité. Et où je suis revenu voir mes beaux-parents jusqu'aux années 1965. C'est comme cela que j'ai découvert ce que c'était qu'une ville : en allant d'un quartier à l'autre, du quartier bourgeois de Sévigné où mon grand-père habitait à ce quartier plus populaire de la rue de l'Alma. »





## 2. Dans le hall de *L'Ouest-Éclair*

« J'ai appris beaucoup de choses par la fréquentation de *L'Ouest-Éclair* (où travaillait la famille de ma future femme). Je me rappelle allant prendre les nouvelles, le soir, que l'on affichait (...) à la craie. C'est là que j'ai fait mon apprentissage politique. (Que j'ai vécu) mes premières indignations: l'affaire Seznec (...) Et aussi l'exécution à New York de Sacco et Vanzetti. (Ce fut) ma première grande indignation politique. Des anarchistes italiens qui ont été – à tort ou à raison – condamnés et exécutés. J'ai découvert que c'est par l'indignation que l'on entre dans la question politique et dans le côté social de la question politique. » (Rennes, 23 avril 2004)



## 3. Entre les tombes du cimetière du Nord

« Je ne dois pas oublier ce qu'il y a aussi dans une ville: les cimetières. Je me rappelle – c'est comme une image fondatrice pour moi – la Toussaint, avec ses armées de parapluies ouverts. Moi aussi j'ai pris le chemin du cimetière du Nord où sont les miens et ceux de ma femme. (Le cimetière), c'est le lien des générations, des vivants et des morts, c'est aussi la société, c'est aussi la ville. » (Rennes, 23 avril 2004)

# Le philosophe, l'architecte et la cité

TEXTE > JÉRÔME PORÉE

**RÉSUMÉ** > *Le Rennes de l'enfance de Paul Ricœur apparaît comme une ville idéale où tout est relié. La crise du politique - qui est aussi crise de la ville - nous éloigne de ce modèle. D'où l'importance de l'urbaniste et de l'architecte à qui il revient « de renouer les fils brisés de la vie dans la cité ». Mais il y va aussi de la responsabilité du politique, et plus largement du citoyen. À chacun il incombe de porter attention à la fragilité de la ville pour faire en sorte que le monde soit « habitable ».*



Dans un entretien publié par *Le Monde* en 1991, Paul Ricœur déclarait : « la cité est fondamentalement périssable ; sa survie dépend de nous »<sup>1</sup> ; et il décrivait la « crise du politique », dont il établissait précisément le diagnostic. Il ne faut pas séparer cependant les deux sens qu'a pour nous le mot cité : d'un côté, la communauté politique avec toutes les institutions qui la fondent et lui donnent la forme d'un État ; de l'autre, la ville. Les deux choses se confondaient pour les anciens Grecs, dont les États n'excédaient pas, il est vrai, trente mille ou quarante mille âmes. Aussi le citoyen était-il indistinctement celui qui habitait la ville et celui qui participait aux décisions concernant la vie de l'État. Il en est autrement aujourd'hui. Les frontières de l'État ne sont plus celles de la ville. Mais la ville est restée le lieu par excellence de l'action politique. Elle est aussi le meilleur révélateur des biens et des maux de la cité prise en son sens le plus large. La crise du politique peut donc être mise en rapport avec la crise de la ville<sup>2</sup>, sur laquelle Ricœur avait écrit dans les années soixante un texte prémonitoire<sup>3</sup>.

Quel contraste entre ce texte et son discours improvisé à l'Hôtel de Ville de Rennes le 23 avril 2004 lorsqu'il fut fait citoyen d'honneur par son maire, Edmond Hervé !

Dans un style poétique où l'évocation le disputait à l'analyse, il avait dit alors comment il avait appris ensemble à « marcher dans la ville » et à marcher dans la vie – allant du quartier bourgeois du centre-ville où habitait son grand-père au quartier plus populaire de la rue de l'Alma où résidait la famille de sa femme, s'arrêtant dans le hall du quotidien *L'Ouest-Eclair* où arrivaient les dépêches venues de tous les coins du monde, prenant enfin parfois le chemin du cimetière du Nord pour enterrer un parent ou un ami<sup>4</sup>.

Je m'arrête sur ces trois moments de son évocation car ils correspondent à trois types de rapports que les pointes avancées de l'urbanisation ont rendus plus improbables et qui nous obligeraient à nous demander si nous pouvons aussi facilement, aujourd'hui, marcher dans la ville : le rapport entre le centre et la périphérie, le

JÉRÔME PORÉE enseigne la philosophie à l'université Rennes 1. Ses champs de recherche concernent la phénoménologie, la philosophie de l'existence et la philosophie morale. Il est notamment l'auteur de *La Philosophie à l'épreuve du mal* (Vrin, 1993), *Le Mal. Homme coupable, homme souffrant* (Armand Colin, 2000), *Répliquer au mal. Symbole et justice dans l'œuvre de Paul Ricœur* (avec Gilbert Vincent, PUR, 2006), *Paul Ricœur : la pensée en dialogue* (avec Gilbert Vincent, PUR, 2010)

1. *Le Monde* du 29 octobre 1991.

2. Révélée en France par les émeutes de l'année 2005.

3. « Urbanisation et sécularisation », *Revue du christianisme social*, 1967, n° 5-8 ; repris dans *Autre temps*, n° 76-77, printemps 2003.

4. Une transcription de ce discours a été publiée dans *Hopala !* n° 18/2004. On peut aussi l'écouter sur le site [www.placepublique-rennes.com](http://www.placepublique-rennes.com)





La tâche du philosophe est de « remettre constamment dans le courant de la discussion ce qui est monopolisé abusivement par les spécialistes ».

rapport entre le familial et l'étranger, enfin le rapport entre les générations successives. Ces trois types de rapport ne sont pas sans lien d'ailleurs avec ceux qui constituent la vie dans la cité prise au sens le plus large. Aussi sont-ils impliqués, de deux manières différentes, dans la crise du politique et dans la crise de la ville.

### Le philosophe et la crise du politique

Il faut commencer par justifier ce masculin : *le* politique. Ce qu'on désigne ainsi est non, en effet, une science ou un art, mais une forme de vie. Cette forme de vie a un caractère public. Elle s'oppose en ce sens à l'intimité du foyer mais aussi à toutes les communautés où le prochain signifie seulement le proche et que l'on pourrait concevoir d'ailleurs comme de grandes familles. Et elle implique, dans tous les cas, l'ouverture d'un espace de délibération et d'initiative où des individus instituent en commun les règles qui perpétuent leur coexistence. Cette définition permet de comprendre, par contraste, les trois aspects principaux de l'actuelle crise du politique : crise de la participation ; crise de l'institution ; crise de la transmission.

Crise de la participation d'abord. Est citoyen, selon Aristote, celui qui participe aux affaires publiques, et qui en témoigne par l'action et la parole. C'est aussi l'avis de Ricœur, qui insiste moins d'ailleurs, dans l'entretien cité plus haut, sur les taux d'abstention aux consultations électorales que sur l'indifférence à l'égard de la discussion publique, sur laquelle repose pourtant la démocratie telle qu'il l'entend. Car, sur les choix globaux de nos sociétés autant que sur la hiérarchie des biens et sur la plupart des questions qui intéressent le « vivre ensemble », les experts, malgré l'apparence, « n'en savent pas plus que chacun d'entre nous ». La tâche du philosophe est bien plutôt de « remettre constamment dans le courant de la discussion ce qui est monopolisé abusivement par les spécialistes ». Encore faut-il, certes, vouloir vivre ensemble. Ici le philosophe ne peut rien. Il remarquera tout au plus qu'il faut, pour cela, non seulement sortir de soi, mais encore transférer une partie de soi sur des institutions qui ont, par définition, quelque chose d'abstrait et dans lesquelles il n'est pas toujours facile de se reconnaître.

Le deuxième aspect de la crise du politique est précisément l'impuissance des individus à se mettre à distance d'eux-mêmes et à se reconnaître dans les formes dont dépend leur existence commune. Il faut en effet, pour cela,

une capacité d'abstraction qui est l'envers d'un pouvoir plus fondamental de symbolisation dont l'expression privilégiée est le langage – l'institution qui supporte toutes les autres institutions. Or ce pouvoir même, aujourd'hui, vacille. Dans notre société pauvre en symboles, le réel seul compte – le réel, c'est-à-dire ce qui nous est immédiatement présent : le proche à l'exclusion du lointain, l'instant par opposition à la durée, l'éprouvé au lieu de l'hérité ou de l'espéré. La délégitimation des institutions est l'effet de la désymbolisation qui affecte en profondeur, aujourd'hui, la vie humaine.

D'où le troisième aspect de la crise du politique, qui autorise à en parler comme d'une crise de la culture. Il concerne, justement, la transmission. Par ce mot : « symbole », les anciens Grecs désignaient un objet coupé en deux dont deux personnes conservaient chacune une moitié et qui leur servait ensuite à se rappeler mutuellement leurs devoirs d'hospitalité. Le symbole, ensemble, rappelle et relie. Il raconte à chacun une histoire qui a commencé avant lui, qui continuera après lui et où il est invité lui-même à trouver sa place. Aussi la conscience politique était-elle structurée jusqu'à nos jours par l'heureux contraste d'un « espace d'expérience » fort de multiples héritages et d'un « horizon d'attente » où elle pouvait se projeter<sup>5</sup>. Or elle est devenue aujourd'hui celle d'un individu sans mémoire et sans projet. Il s'agit donc, pour le philosophe, de revivifier ces multiples héritages – de l'hellénisme au socialisme utopique en passant, entre autres, par le judaïsme, le christianisme, l'humanisme et la pensée des Lumières –, dans l'idée qu'ils sont riches encore de potentialités inaccomplies. Car la mémoire seule nous rend capables de projet, et nos meilleures raisons d'espérer sont souvent le trésor caché de nos traditions les plus anciennes.

### L'architecte et la crise de la ville

C'est à ce point qu'il est possible de relier la crise du politique et la crise de la ville. Les mêmes causes produisent les mêmes effets et appellent les mêmes remèdes. La différence est que le philosophe s'efface alors derrière l'urbaniste et l'architecte, à qui revient le soin de renouer les fils brisés de la vie dans la cité. Mais il n'est pas interdit de penser qu'il les inspire.

5. R. Koselleck, *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, 1979, EHESS, 2000.

La délégitimation des institutions est l'effet de la désymbolisation qui affecte en profondeur, aujourd'hui, la vie humaine.

Le philosophe à Rennes en 2004 (coll. Particulière)

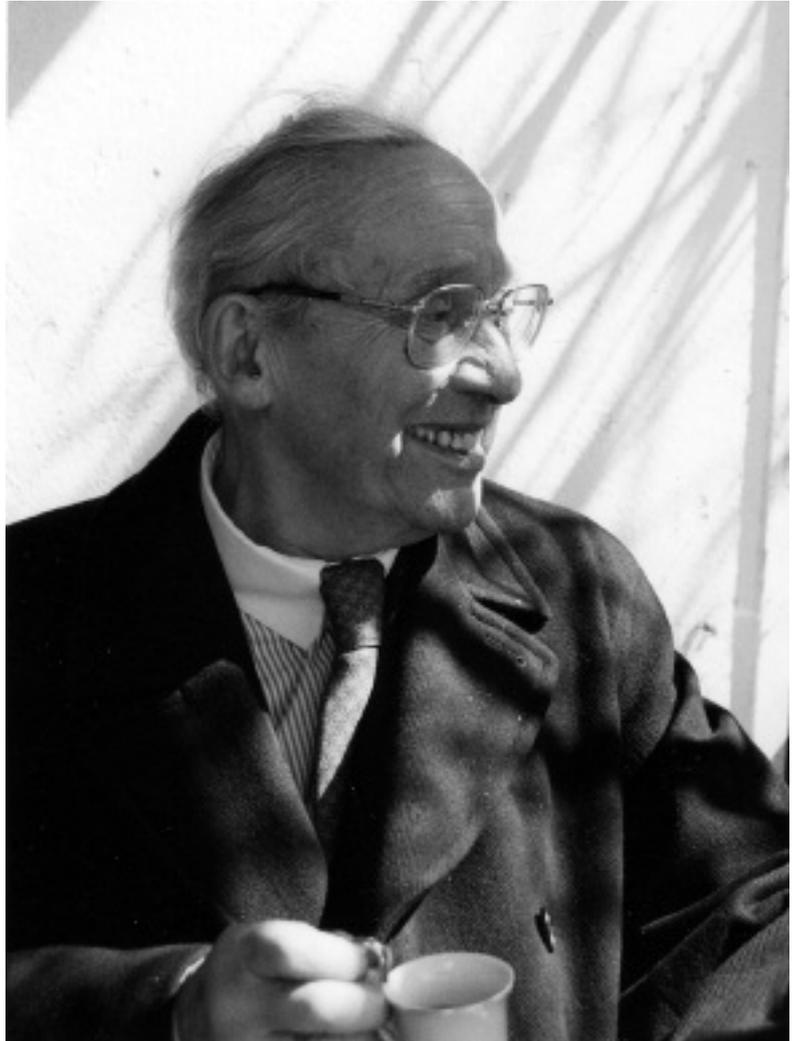
Quand il évoque, en 2004, le Rennes de son enfance et de son adolescence, Ricœur décrit en quelque sorte la ville idéale: on y passe aisément du centre aux quartiers périphériques; on s'y ouvre à d'autres qu'à ses proches et l'on y accueille les diverses figures de l'universelle humanité; on y fait enfin l'expérience, au cimetière ou devant les monuments chargés de l'héritage des siècles, du lien qui unit les générations successives. Or ce sont là, encore une fois, trois types de rapport que la ville moderne a rendus plus improbables du fait, d'abord, de la coupure entre un centre muséifié et des quartiers dont la situation périphérique est souvent synonyme de rejet ou d'exclusion, ensuite de l'invasion des lieux familiers par le flux continu de la mondialisation marchande, qui réduit à une seule les figures de notre humanité, enfin de la mobilité généralisée.

Il ne s'agit pas tant de Rennes, où cette évolution a sans doute été moins forte qu'ailleurs et où la volonté politique a pu empêcher jusqu'à présent ses effets les plus délétères, que des grandes mégapoles qui se développent partout dans le monde et nous donnent l'image à la fois d'une ville glorieuse et d'une ville défaite.

J'ai parlé plus haut, à ce propos, d'un texte prémonitoire – même si l'urbanisation n'en est pas l'unique objet<sup>6</sup>. Ce texte, publié en 1967, ébauche une phénoménologie de la ville moderne, qui est caractérisée précisément par quatre traits – la communication, la mobilité, la concentration, la représentation de l'énergie humaine – dont chacun est décrit d'abord de manière neutre mais avoue ensuite une « pathologie propre ».

Commençons par la description neutre. La ville apparaît d'abord, de ce point de vue, comme un « fait de communication »: elle est semblable à un « énorme échangeur » qui institue entre les hommes un réseau dense et ramifié de relations non seulement plus nombreuses mais encore « plus variées, plus spécialisées et plus abstraites ». La multiplication des signaux que chacun est ainsi astreint à décoder augmente son champ d'information et de décision. Certes, il a pour contrepartie « la dépersonnalisation de la plupart de [ses] relations » avec les autres. Mais cette dépersonnalisation a des aspects positifs si elle élargit sa sphère d'existence et si elle réserve en même temps « un domaine de rencontres authentiques »<sup>7</sup>.

La même remarque peut être faite à propos de la « mobilité accélérée » dont tous les citoyens font aujourd'hui



l'expérience. Ce phénomène incite à décrire la ville comme « un milieu de migration interne ». S'il se rattache au précédent, il lui ajoute cependant une dimension nouvelle: « pour la plupart des hommes, le lieu de résidence et celui du travail sont fort éloignés; cette distance géographique signifie une distance psychologique; les différents rôles sont dissociés »<sup>8</sup> et ils exigent de cha-

6. Le phénomène d'urbanisation y est mis en relation avec le phénomène de sécularisation.

7. « Urbanisation et sécularisation », *op. cit.*, p. 114.





La ville est le lieu où l'homme se voit faire et où il célèbre sa propre créativité.

cun une grande souplesse d'adaptation. La mobilité opère ainsi une « défamiliarisation » mais cette défamiliarisation, elle aussi, a des effets bénéfiques, si elle détend les liens parfois trop serrés qui attachent chacun à son foyer et donne à sa vie un air d'aventure.

Le phénomène de *concentration* peut faire à son tour l'objet de la même description neutre. Il a son origine, certes, dans l'organisation moderne du travail, dont le modèle bureaucratique est ainsi rendu visible aux yeux de tous. Mais la concentration des industries, du système bancaire et de l'appareil de distribution laisse en dehors d'elle « le système très différencié de l'équipement scolaire, de l'équipement sanitaire, des divertissements [et] des loisirs »<sup>9</sup>.

Reste – dernier trait descriptif – « l'*image de la ville* pour elle-même ». La ville apparaît, dans cette image, comme le témoignage majeur de « l'énergie humaine » – une énergie essentiellement tournée vers le futur: « la ville, c'est l'inverse de la terre »; « c'est l'artifice intégral, le projet humain réalisé »<sup>10</sup>, le lieu justement où l'homme se voit faire et où il célèbre sa propre créativité.

Mais il n'y en a pas moins une « pathologie de la ville ». Elle est « l'expression monstrueuse de la pathologie de la société globale »<sup>11</sup>. Ses principaux symptômes, on l'a dit, se rattachent aux quatre traits qui viennent d'être décrits.

*La communication?* « Nous la ressentons comme un excès de signaux, comme un déluge d'informations qui épuisent, au sens physique et psychique du mot, notre capacité d'intégration et de discernement ». L'embouteillage de nos villes illustre l'engorgement de toutes les relations – des « relations qui ne relient plus » et d'où découle une forme d'anonymat qui a le sens non d'une ouverture à l'espace public mais d'une « subtile destruction du privé lui-même »<sup>12</sup>.

*La mobilité?* « Elle n'est pas seulement fonctionnelle mais aberrante »; c'est ce que montrent « l'accumulation des désintégrés » à la périphérie des grandes villes et le « pourrissement » de celles-ci par le centre: « le néonomadisme de l'homme moderne est aussi déracinement »; il insinue « l'indifférence et le cynisme »<sup>13</sup>.

*La concentration organisée?* Elle aussi a sa pathologie: « nos villes souffrent à la fois de sur-organisation bureaucratique et de sous-administration; [...] l'homme y éprouve son destin à la fois comme massif et parcellaire: lieu de la contrainte généralisée [...], elle est aussi le lieu

de la segmentation de la personnalité »<sup>14</sup>.

*L'image de l'énergie humaine?* « Cette énergie, dans la mesure où elle est dominée par la technique, risque de se perdre dans un futurisme vide, dans un prométhéisme vain » car « l'invention technique se cumule en effaçant son passé » et l'on peut craindre que, dans les villes anciennes, la promotion des quartiers historiques, loin de restaurer un lien vivant entre le passé et l'avenir, masque seulement « l'engrenage des moyens dans l'absence des buts et la perte du sens »<sup>15</sup>.

Ricœur conclut à l'« ambivalence de la ville » – ce que j'exprimais moi-même en parlant à la fois d'une ville glorieuse et d'une ville défaite. Cette ville défaite, comment la refaire? Ou, si elle ne l'est pas encore, comment lui redonner un avenir?

### Architecture et narrativité

À cette question répond un article publié en 1998 sous le titre: « Architecture et narrativité »<sup>16</sup>. Ce titre évoque *Temps et récit*, le livre majeur des années quatre-vingt<sup>17</sup>. Ricœur montre, dans ce livre, que le temps ne devient « temps humain » que s'il est articulé de manière narrative. Le récit réalise une synthèse du temps; d'une succession d'instantanés quelconques, il fait un devenir sensé. Il en est ainsi de l'histoire et de la fiction mais avant cela de la narration quotidienne de nos plus humbles expériences. Aussi l'identité des personnes est-elle fondamentalement – comme celle des peuples et des groupes sociaux – une « identité narrative ».

L'article propose de mettre en parallèle le temps raconté et l'espace construit. Il suggère que l'architecture est à l'espace ce que le récit est au temps. Ce n'est cependant qu'une première étape. La deuxième consiste à montrer qu'il y a non seulement, entre l'acte de raconter et l'acte de construire, parallélisme, mais encore intrication ou « enchevêtrement ». Car l'architecture, à sa manière, ra-

8. *Ibid.*

9. *Ibid.*, p. 115.

10. *Ibid.*

11. *Ibid.*, p. 116.

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*

15. *Ibid.*, p. 116-117.

16. *Urbanisme*, n° 303, novembre-décembre 1998.

17. *Temps et récit*, 3 tomes, Paris, Seuil, 1983, 1984, 1985.

Cette ville défaite, comment la refaire? Comment lui redonner un avenir?

Paul Ricœur lors de sa conférence sur « Les paradoxes du don », à la faculté de droit de Rennes en 2003 (photo Sylvain Bouttet).



conte une histoire. Elle traite spatialement des rapports qui sont des rapports temporels. L'exemple le plus flagrant en est la contiguïté de l'ancien et du nouveau, qu'elle concerne un bâtiment particulier ou son inscription dans un quartier dont les autres bâtiments correspondent à des époques différentes. C'est cependant à l'échelle moins du bâtiment que du quartier ou de la ville entière qu'il faut envisager l'opération architecturale. C'est à cette échelle, en effet, qu'elle se montre capable à la fois d'organiser l'espace et d'unir le temps. C'est à cette échelle aussi que s'impose la collaboration de l'architecte et de l'urbaniste – dont il ne faut pas oublier qu'il est né lui-même de la crise de l'urbanisation<sup>18</sup>. La ville n'apparaît plus seulement alors comme la somme des bâtiments qui la composent et où ses habitants s'isolent et trouvent un abri. Elle est encore le réseau des rues où ils se croisent et des places où ils s'attardent et entrent en conversation. Au rapport de l'ancien et du nouveau s'ajoute ainsi celui de l'*abri* et de l'*ouvert*.

Mais il est encore une autre ressemblance entre l'acte de construire et celui de raconter : ni l'un ni l'autre ne trouve sa fin en lui-même. Le récit, en effet, n'achève pas son trajet dans l'enceinte du texte : il ne trouve son sens que « repris et assumé dans l'acte de lire » ; et il manifeste ainsi sa capacité de transformer la vie du lecteur. Il en est de même de l'œuvre architecturale – l'habitant prenant alors la place du lecteur. Comme le récit s'achève dans la lecture, l'architecture s'achève dans l'habitation. Le risque est de l'oublier. C'est celui d'un formalisme architectural qui coupe l'acte de construire de sa visée et fait de l'œuvre bâtie une fin en soi<sup>19</sup>.

Or, pas plus qu'un auteur ne connaît ses lecteurs, l'architecte ne connaît ceux qui habiteront les édifices qu'il construit ou restaure. Je ne peux pas ne pas évoquer encore, à ce propos, l'émotion de Ricœur lors de sa visite au lycée où il avait, je le cite, « marché dans les études » soixante-quinze ans plus tôt : l'actuel lycée Zola<sup>20</sup>. Nous étions dans l'ancienne chapelle, coupée en deux dans le sens de la hauteur et transformée pour partie en salle de conférence et pour partie en centre de documentation. Quelqu'un lui expliqua que cette séparation avait été conçue de telle sorte que les futurs habitants du lieu pussent facilement la supprimer s'ils désiraient jouir à nouveau de l'intégralité de la chapelle. Il trouva exemplaire le travail d'un architecte qui, non content de relier l'ancien et

le nouveau, avait confié son œuvre au choix d'hommes éloignés dont il ne connaîtrait jamais le visage.

### Responsables du fragile

C'est ici, justement, que l'architecture rejoint la politique. C'est ici, pour être plus précis, que l'*œuvre* architecturale rejoint l'*action* politique. Mais quel est exactement leur rapport ?

L'architecture, on l'a vu, n'est pas une opération isolée ; elle ajoute une maille à ce que nous appelons, non sans raison, le « tissu urbain ». C'est ce qui rend à la fois nécessaire et difficile la collaboration de l'architecte et de l'urbaniste. On pourrait, pour illustrer cette difficulté, opposer la solidité du bâtiment et la fragilité du tissu. La ville est un milieu animé : le bâtiment n'est pas en elle comme une chose dans l'espace géométrique mais comme une cellule dans la vie d'un organisme.

Or cet organisme a son principe non dans la nature –

Nous étions dans l'ancienne chapelle du lycée Zola...

18. « L'urbanisme est la riposte à la pathologie urbaine. [I] signifie : la ville ne peut pas continuer à croître selon son mouvement naturel ; celui-ci doit être maîtrisé, réglé, orienté. » (« Urbanisation et sécularisation », *op. cit.*, p. 116.)

19. « Architecture et narrativité », *op. cit.*, p. 49.

20. C'était en 2003, un an avant sa réception à l'Hôtel de Ville. Il avait répondu à une invitation de l'Association pour la Mémoire du Lycée et du Collège de Rennes (Ame-lycor).

Pas de construction sans concertation des citoyens et de leurs représentants ; pas de ville sans politique de la ville.

c'est la limite de la métaphore biologique – mais dans la volonté de ses membres. L'œuvre de l'architecte suit donc l'action de cette volonté<sup>21</sup>. Rappelons-nous Prométhée volant le feu aux dieux et donnant ainsi aux hommes la puissance qui leur manquait pour assurer leur conservation : de cette puissance, dit le mythe, les hommes ne surent quoi faire tant que leur manqua la « science politique ». La politique, sans doute, n'est pas une science ; pas même un art : c'est une forme de vie. Mais la transposition du mythe n'en est que plus aisée : pas de construction sans concertation des citoyens et de leurs représentants ; pas de ville sans politique de la ville.

Il n'est pas inutile de rappeler à ce point que la vie politique est entièrement régie par la parole – une parole qui ne fait qu'un, pour lors, avec l'action<sup>22</sup>. Car la parole est fragile. Parfois errante, d'autres fois captive, elle est toujours menacée par plus forte qu'elle. La solidité du bâtiment n'annule pas la fragilité de la parole, qui n'est autre alors que celle de la ville entendue comme une réalisation politique. Le sens même de l'histoire qu'il raconte, loin d'être inscrit dans la pierre, dépend de la compréhension qu'en ont – et de l'interprétation qu'en donnent – tous ceux qui mêlent leur voix à la discussion publique. La fragilité du politique est essentiellement celle de la parole. C'est pourquoi elle n'est nulle part aussi grande que dans les cités démocratiques. La forme la plus accomplie de la vie politique est aussi celle où apparaît le mieux la fragilité de la vie politique en général.

Mais elle est encore, pour cette raison même, celle qui en appelle avec la plus grande exigence à la responsabilité des citoyens. Je finirai sur cette idée – profondément ricœurienne – que notre responsabilité s'exerce d'abord à l'égard ce qui est fragile. « Un enfant naît : du seul fait qu'il est là, il oblige »<sup>23</sup> ; sa vulnérabilité même nous en constitue responsables. Il en va de même de la cité pour ceux qu'elle désigne comme ses « gardiens »<sup>24</sup>. Cette responsabilité, en démocratie, incombe à l'ensemble des citoyens. Mais elle est plus particulièrement celle de leurs élus. S'agissant de ces derniers, je dirai, en songeant de nouveau aux trois aspects de la crise du politique – à ses trois points de fragilité –, que leur responsabilité elle-même est triple et consiste à développer la discussion publique, à veiller sur les institutions qui rendent cette discussion possible, enfin à garder vivante la mémoire des œuvres dont le sens, transmis de génération

en génération, jette un pont entre l'histoire déjà échue et l'histoire encore à faire.

Se demandera-t-on en effet quel but poursuivent, par des voies différentes, le philosophe, l'architecte et le politique ? Au fond, il n'en est qu'un : celui de rendre le monde habitable.

Il n'y aurait pas de différence, ce but atteint, entre marcher dans la ville et marcher dans la vie. Et nous marcherions tous alors d'un pas assuré.

Des parties de cet article ont été publiées précédemment dans le livre *Libres champs, réflexions plurielles sur la chose publique*, sous la direction de Yann Le Meur (Apogée, 2007), ainsi que dans la *Revue juridique de l'Ouest* (n° 3, 2008).

21. L'urbaniste trouvant sa place entre l'une et l'autre et leur offrant sa médiation.

22. Cf. H. Arendt, *La condition de l'homme moderne* (dont l'édition française est d'ailleurs préfacée par Ricœur).

23. P. Ricœur, « Responsabilité et fragilité », *Autres temps, op. cit.*, p. 129.

24. Le mot se trouve déjà dans *La République* de Platon, où il ne s'applique cependant qu'à une classe particulière de citoyens.

# Numérique : Rennes à la peine, Nantes s'envole

TEXTE > RAPHAËL SUIRE

**RÉSUMÉ** > *Rennes à la peine ? Nantes qui s'envole ? Concernant le numérique, le dynamisme fut historiquement du côté de la capitale bretonne grâce au développement du secteur des télécommunications (cf. le Minitel). Mais aujourd'hui, explique le chercheur rennais Raphaël Suire, le modèle nantais – moins enraciné dans l'histoire, moins perfusé par la puissance publique – semble mieux adapté aux compétitions à venir.*



## 1 - Deux villes, deux histoires

Le poids de l'histoire et la dépendance à la trajectoire sont deux principes bien connus des économistes-géographes. Les effets positifs procurés par l'agglomération des activités se renforcent au fur à mesure que l'agglomération grandit jusqu'à un point où les congestions urbaines apparaissent. Ce que montrent les résultats théoriques et notamment depuis les travaux du prix Nobel Paul Krugman, c'est que lorsque des effets positifs de l'agglomération existent, alors tous les territoires ne gagnent pas. L'inégale répartition des activités économiques et, par conséquent des écarts de visibilité, d'attractivité des territoires, sont des conséquences du laisser-faire et des forces de marché.

Rennes et la Bretagne, aidés par Pierre Marzin<sup>1</sup>, ont bénéficié d'une dynamique d'agglomération vertueuse dans les années 1960 et probablement pendant une trentaine d'années. À la suite de l'installation du Cnet à Lannion (Centre national d'études des télécommunications), de l'installation de l'École nationale supérieure des télécommunications à Brest, du renforcement du pôle universitaire scientifique et industriel de Rennes, la Bretagne

s'est retrouvée favorablement dotée pour l'émergence d'un secteur des télécommunications.

### Rennes, dominée par des acteurs publics

Profitant pleinement du mouvement de réaménagement des territoires puis des différentes lois de décentralisation, les industries, la recherche et l'enseignement supérieur bretons sont alors dominés par des acteurs publics. Cela veut dire que les décisions stratégiques, le recrutement, les mobilités, les projets, les partenariats sont souvent centralisés ou à tout le moins très hiérarchisés. Avec cette organisation où de puissantes directions régionales dominent le territoire est devenu formidablement riche de ses ingénieurs et de ses innovations technologiques.

La configuration spatiale de cette industrie bretonne des télécommunications, principalement dans les 1980 et 1990, est très étoilée. Un cœur fort concentre les acteurs publics de l'industrie, de la formation et de la recherche ;

1. Directeur général des Télécommunications de 1967 à 1971 et maire de Lannion de 1971 à 1977.

RAPHAËL SUIRE est maître de conférences en économie du numérique à l'université de Rennes 1 où il dirige le master 2 d'économie et conseil en TIC et e-business. Ses recherches portent sur l'économie des réseaux, l'innovation numérique et la créativité. Il est également administrateur de la Cantine numérique rennaise.





Nantes n'a pas de passé particulier dans le secteur des télécommunications.

une périphérie, plus diffuse, est constituée par de petites organisations qui ont grandi dans l'ombre ou en sous-traitant pour les plus grands. Souvent sous perfusion très largement publique, les projets sont nombreux et la culture de la prise de risques est très peu présente. Après tout, le marché du Minitel était acquis. Aussi, Rennes et la Bretagne des télécommunications sont des territoires où l'on administre, on pense, on forme et on développe des produits très (trop?) souvent destinés au marché public hexagonal. Le rapport Alain Minc-Simon Nora de 1977 sur la télématique aura, à son niveau, fixé les ambitions nationales et mis à l'unisson l'ensemble des acteurs de la filière bretonne. Les technopoles et les villes ont consacré cette configuration en accordant une attention toute particulière aux acteurs majeurs de la filière. Il faut comprendre ce passé pour expliquer le présent.

### Nantes, des petites structures

L'histoire nantaise est tout autre. En fait, Nantes n'a pas de passé particulier dans le secteur des télécommunications. C'est une ville historiquement commerciale, peuplée de négociants et naturellement ouverte. Elle est dédiée au commerce et a développé une industrie en rapport avec les échanges. Elle est par nature plus foisonnante. On pensera à la construction navale évidemment, héritage industriel d'une sombre période coloniale. Les entrepôts, les quais, l'esprit d'entreprise marquent encore aujourd'hui le territoire nantais. Le savoir, la connaissance, la recherche ne sont aucunement prioritaires dans cet univers de marchands.

Ce développement tous azimuts a eu un avantage. L'absence de secteurs dominants, organisés autour de quelques acteurs publics eux-mêmes très puissants, a permis la coexistence de centres de décision et d'organisation de taille plus petite. En termes de rayonnement et d'attractivité, le secteur de la technologie, entendu au sens le plus large possible est un secteur parmi d'autres. Ni plus ni moins. Cela a été particulièrement vrai jusqu'au tout début des années 2000, jusqu'à ce qu'une économie locale portée par, et majoritairement tournée vers les services, croise le numérique.

Les produits à forts contenus technologiques ont des cycles de vie très courts condamnant les industries à l'innovation continue.

## 2 - L'économie numérique, le verrouillage et la résilience

Les récents travaux que nous venons de publier sur la résilience des territoires technologiques donnent un éclairage aux futurs possibles<sup>2</sup>.

Dans une compétition mondiale pour les capitaux, la connaissance et les marchés, la résilience se définit comme la capacité d'un territoire technologique à ne pas s'éteindre avec le cycle de vie du produit et des services qu'il produit ou qu'il contribue à produire.

Aujourd'hui, l'économie numérique est très largement une économie de standards (les mobiles, les systèmes d'exploitation, les modèles d'affaire, les technologies, les infrastructures numériques...): celui qui gagne, c'est celui qui impose son standard. Cela vaut pour la firme, pour l'industrie et pour le territoire qui les héberge. Par exemple, les standards de l'Internet sont aujourd'hui très largement pensés et produits à partir de la Silicon Valley californienne.

À y regarder de plus près, ce qui caractérise le mieux ce territoire, à l'avant-garde depuis près d'un siècle, c'est sa capacité à conjointement exploiter des technologies sur les marchés mondiaux tout en maintenant une très forte capacité collective à pousser la recherche et l'exploration. La porosité entre les frontières académiques, les start-up mais également les mastodontes du web comme Google ou encore Facebook favorisent l'exploitation immédiate des meilleures idées, modèles d'affaire, technologies sur le marché monde.

### Des cycles de vie courts

Et c'est devenu essentiel. Les produits à forts contenus technologiques ont des cycles de vie très courts condamnant les industries qui les pensent et qui les fabriquent à l'innovation continue et souvent ouverte. L'incertitude est aussi beaucoup plus forte et notamment parce que les consommateurs sont plus versatiles, s'habituent à l'abondance, à la gratuité, sont infidèles aux marques, font et défont des produits ou des services par bouche-à-oreille. C'est ce contexte, précisément, qui im-

1. Crespo J., Suire R., Vicente J., 2013, « Lock-in or lock-out ? How structural properties of knowledge networks affect regional resilience », *Journal of Economic Geography*, à paraître.

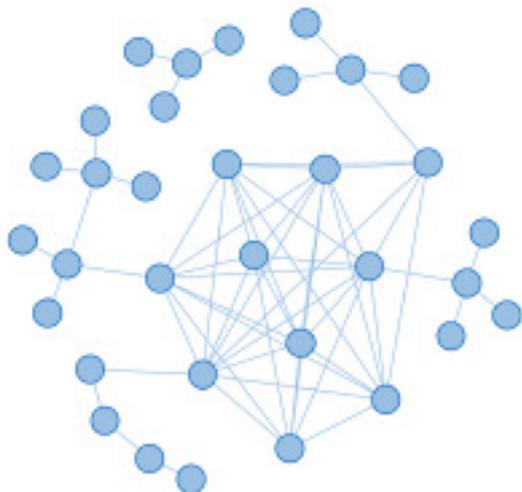


Figure 1 – réseau verrouillé (a)  
(source : Crespo, Suire, Vicente, 2013)

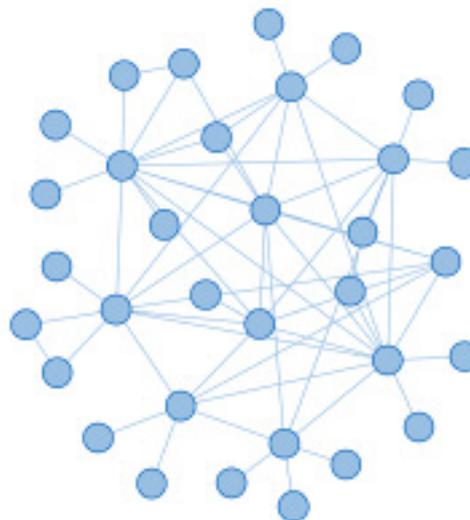


Figure 2 – réseau résilient (b)  
(source : Crespo, Suire, Vicente, 2013)

pose de l'agilité, de la diversité et de la souplesse tant du point de vue de l'organisation qu'au niveau de la filière, qu'au niveau du territoire. Et à ce jeu, les forces d'hier sont peut-être les faiblesses d'aujourd'hui et les handicaps de demain. En effet, la résilience ne peut s'envisager que sous des conditions structurelles précises.

Ce que nous avons montré, c'est que lorsque la structure, qui d'une certaine façon constitue l'invisible force ou faiblesse collective du territoire relevait plutôt d'une situation (a), alors la tendance au verrouillage des pratiques et des représentations était latente. Entendons-nous : cela ne signifie aucunement qu'il ne se passe rien sur le territoire, ni rien de créatif. Cependant cette périphérie exploratoire est très éclatée, faiblement maillée et finalement marginale au regard du poids des acteurs historiques du cœur.

### Le conformisme menace

Au fond, le conformisme peut souvent l'emporter sur le créatif et les comportements disruptifs. Des territoires, mais également des organisations sociales ou productives, sont souvent verrouillés dans cette configuration.

Pour le dire autrement, il peut y avoir un foisonnement d'idées et de bouillonnement à la périphérie de la structure, mais ces pratiques, ces signaux et parfois cette

cacophonie ne se diffusent pas ou très mal au cœur du réseau. Avant tout, ce qui marque ces structures, ce sont des rentes de situation, acquises, héritées, reproduites. Elles dominent le cœur du réseau et des questions d'intermédiation, de culture, de confiance, de prise de risque sont souvent invoquées pour expliquer cette absence ou cette faible porosité entre les communautés. Pour reprendre un mot de David Stark, sociologue de l'innovation à Columbia, la dissonance ne fait pas sens. Non, plus justement, on ne cherche pas de sens dans la dissonance.

Les choses sont différentes dans un réseau résilient (b). Le cœur est constitué, c'est une condition nécessaire de la performance et de la visibilité sur des marchés, mais en revanche la périphérie exploratoire est bien mieux connectée à ces acteurs. Les idées, concepts, représentations circulent plus facilement entre les différentes catégories d'acteurs. En d'autres termes, c'est la configuration qui permet le meilleur compromis entre la diversité et la cohésion. Les territoires résilients sont à la fois en mesure d'imposer des standards sur des marchés compétitifs mais laissent également la place aux nouvelles pratiques de telle manière que de *l'air frais* irrigue continuellement la structure.

### 3 - Rennes, Nantes : deux stratégies

Les deux villes et n'en déplaise à ceux qui prônent la coopération, qui l'affichent et qui en font la promotion, sont en compétition frontale pour et par le numérique. Et cela avec des stratégies différentes.

#### Le Quartier de la création

Le territoire nantais ne souffre pas d'une dépendance excessive à son passé technologique et cela a permis depuis une vingtaine d'années au moins, de faire mûrir un projet de territoire qui aujourd'hui se cristallise dans le Quartier de la création. Une place pour les industries de la création, de la culture mais aussi pour les services numériques. Cela passe par une croyance, aujourd'hui reprise par la ministre de l'Innovation et de l'Économie numérique Fleur Pellerin : regrouper, concentrer et fabriquer un *cluster* fait sens. Ce n'est jamais aussi simple et la proximité géographique présente bien des ambivalences, mais cela présente au moins l'avantage d'incarner le projet de territoire pour les acteurs des différentes filières. Ils s'approprient ainsi plus facilement les pratiques connexes.

L'université, les scènes musicales actuelles, la cantine numérique, des start-up, les ateliers... tout ce petit monde coexiste désormais sur un bout de l'Île de Nantes. Cela se voit, cela se sait, cela se montre. Aujourd'hui, Nantes et les différentes communautés qui alimentent ce collectif sont des acteurs d'une périphérie éclatée qui peu à peu constituent un cœur par densification des relations. Nantes n'est pas un territoire résilient, il n'en possède pas les propriétés structurelles et surtout son assise recherche est fragile, mais il acquiert peu à la fois la légitimité sur les industries de contenus, de la création et sur les services web et numériques.

Le projet rennais, tel que nous le comprenons à travers notre modèle, est plus diffus. L'histoire du territoire pèse de tout son poids sur les choix ou les non-choix qui sont faits aujourd'hui. Les initiatives numériques sont nombreuses mais elles manquent parfois de cohérence et surtout d'inscription dans le temps long. Sans compter que les lieux et les personnes sont particulièrement dispersés. Le principe du parcours est à privilégier pour découvrir la Rennes numérique et créative. Comme si au fond, le cœur suffisait et qu'une stratégie territoriale et numérique fût secondaire.

Risqué, très risqué, dans un régime de concurrence internationale où la visibilité compte plus que tout et où les réels gagnants seront peu nombreux. C'est à ce titre, que Rennes est à rapprocher d'une configuration du territoire ossifiée avec une périphérie riche et bruyante mais un cœur qui, au fond, l'écoute par à-coups. Sur le segment des services numériques et les contenus créatifs, c'est-à-dire sur ce que l'on va mettre dans les tuyaux, Rennes est à la peine alors que Nantes s'envole et l'écart peut se creuser vite.

Dans ce jeu où les forces du marché et les esprits entrepreneuriaux sont structurants, l'acteur public peut jouer deux rôles. Renforcer l'existant, le cœur, et mettre en avant ses pépites, parfois ternies, ou se concentrer sur la périphérie de la structure. Il faut pour cela une vision, parfois de l'agressivité et une stratégie d'ensemble pour mettre le tout en musique. Il faut accepter les risques associés aux nouvelles pratiques, à des nouveaux comportements et les assumer. Est-ce dans les gènes du territoire rennais? Sans doute plus dans ceux du territoire nantais.

Rennes et Nantes sont en compétition frontale pour et par le numérique.

À Rennes, les initiatives numériques sont nombreuses mais manquent parfois de cohérence et d'inscription dans le temps long.

# Rennes Métropole, et après ?

TEXTE > THOMAS FRINAULT

**RÉSUMÉ** > *Quel est l'intérêt, la place, le poids, le rôle d'une communauté d'agglomération telle que Rennes ? Retour sur les étapes qui depuis le District de Rennes (1970) ont progressivement installé la présence d'une intercommunalité additionnant ses compétences et donc de plus en plus forte. Reste à connaître le très attendu « acte III de la décentralisation » dont on pense qu'il renforcera encore le « pouvoir des métropoles » telles que Rennes.*



Depuis la Révolution française, le « trop grand » nombre des communes est constitué comme « problème » au sein de cercles réformateurs. Souvent convoquée dans la compréhension du développement de l'intercommunalité, cette situation française de morcellement extrême du gouvernement municipal doit être relativisée si nous considérons que la presque totalité des pays européens ont adopté et mis en œuvre des outils de coopération tant au niveau municipal qu'infra-régional et régional. En dépit des fortes disparités entre les politiques territoriales des États, les frontières politico-administratives héritées ne pouvaient en effet constituer l'unique base de rayonnement de l'action publique locale. Ceci se vérifie tout particulièrement dans le cas des villes européennes dont la croissance s'est d'abord réalisée par étalement.

Les agglomérations voient leur intégration avant tout fondée sur des flux spatiaux, des relations d'échange économique, social et politique. Afin de mieux répondre à la dynamique spatiale des problèmes, la plupart des pays du monde occidental se sont ainsi lancés depuis la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle dans des réformes de leur système institutionnel territorial avec toujours le souci de combler le fossé séparant les échelles fonctionnelles

(celles de problèmes, des impératifs de gestion, des mobilités, etc.) et les échelles institutionnelles.

## Un district parti de peu

Dans le cas de l'agglomération rennaise, l'intégration intercommunale a d'abord emprunté à la solution districale, faute d'un consensus politique local en faveur de l'établissement d'une communauté urbaine, statut apparu avec la loi du 31 décembre 1966<sup>1</sup>. L'ordonnance du 5 janvier 1959, créant les districts, visait à résoudre les problèmes nés des frontières artificielles entre différentes communes au sein d'un tissu urbain continu, confiait aux districts des compétences obligatoires (logement, centres d'incendie et de secours) à côté des compétences volontairement déléguées.

C'est la multiplication de ces compétences qui explique, dans le cas rennais, comment un « simple » dis-

THOMAS FRINAULT est maître de Conférences en Science politique à l'université Rennes 2. Il est l'auteur, sur ces questions de décentralisation, de l'ouvrage *Le Pouvoir territorialisé en France* paru en 2012 aux Presses universitaires de Rennes

1. Cette loi créait autoritairement quatre communautés urbaines de Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg, d'autres ensembles supérieurs à 50 000 habitants pouvant accéder au statut sur une base volontaire.





Partager la fiscalité économique faisait du District rennais un précurseur sur le territoire national.

trict, moins intégré que la communauté urbaine sur le plan du droit, peut aboutir dans les faits à une très forte intégration des compétences. Créé en 1970 pour permettre aux communes de l'agglomération de s'organiser en vue de recevoir un certain nombre de décentralisations universitaires, le District rennais va ainsi hériter de nombreuses compétences stratégiques, en même temps que se consolide graduellement la conscience qu'ont les acteurs des interdépendances qui les relient.

### Précurseur pour la fiscalité

Au cours des années 1990, la communautarisation des compétences s'est accompagnée d'une intégration fiscale accrue, le District rennais se saisissant de la nouvelle opportunité offerte par la loi ATR (1992), créant la taxe professionnelle unique (TPU), pour concrétiser un projet déjà présent dans les esprits : partager la fiscalité économique. Sa mise en œuvre dès le 1<sup>er</sup> janvier 1993 faisait du District rennais un précurseur sur le territoire national. Ce transfèrement de la fiscalité économique à l'échelle intercommunale, qui intervient en échange de versements aux communes (attribution de compensation, dotation de solidarité communautaire), contribue alors à établir un territoire aggloméré plus solidaire : au partage de la fiscalité se surajoute une réduction de la concurrence fiscale que se livrent traditionnellement les communes pour attirer les entreprises.

La diversification étant une forme d'assurance économique, *a fortiori* dans un contexte où planaient des doutes sur la pérennité de la TPU, l'agglomération a ensuite franchi le pas de la fiscalité mixte, complétant la fiscalité économique et spécialisée par un recours (certes minoritaire) à la fiscalité ménages (taxe d'habitation, foncier bâti).

### La grande étape du PLH

La solidarité communautaire s'est également manifestée avec la signature en 2005 du programme local de l'habitat : toutes les communes, à l'exception de Saint-Grégoire, s'engagent alors à participer à l'effort de construction des logements en général, et des logements sociaux en particulier. Entre-temps, le District s'était transformé en communauté d'agglomération dans le sillage de la loi Chevènement (1999) exigeant des EPCI qu'ils optent pour l'une des trois catégories de groupements (communautés de communes, communautés d'ag-

glomération et communautés urbaines). La communauté, qui héritait alors de nouvelles compétences (équipements culturels et sportifs, voiries et parcs de stationnement d'intérêt communautaire), prenait au passage le nom de « Rennes Métropole ».

Rennes Métropole aurait pu devenir davantage qu'un nom, à savoir un statut, à la suite du lancement d'une nouvelle réforme territoriale par Nicolas Sarkozy, dont la loi du 16 décembre 2010 constitue l'aboutissement. En effet, si la Métropole est moins un territoire qu'un statut pour le droit, le Comité Ballardur chargé de faire des propositions avait décidé d'introduire ce nouveau statut dans une perspective quasi-utopique de remodelage du territoire. Il proposait une sorte d'inversion juridique au terme de laquelle la Métropole deviendrait une authentique collectivité territoriale, une super-commune, dotée de la clause générale de compétences, alors que les communes, désormais privées de ladite clause, se verraient reléguées au rang de simples composantes.

### L'impossible barre des 500 000 habitants

La Métropole ressortait par ailleurs renforcée par le haut en se voyant transférer, à l'image de la ville de Paris, l'exercice sur son territoire de l'ensemble des compétences départementales. Partisan convaincu de l'intercommunalité, Daniel Delaveau, maire de Rennes, président de Rennes Métropole, mais aussi président de l'Association des communautés de France, souhaite alors saisir l'occasion de faire accéder l'agglomération rennaise à ce nouveau rang de Métropole. Une métropole étant ce que le droit désigne comme telle, son seuil de déclenchement est purement conventionnel : le législateur fait fluctuer les chiffres à partir desquels tel ensemble se retrouve éligible.

Alors que les députés fixèrent le seuil à 450 000 habitants, le Sénat allait le relever à 500 000 habitants par le biais d'un amendement du sénateur UMP d'Ille-et-Vilaine Dominique de Legge. Le saut démographique est alors trop important à franchir pour Rennes Métropole, dont le président pourra trouver matière à consolation dans le détricotage minutieux du texte au fil du travail parlementaire. La loi maintiendra finalement la Métropole au rang de « simple » établissement public, bénéficiant de transferts de compétences sur une base essentiellement conventionnelle (et non obligatoire).

La loi a finalement maintenu la Métropole au rang de « simple » établissement public

## L'opposition d'élus locaux

Mais les consultations au sein et autour de Rennes Métropole, pour réfléchir à l'intégration de nouvelles communes ou communautés de communes voisines, sont déjà lancées. Le financement conjoint par l'État et l'agglomération d'une étude confiée à l'Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise (Audiard), réfléchissant à cette question des périmètres, traduit alors la convergence entre majorité métropolitaine et services de l'État. Visant à remodeler un paysage intercommunal français dont les mailles apparaissaient trop serrées (taille géographique, démographique et institutionnelle moyenne des EPCI jugée insuffisante), la réforme du 16 décembre 2010 a relancé les schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI), inaugurés en 1992 et supprimés en 1999.

La première génération avait révélé une certaine friabilité du côté de l'État: les propositions préfectorales prenaient le plus souvent à leur compte les propositions émanant des élus locaux. Avec cette « nouvelle génération », l'État cherche à davantage asseoir sa vision et imposer des regroupements. Or l'Ille-et-Vilaine témoigne de la difficulté récurrente de passer outre l'opposition des élus locaux en matière d'intercommunalité. Cristallisant de fortes tensions politiques locales, indépendantes des clivages partisans traditionnels, l'esquisse préfectorale de réduction drastique du nombre de communautés en Ille-et-Vilaine s'altère au fil des interactions avec les élus locaux.

Le projet d'extension de Rennes Métropole, soutenu de concert par le préfet et Daniel Delaveau, échoue devant un front politique du refus, porté par des élus de diverses sensibilités politiques. Celui-ci a finalement raison du projet d'amarrer quatre communautés de communes (Val-d'Ille, Chateaugiron, Liffré et Pays d'Aubigné) à Rennes métropole. Un scénario qui est dénoncé tantôt comme une forme d'annexion autoritaire, tantôt comme anti-écologique, tantôt comme un projet précipité. Ces résistances périphériques reçoivent le soutien des élus de la minorité de Rennes Métropole expliquant « pourquoi Rennes Métropole fait peur aux autres intercommunalités »<sup>2</sup>. C'est donc à titre individuel que certaines communes vont faire le choix de quitter leur communauté de communes pour rejoindre Rennes Métro-

pole: entrée des communes de Laillé (depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012), de Bécherel, Miniac-sous-Bécherel, La Chapelle-Chaussée, Romillé et Langan (à partir de 2014).

## L'acte III de la décentralisation

L'Acte III de la décentralisation, inauguré au lendemain de l'alternance politique de 2012 mais toujours en discussion en raison des interminables concertations avec les élus, devrait apporter des changements pour Rennes Métropole, non pas tant sur son périmètre que son statut et des compétences. Dans le projet de loi en cours, la métropole disparaît pour laisser place... à la métropole (*exit* la distinction entre « communauté métropolitaine » et « métropole » des premiers avant-projets de loi). Alors que le gouvernement a d'abord évoqué des conditions d'attractivité (présence d'un pôle universitaire de renom, d'infrastructures de transport conséquentes et de sièges sociaux de grandes entreprises) pour décrocher ce statut, le texte devrait finalement s'arrêter sur le seuil démographique de 400 000 habitants comme critère. Dans une note gouvernementale, que la *Gazette des communes* s'est procurée, le gouvernement semble même disposé à aller plus loin en transformant par décret « les EPCI à fiscalité propre qui formeront un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine de plus de 500 000 habitants » en métropoles. Marylise Lebranchu, ministre en charge de la Décentralisation, devait souligner: « Eu égard à leurs fonctions, je crois donc nécessaire de conférer à ces métropoles des statuts renouvelés, plus intégrés, plus puissants... ».

## Un nouveau statut pour Rennes Métropole?

Si Rennes Métropole semble ainsi conduite à endosser un nouveau statut, que pouvons-nous concrètement en attendre? À ce stade, il est difficile d'y voir clair tant la distribution des compétences semble peu stabilisée. Des indiscretions évoquent le fait que les décisions des métropoles pourraient s'imposer aux régions en matière de développement économique. En attendant, la communautarisation continue de progresser à travers un nouveau chantier prioritaire: la mutualisation des services. Adossée à une logique comptable (dégager des écono-

2. Titre d'un communiqué des élus de la minorité de Rennes Métropole (notamment publié dans le journal *Le Mensuel de Rennes*).

Le projet d'extension de Rennes Métropole, soutenu de concert par le préfet et Daniel Delaveau, a échoué devant un front politique du refus.

Dans le projet de loi en cours, la métropole disparaît pour laisser place... à la métropole.

Sur la question de la démocratie intercommunale, la réforme territoriale en cours fait preuve d'un quasi-mutisme

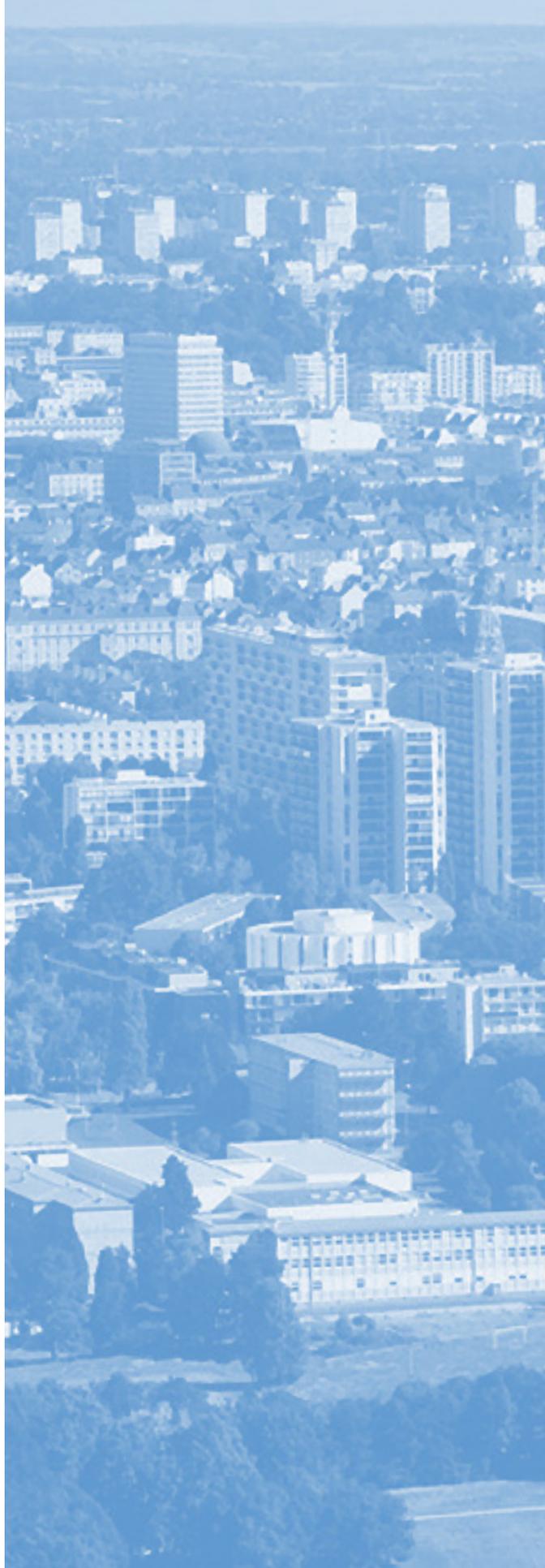
mies et répondre ainsi aux critiques sur le coût de l'intercommunalité), mais susceptible de nourrir une logique de projet, la mutualisation peut correspondre à la mise à disposition d'un service communal au profit de l'EPCI (mutualisation ascendante) ou inversement, au travail d'un service communautaire pour le compte d'une commune membre (mutualisation descendante).

Dans le cas rennais, c'est la forme la plus intégrée de mutualisation qui a été privilégiée avec la constitution d'entités administratives communes à la ville et la communauté d'agglomération : direction des ressources humaines, direction de l'urbanisme.

### Le fléchage de 2014 : une demi-mesure

En tout état de cause, ce renforcement continu de l'intercommunalité (compétences, ressources financières et ressources humaines) repose la question de la démocratie intercommunale, volet sur lequel la réforme territoriale en cours fait preuve d'un quasi-mutisme<sup>3</sup>, laissant intacte la solution adoptée par la loi du 16 décembre 2010 du fléchage des candidats, à partir des municipales de 2014. Ce moyen terme acceptable entre le *statu quo* et l'élection au suffrage universel direct permettra aux électeurs de choisir leurs conseillers communautaires (fléchés) en même temps qu'ils désigneront leurs conseils municipaux. Mais ce scrutin direct (sur le plan du droit) ne devrait pas suffire à mettre l'intercommunalité à portée de bulletin dans les faits. Les communes demeureront en effet l'intermédiaire obligé entre la base citoyenne et l'échelle intercommunale. Tout au plus peut-on espérer que ce fléchage crée les conditions d'un débat autour des questions métropolitaines dans une campagne jusqu'ici indexée à l'horizon municipal.

3. La seule avancée notable de la réforme porte sur les trois métropoles européennes créées de manière « autoritaire » par l'État (Lille, Lyon et Marseille) qui devraient connaître une élection au suffrage universel direct à partir de 2020.



# ABONNEMENT

JE M'ABONNE À PLACE PUBLIQUE

1 AN  à partir du n° ...

50 € au lieu de 60 € soit une économie de 10 €

2 ANS

90 € au lieu de 120 € soit une économie de 30 €

à partir du numéro.....

Règlement par chèque à l'ordre de Place des débats

Les Champs libres  
10, cours des Alliés 35000 Rennes

Nom/Prénom

Adresse

Code postal

E-mail



TEXTE &gt; GILLES CERVERA

**CONTEXTE >** Suite de notre rubrique de flânerie subjective à travers les rues de Rennes. En se baladant, nez au vent, Gilles Cervera capte les détails. Des détails qui n'en sont peut-être pas...



#### À la fortune du pot



Les services techniques, à moins qu'il s'agisse d'un artisan, ont des ressources! La question qui se pose à celui qui emprunte la rue est simple comme "j'y vais ou j'y vais pas? Je dévie ou je ne dévie pas?" Sûr qu'en certaines régions d'Europe, il y a peu, plus au Sud ou carrément à l'Est, seul un seau retourné, un brasero allumé, une fourche à l'envers ou un vague fanion servaient d'indices pour un rétrécissement de chaussée ou un déroutement de chantier. Ici, à Rennes, on ruse autrement! Les panneaux font deux en un, côté face, vous ne le saurez pas et côté pile, les flèches sont éloquentes et l'ordre sûr!

#### Patrimoine mondial



Le fest-noz au patrimoine universel! Des nuits de diaspora à scander de New York à Roazhon, danse et contre-danse, chant et contre-chant jusqu'à déraison! Incroyable! Au classement mondial en tant que *patrimoine immatériel de l'humanité*, nos tranes rondes ou en files, bras dessus bras dessous ou le doigt en l'air crochant le doigt de l'autre! Sent-on tout ce que ces mots veulent dire: *patrimoine immatériel de l'humanité*? J'avais apprécié aussi que la place *Jemaa el-Fna* à Marrakech le devienne! Son côté moche et de guingois, sublime quand les Marrakchis montent vers elle comme une marée rituelle depuis les mille et une nuits des temps! Voilà fest-noz et *Jemaa el-Fna* (littéralement les *trépassés*!) rangés dans le même dossier de l'Unesco! Ces deux sonneurs de l'avenue Janvier témoignent à la fois du folklore et de ce que devient le monde! D'une enseigne l'autre, les sonneurs en bragou braz et ceux d'Anatolie – où les crêpes ne sont pas si mauvaises, voisinent!

#### Tatouage d'arbres



Est-ce que les arbres souffrent? Ou au contraire, prennent-ils à leur compte ces marques amoureuses? Les bouleaux ne nous répondent pas, ni les peupliers des parcs ou ceux des bords de l'eau. Peut-être est-ce là qu'elle réside la loi du mariage pour tous, dans ces scarifications devant té-

moins! Là que des cérémonies ont lieu ayant pour seul magistrat l'arbre, dont la valeur n'est pas moins instituante qu'une autre! Tel est le récit de l'écorce scarifiée de prénoms et de signes. Que d'aveux amoureux dont l'arbre témoigne bien après qu'Abélard et Héloïse soient morts ou que d'autres, moins sublimes, aient cassé! L'arbre tient et ne rompt point!

#### Rue identitaire



Reliquat d'un dimanche de manifestation anti *mariage pour tous*? Une rue de Rennes devient « identitaire ». Deux drapeaux sur le manche: un *gwen ha du*, pauvre Bretagne mise à toutes les sauces, et cette croix fine et blanche sur fond rouge entourée de rayons! Certains habitants s'affichent désormais aux fenêtres. Aux croisées, les croisés! Heureusement que chaque huis ne porte pas sa hampe! Une guerre civile se jouerait alors à bas bruit! Une guerre de drapeaux! Ici, nous n'avons pas cette habitude de confondre l'espace privé de la fenêtre et public du trottoir: dans le quartier gay de San Francisco, je me souviens des drapeaux arc-en-ciel arborés aux fenêtres des bow windows. Et dans le reste de l'État, les drapeaux américains comme signe de ralliement patriotique! *American style*! En Bretagne, les bannières ne prenaient l'air qu'une fois par an, lors des pardons! Plaise au ciel que la rue laisse libres les regards qui flottent et ne se drape point d'appel aux guerres.

#### Le peintre Pollock



Qui, de cette cabine, a téléphoné en dernier? Facile de nommer le dernier à avoir passé un coup de fil dans la cabine de la Barre Saint-Just. Vous trouvez? Celui qui en a fait son image de marque internationale! Mille rétrospectives, cent catalogues raisonnés! Eh bien oui, c'est signé: Jackson Pollock, ou plutôt son fantôme! Sûr qu'il est passé un soir par Rennes! Un simple coup de fil vers l'au-delà à cause de son retard pris dans un bar de la rue Hoche! Pollock n'a pas emporté le portable au paradis, forcé de choisir cette cabine du boulevard. D'un pot de peinture blanche en sa sauvage incandescence! Plus « pouring » (déversement) que « dripping » (égouttement), finalement!

#### Chandeleur

samedi 2 février. Douceur de l'air et crêpes à l'envers. Je quitte Rennes vers l'ouest! À l'autoradio, notre Président est en gloire au Mali. Ceci n'ayant rien à voir avec cela. Passé Pont-Lagot et avant Pacé, au travers des halliers, une colonne de gilets fluo avance, fusil cassé sur l'épaule. Ils ont une manière d'avancer de biais comme au rugby! À portée de Villejean et tout près du nouveau barreau, les chasseurs chassent en ligne et en fluo. Les lapins qui ont, c'est bien connu, des problèmes de vue, s'en réjouissent.

Des points de  
détails dans

la ville.

Qu'en passant

on voit ou ne

voit pas.

Des détails qui

n'en sont point.

# INITIATIVES URBAINES

Rennes 2040

**143** **Thierry Paquot**

*Que sera l'architecture ? Deux voies possibles*

Villes d'ailleurs

**147** **Gilles Cervera**

*Bucarest, ville névrosée*

**153** **Marc Dumont Brèves**

# RENNES 2040

## Que sera l'architecture? Deux voies possibles

TEXTE > THIERRY PAQUOT

**CONTEXTE >** *Invité des premières assises régionales de l'architecture en Bretagne, qui se sont déroulées le 3 avril 2013 à Rennes sous l'égide du Conseil régional de l'ordre des architectes, le philosophe Thierry Paquot a livré une vision prospective du métier d'architecte<sup>1</sup>. Nous publions ici un extrait de son intervention, articulée autour de deux figures fictives d'architectes bretons en 2030, Gildas Segalen et Gaëlle Aberwrac'h. Avec l'humour et la profondeur qui le caractérisent, Thierry Paquot esquisse deux scénarios. Pour le meilleur et pour le pire.*



En 2033 est publiée sur le site de l'ordre des architectes de Bretagne la Charte de Brest, rédigée après une vaste enquête régionale depuis la ville portuaire, symbole à la fois d'ouverture au monde et de porte d'entrée en Europe continentale. C'est le Consortium international des ascenseurs métropolitains, le CIAM, qui l'a sponsorisé. Il faut dire que depuis 2016, les ascenseurs ont été progressivement privatisés et sont dorénavant à péage. C'est un architecte breton qui en a eu l'idée, en étudiant les partenariats publics privés (PPP) et voyant à quel point ceux-ci profitaient surtout au « privé ».

THIERRY PAQUOT est philosophe de l'urbain et professeur des universités, auteur de nombreux ouvrages dont : *Petit manifeste pour une écologie existentielle* (2007), *L'urbanisme c'est notre affaire !* (2010), *Un Philosophe en ville* (2011), *Introduction à Ivan Illich* (2012), *Repenser l'urbanisme* (sous la direction de , 2013)

### 1. L'ARCHITECTE GILDAS SEGALEN

Comme les bailleurs sociaux, les copropriétés, les entreprises, les services publics ne savaient pas comment entretenir leur parc d'ascenseurs – premier moyen de transport au monde! -, Gildas Segalen leur a dit « Donnez les moi, je vais les gérer, et ceci sans une seule panne! » Ravies de s'en débarrasser, les sociétés immobilières ont confié au CIAM, l'entretien, les réparations et les remplacements des ascenseurs, en échange de quoi, celui-ci introduit le péage (plus cher pour monter que pour descendre, surtout dans les hôpitaux et les maisons de retraite). Très rapidement les autres pays s'y sont mis. Aussi en 2030, 97 % des ascenseurs étaient privés, ce qui a permis au CIAM d'acquérir les sociétés de fabrication, dont la légendaire marque Otis. L'édi-

1. Le texte intégral de la conférence de Thierry Paquot est disponible sur le site

Pour alimenter ces bâtiments énergivores, de nouvelles centrales nucléaires ont été implantées

Tout est programmé pour le bien-être des habitants selon des critères décidés par un bureau d'études sinoaméricain payé par une instance européenne

fication des tours est encouragée et aidée, les architectes et les élu(e)s adoptent les mêmes arguments infondés pour justifier cette démesure : la tour est écologique, elle favorise la densité et contrecarre l'étalement urbain.

Et ça marche ! Rennes possède une trentaine de tours dont la moitié de logements luxueux, Brest en exhibe également plusieurs dont l'une, le Phare, a été dessinée par Jean Ancien en 2025, à l'âge de 80 ans, même Morlaix a une tour-ferme dont le toit est à la hauteur du viaduc, ce qui permet aux vaches de regarder passer les voitures ! Pour alimenter ces bâtiments énergivores, de nouvelles centrales nucléaires ont été implantées, elles ont été privatisées en 2028. Il faut préciser que depuis 2014, la plupart d'entre elles étaient entretenues par des sous-traitants dont certains étaient originaires d'Ukraine, pays renommé pour sa ville-fantôme Tchernobyl, destination touristique prisée par les « nouveaux aventuriers »...

De nombreux villages bretons sont dorénavant murés. Les propriétaires des lotissements et autres maisons individuelles sont fortement imposés fiscalement et désignés comme de « mauvais citoyens » depuis la nouvelle loi sur l'égalité des territoires de 2017 dont le slogan orwellien affirme que « Tous les territoires sont égaux, certains plus que d'autres ! », ce qui a provoqué un retour en ville, alors que ces habitats étaient thermiquement étanches, bien conçus par des architectes préoccupés des questions climatique et énergétique et que leurs habitants travaillaient sur place, grâce aux technologies communicationnelles, s'alimentaient des légumes de leur potager, des fruits de leur verger...

### Enclaves résidentielles

Dans les villes bretonnes prédominent les enclaves résidentielles sécurisées et médicalisées pour troisième âge, autant dire que l'architecture y est avant tout aseptisée et hygiénique, mais à l'ancienne, c'est-à-dire « fonctionnaliste », on n'y tient pas compte de l'architecture climatique mise au point par de jeunes architectes dans les années 2010-2012, qui pensent le logement selon l'axe sec/humide. L'urbanisme adhère toujours au credo productiviste, les décideurs parlent sans complexe de « croissance verte » et de « mobilités douces »...

Les horaires sont en 3 x 8, sept jours sur sept, y compris le dimanche devenu un jour ouvré en 2018, au nom de la liberté du commerce et du fun shopping, l'automobile hybride en covoiturage cela va de soi, le train à

grande vitesse, le tramway, l'avion, ces moyens de transport d'une époque révolue sont encore largement privilégiés et satisfont une classe de « nantis pucés ». Tous les aménagements, le mobilier urbain, les parcs et jardins publics, l'éclairage, sont commandés sur catalogue. Les architectes installés en Bretagne, dans leur grande majorité réalisent ce qui a été « désigné » par des cabinets internationaux et sont dans l'obligation de s'associer avec l'une des majors du BTP. Une jeune architecte qui avait fait travailler des artisans locaux a été retrouvée morte au pied d'une grue dans le chantier du plus grand centre commercial écologique d'Europe, cet accident serait survenu de nuit, la victime espionnait paraît-il les travaux...

### Ville à plusieurs vitesses

La Charte de Brest énonce les grands principes de l'excellence architecturale, en jargon des professionnels de la profession, l'archex. Les architectes qui y souscrivent se partagent les commandes centralisées et se répartissent diverses primes inventées pour mieux les inféoder. Les rebelles sont pourchassés. Ils nourrissent le flot grandissant des réfugiés, réfugiés climatiques, réfugiés touristiques (ceux qui ne peuvent plus rentrer chez eux, suite au vol de leur passeport et de leur carte bancaire), réfugiés professionnels... Ces principes consacrent la ville à plusieurs vitesses, la vidéosurveillance, le contrôle territorial, l'urbanisme défendable, le partenariat public/privé, la cyberconcertation qui attribue aux premiers qui répondent à une interpellation de la municipalité un cadeau...

Dans cette société entièrement informatisée, les logiciens qui rendent « intelligents » les immeubles, les autoroutes, les transports collectifs, les jardins partagés, les crèches parentales, les clubs des anciens, etc., sont régulièrement et automatiquement mis aux normes globalisées. Tout est programmé pour le bien-être des habitants selon des critères décidés par un bureau d'études sinoaméricain payé par une instance européenne. Un médiateur peut-être consulté en cas de litige ou de mécontentement, tapez le 17... Tout est prévu. Ainsi chaque proposition et intervention d'un architecte sont comptabilisées en « actes-standards », qui valent tant en heures et tant en euros. L'architecte qui se rend sur un site le fait à ses frais, de même s'il dialogue avec un client pour mieux le connaître et ainsi répondre à ses attentes... Ces « plus » sont des « moins » à l'aune des exigences tech-

nologiques. L'excellence, c'est l'efficacité technique alliée à la rentabilité économique.

### « Rêveur de demeures »

Un jour, Gildas Segalen visite la bibliothèque municipale de Rennes avant sa transformation en centre de fitness et autres soins corporels, avant donc le transfert des livres à l'usine d'incinération voisine, les bibliothèques sont devenues immatérielles et réseautées, n'importe qui de n'importe où, à n'importe quelle l'heure peut consulter n'importe quel livre numérisé, alors pourquoi les conserver sur des rayonnages et rémunérer des bibliothécaires ? Il attrape au hasard un livre rouge écorné sur un tas de bouquins en vrac et décrypte le titre, *Poétique de l'espace* d'un certain Gaston Bachelard, le feuillette et lit : « Car la maison est notre coin du monde. Elle est – on l'a souvent dit – notre premier univers. Elle est vraiment un cosmos. » Quelles sonnettes, se dit-il. Plus loin, il tombe sur cette phrase qu'un lecteur avait soulignée : « Logé partout, mais enfermé nulle part, telle est la devise du rêveur de demeures. Dans la maison finale comme dans ma maison réelle, la rêverie d'habiter est brimée. Il faut toujours laisser ouverte une rêverie de l'ailleurs. » Il éclate de rire et marmonne rageusement, « Et dire qu'il a touché des droits d'auteur pour ces bêtises ! » Le soir, après avoir consulté la cotation de sa firme à la bourse de Shanghai, il s'endort. Sans rêver. Pas de temps à perdre !

## 2. L'ARCHITECTE GAËLLE ABERWRAC'H

Nous sommes en 2030, Gaëlle Aberwrac'h vient d'obtenir son diplôme d'architecte. Agée de 26 ans, elle a passé un an à Sydney où elle s'est familiarisée avec l'anglais et une autre année à Lomé, d'où elle a découvert un peu d'un autre monde, l'Afrique. Dans les deux cas, ses séjours ont été riches en rencontres et en informations surtout sur le vernaculaire, la dimension environnementale de l'habitation, l'importance de l'écoute et de l'échange, la réflexion sur les « biens publics mondiaux environnementaux » comme l'eau, l'air, la terre. Elle prend des notes au crayon sur un petit carnet qui ne la quitte pas. Parfois, elle les recopie sur un fichier de son ordinateur portable. Elle tient beaucoup à ses deux cultures, l'une alphabétique, l'autre numérique.

Dans sa vie quotidienne, ce sont des écogestes qui rythment ses activités, sachant qu'au niveau des instances délibératives et décisionnelles internationales, aux représentants tirés au sort et dont le mandat n'excède pas une année, on veille à l'application stricte d'une réglementation environnementaliste sans cesse réévaluée. C'est à cause de son empreinte écologique trop forte, suite à son voyage en avion pour rentrer de Sydney, qu'elle s'est rendue en Afrique par la mer, travaillant sur un cargo, d'une pierre deux coups ! Là, en Bretagne, elle ne circule qu'en vélo. Parfois, elle s'arrête de pédaler, laisse ses cheveux épouser les caresses du vent, regarde le paysage qui s'enflamme dès l'automne et là, elle s'énergise au contact du cosmos, elle cosmosise et sourit au monde. Elle est heureuse.

### Plaisir d'œuvrer et économie du don

« Architecte » est le métier qu'elle a choisi. Elle souhaite construire en bois, mais aussi en terre. Elle sait que depuis la loi sur le temps de travail de 24 heures par semaine, votée en 2022, elle combinera plusieurs activités. Le salariat de fondement du capitalisme est devenu une véritable gêne, il fallait « flexibiliser », d'où le précarité et le stagériat, grandement pétri de culpabilité et de frustration. À la honte du chômeur contraint à un assistantat en peau de chagrin, pourquoi ne pas opposer le plaisir d'œuvrer ? Dorénavant chacun vit avec une rémunération plus faible qui se traduit par une salubre décroissance, ne plus consommer n'importe quoi... C'est aussi la possibilité d'autres sources de revenus, comme le jardinage, les échanges en temps, en savoir-faire, en connaissances, bref une toute une économie du don pour qui la valeur n'a pas de prix...

Gaëlle ignore qui a déclaré en parlant de quelqu'un qui faisait plein de choses différentes, « il a plusieurs cordes à son arc au point d'en faire une lyre... », mais cette idée de transformer une arme en instrument de musique lui convient. Son travail d'architecte, de par sa variété (rénover de vieilles bâtisses, recycler d'anciennes friches commerciales, réhabiliter écologiquement des lotissements, ménager les routes et les chemins, imaginer une nouvelle destination socioculturelle à un quartier en déclin, etc.), lui permettra d'alterner diverses missions et ainsi de faire unité. L'être humain ne sera plus émiétté. Il faut dire que Gaëlle est convaincue, suite à sa lecture

Il attrape un livre au hasard un livre et décrypte le titre, « Poétique de l'espace » d'un certain Gaston Bachelard

Dorénavant chacun vit avec une rémunération plus faible qui se traduit par une salubre décroissance

de Georg Simmel, que l'être humain est à la fois relationnel et situationnel, c'est-à-dire qu'il vise à toujours concilier le avec et le parmi.

### Le spatial et le temporel

N'oublions pas que la relation est au cœur de la définition du mot « écologie », comme le suggère son inventeur Ernst Haeckel en 1866, pour qui celle-ci est la « science des relations de l'organisme avec l'environnement ». L'être humain se trouve par conséquent en relation avec le vivant (qui possède ses rythmes), avec les autres humains (qui ont leurs temporalités) et avec ce qui est déjà-là qui se modifie sur un temps long, insensiblement. Il passe son séjour terrestre à lier et à délier pour mieux relier. La liaison, cette dimension existentielle, se fiance à une autre, la situation. En effet, tout terrien est situé, c'est-à-dire qu'il se localise dans le temps et dans l'espace, il spatialise et temporalise tout en étant spatialisé et temporalisé et en spatialisant et temporalisant. Le métier d'architecte en 2030 assure pleinement ces deux attitudes.

L'architecte établit les liaisons que l'habitant se doit de nouer avec ses voisins, les passants, les gens mais aussi avec le vivant, tout comme, elle ou il ménage les territorialités spatio-temporelles de chacun, répondant ainsi aussi bien à la question environnementale qu'à la question communicationnelle. L'architecture s'affiche sensorielle, chronotopique et participative. Gaëlle restera indépendante mais travaillera sûrement au sein d'une coopérative des métiers de la maison (une C2M) qui regroupe des praticiens complémentaires les uns aux autres. Elle sait que dès qu'une mission est terminée et en attendant qu'une autre se manifeste, elle fera de la musique (l'autre corde de son arc!) et de la formation (« à la découverte de la nature »).

Avec les AMAP, les commerçants itinérants (donc de « proximité », comme on disait il y a vingt ans!), le commerce en ligne (les livraisons sont acheminées par les ambulanciers), l'auto-production et le large éventail des artisans et des prestataires de services qui peuplent à nouveau les bourgs et les villages urbains, l'ordinaire quotidien se révèle grandement assuré. Un collègue lui a parlé du mouvement « Construction Inventive, Architecture Merveilleuse », le CIAM qui refuse de résumer ses principes en une quelconque « charte » qui conduirait inexorablement à son institutionnalisation et à la stagnation des idées et des expérimentations...

### Le parcours l'emporte sur la destination

Inventivité et merveilleux, voilà de belles intentions, non? À la logique du programme et du projet, qui longtemps a dominé la profession, le mouvement CIAM préfère l'incrémentalisme et le trajet. C'est un architecte belge, né en 1927, Lucien Kroll qui a emprunté ce terme à un économiste américain, Charles Lindblom pour la transposer à l'architecture. Est incrémentale toute action qui s'effectue « au fur et à mesure », sans prédestination, en se questionnant, se réorientant, s'ajustant, à chaque étape d'un processus qui intègre ces nouvelles données, la plupart insoupçonnées au départ, et dont la seule finalité, s'il fallait en promouvoir une, serait la plus grande autonomie des acteurs concernés...

Le trajet, lui, mise sur le processus, la transition, le passage, c'est-à-dire sur la temporalité de cette mise en épreuve d'un collectif réuni pour une réalisation en cours. C'est le parcours qui l'emporte sur la destination. Ainsi chacun est en auto-apprentissage permanent et en tenant compte des conditions qui existent conforte la résilience spécifique à la situation donnée et ouvre à sa mutabilité pacifiée. Gaëlle prend *La Poétique de l'espace*, livre qu'elle apprécie depuis longtemps et déclame cet aphorisme: « la maison natale est plus qu'un corps de logis, elle est un corps de songes. » Elle adresse à tous ses correspondants internétés. Elle leur offre régulièrement une bachelardise. Elle range son livre et éteint son ordinateur. Soudain, elle se sent fière d'être architecte et se met à danser.

« La maison natale est plus qu'un corps de logis, elle est un corps de songes. » (Bachelard)

VILLES D'AILLEURS

# Bucarest, ville névrosée

TEXTE &gt; GILLES CERVERA

**RÉSUMÉ >** *La capitale de la Roumanie, 1,7 million d'habitants, est une ville étrange, emplie de fantômes, celle de l'ex-dictateur communiste, celle des Roms que l'on cache. Une ville infernale dans son agitation quotidienne. Une ville triste le jour et riieuse la nuit. Une ville clivée, mais une ville guérissable, nous assure Gilles Cervera qui fréquente Bucarest depuis des années.*

Gilles Cervera est psychothérapeute, membre du comité de rédaction de *Place Publique*.



Ce n'est pas moi qui parle de « ville névrosée » ! Je ne me permettrais pas. Ce sont les gens de là-bas qui le disent, ceux qui l'habitent et peuvent y travailler – garder un travail, veux-je dire – intellectuels, profs, pédagogues, psys, éducateurs, bref, des personnes que j'ai pu régulièrement rencontrer durant une décennie.

Ils vivent là, travaillent dans la ville, subissent des heures et des heures de transports, dans des trams ahanants et cahoteux, dans des trolleys fatigués. Et pour prouver le bien fondé du mot « névrose », l'exprimer au plus près, ils disent qu'il quittent la ville dès qu'ils le peuvent, aux vacances, en « ouiquande », pour fuir, se ménager, se protéger, car ils n'en peuvent plus des trolleys qui calent, des gens si tristes, si tristes.

## Tristesse à l'état pur

Les Bucarestois disent que les Bucarestois sont tristes. Ils le disent tristement, commentent cette tristesse qui n'est ni *saudade* lisboète ni blues du Bronx, une tristesse, disent-ils, à l'état pur.

Une enseigne publicitaire qui dégouline d'un immeuble depuis des années.



Cette ville est un chantier, un immense chantier un peu bloqué, un peu en panne.

Alors, on est un peu surpris que des jeunes femmes belles et fines, peu souriantes sauf quand la confiance est lentement mais sûrement acquise, lorsque ces jeunes femmes aux lèvres rougies de fard, aux yeux soulignés que leur village, voilà où est leur attache, leur vraie de vraie attache, leur havre. Une jeune psychothérapeute trentenaire n'a de cesse que d'espérer passer son permis, tout est si cher ici. Et quelques mois plus tard, le permis en poche, une bonne partie du salaire y étant passé, son espoir pour cette jeune femme en petit tailleur pantalon moulant, impeccable sous ses signes d'*European way of life*, est de s'acheter la voiture. Une voiture pour quitter cette ville le vendredi, abandonner ses carrefours fous, quitter ses immeubles ternes. Une ville fuit la ville.

### Ce grand chantier bloqué

Reste « le Petit Paris » comme on surnomme Bucarest depuis longtemps. Cette nostalgie. Il reste une ville suffisamment grande pour s'y perdre, suffisamment petite pour qu'on la parcourt d'est en ouest, de nord en sud sans que trop de temps se passe. On la comprend. On repère assez vite les grandes artères, on saisit mal le quartier des gares, mais ensuite on voit qu'elles sont à certaines heures comme toutes les gares de toutes les villes

des lieux de couchage, des cartons qui s'entassent, des cris fusent, des duvets se partagent ou d'autres s'arrachent, et le deal bien sûr, pas moins pas plus de deal qu'ailleurs.

Vite on pige que cette ville est un chantier, un immense chantier un peu bloqué, un peu en panne. À l'instar de l'Europe! Il y a eu, ici c'est plus que sûr, cette jubilation européenne puis sont venues, plus dures qu'ailleurs, les désillusions, les tours de verre en cours, les chantiers stoppés. Ont déferlé des kilotonnes de règlements, et cette jeune femme de me dire que ses parents, au village, ne peuvent même plus tuer le cochon dans leur cour.

Il reste ce qui se voit partout : les grandes enseignes lumineuses, celle de Coca-Cola qui coule sur dix mètres de néons tout en haut d'un immeuble un peu moche, son jet lumineux remplit le verre depuis des années depuis la fameuse bouteille américaine que tout le monde reconnaît. Ces néons empêchent de voir, au centre des grands carrefours hostiles aux passants, trois minuscules croix de bois, humble signal d'un pays très croyant. Ou, plus loin, Remus et Romulus tétant la louve, la nôtre, l'universelle, romaine et impériale louve dont on a tous un peu de lait en nous.

### À tombeau ouvert au point mort

L'hostilité? La névrose? Allons sur ce chapitre. Ce qui frappe le passant à Bucarest c'est le regard sans regard des passants. Expliquons-nous. Les rues sont creuses, noires, striées de rails ou huileuses sous les axes filaires des trolleys. La rue automobile est un enjeu compliqué, réservé jusqu'il y a peu à l'étrange jubilation d'aller au plus vite. Et désormais pour économiser l'essence, on roule au point mort. Lorsqu'un taxi vous prend sous ce régime, il vous faut une petite dose de philosophie : à fond d'abord, pied au plancher, pour que l'accélération et le coup de jus dans le carbu soient rentabilisés. Imaginez ensuite la voiture au point mort, traversant les carrefours, évitant les trottoirs tout en les frôlant au mieux, bondissant de bosse en bosse, trouant les trous, dénichant les poules de leurs nids, franchissant les feux avec la seule idée d'aller au bout du bout de la décélération inévitable sans que la voiture profite d'autre chose que de sa propre énergie... Bref, trouillo-mètre à zéro pour celui qui découvre la méthode.

Le trolley en panne, un événement familier.

## La rue est sans pitié

Parlons du trottoir puisque nous sommes, en cette occurrence, piétons.

Pour le piéton, c'est une autre affaire qui peut aussi tenir de l'enfer. Les trottoirs étant dédiés aux voitures en stationnement. Des Logan par centaines à la queue leu leu, des vieilles R12 que Dacia a continué à produire jusqu'à la récente aventure du low-cost, bref il y eut beaucoup d'acheteurs, les subprimes roumaines se sont vendées sur des carlingues. Or voilà toutes ces centaines de voitures pour une ville sans parcage ni garage. Le pouvoir d'avant n'avait évidemment pas pensé une telle poussée individualiste!

Où les mettre, Où les poser? Où les garer, ces voitures? Il y a dix ans, elles remuaient encore, descendaient de temps en temps la marche du trottoir, ce n'est plus le cas. Les Logan sont sous bâche ou pas, leurs propriétaires attendant des jours meilleurs ont enlevé les jantes, les bagnoles sont donc statufiées sur les trottoirs, sur cale.

Résumons nous. La rue est un lieu de roulette russe<sup>1</sup>. Le trottoir est un long purgatoire à voitures. Et le piéton, puisque c'était la question? Il se faufile, le piéton! S'il est adolescent, en bande ou trompe-la-mort donc, il descend sur la chaussée, à ses risques et périls.

## En file indienne

Gardons raison et avouons un âge où l'instinct de conservation prévaut. Donc, comment se débrouille le piéton raisonné et raisonnable à Bucarest? Le passage s'effectue sans signe, code apparent ni attouchement. A priori aucun excès de politesses mais une file indienne. On tente de passer entre les bas d'immeubles un peu gras ou béants, entre les grillages plus ou moins agressifs, on passe là. À raison d'un à la fois, en file indienne. On avise en face la file indienne adverse pourrait-on dire, celle qui vient, et c'est là que sans se regarder ni se dire pardon, allez y, passez, sans connivence aucune. Un code des passages alternés s'établit, chacun son tour, et si d'aventure une bouche d'égout depuis longtemps sans capot de fonte est un risque supplémentaire sur le passage à emprunter, entre les voitures garées et les murs, dans ce goulot d'étranglement, il y aura, signe fort de solidarité, un bâton qui dépasse ou, on l'a vu, un manche de parapluie dont les baleines avaient été vidées de tissu. C'est le signal, on enjambe, ça passe.



## Fatalisme

La rue est complexe. Les feux tricolores font fonction d'arrêt, de temps en temps. Un décompte des secondes à vivre est offert au piéton, le décompte de sa mort lorsqu'il se lance dans la traversée d'une avenue. Ce compte à rebours macabre est précieux plus que tout. Demandant à des amis, psy ou pédago, si par hasard, en tant que piéton, en patientant au petit bonhomme rouge, si l'on voyait venir en courant un enfant, qui, dans son élan allait se lancer imprudemment, on posait la question en précisant que cet enfant n'est pas le nôtre, ni le vôtre, un inconnu en quelque sorte et qu'un trolley justement débouche à ce moment, quel serait votre geste?

Aucun me répondent unanimement ma vingtaine d'interlocuteurs. Aucun. Aucun m'étonné-je? C'est son destin m'a-t-il été rétorqué.

## L'ombre de Ceausescu

C'est que Bucarest sent encore le poids de ses destins fatals (excusez le pléonasme, il semblait nécessaire!). Nombre de mes interlocuteurs âgés de moins de cinquante ans me précisent qu'ils sont là, devant moi, formellement vivants mais si l'on peut dire victimes de la

La rue est un lieu de roulette russe. Le trottoir est un long purgatoire à voitures.

1. Mot à éviter dans ces parages!

Scène de rue à l'ancienne autour d'un jeu populaire.



Ils parlent fort, les Bucarestois. Ils rient, ils gueulent et souvent en buvant ils font des fêtes au pied des maisons

loi anti-IVG imposée par le pouvoir totalitaire. S'il n'y avait eu que la responsabilité de leurs parents... nous n'eussions pas fait connaissance! Car Bucarest reste sous l'ombre portée de Ceaucescu, celui qu'on ne nomme plus, qui divise les générations, percute les familles. Il a son palais fou, plus bas près de la rivière Dâmbovita. Pour l'édifier il a fait raser une partie de la ville. On ne redira pas que l'ambition de l'innommé fada était que son palais fût visible de la Lune. Il semblerait qu'il le soit. Les guides l'affirment même si feu Armstrong, en foulant la terre d'en haut et en parcourant son grand pas d'humanité ne le formula pas.

### Le vieux Buca

Il y a de cela quinze ans, lors de mes premiers pas dans Bucarest, malgré les mises en garde de tous ceux qui me voulaient du bien, bader dans le Vieux Buca. Où vivaient encore des populations déportées. Le fada en chef ayant pensé malin de mettre dans les maisons orientales du centre, les plus typées, près du dernier caravan-sérail, les Roms. Les maisons se dégradèrent à grande vitesse et à coup de pompes et de fonds européens, les Roms ont été à nouveau déplacés.

Ces quartiers dégradés ont retrouvé du lustre. Même des fondations de remparts romains (la Dacie donc!) ont

été mis sous verre et l'on marche sur ce passé éclairé d'en bas, c'est plus que beau et l'on descend désormais vers le Caravansérail par deux ou trois petites rues merveilleusement restaurées. Là où les pavés disjoints retenaient les sacs plastiques, les poches détroussées et les rebus de repas, il y a désormais comme dans toutes les villes européennes des terrasses toujours saturées. L'hiver chauffées au gaz. L'été sous parasol. Le design est en général de bon ton et ce qu'on y mange sent bon tout ce qui est bon.

### Tous à Pont-Aven!

Ne nommons pas le fou d'avant, le *conducator* qui avait voulu vider la ville de son histoire. Francophone notamment. Il a fait raser le musée que les mécènes roumains Anastase et Ana Simu avaient dédié à notre sculpteur Bourdelle sur un modèle identique à celui de la Maison Carrée de Nîmes. Plus trace! Alors, allons au Palais Royal, retrouvons-y une fascination bretonne. Au début du 20<sup>e</sup> siècle, tous les peintres bucarestois, sont venus au Faouët, à Pont-Aven, Roscoff ou Morlaix et l'on retrouve ici nos paysages, l'exactitude du Raz à sa pointe ou les marchés avec nos aïeux coiffés haut ou largement embragoubrazés. Bucarest est à découvrir. Nous y insistons. Pour ses palais retors, ses maisons basses, posées perpendiculairement aux rues, les coursives entreillées de grappes jaunes où continuent de se jouer des parties de cartes qui font brailler la nuit.

### Porte de l'Orient

La nuit ne tombe pas à Bucarest. Pas seulement parce que les chiens continuent de hanter les jardins, les friches et de tourner autour des églises, fussent-elles minuscules et cachées derrière de hauts blocs en béton, pas seulement parce que la jeunesse est étudiante et a besoin des nuits pour photocopier le jour, mais aussi parce que c'est à ce moment-là que les trolleys se calment, que les bus brinquebalants arrêtent de trinquailler. On n'entend plus alors que les hommes. On croit qu'ils se disputent mais Bucarest est une porte de l'Orient. Ils parlent fort tout simplement, les Bucarestois. Ils rient, ils gueulent et souvent en buvant ils font des fêtes au pied des maisons, là où pousse depuis toujours une végétation insensée.

Ce monument dédié « à la gloire des héros de la révolution de 1989 » en plein centre de la ville pris le nom de « monument à la patate ».

Une croix colorée en hommage à une victime de la révolution.



### Ville végétale

Bucarest est moins monumentale que végétale. Les arbres traversent les murs, poussent les grilles, crevassent les sols, ouvrent des brèches. Les jardiniers ont renoncé, trop peu nombreux ou ils font deux ou trois autres métiers comme la plupart des Bucarestois pour survivre et manger.

Alors, faute de jardiniers, les gens de Bucarest, à l'automne, se rendent service et font devant chez eux des tas immenses de feuilles dorées, c'est beau et pas question qu'un môme s'amuse à shooter dedans. Quand la neige paralyse la ville, ça arrive chaque année, les ornières de la rue permettent au trolley de passer, et les gens de Bucarest montent un talus de neige pour qu'on puisse le long des maisons, entre les voitures, continuer à se faufiler.

Mettons que le trolley tombe en panne. On l'a vu, c'est pourquoi on le dit. La plupart des passagers ne pesent pas. Ils regardent ou ils attendent. Destin fatal, redisons-le. Quand le dépanneur arrive avec un truck antique et immense, les passagers hommes se remontent les manches. Il s'agit de ne pas faire de gaffe en déplaçant le bras qui a déraillé et ne touche plus le 10 000 volts. Il

faut faire gaffe, tout le monde hurle et aide, et ils donnent tous la main et pour peu que le trolley redémarre, les klaxons de joie braillent et les hommes aussi en s'essuyant les fronts avec le revers de la chemise.

### Un rêve et un cauchemar

Bucarest reste un rêve de ville. Et donc un cauchemar! Ceux qui la disent névrosée ne vont pas tous les jours à la rotonde des poètes du Parc Çismigiu, ils ne regardent pas sur chaque colonne le buste du passé, ils attendent une autre poésie et sans doute qu'ils ont du mal, dans le vacarme du jour et les abois de la nuit, à la trouver. Alors parlons névrose! Bucarest ne l'est ni plus ni moins qu'une ville dont les transformations sont violentes et les silences assourdissants. Ceux qui s'occupent des Roms disent ne s'occuper de personne. Il y a dans cette ville des quartiers d'apparence, certains d'apparat, et il y a dans cette ville de clivage plus que de névrose, ceux qu'on ne nomme pas, qu'on ne voit pas, ceux qui n'ont ni droit de cité – au sens propre ni de raisons d'exister y compris aux yeux des travailleurs sociaux, des pédagogues ou des psychologues. Il leur faut du temps et beaucoup de rencontres pour les convaincre que ceux avec lesquels ils traitent chaque jour, sont sans doute issus de cette communauté des Roms. Bucarest, petit à petit, s'interroge.

L'Université est ici un mythe, celui des recommencements, de l'espoir!





Un conseiller municipal est issu de cette minorité, qui n'en est pas une, un ministre du gouvernement aussi.

### Clivée mais guérissable

Bucarest est belle et jolie comme le Petit Paris. Bucarest a son arc de triomphe, ses palaces et ses places. Ses bouquinistes ont des placards de bois<sup>2</sup> qui s'ouvrent dès l'aube et jusqu'au soir comme des grands livres le long de l'Université. L'Université est ici un mythe, celui des recommencements, de l'espoir !

Il y a, pour la révolution de 1989, deux monuments : un grand, dit « de la patate », et un minuscule, fleuri tout le temps : une croix colorée que les gens ont bricolée en mémoire de l'un d'eux tombé là. Bucarest est un Petit Paris qui dit tout et clive beaucoup ! Guérissable donc !

2. Remplis souvent de la meilleure littérature française et francophone.

## BRÈVES &gt; MARC DUMONT

Marc Dumont est maître de conférences en aménagement urbain. Il est membre du laboratoire Eso-Rennes (Université de Rennes 2) et du Laboratoire LAUA (École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes). Il est membre du comité de rédaction de *Place Publique* Rennes.

## Effervescence autour du vélo en ville



Pour faire du vélo un instrument d'aménagement urbain et d'une nouvelle vision de la ville, les idées ne manquent pas. Comme celle, à Bordeaux, du premier prototype du Pibal, le vélo-patinette. Imaginé par le designer Philippe Starck, ce vélo en aluminium de 16 kg permet de pédaler, de patiner et de porter un enfant. Il a été conçu à partir des idées des Bordelais, consultés il y a un an via un site Internet. Fabriqué par Peugeot pour un coût unitaire de 420 €, il viendra renouveler le parc des 3500 vélos mis gratuitement à disposition des habitants depuis plus de dix ans.

À Strasbourg, les cyclistes vont avoir leur première rocade ! La ville s'est en effet lancé le défi d'être la première de France à mettre en place un périphérique destiné aux cyclistes, avec une mise en service programmée dès cet été. Concrètement, il s'agira de réaliser une sorte de rocade cycliste, avec des portes identifiées et des connexions avec des radiales qui permettront de desservir l'ensemble du territoire en moins de 30 minutes. Strasbourg veut ainsi continuer son développement en faveur de la pratique du vélo mais, cette fois, sur des trajets plus longs à l'instar de Copenhague.

Arcachon, elle, offre tout simplement des vélos à ses administrés ! Sur 6000 foyers, plus de 1600 personnes en ont fait la demande et 300 habitants ont reçu « le vélo d'Arcachon » aux couleurs de la ville, fin janvier. La commune en a commandé 2000 à ce jour pour un prix unitaire de 137 €, soit un budget de 274 000 €. Mais celui-ci n'est pas limité et s'adapte à la demande. En comparaison, un système de vélos en libre service avait été évalué à 800 000 €. Pas de quoi hésiter !

## Des partenaires privés pour des écoquartiers d'envergure



Les écoquartiers foisonnent, mêlant opérations classiques d'urbanisme et innovations de grande envergure dans le cadre de partenariats entre des acteurs publics et privés. L'écoquartier des Portes d'Orly en est un exemple, fruit du partenariat avec Eiffage Immobilier et Nexity-Pégase. L'établissement public d'aménagement Orly Rungis-Seine Amont et la Ville de Chevilly-Larue (Val-de-Marne) viennent de choisir ces deux opérateurs pour construire 80 000 m<sup>2</sup> de logements, bureaux et commerces sur deux ZAC au sud de Paris, à l'issue d'une consultation de plusieurs mois. Les deux promoteurs se sont engagés à réserver 20 % des logements à des prix maîtrisés, ainsi que 12 000 m<sup>2</sup> de bureaux et 95 logements en accession. Le principe, pour la collectivité, est de céder les charges foncières aux opérateurs à un niveau moyen qui leur permettra de réaliser une partie du programme à prix maîtrisé. Toulouse lance son premier véritable écoquartier, sur la ZAC de la Cartoucherie, avec un objectif de 3 100 logements, dont l'aménagement est dédié à la SPLA Oppidea. L'opération est particulièrement complexe en raison de la pollution du site. Elle associe encore Eiffage immobilier au bailleur social Colomiers Habitat et à l'agence d'architecture SCAU. Certains partis pris y sont intéressants comme la proximité de la ligne de tramway ou la place laissée aux espaces publics (50 %). Le quartier de 33 hectares accueillera à terme 3 100 logements, 6 000 m<sup>2</sup> de commerces de proximité et 90 000 m<sup>2</sup> d'activités. Le quartier aura aussi une vocation culturelle avec la venue en 2015 de Mix'Art Myriss dans la grande halle rénovée.

## Vive la ville pour tous !

Certaines villes ne savent plus où donner de la tête pour se faire remarquer. Un quartier de Londres s'est ainsi mis en tête d'infliger des amendes aux obèses. La municipalité de Westminster, dans le centre-ville, envisage en effet de réduire les allocations des personnes en surpoids qui ne suivraient pas de programme de remise en forme. Cette idée pousse à l'extrême des initiatives locales déjà existantes en Grande-Bretagne, où des municipalités autorisent des médecins à prescrire gratuitement des activités physiques dans les salles de sport et piscines qu'elles gèrent. Cette démarche s'est diffusée tout récemment en France à Strasbourg qui fi-



nance à titre expérimental des séances de sport sur ordonnance pour certains malades. Il faut dire qu'en Grande-Bretagne, où un quart de la population est obèse, une partie des prérogatives de politique de santé publique a été confiée aux autorités locales, qui versent par ailleurs des allocations financées par les impôts locaux.

Toujours en Grande-Bretagne, la ville de Brighton s'adapte aux théories du genre en réalisant des toilettes publiques « neutres ». Les nouveaux WC seront ouverts indifféremment aux hommes et aux femmes. Sur les portes sont prévus des pictogrammes représentant un homme, une femme et un enfant ensemble, signifiant que les lieux sont ouverts à tous, indépendamment du sexe et de l'âge. Dans cette ville, connue pour son positionnement *gay friendly*, la population lesbienne, gay, bi et trans est estimée à 40 000 personnes. Ouvrir la ville à tous, c'est aussi cette initiative de Google qui a installé le wifi gratuit extérieur dans tout un quartier de New York. Ce réseau couvre vingt pâtés de maison de ce quartier de Manhattan où Google a des bureaux depuis 2006. Le quartier est le premier de Manhattan à avoir un wifi extérieur totalement gratuit, auquel accèdent plus de 100 000 personnes.

### Nice, ville effervescente



À Nice on peut trouver des places de parking grâce à son smartphone. La ville vient en effet de lancer Nice Park, un système innovant de stationnement intelligent qui s'appuie notamment sur l'usage des smartphones et du wifi. Dans cette ville, où il faut en moyenne une demi-heure pour trouver une place en centre-ville et où 20 % du trafic est généré par la recherche d'un stationnement, la municipalité a décidé de remplacer les vieux horodateurs par des bornes qui sont autant de terminaux de son service Nice Park. La nouvelle génération d'horodateurs à antenne wifi travaille de pair avec une application sur téléphone mobile. Le système est simple : des capteurs sont insérés dans les trottoirs. Ils détectent la présence ou non d'un véhicule sur la place de stationnement et envoient ensuite l'information aux horodateurs de nouvelle génération. Actuellement 70 horodateurs sont équipés et 1 000 capteurs ont été installés.

Toujours à Nice, c'est parti pour le réaménagement de la Gare Thiers, près de trois ans et demi après le démarrage des premières études. Vaste projet de réaménagement de la gare centrale, cette opération est pilotée par Gare & Connexions avec Arep et par RFF sur la partie infrastructures (la métropole prenant en charge des travaux de voirie annexes), afin de transformer un bâtiment qui n'a pas subi d'intervention majeure depuis sa créa-

tion en 1867 en un véritable pôle d'échanges multimodal pouvant accueillir 11 millions de voyageurs par an, à l'horizon 2020. Dans le projet à plusieurs tranches, on retrouve encore des marchés attribués à Eiffage TP-EMGC...

### Mieux gérer l'énergie en ville.



Deux initiatives, à Angers et Marseille, visent à rationaliser la consommation d'énergie en ville. Marseille utilise ainsi l'eau de mer pour chauffer et rafraîchir : les tout nouveaux bâtiments de la Villa Méditerranée et du Mucem construits côte à côte sur un site étroit bénéficient d'un même système climatique innovant qui utilise l'eau de mer. Déjà en service à Monaco et dans deux bâtiments de la cité phocéenne, le procédé consiste prélever les calories de l'eau de mer l'hiver ou à les y évacuer l'été. Affichant un EER (*Energy efficiency ratio*) de 5, il ouvre des perspectives prometteuses en termes d'économies d'énergie. Les canalisations ont été immergées dans la rade par une entreprise spécialisée, suite à une étude qui a permis d'optimiser l'implantation en fonction des courants marins. Pour résister à l'eau de mer, il a tout de même fallu des équipements en inox ou en titane !

Angers quant à elle parie sur l'incinération des déchets... et des copeaux de bois ! Depuis octobre 2012, deux quartiers de la ville sont chauffés par une centrale de cogénération biomasse qui remplace l'ancienne unité d'incinération des ordures ménagères. L'électricité produite est revendue à ERDF avec un tarif bonifié, permettant de maîtriser le coût de l'opération. La centrale fournit à la fois de la chaleur et de l'électricité verte à partir de copeaux de bois. La chaleur est distribuée, via un réseau souterrain de 29 km, à 14 000 logements. La commune justifie le choix de la biomasse comme source d'énergie verte, par la gestion durable des forêts qui composent la source primaire. Du point de vue des émissions de CO<sub>2</sub>, le bois serait neutre car il ne rejetterait, lors de sa combustion, que le carbone qu'il a capté pendant sa croissance.

## De l'art urbain, avec audace



Dans le concert des réalisations phares signées par de grands architectes globaux, le musée d'art de Rio détonne un peu. Celui-ci, qui vient d'être inauguré, est destiné à être le cœur culturel de la zone portuaire en cours de rénovation. Installé sur la place Maua, le nouvel équipement comporte deux structures, le Pavillon d'exposition – situé dans l'ancien Palacete Joao VI, construit en 1916 de style éclectique – et l'École du Regard, installée dans l'immeuble voisin de style moderne. Cette ancienne gare routière de la ville permettra aux 600 000 élèves des écoles publiques de Rio d'apprendre à lire une œuvre d'art. Les deux bâtiments de six étages, entièrement rénovés, sont reliés par une passerelle et surmontés d'un « toit fluide », ondulé comme une vague, de 1700 m<sup>2</sup> et 15 centimètres d'épaisseur qui a exigé près de 800 tonnes de béton. Dans les quatre étages où se trouvent les huit salles d'exposition ne figurent que des collections temporaires (de cinq mois) où les 3 000 pièces actuelles de la collection du musée en formation y sont mélangées. L'ouverture de ce musée s'inscrit dans le cadre de l'achèvement de grands travaux entrepris par la mairie en vue de la modernisation de la ville pour le Mondial de football de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016.

Toujours dans le domaine de l'art, c'est un très baroque magasin Le Printemps qui sort de terre à Strasbourg. À l'angle de la place de l'Homme de fer, le grand magasin domine la plus grande station du réseau strasbourgeois de tramway. Il vient de faire l'objet d'une audacieuse prouesse architecturale signée par l'architecte designer Christian Biecher, avec une façade de verre et d'aluminium anodisé. Inspiré par les colombages, la flèche de la cathédrale et les constructions néo-classiques du quartier allemand, le concepteur a voulu décliner un urbanisme « rythmé » mais aussi « plié », comme un vêtement ! L'architecte ne dissimule pas son admiration pour le couturier japonais Issey Miyake dont il a réalisé le siège social à Tokyo.

## Le low cost se met à l'heure des villes !



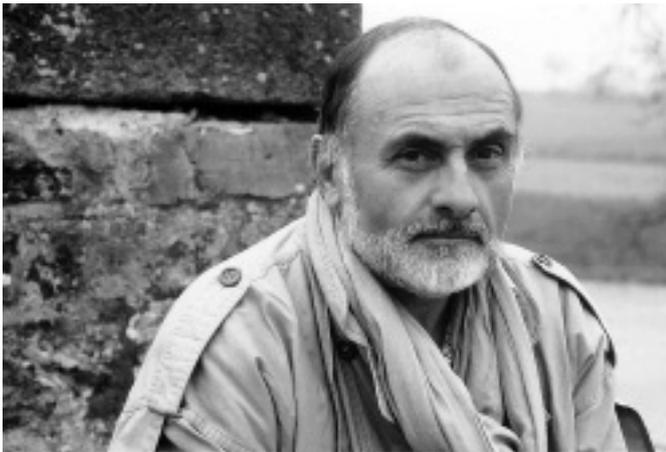
Le bas coût concerne aussi les maisons de retraite... Un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes géré par le Département de l'Essonne offre des places à 60 € par jour, ouvrant l'idée d'un « service public de l'âge ». Cette maison de retraite est située à proximité de Courcouronnes. Elle a coûté 9,7 millions d'euros au Département. L'établissement est 100 % public, de l'acquisition des lieux à sa gestion. Deux autres établissements du même type sont en construction dans le département, dont un situé à Morangis qui ouvrira ses portes en mai prochain. L'objectif ? Anticiper la hausse du nombre de personnes âgées en Essonne tout en proposant des services de qualité à des prix abordables. Un choix très intéressant quand on sait que le prix des places en Île-de-France est plus élevé qu'en province (2 242 € par mois contre 1 819 € hors Île-de-France).

Dans un tout autre domaine, mais il s'agit encore d'économie, une agence autrichienne vient de mettre au point un bâtiment fonctionnant grâce à l'énergie fournie par des algues ! Baptisé BIQ, la structure serait la première du genre. Conçu spécialement pour le Salon international du bâtiment à Hambourg, l'édifice recouvert d'une façade « bio-adaptative » constituée de micro-algues devrait ouvrir ses portes dans les prochaines semaines. La façade est en fait constituée d'une succession de volets « bio-réactifs » remplis d'algues. Ceux-ci permettent aux algues de survivre et de se développer plus rapidement, tout en procurant l'ombre nécessaire pour l'intérieur du bâtiment. Les bio-réacteurs intégrés aux volets captent l'énergie thermique dégagée par les algues qui est ensuite utilisée pour alimenter le bâtiment. Du bio low cost, en quelque sorte...

# LE RENNES DES ÉCRIVAINS

# Jean-Claude Bourlès

## « Mon faubourg... si loin de ma ville »



L'AUTEUR > Jean-Claude Bourlès mérite le qualificatif d'écrivain-voyageur. Né à Rennes en 1937, il est toujours resté dans cette ville où il occupa divers emplois avant de se fixer pendant 35 ans dans la fonction publique. Natif du faubourg de la rue de Paris, comme il le raconte dans le texte ci-contre, cet homme curieux de tout, aujourd'hui domicilié à Thorigné-Fouillard, est aussi affecté de bougeotte.

Ce sont ses récits de marcheur sur la route de Saint-Jacques-de-Compostelle qui l'ont fait connaître au public : *Retours à Conques* (Payot, 1993), *Le grand chemin de Compostelle* (Payot, 1995), *Passants de Compostelle* (Payot, 1999), *Escapades avec Don Quichotte* (Payot, 2003) réédité en poche sous le titre *Ma vie avec Sancho Pança*. Il faut citer aussi les trois guides Rando-Editions consacrés aux chemins de Compostelle en Bretagne.

Mais les routes de Saint-Jacques ne sont pas la seule passion de Jean-Claude Bourlès. Poète, il débuta sa carrière d'écrivain avec plusieurs recueils dont *Les Vents noirs* en 1976. On lui doit aussi un roman *Chronique du bel été* (Picollec, 1982), des essais : *Louis Guilloux : les maisons d'encre* (Christian Pirot, 1997), *Pèlerin sans église* (Desclées de Brouwer, 2001) et des chroniques : *Une Bretagne intérieure* (Flammarion, 1998).

Son dernier livre, paru à l'automne 2012, parle aussi de voyages, avec des photos d'Yvon Boëlle : *Le Frisson des départs* (éditions Salvador). Actuellement, Jean-Claude Bourlès écrit un texte consacré à la vieille maison de son enfance aujourd'hui démolie située au 123 de la rue de Paris. À paraître dans quelques mois.

Louis Guilloux aimait à dire « qu'il y avait du hasard dans la naissance », phrase que j'ai souvent fait mienne sans pouvoir dire si ce hasard concernait le milieu social dans lequel on venait au monde, ou le lieu de l'événement. Pour ce qui me concerne, le destin ou ce qui en tient lieu, a voulu que je naisse à Rennes où mes parents étaient arrivés en mil neuf cent-vingt-six. Le hasard ici a pour nom Oberthur où, gens d'imprimerie, tous les deux furent embauchés la semaine suivant leur arrivée. J'aurais donc aussi bien pu naître à Ploërmel dont ils étaient originaires, ou Brest d'où ils venaient. Je naquis donc à Rennes, très exactement au cent vingt-trois de la rue de Paris, dans une maison sans âge située à moins de cent mètres de l'octroi qui marquait alors les limites de la ville.<sup>1</sup>

### Entre Oberthur et Saint-Méen

Ceux qui vivaient là se disaient « du faubourg » qualificatif qu'ils préféraient pour d'obscures raisons à celui de « quartier ». Faux-bourg, peut-être, mais vrai village dont les habitants ne se souciaient guère de ce qui se disait ou se faisait à moins de deux kilomètres de chez eux : « en ville ». Il faut dire que dans leur grande majorité, ces gens étaient salariés soit de l'imprimerie Oberthur, soit de l'hôpital psychiatrique de Saint-Méen<sup>2</sup>, quand ce n'était de quelques commerces ou ateliers du coin. Une forme d'autarcie qui les éloignait d'autant de la cité où, comme je les entendrai dire dans mon jeune âge, il ne se passait rien de bien intéressant. Ce qui n'était forcément pas le

1. La maison de l'octroi de la rue de Paris située à l'intersection boulevard de Metz, boulevard de Strasbourg, avenue du Général Leclerc, n'existe plus. Elle a été rasée dans les années 60 pour réaliser la bretelle allant du boulevard de Strasbourg à l'avenue Leclerc.

2. Devenu hôpital psychiatrique Guillaume-Régnier en 1996.

Photo du carrefour de l'octroi, haut lieu stratégique à l'entrée de la ville, prise début août 1944 au moment de la Libération de Rennes par les Américains. Jean-Claude Bourlès avait 7 ans. On aperçoit sa maison, aujourd'hui démolie, du 123 rue de Paris, celle qui figure au loin à droite avec la publicité Suze sur son pignon (coll. Musée de Bretagne)



cas pour le faubourg où, de la boulangerie à l'épicerie, sans oublier le coiffeur et autres commerces, chaque jour apportait son lot de nouveautés.

Nous vivions donc en ville, sans y être tout à fait. Tout au moins dans notre façon de penser. Trop éloignés du centre distant d'un couple de kilomètres? Peut-être. Encore qu'un tramway assurait une liaison régulière entre l'octroi et la place de la mairie, et qu'à tout prendre il ne suffisait que d'une trentaine de minutes de marche pour atteindre ladite place. Manifestement il s'agissait d'autre chose, d'un mal plus profond dont je n'ai jamais trouvé la cause.

### La ville à travers le journal

Si cet état d'esprit, parfois proche de l'indifférence, fut bien réel, il ne faudrait pas croire pour autant que nous vivions dans l'ignorance de ce qui se passait chez « la voisine ». Loin de là, lu et commenté de long en large, le journal avec ses photos de la fête des fleurs, du défilé militaire du onze novembre, de la fête Dieu, ou d'une quelconque manifestation sportive, sans oublier les récep-

tions municipales, nous en disaient assez pour ne pas avoir le désir d'aller y voir nous-mêmes. D'autant que de temps à autres, des cousins de passage, venaient s'égosiller sur tel ou tel bâtiment visité le matin même. Des lieux renommés dont ils disaient grand bien, et que ni parents, ni voisins, n'avaient bien sûr été voir sous le fallacieux prétexte du manque de temps.

C'est dans ce climat de suspicion larvée des villes en général, et de la nôtre en particulier, que l'achat d'un costume, probablement de communion, me conduisit dans un dédale de magasins qui tous se trouvaient, allez savoir pourquoi, au centre de la cité. Quels souvenirs me restent-ils aujourd'hui de ce que je pris alors pour une expédition à hauts risques? L'interminable trajet, du moins jugé comme tel, le long de la rue de Paris. Sans doute aussi une pleurnicherie de circonstance, et la main de ma mère me tirant sans aménité. Une corvée magistrale avec au bout du compte l'arrivée « en ville » – « Tu as vu comme elle est grande cette place? Attention aux voitures en traversant. Dis bonjour, et tiens-toi droit! »

### Le voyage à la capitale

Devant moi, des enfilades de rues et de places bordées de bâtiments bien plus imposants que ceux de l'octroi, mais que nous n'avons pas le temps de regarder n'étant pas venus pour baguenauder. D'où cette course d'un magasin à l'autre, au milieu de gens dans le fond pas si différents que ça de nos voisins, sinon que ceux-ci bousculaient facilement le monde sans s'excuser. J'avais donc vu la ville. Enfin, l'autre, la voisine, que le poissonnier de la rue Saint-Jacques qualifiait quand il était en verve de « capitale » – « Alors, comme ça vous êtes allé dans la capitale ! » – Ce qui ne manquait jamais de requinquer le client.

Hé oui, j'étais allé là où aucun de mes copains n'avait encore mis les pieds. Ce qui, me permit d'ajouter, comme tout voyageur qui se respecte, du merveilleux à une escapade un rien décevante. Bien sûr, j'avais rencontré des gens... À commencer par Robic, récent vainqueur du Tour de France, qui sortait du journal *Ouest-France*. Non ! Nous n'avions pas parlé. Pas le temps... mais il m'avait serré la main. Oui, mon pote, serré la main ! Et la ville, c'était comment?... Un peu comme notre quartier... En plus grand, mais en moins bien. Avec plus de monde aussi, un peu partout. Et des maisons aussi vieilles que celle où j'habitais. Même qu'il y en a une qui avait appartenu à Du Guesclin !

### La guerre changea la donne

Devant un auditoire qui ne demandait qu'à rêver, ce n'était pas mentir que d'embellir les choses, escamotant au passage les pieds douloureux et un retour en tramway dans lequel éreinté de fatigue, je m'étais endormi. Si ma mémoire est bonne, c'est à cette époque qu'est née ma réputation de raconteur d'histoires, et pour certains malintentionnés de « sacré menteur ».

L'histoire aurait pu en rester là. Après tout, dix-huit ans après leur installation au faubourg, mes parents se passaient fort bien « d'aller en ville » et ne s'en portaient pas plus mal. Sauf que la guerre avait changé la donne. Que ce qui était vrai en trente-neuf ne l'était plus tout à fait en quarante-cinq, et le sera encore moins dix ans plus tard. C'est ainsi que bien avant que Bob Dylan ait proclamé que « les temps étaient en train de changer », notre faubourg fut gagné par une sorte de bougeotte qui, ne me demandez pas pourquoi, se concrétisa par une



soudaine curiosité pour celle que certains considéreront encore un temps comme *notre voisine* : la ville ! Quoi qu'en aient dit et pensé ces esprits obtus, Rennes, capitale de Bretagne et chef-lieu du département d'Ille-et-Vilaine, s'honorait de la présence d'un préfet, d'un archevêque, d'un général commandant de région, ainsi que de façon plus ordinaire, d'un maire, et de quelques hautes personnalités. J'ajoute que sa population s'élevait alors à près de cent vingt mille habitants dont quelques centaines de faubouriens dont nous faisons partie.

### Le plaisir du cinéma

Nous étions alors dans les années cinquante, une époque où, l'âge aidant, mon intérêt pour le faubourg se mit à faiblir à mesure que grandissait celui de la ville et de ses plaisirs supposés. À commencer par les cinémas dont, à entendre ceux qui en revenaient, le choix était si vaste qu'on ne savait lequel choisir. Et de citer le Royal, le Français, l'Excelsior, et quelques autres, dont un, le Club, était réservé aux seuls soldats Américains. C'est ainsi que j'entendis parler de Martine Carol qui s'exhibait pratiquement nue sur les affiches. Ce qui ne manqua pas de susciter chez moi un intérêt supplémentaire pour ce « centre-ville » aux contours indéfinis, où l'on pouvait voir de ces choses. D'autant qu'il n'y avait pas que Martine Carol, mais aussi de films que les quelques veinards

qui s'étaient risqués dans les files d'attente, nous racontaient avec force détails.

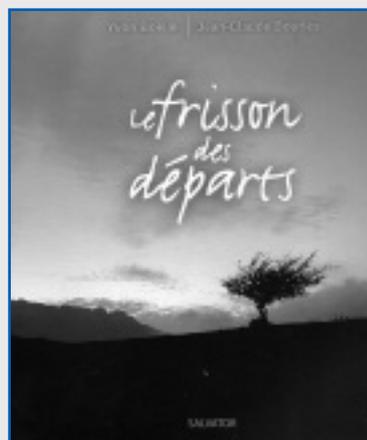
C'est ainsi que vinrent jusqu'à nous, *Autant en emporte le vent*, *La bataille du rail*, *La Cage aux rossignols*, et quelques autres. Des films que nous ne verrions, si la décence le permettait, que trois ou quatre ans plus tard dans la salle du Jeanne-d'Arc, notre « ciné de patro », vers lequel, faute de mieux, chaque samedi soir et quel que soit le programme, nous nous rendions en famille.

### Suprenantes cours intérieures

C'est ainsi que jusqu'à mon adolescence, j'ai vécu dans une ville où je me sentais parfaitement étranger. Né à Rennes, j'étais pourtant rennais, et allais le devenir pleinement à l'occasion d'un apprentissage qui, cinq ans durant, me fit arpenter la belle de long en large et jusque dans ses moindres recoins. Le gros de mon travail, si toutefois l'activité en cause méritait ce qualificatif, consistait à livrer des marchandises à des particuliers domiciliés aux quatre coins de la cité. J'étais jeune, bon marcheur – car tout se faisait à pied – curieux de tout, et pour tout dire affichait un esprit flâneur. Ce qui fait que, profitant de cette liberté accordée sans contrôle, je prenais mon temps, visitant ce qui devait l'être et même, dans certains cas, poussant des portes ouvrant sur de suprenantes cours intérieures. Autant d'exercices qui me donnèrent rapidement une assez bonne connaissance de la ville. À quoi ressemblait-elle alors ? À ce que devaient être ses consœurs mal remises de la guerre. Rennes portait alors les stigmates de ces années d'épreuves où, pour reprendre le vocabulaire du faubourg, elle avait été *amochée*. Notamment les quartiers de la gare, ceux des cimetières de l'est et du nord, qui douze ans après les faits, exhibaient quantité de maisons éventrées. Quant aux sinistrés, je les retrouvais dans des baraques en bois regroupées en lisière de cité, en attente d'un logement plus décent. Ceux qui, justement sortaient de terre au milieu de champs, à Maurepas ou ailleurs. Plus tard on me dira qu'à cette époque Rennes était triste à se pendre. Que l'on s'y ennuyait ferme et autres balivernes du genre.

La vérité m'oblige à dire que je n'ai rien vu, ou ressenti, de la sorte. Qu'au contraire, c'est de cette époque que je garde les souvenirs parmi les plus heureux que je dois à cette cité. Ceux de soirées interminables passées entre

Dernier livre paru : *Le Frisson des départs* publié avec le photographe Yvon Boëlle aux éditions Salvador, en 2012.



amis à l'étage de l'Angélu, où Elvis Presley, les Platters, Bill Haley ou Paul Anka, nous aidaient à repousser les nuits où nous refaisions le monde. Je nous revois marcher, des heures durant dans les rues en repos. Jamais me semble-t-il la ville ne me parut si belle, si complice, les rues si accueillantes jusqu'à l'heure des adieux et du retour vers l'octroi de Paris, et ce bon vieux faubourg qui, pendant des années, fut ma véritable ville.

# Place Publique

## Abonnez-vous !

### 6 numéros par an

LA REVUE URBAINE

## RENNES ET MÉTROPOLE

[www.placepublique-rennes.com](http://www.placepublique-rennes.com)

*Place publique* est une revue de réflexion et de débat sur les questions urbaines. Une revue de référence qui privilégie la raison à l'émotion, la durée à l'éphémère. Une revue généraliste croisant les savoirs, les regards, les approches. Une revue qui permet la confrontation des projets.





La santé  
des salariés,  
c'est la  
santé des  
entreprises.

Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, n° Siren 538 516 473 - HÉRÉZIE

Avec Harmonie Mutuelle, le monde de la santé rejoint celui de l'entreprise. Bénéficiez de l'expertise de spécialistes de la protection sociale. Fiscalement optimisées nos solutions s'adaptent à chaque entreprise, quelle que soit sa taille, pour garantir la protection des salariés. Nos conseillers vous accompagnent, jour après jour, dans le suivi et le pilotage de votre contrat.

**Harmonie Mutuelle, spécialiste de la protection sociale en entreprise, 1<sup>re</sup> mutuelle santé de France.**



**Harmonie  
mutuelle**

En harmonie avec votre santé



**LABEL D'EXCELLENCE** ATTRIBUÉ PAR DES EXPERTS  
INDÉPENDANTS AUX MEILLEURS CONTRATS D'ASSURANCE.

**harmonie-mutuelle.fr**